



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

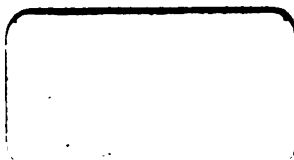
À propos du service Google Recherche de Livres

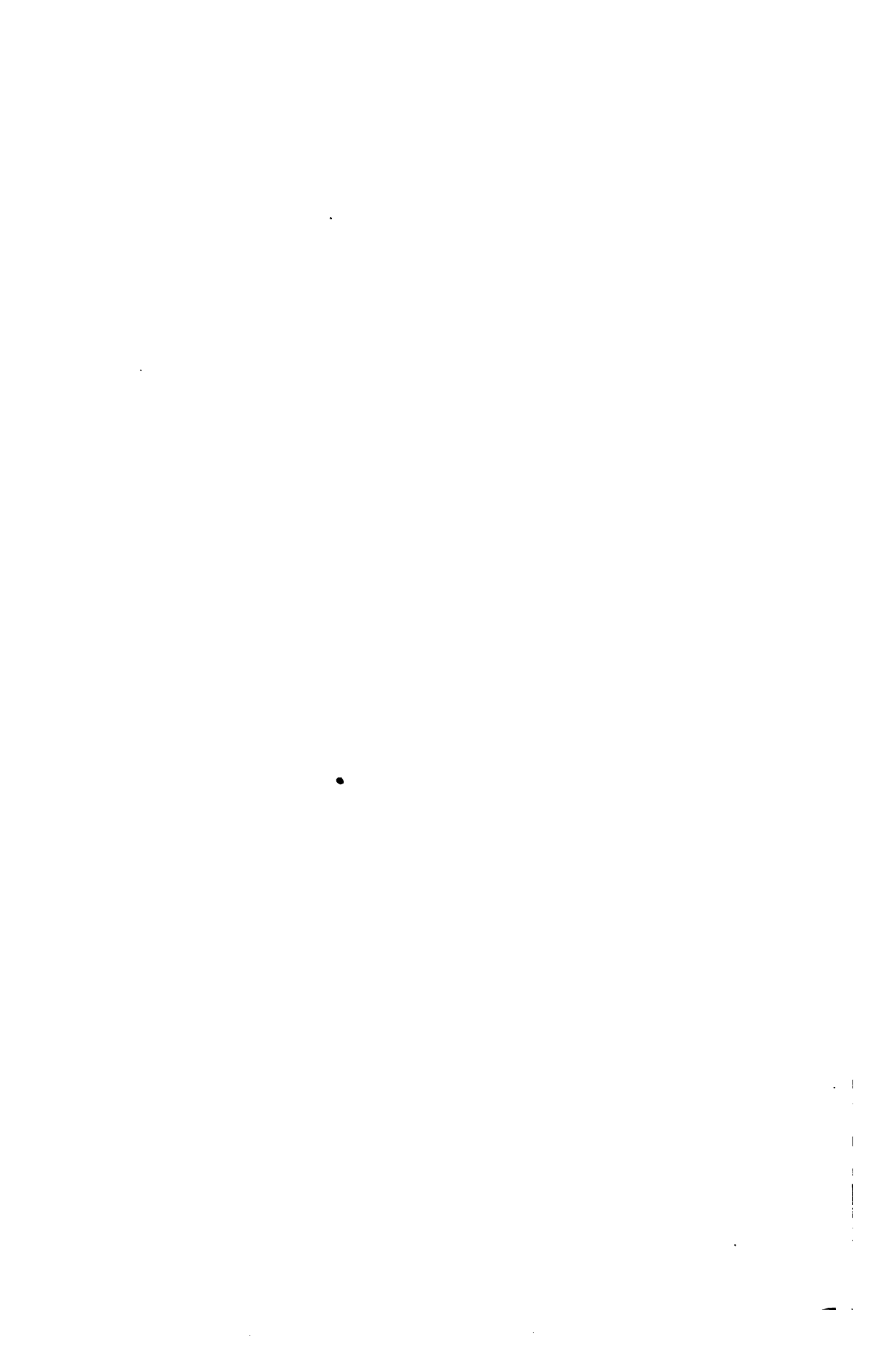
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

SA 7111, 268



HARVARD
COLLEGE
LIBRARY





VIDA
DE
RUFINO CUERVO



Rufino Cuervo



0

VIDA

DE

“RUFINO CUERVO”

Y

NOTICIAS DE SU ÉPOCA

POR

ÁNGEL Y RUFINO JOSÉ CUERVO

—
TOMO PRIMERO

PARIS

A. ROGER Y F. CHERNOVIZ

LIBREROS EDITORES

7, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS

—
1892

~~5-7-10-3-2-1~~

✓
SA 7111.268
✓

HARVARD COLLEGE LIBRARY
COUNT OF SANTA EULALIA
COLLECTION
GIFT OF
JOHN B. STETSON, Jr.
FEB 14 1930

U

8515
9

AL LECTOR

Por los años de 1852, á tiempo que los portentos del magnetismo daban pábulo á la curiosidad de los bogotanos, iba á nuestra casa á dar lecciones Mr. A. Bergeron, profesor de matemáticas en el Colegio militar é infatigable magnetizador y buscador de tesoros. Hallando condiciones admirables de somnábulo en un joven, pariente nuestro, que se educaba á nuestro lado, le hacia decir y hacer maravillas. Una de éstas fue describir con todas sus señales un tesoro enterrado por un tío lejano como sesenta años antes en una pieza baja de la casa. No lo dijo á sordos : tan luego como se recogían nuestros padres, nos íbamos todos á cavar, y teníamos ya hecho un profundo y ancho hoyo, donde nos imaginábamos haber ido encontrando todas las señales dadas por el somnábulo, cuando nuestro padre sospechó lo que pasaba, y juntándonos un día á la orilla del hoyo, nos dijo con amable solemnidad : « Hijos míos, este hoyo se va á cegar inmediatamente. Ustedes no deben buscár más tesoro que su propio trabajo. »

Corriendo los años, el caudal que él había dejado se desvaneció casi todo con las revoluciones, y obligados á luchar reciamente para buscar la vida, establecimos en la casa paterna una fábrica de cerveza, cuyos almacenes vinieron á quedar impensadamente en el cuarto donde habíamos cavado aquel hoyo. Cuando prosperó el negocio, recordamos las palabras de nuestro padre y vimos el premio que nos daba la Providencia por haber seguido su consejo. A éste debemos la independencia con que hoy vivimos y la facilidad de rendir á la memoria de nuestro padre el piadoso homenaje de este libro.

Tuvo él parte no pequeña en los sucesos de su época, y su nombre aparece por más de veinticinco años entre los defensores de una libertad moderada y razonable fundada en el orden legal, y entre los conservadores é iniciadores de casi todo lo bueno y útil que recibió en herencia la generación á que nosotros pertenecemos. Figuró como poderoso auxiliar en la organización de la Nueva Granada, y estuvo siempre pronto á apoyar ó plantear toda idea de progreso; promovió con ardor la educación pública, creando establecimientos de educación primaria y secundaria, é introduciendo en todos sus ramos las más benéficas reformas; como escritor público empezó joven todavía á propagar sanos principios en literatura y en política, combatiendo la dictadura con la misma entereza que en sus últimos días los atropellos de la demagogia; á su patriotismo más que á ninguna otra cosa debe lu

República la conservación de una de sus provincias ; su desprendimiento, cultura y aménisimo trato, con la constante disposición para agradar, obsequiar y servir, le granjearon dilatadas relaciones, y han traído hasta hoy su memoria vivificada con sentimientos de gratitud y aprecio.

Al escribir la vida de un hombre desprendiéndola de la historia general, se comete hasta cierto punto una injusticia, porque en él se concentra la atención que corresponde á sus coetáneos, quedando todos, por decirlo así, en segundo término. Para evitar este escollo hemos procurado presentar siempre cuadros de suficiente amplitud, para que cada cual aparezca con las proporciones debidas.

Tratando de una persona que figuró en las luchas políticas, nos ha sido necesario investigar las ideas é intereses que en cada conflicto se debatían : terreno peligroso, más por el riesgo de ofender á los vivos, que por el trabajo de descubrir la verdad. Dificilmente nos conformamos con que sepan nuestros adversarios que nosotros no fuimos ó nuestros padres y amigos no fueron como hoy somos, y nos aterra el cargo de inconsecuencia lo mismo con respecto á un mes que respecto á cuarenta años ; de donde viene el empeño de trasladar las contiendas de los partidos á épocas remotas, apasionándolas allá con los intereses de hoy y mancomunándonos con personajes acaso muy ajenos á las ideas actuales. Olvidamos que los partidos no han llegado á la clasificación que de ellos se hace, sino después de haberse

asimilado, bien ó mal, en tiempos diferentes principios y tendencias de origen extranjero y después de recios combates, en que han perdido unos miembros y ganado otros; con que á fuerza de ensayos y escarmientos se han ido deslindando las ideas y determinándose los programas. Por manera que un hombre de 1826 no puede corresponder políticamente á uno de 1840, ó de 1850, ó de 1880, cualquiera que sea el partido en que se escoja. Creemos pues que poniendo á la vista las influencias extranjeras, las ideas dominantes, los intereses de cada época y las disgregaciones sucesivas de los partidos, no ofenderemos á los presentes, si del examen resulta que los pasados procedieron con honradez y patriotismo.

Fuera de historias y de documentos publicados, hemos tenido á la vista muchos de éstos inéditos. Lamentamos el no haber podido consultar algunos que sólo se hallan en la Biblioteca Nacional y en los archivos de Bogotá; en compensación nos ha sido de grandísima utilidad la correspondencia de personas respetables, la cual tiene la ventaja de trasladarnos á la época misma de los sucesos y descubrirnos móviles y opiniones que celan los documentos oficiales y los artículos de los periódicos. César Cantú en su Historia de los Italianos manifiesta el deseo de que se escriba una historia fundada en las cartas de los contemporáneos; pensamiento feliz, pero cuya ejecución exige sumo discernimiento, porque las cartas de un hombre público á otro relativas á sus intereses encontrados

no tienen el mismo valor que las de un particular ilustrado y bien impuesto que informa á un amigo de lo que pasa ; además que el hombre público al escribir con calma en su gabinete, puede expresar con toda sinceridad sentimientos que tal vez dentro de una hora se ve precisado á contradecir por las circunstancias, por las exigencias de su partido ó á impulso de sus mismas pasiones. Así, para aprovechar esto, como los demás documentos, hemos procurado pesarlo todo y comprobarlo con desapasionada crítica, llevados por el particular designio de dar á conocer lo que pensaron nuestros mayores y las causas que los movieron, más bien que lo que pensamos y opinamos nosotros. Presentados los hechos con candor y claridad, el lector puede juzgarlos por sí mismo, siendo el efecto (aun por el lado del arte) más seguro que el que otros pretenden lograr con declamaciones y sentencias condenatorias ó absolutorias.

Quizá no se requiere menor tiento en materia de recuerdos personales. Nota Goethe que al tratar uno de recordar los acontecimientos de sus primeros años, confunde á menudo lo que ha visto con lo que le han contado ; otras veces reconstruye uno las cosas en su memoria conforme á su deseo ó á lo que otros le sugieren ; esto sin contar con que, cuanto la memoria es más feliz, tanto más representa las cosas atornasoladas con las impresiones que ellas causaron, y que en el niño y en el joven son muy diversas de lo que serían en un juez maduro. Por

estas razones nos valemos de nuestros recuerdos personales en asuntos familiares que atañen á nuestros afectos, pero en rarísimo caso, tratando de suceso grave algo distante, nos atenemos á lo que hayamos oído de un testigo aislado.

Como parte integrante de esta obra ponemos algunos escritos de nuestro padre que tienen importancia para la historia nacional. Aunque su colaboración en los periódicos era anónima como la de todos sus amigos, por la correspondencia y por los borradores que conservamos, hemos podido dar por suyos con toda certeza algunos escritos ; pero cuando ésta ha faltado, por más indicios que hayamos tenido, nos hemos guardado de atribuirle cosa alguna.

Además de algunos documentos y comprobantes, publicamos un epistolario bastante extenso, que servirá, no sólo para afianzar nuestros asertos, sino también para dar á conocer la atmósfera de opiniones, afectos y estimación en que vivía nuestro padre.

INTRODUCCIÓN

Dejando aparte el enojoso examen de lo que España dio ó pudo dar á sus colonias en América, el hecho es que al comenzar el presente siglo en todas ellas había ciudades y pueblos con edificios más ó menos notables, caminos, y un sistema de gobierno que, con todos sus defectos, fue para los colonos escuela de orden y obediencia, como para los futuros gobernantes fue base de la administración pública. La organización de las municipalidades, cuyos privilegios eran como un lejano reflejo de aquellos fueros fundamento de la antigua libertad española, contenía el germen de la conciencia del derecho y del amor á la cosa pública, hasta el punto de haber servido en ocasiones de freno á las demasías de los virreyes. Ninguna de las colonias carecía de un colegio ó universidad dotada de biblioteca que diariamente se enriquecía con obras valiosas y provista las más veces de instrumentos científicos. Hallábanse introducidos y aclimatados, aunque en forma harto rudimental, el cultivo de la tierra y los oficios mecánicos, que proporcionaban sustento y ocupación á

la clase pobre y bastaban á las modestas necesidades de un pueblo que, como hijo menor, se criaba todavía al abrigo del techo paterno. Y por fin, lo que vale más que todo : ya no eran las Indias como las pinta Cervantes, refugio y amparo de los desesperados de España, iglesia de los alzados, salvoconducto de los homicidas, pala y cubierta de los jugadores, añaaza general de mujeres libres, engaño común de muchos y remedio particular de pocos ; los descendientes de aquellos perdidos, morigerados á la sombra de la paz y con el influjo benéfico del trabajo, arrimada la rodela y la espada, indispensables á todo vecino en los primeros tiempos de la colonia, eran ya capaces de todas las virtudes sociales, descollando entre ellos muchos varones insignes por su saber y probidad , que abrigaban los más altos pensamientos, y competían con la gente reposada y de valer que, sobre todo en los últimos tiempos, iba de la metrópoli.

Concretándonos á nuestra patria, vemos que la revolución de 1810 fue proclamada y defendida por un núcleo de hombres que no pudieron formarse sino en el seno de una sociedad culta : ¿cómo pudo Nariño comprender los *Derechos del hombre*, que en 1794 tradujo é imprimió furtivamente para circularlos entre sus conciudadanos, y dónde aprendió á manejar la pluma para redactar periódicos políticos en los primeros días de la Independencia ? Don Camilo Torres no fue á otra parte á adquirir su ciencia jurídica, y en el foro bogotano ensayó su magnífica

elocuencia. Caldas estudia nuestro cielo en el observatorio de Bogotá; como miembro de la Comisión botánica dirigida por el sabio español Mutis, describe las bellezas de nuestra zona, y en compañía de Lozano, Valenzuela, Pombo, Zea y otros no menos ilustres funda el *Semanario*, el periódico más científico que se ha producido en la América del Sur, y que vivió y fue leído por años enteros, probando que el país estaba preparado para recibirlo y que no escaseaban personas ávidas de saber. No sin razón, pues, quedó sorprendido Alejandro de Humboldt al encontrar allí la ciencia floreciente y con elementos para progresar, entre los cuales no era lo menos el fervor de sus cultivadores. En el clero sobresalían muchos no sólo por su virtud é instrucción en materias eclesiásticas, sino también por sus sólidos conocimientos en las ciencias naturales y matemáticas, no faltando quien, como el erudito Duquesne, se aplicase á interpretar los monumentos de los aborígenes; y, cosa muy digna de notarse, casi todos con espíritu liberal siguieron ardorosamente la causa de la emancipación.

Sería insensato ocultar que los métodos de enseñanza eran defectuosísimos, pero eso no dependía de mezquindad en la metrópoli, sino de la misma decadencia en que de tiempo atrás ella se encontraba. Muchos de los maestros y profesores de la colonia eran trasunto de los que formaron á Fray Gerundio, y todavía en época muy posterior se veía á los ergotistas manotear, zapatear y vociferar sustentando cues-

tiones baladíes ; pero nada de esto impedía que los ingenios privilegiados se abriesen camino y que se extendiese más y más cada día la afición á las letras. Era costumbre que las familias principales asistieran á los actos públicos de los colegios, para estimular á los cursantes con su presencia ; y aunque todo se trataba en latín, no era raro que las damas siguieran atentamente el certamen, y aun que se adhirieran á tal ó cual opinión. Esto no indica que hubiesen hecho estudios literarios, sino que desde niñas estaban en contacto con los que se dedicaban á las letras y que en todo lo que las circuía se respiraba el ambiente universitario. Algunas no sabían acaso escribir bien las palabras de su propia lengua, pues la educación de la mujer era, como en casi todas partes, en extremo deficiente ; pero sí podían sostener con los letrados una conversación elevada, y aun en último caso dejaban brotar una quarteta ó una décima ; que el don de la poesía, según lo nota el geógrafo Murillo Velarde*, era ingénito en los bogotanos. Aun vive la memoria de las tertulias literarias en que intervenían activamente las señoras, llegando el caso de que nuevas Corinas obtuvieran con sus improvisaciones la palma del triunfo en las lides poéticas. Y cuenta que este elogio no excluye el que las bogotanas con la sencillez de sus costumbres hicieran felices sus hogares. El común de las gentes miraba, no ya con respeto, con veneración á

* *Geographia historica*, tomo IX, pág. 224. Madrid, 1752.

los hombres instruídos ó que pasaban por tales, connotando con el calificativo de sabio algo como sobrehumano. Hoy mismo, según lo advierte un viajero, D. Miguel Cané, se lamenta más el sacrificio de Caldas que cuantos sacrificios y desgracias trajo consigo el ejército expedicionario.

Como las noticias íntimas que nos quedan de la vida colonial proceden de los recuerdos que nuestros mayores hacían de los días de su niñez, con facilidad nos imaginamos que aquello era otra edad de oro. A sus ojos todo era contento, tranquilidad y bienestar, sin que turbase la general concordia otra cosa que alguna jácara, ensaladilla ó pasquín con que unas familias se despicaban con otras, al fin como en población donde todos se conocen, y que corría de boca en boca alimentando la inocente malignidad de la gente buena. Sin embargo, había causas de disgusto y división que cada día obraban con mayor intensidad, anunciando sucesos infaustos para la colonia; era la principal la rivalidad entre españoles y americanos, proveniente así de la arrogancia de los recién llegados como de la injusticia con que se negaba á los nacidos en el país la participación en los destinos públicos. Esto no se ocultaba á algunos peninsulares observadores, que aconsejaban se pusiese remedio á tan grave mal. Don Francisco Silvestre, secretario que fue del Virreinato y gobernador de la provincia de Antioquia, en su Descripción del Reino de Santa Fe de Bogotá, escrita en 1789, pondera juiciosamente estos peligros, y asienta que

uno de los primeros cuidados del Gobierno ha de ser estrechar y hacer más íntimas las relaciones entre los habitantes de la América española y los de la Península, si es que se quiere conservar perpetuamente su unión, nacionalidad y conformidad de sentimientos en orden á religión y gobierno; y sobre todo reputa tan preciso desterrar la oposición entre españoles europeos y españoles americanos, que sin esto debían temerse siempre inquietudes que algún día acarrearían la pérdida de la colonia; para lo cual el medio más regular y sencillo, fundado en la razón, en el derecho natural y en la política, sería colocar á unos y otros sin distinción en los empleos civiles, militares y eclesiásticos: « lo contrario, concluye, mantendrá constante la envidia, la desunión y rivalidad, y causará malos efectos al Estado, de que Dios no permita que el tiempo sea testigo »*. Mal dispuestos así y encontrados los ánimos, cualquier motivo aun insignificante, cualquier lance pasajero podía ocasionar un rompimiento; tal sucedió por efecto de la imposición de nuevos tributos para subvenir á los cuantiosos gastos que demandaba la guerra de España con Inglaterra. Entonces se vieron los alzamientos de los Comuneros en el Socorro y disturbios en otras partes del Virreinato; pero estos movimientos fueron fugaces como aguacero de verano, porque, con ser justos en

* *Anales de la Instrucción pública en la República de Colombia*, núm. 79, pp. 224, 225.

su origen, faltaba lo único que sostiene y dilata las revoluciones : un movimiento paralelo en las ideas, una aspiración trascendental en las clases elevadas de la sociedad, únicas capaces de conmover y dirigir á los pueblos á la conquista de un ideal generoso.

Cosa singular y en que no todos han reparado, el soplo de vida que había de dar fuerza irresistible á los americanos vino de España. La resurrección literaria producida por el advenimiento de la casa de Borbón y la guerra que comenzó á hacerse al mal gusto, á las supersticiones y patrañas que bajo el despotismo tenían enmohecidos los espíritus, no dejaron de tener resonancia en Ultramar, como bastaría á probarlo el ansia con que se devoraban las obras de Feijoo. Con esto se dispusieron favorablemente las inteligencias y los corazones á acoger el amor de la libertad, cuyas semillas se propagaron por todo el continente, gracias al apoyo que dio España á las colonias inglesas en su lucha por la independencia. Para esta empresa se imponían nuevas cargas á los americanos y se hacían llegar á sus oídos las causas y fines de la insurrección, lo que era tanto como justificarlas. Quizás los españoles antes que los americanos cayeron en la cuenta de la influencia que habían de tener pasos tan aventurados, como lo indican los temores del Conde de Aranda y las medidas que proponía para salvar el influjo de España, ya que se perdiese su dominación ; comprueba lo mismo el haberse achacado en el Nuevo Reino de Granada la resistencia de los pueblos del Socorro á pagar los

nuevos tributos, al deseo de imitar lo que en caso semejante habían hecho los americanos del Norte.

La propaganda doctrinaria de la Revolución francesa no hizo más que recoger y formular las aspiraciones vagas que en muchas partes del mundo apuntaban, por lo cual hallaron camino y entusiasta acogida en todos los que se figuraban defraudados de algún derecho. Asustados los monarcas, pensaron atajar el incendio poniendo valla á la circulación de los nuevos principios y castigando severamente á sus propagadores. En el Nuevo Reino, Nariño y sus compañeros fueron á dar á los presidios de Africa, y poco después se cerraron las cátedras de derecho natural y de gentes, como en todos los dominios españoles*. Vana ilusión: las ideas, como el aire, todo lo penetran: las librerías de los conventos mismos sirvieron en Santa Fe de vehículo á las doctrinas que el Gobierno anatematizaba, y á la sombra del claustro se fortificaban en ellas los que habían de plantearlas. Fue España la que abrió las puertas dando ejemplo de luchar por su independencia contra las fuerzas gigantescas de Napoleón, é invitando á los americanos á defender la patria común: « Burlaremos, les decia, las iras del usurpador reunidas la España y las Américas españolas: somos todos españoles, seámoslo, pues, verdaderamente, reunidos en la defensa de la religión, del rey y de la

* Real orden de 31 de Julio de 1794. (*Novísima Recopilación. lib. VIII, tit. IV, l. 5.*)

patria ». A estas voces los americanos sintieron por primera vez que tenían patria y también que no habían sido ni eran ciudadanos : en su primer arranque aceptaron el título de españoles, pero sólo á condición de ser igualados en derechos políticos á los peninsulares. « Quiera el cielo, escribía D. Camilo Torres en 1809, á nombre del Cabildo de Santa Fe, que otros principios y otras ideas menos liberales no produzcan los efectos de una separación eterna ! » Sin embargo, los americanos agraviados por un largo desdén no podían contentarse con una patria puesta allá al otro lado de los mares y que no se acordaba de llamarlos hijos sino á la hora del peligro ; por eso quisieron fundar la suya en el suelo natal, resueltos á defenderla á todo trance contra cuantos pretendieran oponerse á sus designios. Los que entonces eran ancianos, hombres ó jóvenes se arrojaron á la lucha, pero su inexperiencia los arrastró, en busca de utopías, á la anarquía, y debilitadas sus fuerzas, dieron un fácil triunfo al ejército invasor de Morillo, que todo lo cubrió de sangre y de ruinas ; recobrada la Patria por el valor inmortal de Bolívar, apareció ante el mundo llena de gloriosas esperanzas. Los que de niños entreoyeron las ilusiones de aquellos primeros patriotas, luego notaron su desaliento en el general desorden, después asombrados vieron los patibulos y los miembros de las víctimas puestos en jaulas ó clavados en escarpías, y por fin tomaron parte en el gozo inefable del triunfo, se sintieron arrebatados de un amor mezclado de

ternura hacia la Patria que evocaba tantos recuerdos y había costado tantos sacrificios, y escarmentados con los extravíos anteriores, no tuvieron otro pensamiento que levantar sobre los escombros de la dominación española una nación de cuyo nombre pudieran gloriarse sus descendientes. A esta generación perteneció el Doctor Rufino Cuervo.

CAPÍTULO I

ESTUDIOS Y PRIMEROS DESTINOS

Familia del Doctor Cuervo. — El Dr. Nicolás Cuervo. — Primera educación. — Estudios. — Grados y primeros servicios á la educación pública. — Métodos antiguo y moderno. — Influjo de la época en la formación de ciudadanos eximios. — Primeros cargos públicos. — Aficiones literarias. — Cómo abandonó la poesía.

La parentela del Doctor Rufino Cuervo es ejemplo curioso del esparcimiento de las familias que dejaban la metrópoli para establecerse en América, y al mismo tiempo del modo con que se enlazaban y trababan los linajes de las más diversas procedencias, hasta formar, por decirlo así, la resultante de la abigarrada población española; de donde procede la uniformidad, si no completa, por lo menos muy notable, de usos, costumbres y lenguaje en las diversas nacionalidades americanas. El capitán D. Esteban Barreto oriundo de Portugal, pasó al Nuevo Reino de Granada por los años de 1694 con su hermano D. Antonio; mientras éste se avecinó en Pamplona y dejó una numerosa descendencia, D. Esteban se estableció en Somondoco, donde beneficiando las minas de esmeraldas, adquirió un crecido caudal. Entre sus muchos hijos se contó D. Fran-

cisco Hipólito, y entre los quince que éste tuvo, D^a. Nicolasa, que casó en 1797 con el licenciado D. José Antonio Cuervo, matrimonio de que nació Rufino Cuervo en Tibirita el 28 de Julio de 1801. Por otra parte, D. Isidro Cuervo, oriundo del Ferrol, vino al Nuevo Reino en el siglo pasado y casó en Tunja con D^a. Josefa Rojas, de quien tuvo cinco hijos, entre ellos el mencionado D. José Antonio. Para aumentar esta trabazón de familias, nuestro padre se enlazó con D^a. María Francisca Urisarri, hija de D. Carlos Joaquín de Urisarri y Elispuru, natural de Vergara en las provincias vascongadas, y de D^a. Mariana Tordesillas y Torrijos, originaria de Castilla.

El licenciado D. José Antonio Cuervo se dedicó al comercio y fué muy desgraciado en sus negocios; al paso que los dos de sus hermanos que siguieron la carrera eclesiástica alcanzaron los primeros puestos en ella. Fray Mateo Miguel fue religioso de San Agustín en Bogotá y murió siendo provincial. D. Nicolás, educado por los jesuitas, no bien se ordenó de sacerdote, fue nombrado, con D. José Celestino Mutis, notario del concilio metropolitano de 1774*;

* Este concilio suspendió sus sesiones en Enero de 1775, y no volvió á reunirse. D. José Manuel Groot en su *Historia eclesiástica y civil de Nueva Granada*, tomo I, capítulo xxxii, dice que no se sabe por qué no volvió á darse paso alguno para la continuación y conclusión del concilio. En la noticia necrológica del Dr. D. Nicolás Cuervo publicada en el *Constitucional de Cundinamarca* de 15 de Enero de 1832 se afirma que esta asamblea se suspendió en virtud de una real cédula, y por el

regentó las cátedras de latín, filosofía y Sagrada Escritura en el colegio de San Bartolomé, contando entre sus discípulos al insigne predicador D. Francisco Margallo y Duquesne; después de administrar varios curatos fue rector del mismo colegio, cuya biblioteca aumentó con gran número de obras encargadas á Europa, y mejoró notablemente el edificio dándole más luz y distribuyendo con mayor comodidad las piezas. De medio racionero en el coro metropolitano ascendió á las dignidades de maestrescuela, chantre y arcediano. Su nombre aparece en el acta de la Independencia, pero fue sobre todo desde 1819 cuando ostentó su patriotismo coadyuvando como Provisor y Gobernador del Arzobispado al gobierno republicano para alentar el espíritu público y destruir las preocupaciones que los realistas sembraban contra la causa americana; llegó á ser llamado « hijo del diablo, separado del rebaño de Jesucristo é indigno del sacerdocio » por el obispo de Popayán, con ocasión de haber anulado las excomuniones fulminadas por éste contra los patriotas. Si los buenos ciudadanos le mostraron su agradecimiento eligiéndole senador para el primer congreso constitucional de Colombia y colmándole siempre de miramientos, los fieles veneraron su austeridad, su mansedumbre y su caridad inagotable, á que apenas bastaban las entradas que sus

mismo pasaje de la Relación de mando del virrey Guirior citado por el Sr. Groot puede colegirse que éste influyó en la determinación del Rey.

cargos lucrativos le proporcionaban. Pasó de esta vida a los ochenta y un años cabales el 5 de Enero de 1832.

Muerto D. José Antonio Cuervo sin mayores bienes de fortuna, su hermano D. Nicolás tomó a su cargo la educación de Rufino, y llevándole a su casa, al par que le *enaminaba* con el ejemplo a la práctica de las virtudes cristianas, le enseñó los primeros rudimentos de la lengua latina. Le fueron tan provechosas estas lecciones, que cuando en 1809 vistió la beca en el seminario de San Bartolomé, pudo a pesar de su corta edad ponerse entre los primeros estudiantes de sus clases, y con gran rapidez ganó los cursos de humanidades y filosofía hasta graduarse de bachiller en artes; aplicóse luego a la jurisprudencia civil y canónica, defendió públicas conclusiones en sagrados cánones y se graduó de bachiller en leyes. Según sus certificados, « mereció por sus grandes talentos que se le confiase la oración de estudios » en 1817. Pasó de allí al Colegio Mayor del Rosario, donde continuó y concluyó el segundo curso de derecho canónico, graduándose de doctor en 1819. Oyó en seguida las lecciones de derecho público que daba el doctor Ignacio Herrera y defendió « con lucimiento y dando pruebas de su talento y aplicación » públicas conclusiones sobre varios puntos de esta facultad. En 1821 pronunció la oración de estudios. Practicó asistiendo al bufete del doctor Sebastián Esguerra; sufrió ante tres letrados el primer examen prevenido por la ley de tribunales; para el segundo ocurrió al estudio del fiscal á sacar

autos, lo que hizo tocándole unos sobre la propiedad de una casa, y habiéndose presentado después personalmente ante la Alta Corte de Justicia, se le hizo á puerta abierta el examen sobre la materia del expediente, y obtenida la aprobación del tribunal, recibió el título de abogado el 29 de Agosto de 1823.

Su tío, temeroso de que el engrعيمiento de los primeros triunfos malograra sus esperanzas, no le dio en un principio, cuando todos se deshacían en elogios, otro aplauso que decirle: « Rufino, el año entrante lo harás mejor ». Sin embargo, su júbilo rebosaba al ver que poco á poco no sólo bastaba á lucir en sus estudios particulares, sino que ganaba nombre fuera de los claustros, y llevado del deseo de comunicar á los demás sus conocimientos, tomaba por propia la causa de la educación. En efecto, varias veces replicó por su colegio en los actos públicos de los otros, « manifestando sus grandes talentos y muy buena erudición »: presidió como profesor de retórica, un acto público, en que el discípulo que lo sustentaba mereció singular aprobación, y otros privados de geometría y Sagrada Escritura; fue por tres años catedrático de lengua latina en el colegio del Rosario sin recibir retribución alguna; por dos veces se opuso á la cátedra de filosofía, y obtenida, la regentó también gratuitamente el primer año, dictando unas lecciones de ética que sabemos se conservaban manuscritas hace poco tiempo*.

* En la Gaceta de 8 de Agosto de 1824, dándose cuenta de los actos

De intento hemos hecho esta enumeración conservando los mismos términos universitarios, para renovar la memoria de las prácticas que se estilaban en tiempo de nuestros padres. El principal móvil con que se trataba entonces de estimular a los jóvenes al trabajo y a adquirir buen nombre, era la emulación, tanto en su mismo claustro cuanto en los demas de la ciudad. Para unas conclusiones no habia de contentarse un joven aprovechado con las nociones que le proporcionaba el libro de texto, sino que debia buscar nuevos argumentos y cuestiones con que sorprender a sus contrarios: por eso era indispensable que los colegios tuvieran biblioteca, y en ella se aprendia a consultar los libros y a ensanchar la esfera de las ideas. Cobraban estos actos mayor importancia con la rivalidad que existía entre los colegios del Rosario y San Bartolomé, pues era uso establecido que los estudiantes del uno

literarios de los colegios de Bogotá, leemos: « En el del Rosario el Doctor Rufino Cuervo, catedrático de Filosofía, con su discípulo Tomás Níñez presentó un acto de cuestiones sobre los derechos y deberes del hombre en sociedad: otro sobre los principios y reglas de la elocuencia, que expuso su discípulo Eladio Manrique, y finalmente toda su clase hizo en otro certamen una hermosa explicación de la geografía de la República, contrasta á su extensión, límites, temperatura, habitantes, producciones naturales, montañas, ríos, lagos principales y su división territorial. » En la de 31 de Julio de 1825. « Los cursantes del último año de Filosofía que ha leído el Doctor Rufino Cuervo presentaron un certamen en física de lo más importante de la estática, óptica, catóptica y dióptica, con el más lucido desempeño. La Universidad de Santo Tomás, á la que fue consagrado, confirió al terminar el acto el grado de bachiller en física á los mismos cursantes, que fueron: Ramón Mejía... »

habían de ir á replicar á los del otro, y esto en medio de una gran concurrencia y delante del cuerpo docente de la ciudad y de las primeras autoridades del Estado y de la Iglesia. El público se apasionaba tanto en estos torneos literarios, que se mostraba en la calle con el dedo al vencedor y al vencido. El laureado estaba seguro de ser bien acogido hasta en las casas más distinguidas, y agasajado de todos, entraba de hecho á la aristocracia del talento, superior entonces á la del dinero, y hallaba abierto el camino para una lucida carrera pública. Cuando un joven de aventajadas prendas coronaba sus estudios, todos creían de su deber ratificar en el trato común las calificaciones académicas ; así vemos que desde el punto que se graduó Rufino Cuervo, nunca se dejó de poner á su nombre el título de *Doctor*, por lo cual de ahora en adelante lo haremos siempre así en este escrito.

Lo que hemos dicho sobre la enseñanza en tiempos pasados, sugiere compararla con la de época más reciente. Contentándonos con poner en manos de la juventud obras más conformes al progreso científico, parece que nos hubiéramos propuesto mutilar en cierto modo la enseñanza, limitando la influencia directora del maestro y cortando las alas á la actividad expansiva y asimilativa al mismo tiempo de los ingenios juveniles. Como si no hubiera otro empeño que el de hacer á los discípulos apropiarse las ideas y aun las palabras literales de un autor único, ni se les deja tiempo para digerirlas, ni se les ofrece

campo para contrapesarlas con la comparacion de otros libros, o con las observaciones propias. Puestos así maestro y discípulo en tan entorpecida faena, á poco se convierten ambos en *homines unus libri*, infecundos y pertinaces en sus opiniones. si es que en un joven enseñado de este modo no pasa toda doctrina como una sombra fugaz. ¿Como puede concebirse que se aprendan las humanidades sin que las acompañe el ejercicio de composicion y la lectura comentada de los clásicos propios y extranjeros, para que el alumno se adiestre en el arte de escribir y modere la rigidez de los preceptos dogmáticos con el ejemplo de los grandes modelos? ¿Como podrá discurrir sobre materias filosóficas si una sabia direccion no pone orden en sus ideas y lo habitúa á la sobriedad, cortando el inútil follaje de la palabreria y templando la petulancia de los primeros años? ¿Como saldrá habil jurisconsulto quien deja las aulas sin haber tomado nunca en sus manos los cuerpos del derecho civil y canónico, los antiguos códigos españoles y en fin las fuentes en que se halla la razon de las leyes? ¿Quiera el cielo que una generacion mas feliz goce de una juiciosa reforma en los estudios, que, enalteciendo el profesorado, fecundice los talentos de la juventud!

No fue solo el régimen universitario el que en aquellos tiempos formó tantos ciudadanos eminentes: en los albores de la patria todo fue escuela, los campos de batalla con sus héroes de epopeya, los cadalsos con la serenidad y constancia de los que

morían por la República, las asambleas con el desinterés y amor del bien común, los hogares mismos con la dignidad en la miseria y las persecuciones. Así nació en la juventud aquella idolatría por la libertad, aquel patriotismo sin límites que no retrocedía ante ningún sacrificio, y todo lo emprendía desinteresadamente, como pagando una deuda sagrada. Con el mismo ardor se ofrendaban á la patria los que se alistaban en los ejércitos para expeler á los opresores, que los que se consagraban al estudio para ilustrarla con su ciencia. El Doctor Cuervo recordaba días tan placenteros, en la oración con que abrió en la Universidad los estudios el año de 1846 : « Cerca de un cuarto de siglo hace que al principiar el año escolar pronuncié un discurso, que como éste, tenía por objeto alentar la juventud al estudio. Era aquella edad de poesía y de encanto para mi cara patria y para mis juveniles años. Granadinos y venezolanos acababan de humillar el poder español en la gloriosa jornada de Carabobo, preparábase el héroe de la empresa, el inmortal Bolívar, para ir á dar libertad á los hijos de Manco-Cápac, y la victoria aguardaba en Ayacucho á Sucre y á Córdoba para sellar definitivamente la independencia del mundo que descubrió Colón. El Congreso de Cúcuta había sancionado los dogmas de la soberanía nacional, de la libertad política y de la igualdad legal, había desencadenado la facultad de pensar y de expresar el pensamiento y había abolido el tráfico de carne humana. ¡Qué circunstancias y qué estí-

mulos presentaba entonces este grandioso conjunto de cosas para dedicarse al cultivo de las ciencias ! »

El mismo año en que el Doctor Cuervo alcanzó el título de abogado, comenzó su carrera pública, siendo elegido popularmente regidor del Cabildo de Bogotá, donde á contentamiento de todos desempeñó varias comisiones importantes, y nombrado por el Gobierno Fiscal de la comisión principal de repartimiento de bienes nacionales, puesto que ocupó hasta 1825. Llamado interinamente en Abril de 1824 á la Fiscalía de la Corte superior de Justicia del distrito del Centro, hubo de renunciarla para aceptar el cargo de Juez político del Cantón ; y como si de una vez se quisieran probar todas sus aptitudes, se le encargó también de la Dirección general de estudios del Departamento.

En estos primeros pasos de su vida pública dejaba colmadas las esperanzas que de él habían concebido sus apasionados, tal que al separarse de la judicatura política le extendió la Municipalidad con la firma de todos sus miembros una manifestación de aplauso por la integridad, consagración y desinterés con que había servido el destino. Cualidades fueron éstas que jamás le abandonaron, y que reconocidas aun por sus émulos y enemigos políticos, contribuyeron, junto con su infatigable aplicación al estudio, á conciliarle desde un principio la estimación de los magistrados y de los políticos.

Grandemente influyó en el desarrollo de sus facultades intelectuales el estudio detenido de los

clásicos latinos, especialmente Cicerón, Horacio y Virgilio, que lo deleitaron hasta sus postreros días, y le sirvieron para atildar su estilo y aguzar aquella facilidad de análisis que permite al abogado ó al juez descubrir la verdad en los más intrincados expedientes ó hallar de una ojeada la justa interpretación de la ley. Apasionado también de la literatura francesa, que al desaparecer el gobierno colonial inundó las nuevas repúblicas, dio á sus conocimientos cierto brillo de que carecían no pocos jurisconsultos y hombres de letras de su tiempo, y se acostumbró, como escritor y polemista, á tratar con amenidad aun las cuestiones más arduas. De aquí derivó además el cuidado de mantenerse siempre bien impuesto del movimiento científico y literario europeo. A él le llegaban con frecuencia antes que á nadie las obras más aplaudidas; según nos contaba nuestro amigo don Pedro María Moure, él recibió el primer ejemplar de *El Moro expósito*, y habiéndolo prestado á algunos amigos, produjo tan viva impresión que se lo arrebatában todos y tardó mucho tiempo en volver á sus manos. Vergara refiere en la introducción de la *Historia de la literatura en Nueva Granada*, que al Doctor Cuervo debió el conocimiento y lectura del Resumen histórico de la literatura española de Gil y Zárate. Con la misma solicitud buscaba y coleccionaba las obras de nuestros historiadores y cronistas y multitud de publicaciones importantes para el conocimiento de nuestra patria; por manera que en su biblioteca se hallaban en fra-

terrenal consorcio los libros científicos y profesionales y los de artes y literatura.

Desde temprano disfrutó del concepto de docto, y su voto no sólo era acatado para los asuntos públicos sino solicitado en lo íntimo de la amistad para trabajos científicos y literarios. Fue de los primeros en cultivar la literatura festiva, ya en el campo de la crítica, ya en la descripción de costumbres y caracteres ; y por la correspondencia de sus amigos se ve que casi siempre le atribuían aquellas publicaciones anónimas en que chispeaban las sales urbanas del antiguo ingenio bogotano. Él mismo contaba que en su primera juventud cayó en la tentación de hacer versos, sin callar con qué ocasión se curó de la gana de volverlos á hacer. Hallándose un día con el doctor Miguel Tobar, quien le trataba con familiaridad, le leyó un soneto acabado de componer, anunciándoselo como de un amigo que deseaba saber su opinión ; pero aquél, conociendo por la énfasis de la lectura quién era el verdadero autor, le dijo : « Eso es tuyo, y está muy malo ».

CAPÍTULO II

LA MISCELÁNEA

Consecuencias de la revolución española de 1820 en Colombia. — Simpatías de los americanos para con los liberales. — Paralelismo en las ideas, en la constitución y en algunas leyes. — Cuestiones eclesiásticas. — Oposición á las novedades. — Declinación del influjo español, y preferencia dada á todo lo extranjero y especialmente á lo inglés. — Impiedad de nuestros hombres públicos abultada. — *La Miscelánea*: sus redactores y espíritu. — El Doctor Cuervo y D. J. Fernández Madrid. — Parte literaria de la *Miscelánea*: importancia de conservar pura la lengua castellana; federación literaria. — Noticias individuales de los redactores.

Así como en los primeros pasos de nuestra revolución se ve el impulso de las doctrinas proclamadas en Francia, luégo la suerte próspera de los Estados Unidos y el poderío que alcanzaba la Gran Bretaña bajo sus instituciones liberales, aumentaron la inclinación á todo lo extranjero y el desprecio á lo heredado de la metrópoli. Mas cuando en la ilustración y en las aspiraciones de los independientes parecían y a definitivamente aliados con el orden y estabilidad de las naciones de raza inglesa el gusto de la literatura francesa y los recuerdos de Grecia y Roma evocados por ella, un suceso inesperado distrajo ocasionalmente de tales pensamientos.

El 14 de Mayo de 1820 se anunció en Bogotá por Gaceta extraordinaria la insurrección de las fuerzas españolas destinadas á pasar á América; referíase cómo el 1º. de Enero anterior el comandante del batallón de Asturias D. Rafael del Riego, formando su cuerpo en el pueblo de Cabezas de San Juan, había proclamado la constitución de 1812, y nombrado alcaldes constitucionales, y pasando en seguida á Arcos, donde se hallaba el cuartel general, había arrestado al conde de Calderón, general en jefe, y á los generales Fournas, Salvador y Blanco; añadíase cómo muchos batallones habían seguido el movimiento, y cómo Quiroga desde San Fernando convidaba á los militares españoles á seguir las banderas de la libertad: todo esto en el concepto de que la revolución no tenía otro fin que arrojar del trono al tirano de España. Concluía la narración con este apóstrofe á los españoles: « Prosperad, pues, defensores de la patria: salvadla del tirano, vengad sus agravios. La América os felicita, bravos campeones de la libertad; la América, que ha sufrido con vosotros, y mucho más que vosotros. Nunca se marchiten los laureles que ya habréis ganado, y dirijaos de continuo la razón. Tened siempre presente la gloria que recompensa al patriota, y en todos los eventos de la fortuna acordaos que tenéis hermanos en este hemisferio que aspiran, como decís, á establecer el imperio de la ley y salvar la patria. » Estos sentimientos de fraternidad que brotaron entre los americanos para con los liberales españoles,

fueron tan sinceros, que en Bogotá se cantaba el himno de Riego con no menos efusión que en la Península; y como con bastante fundamento se creía que la victoria de Boyacá fue mucha parte en decidir las tropas españolas á la insurrección, los dos sucesos se enlazaban á cada paso, para significar en cierto modo la mancomunidad de independientes y liberales. « Hoy es el día de Boyacá; — decía Bolívar en el aniversario de la gran jornada — el día que ha dado la vida á Colombia y la libertad á España. » Luego en la célebre entrevista de Santa Ana (27 de Noviembre) fueron Boyacá, Riego, Quiroga manantial inagotable de cordial y animada conversación entre los oficiales de los dos ejércitos*. Fuera de esto, las publicaciones de los insurrectos españoles daban por inevitable la separación de América, y se contentaban con que España mantuviese estrechos vínculos con ella; las primeras providencias del gobierno constitucional fueron hacer poner en libertad á cuantos se hallaban presos por causas políticas en España y América, y prevenir á las autoridades civiles y militares que abriesen negociaciones con los jefes de los disidentes (no ya insurgentes ni facciosos) para concluir la paz, reconociéndolos en sus empleos y sin más condición, como decía Morillo en su proclama, que el juramento de ser libres, aludiendo á la constitución gaditana; los jefes españoles á su vez trataron para este fin con respetuosa cortesía al con-

* *Gaceta de Cundinamarca* de 24 de Diciembre de 1820.

greso de Angostura y demás autoridades colombianas; de suerte que todo fomentaba la lisonjera esperanza de que, gracias al triunfo de los liberales, se inclinaba España á reconocer la independencia de sus colonias. No es pues extraño que el Libertador, anunciando el armisticio de Trujillo y el tratado de regularización de la guerra, dijese al ejército: « El primer paso se ha dado hacia la paz. Una tregua de seis meses, preludio de nuestro futuro reposo, se ha firmado entre los gobiernos de Colombia y España... El gobierno español, ya libre y generoso, desea ser justo para con nosotros... La paz hermosea con sus primeros y espléndidos rayos el hemisferio de Colombia, y con la paz, contad con todos los bienes de la libertad, de la gloria y de la independencia. »

Esta simpatía con los liberales españoles dio á los principios y tendencias de los jefes de nuestra revolución un impulso de incalculables resultados en los primeros años de Colombia. Reproducíanse por dondequiera las publicaciones españolas, ya en prenda de adhesión y fraternidad, que había de comprometer á sus autores á usar con los americanos la misma medida con que ellos querían ser medidos; ya para imponer silencio á los realistas y escrupulosos que se escandalizaban de las ideas que corrían en América, haciéndoles palpar que en España iban más altas las aguas y que nada ganarían con el restablecimiento de su dominio. Poco tardaron en aparecer escritos originales en igual sen-

tido, como si en Colombia tuviésemos ya un partido idéntico al de los doceañistas. Las sociedades secretas, que fueron en España el elemento poderoso que preparó y llevó á cima la revolución y después de lograda aparecieron omnipotentes, tomaron también en Colombia pasmoso incremento. Fue tal el prestigio de su hazaña, que, aunque nuestros triunfos eran debidos al heroísmo y á los sacrificios descubiertos y no á tenebrosos amañes, los patriotas, entre ellos algunos clérigos y frailes, acudieron por bandadas á las logias, juzgándolas antemural de la libertad y oficina de odio contra los tiranos. Se recibieron con los brazos abiertos los libros desvergonzados é irreligiosos que se escribían, se traducían ó eran aplaudidos en España, y aun se hizo moda como allá herir al clero, despreciar los institutos monásticos y aun afectar descreimiento. Entre los autores y doctrinas que de este modo se introdujeron y divulgaron, son de mencionarse Destutt de Tracy con su sensualismo y Bentham con su utilitarismo. Acaso la primera vez que en Colombia se nombró á Jeremías Bentham fue en la *Bagatela* de Nariño (núms. 23 y 24, Diciembre de 1811), donde se reprodujo, tomándolo del *Español*, periódico publicado en Londres por Blanco White, un artículo extractado de sus manuscritos. Pero su gran crédito le vino de haber sido considerado como un oráculo en la revolución española: para el código penal que iban á dar las cortes fue consultado por el conde de Toreno, y en los mismos momentos salió la traduc-

ción que debía difundir por dondequiera una de sus obras capitales*. Nuestro espíritu novelero y versátil como años después lo decía el Doctor Cuervo, se prendó de estos libros, no para sacar lo bueno que tuvieran, sino para formar bandera de sus teorías erróneas. La propagación de estas y otras obras fue la última crueldad que los españoles ejercieron en la que había sido su colonia.

Este paralelismo de las ideas recibió forma más concreta en la constitución y en algunas leyes. Cuando se ofreció á los americanos como fuente de

* La primera edición de la traducción del Tratado de legislación por « Ramón Salas, ciudadano español y doctor en Salamanca », salió á luz en Madrid, 1821-1822. También en Madrid y en 1821 salieron los *Elementos de verdadera lógica. Compendio ó sea extracto de los elementos de ideología del senador Destutt-Tracy, formado por el presbítero D. Juan Justo García, jubilado de matemáticas de la Universidad de Salamanca, diputado por la provincia de Extremadura á las Cortes ordinarias de los años 20 y 21*. Es indudable que el prestigio de Bentham se afianzó en Colombia por la circunstancia de ser inglés, así como es probable que hicieran simpático también á Tracy sus entronques con los norte-americanos. En un espléndido banquete que dieron á Lafayette los franceses residentes en Filadelfia á fines de 1824, el Ministro de Colombia, D. José María Salazar, propuso este brindis : « El célebre Destutt de Tracy, par de Francia, miembro de la Sociedad filosófica de Filadelfia, uno de los primeros sabios de Europa, defensor de las instituciones liberales, amigo de Jefferson, de la América, y de la humanidad, y que reúne el bello título de padre de Madama Washington Lafayette » (es decir de la mujer del hijo de Lafayette, llamado Jorge Washington). No es ocioso agregar que estas doctrinas habían estado arraigándose á la sordina en España, y que sin duda llegaron á toda América, como llegaron á Cuba, aun sin declararse independiente.

libertad y dechado de sabiduría la carta gaditana, el Congreso de Cúcuta presentó la suya, calcada sobre aquélla, por lo que respecta al plan y distribución de materias y á muchos de sus artículos, pero notablemente mejorada. No sólo se diferenciaba por su estilo más condensado y por estar libre de las inoportunas menudencias de la española, sino que le era superior en puntos capitales, por ejemplo, en la institución de dos cámaras en vez de una y en la simplificación de las elecciones, reducidas de tres grados á dos. Dicho se está que nuestra constitución no señaló como una de las principales obligaciones de los ciudadanos, la de ser justos y benéficos. A cualquiera se le ocurre suponer, lo que es verdad, que la constitución de los Estados Unidos suministró á los redactores una buena parte, pero hoy nadie repara en lo que tomaron de la de Cádiz; y no cabiendo en lo posible que esto pasase entonces inadvertido, por ser ella tan conocida de todos, como que en el año anterior se había jurado en Caracas y Cartagena, es visible que el intento de nuestros constituyentes era decir á la Metrópoli: Eso que nos ofrecéis es lo que nosotros estamos haciendo; los derechos que consagráis son tan nuestros como vuestros. Donde la una decía: « La nación española es libre é independiente, y no es ni puede ser patrimonio de ninguna familia ni persona », la otra recalaba: « La nación colombiana es para siempre, é irrevocablemente, libre é independiente de la monarquía española, y de cualquiera

otra potencia ó dominación extranjera: y no es ni será nunca el patrimonio de ninguna familia ni persona ». ¿Qué tenían que replicar á esto los liberales españoles ó los realistas americanos? Observaciones parecidas pueden hacerse sobre algunas leyes. La que dio el Congreso colombiano sobre el modo de conocer y proceder en las causas de fe (17 de Septiembre de 1821) fue copiada del Decreto de abolición de la Inquisición y establecimiento de tribunales protectores de la fe, promulgado por las Cortes en 22 de Febrero de 1813 y puesto en vigor por Fernando VII en 9 de Marzo de 1820. La de supresión de conventos menores, ó sea en que no alcanzase á haber ocho religiosos de misa (6 de Agosto de 1821), tuvo su modelo en el decreto de Febrero de 1813, en que las Cortes prohibían la conservación ó restablecimiento de aquellos conventos que no contasen doce individuos profesos; decreto que las de 1820 exageraron, subiendo á veinticuatro el número de profesos, lo que equivalía á cerrar más de la mitad de los conventos existentes, y prohibiendo á todas las órdenes religiosas dar hábitos y admitir á profesión. Tan sabido era en Colombia que en todo esto no se hacía sino seguir las pisadas de España, que sobresaltadas en gran manera las comunidades por aquellos primeros pasos del Congreso, tuvo el Gobierno que tranquilizarlas, asegurándoles que no se procedería con ellas como lo hacían las Cortes españolas.

Sin embargo, para apreciar justamente los sucesos

de estos años que se rozan con materias eclesiásticas, no debe olvidarse una consideración importante. A título de patronato y de sostener las regalías de la corona, los reyes de España tenían á fines del siglo anterior sometida la Iglesia á la más oprobiosa servidumbre, haciéndose y soportándose buenamente cosas que hoy nos parecen escandalosas. Unos dos casos lo pondrán de manifiesto. Sabido es que por real cédula de 18 de Enero de 1762 (ley 9ª. tit. 3º., lib. 2º. de la Novísima Recopilación de 1768) se mandó entre otras cosas que antes de prohibir ó condenar ningún libro, se citase y llamase al autor ó al que quisiese defenderlo, se oyese sus defensas, se le comunicasen los cargos y la censura que se hiciese de algunos lugares de su obra para que pudiese corregirlos ó enmendarlos, y que, juzgándolos dignos de censura, no los prohibiese el inquisidor por su propia autoridad sin presentar antes el edicto al Rey por la Secretaría de Gracia y Justicia para su ejecución. El único prelado que se atrevió á quejarse de esta intrusión del poder civil, fue el obispo de Cuenca, pero la ruidosa causa que se le siguió impuso silencio para en adelante; sin embargo, sobreviniendo algunos escrúpulos, se suspendió la ejecución de la cédula, aunque siempre quedó en pie la obligación de presentar la minuta del edicto prohibitivo antes de publicarse (Novísima Recopilación de 1805, ley 3ª., tit. 18, lib. 8º.); á poco todo el decreto volvió á plantearse y « ha seguido hasta nuestros días, sancionándose así el derecho

con el hecho * ». En conformidad con esto procedió el Gobierno republicano cuando en 1823 el provisor y vicario capitular del Arzobispado D. F. Caicedo publicó de por sí un edicto prohibiendo ciertos libros ; el fiscal D. J. I. Márquez reclamó contra el procedimiento como ilegal, y el provisor se vio obligado á recoger el edicto **. En el mismo año de 1823 el mencionado señor Caicedo de acuerdo con el vicepresidente Santander se propuso fundar el colegio de ordenandos, y al representar con este fin al Congreso ofrecía someter á su aprobación las constituciones del establecimiento ; contemplación indebida, se ha dicho, que sometía á la potestad temporal lo que correspondía á la eclesiástica. Sea indebida enhorabuena ; pero no era nueva, porque esto se hallaba claramente dispuesto en la ley 1ª, tít. 11, lib. 1º. de la Novísima Recopilación. Por manera que el provisor de grado ó por fuerza se hubiera visto precisado á obrar como obró en los dos casos citados, si ellos se hubiesen presentado en 1809 antes de la revolución ; y por eso no hay bastante justicia al tildar al gobierno republicano como si hubiese hecho exigencias nunca oídas, y á las autoridades eclesiásticas como si condescendieran, por

* V. de la Fuente, *Historia eclesiástica de España*, tomo III, p. 394 (Barcelona, 1855).

** Por estas disposiciones de la ley española se explica la conducta del doctor Nicolás Cuervo en el caso que menciona el señor Groot en su *Historia*, tomo III, p. 166.

propia y ocasional debilidad, con las pretensiones de los impíos.

Deseo también de continuar la tradición española obró en Colombia al darse por heredera del derecho de patronato que el rey ejercía en las iglesias del Nuevo Mundo, en lo cual se mezclaba además el interés político y un sentimiento de amor propio. La empresa era ardua y los títulos problemáticos, de suerte que no es extraño que Bolívar y Santander no estuviesen por esta medida*, muy propia de legistas imbuídos en las doctrinas de los abogados regios. La condición de la Iglesia en América se debía á concesiones personales hechas por la Santa Sede á los soberanos españoles, y una vez derribada la dominación de éstos y cancelados todos sus títulos por la República, era claro que la Iglesia quedaba en el pleno uso de su libertad, mientras por nuevas concesiones no se restableciesen las cosas á su anterior estado. Pero pareció duro, renunciando á una prerrogativa tan preciosa, quedar en pie de inferioridad con respecto al rey, y sobre todo perder un elemento incomparable de influjo, en circunstancias en que, si bien el clero era en su mayor parte adicto á la causa de la independencia, ejemplos recientes, como el del obispo de Popayán, probaban que podía ser necesario disponer de todos

* Así lo manifestó Bolívar á D. Manuel José Mosquera á su paso por Popayán en 1829. Por lo que toca á Santander, vemos afirmado esto en un artículo publicado en la Gaceta de Colombia, núm. 215.

los medios suficientes para impedir que se repitiesen. Diose forma á ideas que habian estado corriendo en los años anteriores con la ley de 28 de Julio de 1824, « que declara que toca á la República el ejercicio del derecho de patronato, tal como lo ejercieron los reyes de España » ; y basta pasar los ojos por su parte motiva y por los primeros artículos para echar de ver el poco fundamento y la inconsideración con que se procedió en el particular. Causa extrañeza que cuando la constitución de Cúcuta nada hablaba de las relaciones del Estado con la Iglesia, pretendiera el primero ejercer el patronato en calidad de protector de la segunda, y que se fundara derecho para ello en la disciplina establecida, que no era sino efecto de títulos especiales del rey. Más singular es todavía el tono de vacilación con que está redactada la ley : « La República de Colombia debe continuar en el ejercicio del derecho de patronato » ; « Es un deber de la República de Colombia y de su gobierno sostener este derecho y reclamar de la Silla Apostólica que en nada se varíe ni innove ; y el Poder Ejecutivo bajo este principio celebrará con su Santidad un concordato que asegure para siempre é irrevocablemente esta prerrogativa de la República, y evite en adelante quejas y reclamaciones ». Se confesaba pues que el Congreso acababa por donde debía haber empezado, que lo primero era impetrar el patronato y luégo decretar sobre el modo de ejercerlo. Quizá este paso con que la ley arrebatava lo que no podia obtener sino por concesión, empeoró

la causa colombiana ; pero sea de ello lo que fuere, lo cierto es que cuando la ley se dio, ya Fernando VII, puesto sobre aviso con los arreglos benévolos que para Chile obtuvo de Pío VII D. José Ignacio Cienfuegos, no perdonaba medio alguno para estorbar que el Papa diese poderosa sanción á la independencia americana declarando abrogados sus derechos á la presentación de obispos. De lo que sería esta presión dan idea las siguientes palabras de León XII al Vicario capitular de Bogotá : « Igualmente deseamos ardentísimamente poder, cuanto antes sea posible, daros un pastor, y vosotros que con tan ardientes deseos pedís esto mismo, haced con vuestros ruegos y oraciones que Dios nos abra camino y modo de ejecutarlo. » (1º. de Enero de 1825). Dolía en lo vivo á su Santidad el desamparo de nuestras diócesis, y viendo que eran infructuosas cuantas tentativas hacía para meter en razón á Fernando VII, meditaba manera de ponerle fin. Olió esto el partido apostólico en la corte de España, y pretendió que luego luego se enviase á Roma un plenipotenciario que con toda energía se opusiese al nombramiento de los obispos ; pero antes de que esto se efectuase, se dio el temido golpe. No se hubo sabido en Madrid, cuando el Rey, montado en cólera, hizo pasar orden á todas las fronteras para que no se dejase entrar al nuncio Monseñor Tiberi, que junto con la noticia había salido de Roma. Para hacer los últimos esfuerzos, envió cerca del Papa al marqués de Labrador, representante que había sido de España en

el Congreso de Viena, y tenido por destrísimo diplomático. Toda su habilidad se estrelló contra la invencible entereza del cardenal Capellari, y también acaso contra sus simpatías en favor de las repúblicas americanas, supuesto que, llamándose Gregorio XVI, había de reconocer su independencia. Al preconizar la Santidad de León XII á los nuevos obispos (21 de Mayo de 1827), declaró que no pudiendo dejar por más tiempo vacantes tantas sedes ni permitir que pueblos tan numerosos estuviesen como rebaños sin pastor, los había provisto de preladados dignos, sin intervención alguna de las partes y en virtud de su suprema autoridad apostólica. Así fue que en las bulas de institución no se hizo mérito de la presentación del Gobierno de Colombia, como tampoco se hizo después en casos iguales, ni se permitió que se hiciera en los demás en que hubiese lugar á ella. Por manera que, no reconociendo la Santa Sede el derecho de patronato en nuestro Gobierno, aunque sí nombrando á los presentados desde 1823 y sanando lo hecho antes, adoptaba un temperamento justo, porque ni dejaba desairada á la República ni ponía en sus manos una prerrogativa concebible en las monarquías tradicionales, pero peligrosísima en gobiernos que de hoy á mañana se ejercen ora por católicos fervorosos, ora por demagogos é impíos. El patronato pues fue una vana ilusión, y con ser tan dudoso el derecho con que se defendió y tan falto de fundamento su ejercicio, ya veremos el uso que de él se hizo, funesto

cuanto basta para disculpar lo minucioso de las noticias que anteceden*.

Hechas estas salvedades, en otra cosa es notable el paralelismo entre España y Colombia por estos días. Ni en una ni en otra parte fue popular esta alianza de la libertad con el poco respeto á las cosas de la religión, de que se originó nueva causa de discordia entre los ciudadanos. No eran ya pocos en Colombia los que, guardando cariño á la metrópoli, no podían mirar con buenos ojos cosa alguna de la república, ni los timoratos que dudaban seguir la causa nacional, creyéndose todavía ligados al rey de

* Los disgustos que dejamos apuntados no fueron los únicos que á la Santa Sede ocasionaron con España los asuntos americanos. Cuando por las gestiones de Cienfuegos fue enviado á Chile Monseñor Muzi, arzobispo de Filipos, acompañado del que andando el tiempo había de ser Pío IX, fueron éstos echados por un temporal á Palma de Mallorca, y como el gobernador supiese quiénes eran los eclesiásticos que iban á bordo y cuál el objeto de su misión, los arrestó inmediatamente, los tuvo cuatro días en la cárcel sujetándolos á una vejatoria pesquisa judicial, y estuvo á pique de enviarlos á un presidio de Africa. Estas noticias y algo de lo que decimos en el texto debemos á la obra del Cardenal Wiseman: *Recollections of the last four Popes and of Rome in their times* (León XII, cap. VIII; Gregorio XVI, cap. I). Nuestro ministro D. Ignacio Tejada se vio hostilizado por intrigas del gobierno español, hasta el punto de haberle costado trabajo el que se le permitiese residir en Roma. Véanse en comprobación las notas publicadas en la Gaceta de Colombia, núm. 194, y compárese lo que sobre el particular se halla en los números 197 de la de Colombia y 42 de la Nueva Granada. Los pormenores deben constar en la correspondencia oficial que ha de encontrarse en el archivo del Ministerio de Relaciones Exteriores; pues el Gobierno naturalmente no publicaba sino lo que podía atenuar la mala impresión de noticias llegadas por otros conductos.

España por un juramento de fidelidad ; y como si esto no bastase, se suscitaron las quejas de muchos patriotas piadosos y de sanas intenciones, que con justicia debían clamar contra la difusión de las malas doctrinas y contra la omnipotencia de las sociedades secretas, anatematizadas por la Iglesia. Entre estos últimos descollaba el ferviente predicador D. Francisco Margallo ; siendo contadas las personas de luces que coadyuvaban á su labor, los desatinos de los demás dañaban á su causa, y hasta cierto punto daban motivo á la juventud y á los más entre los que pasaban por ilustrados para tratarlos de sostenedores de la superstición y el fanatismo. En efecto, ora se oían las arengas mazorrales de algún tribuno que desde sus balcones apellidaba guerra contra los masones y los impíos, ora corrían impresas hojas estrafalarias, según la mente de sus autores encaaminadas al mismo fin. Baste mencionar la *Tapa del Cóngolo*, que ha sobrevivido en la memoria de las gentes como tipo acabado de producciones descabe-lladas. Así que poco faltó para que de tal lucha se originasen como en España dos partidos que se abominaran recíprocamente, teniendo los unos á sus opuestos por hostiles á todo sentimiento religioso, y pagándoles los otros con despreciarlos como á enemigos naturales de toda libertad. Entre nosotros se llegó hasta cambiar el mote de *serviles* por el de *godos*, para hacer pasar por enemigos de la Independencia á los impugnadores de las logias y de los libros dañinos. Reyertas fatales al bien co-

mún, que inspiraron al Libertador igual aversión hacia los fanáticos que hacia los demócratas*. Por fortuna las circunstancias se mudaron, y no llegó á arraigarse del todo en Colombia el liberalismo español, mezcla informe de regalismo y demagogia, de volterianismo y jansenismo. La influencia peninsular fue mermando con la caída del sistema constitucional y el restablecimiento del absolutismo; con los triunfos de Junín y Ayacucho; con el triste papel que hacía la metrópoli en el mundo civilizado, donde la consideraban « como una segunda Turquía, más miserable y peor gobernada que la primera »; incapaz de conseguir un empréstito con condiciones parecidas ó semejantes á las que obtuvieron aun antes de ser reconocida su independencia, Méjico, Colombia, Chile y el Perú; impotente para poner á raya á los corsarios que cubiertos con los pabellones de Méjico y Colombia, le estorbaban hasta el tráfico de carbón y vituallas**. Ni valieron mucho para vivificar el decaído influjo las infinitas traducciones, manuales, catecismos y otras zarandajas literarias que á destajo hacían para la joven América los

* Carta de Bolívar á Páez fechada en Lima el 8 de Agosto de 1826 (Baralt, *Resumen de la Historia de Venezuela*, tomo II, pág. 154).

** *Exposición dirigida á S. M. el Señor Don Fernando VII desde París en 24 de Enero de 1826 por el Excmo. señor D. Javier de Burgos, sobre los males que aquejaban á España en aquella época, y medidas que debía adoptar el Gobierno para remediarlos*. Cádiz, 1834. Estas noticias se publicaban constantemente en la *Gaceta* y demás periódicos de Colombia.

ahuyentados por el despotismo de Fernando VII. obedeciendo sin duda más á la necesidad de ganar con que comer que al espíritu de proselitismo. La experiencia, por su parte, fue aleccionando el patriotismo, y los principales entre nuestros repúblicos, convencidos de que es absurda la idea de « gobernar como se conspira », así se expresa Quintana hablando de lo que pasó en su patria, dieron de mano á las logias, abandonándolas á gente de menor suposición. Los jóvenes, llevados del ansia vehemente con que anhelaban por el progreso y la difusión de las luces, apartaron los ojos de la pobre España para convertirlos á sus antiguos ideales y á los intereses de la nación. La venida de extranjeros al país era el grande anhelo de los patriotas, quienes ya se figuraban ver convertidos en un emporio los montes y llanos de Colombia, gracias á la industria y á los capitales de las naciones mas civilizadas; y ante esta ilusión no habia tropiezo que no les pareciera lícito remover, aunque se tratase de los que opone la diferencia de cultos *. La Gran Bretaña se llevaba los ojos y los corazones de todos; y no les faltaba

* Puede formarse concepto aproximado de las ilusiones que se tenían en materia de colonización, considerando que en 26 de Septiembre de 1823 declaró el Gobierno granadino haber caducado veinticuatro contratos hechas de 29 de Octubre de 1823 á 30 de Enero de 1827, por las cuales se concedían más de dos millones y medio de fanegadas de tierras baldías, á condición de cultivarlas y poblarlas. Entre los contratistas figuraban, con algunas casas inglesas, muchos ciudadanos conocidos y pudientes de Colombia. El Doctor Cuervo en unión de varios socios obtuvo una concesión de 20,000 fanegadas el 22 de Octubre de 1825.

razón : al revés de Francia, que haciendo causa común con España, se mostró por largo tiempo desdeñosa para con las nuevas naciones de América, aquélla reconoció, la primera entre las potencias europeas, la independencia de Colombia, después de haber enviado sus hijos para que su sangre corriera en los campos de batalla confundida con la de los americanos. El *Constitucional* de Bogotá se publicó por bastante tiempo en inglés y castellano, como para dar á entender que tampoco era obstáculo la divergencia de lengua. Lo inglés privaba en todo : hasta se establecieron carreras de caballos conforme en un todo á la usanza de Inglaterra, contándose las distancias por millas y apostándose sumas de consideración ; para fomentarlas se fundó un club de que fue patrono el Vicepresidente*. Introdujose en las escuelas primarias y en las oficinas de la República « el abuso de sustituir á los caracteres de la hermosa letra española unos que se dicen ingleses » ; práctica que se arraigó definitivamente, á despecho de los laudables esfuerzos que en 1831 hizo la Dirección general de estudios para desterrarla, ordenando se enseñase precisamente á escribir á los niños por las muestras españolas de Morante, Palomares, Torío de la Riba ú otras de esta clase. Llegó á tanto la anglomanía, que aun la autoridad eclesiástica apoyó candorosamente por un momento la fundación de

* Las primeras carreras se verificaron en los días 25, 27, 28 y 30 de Junio de 1825.

la Sociedad Bíblica, y en el colegio de San Bartolomé se defendió en públicas conclusiones de Sagrada Escritura, bajo la dirección del catedrático, que era el rector mismo y canónigo de la Catedral, junto con la utilidad de la lección de la Biblia en lenguas vulgares, lo benéfico de aquel instituto en nada opuesto, decían, á los derechos de la Iglesia Católica. En suma, Londres, como asentaba el *Repertorio Americano* en su prospecto*, no era solamente la metrópoli del comercio: en ninguna otra parte del globo eran tan activas como en la Gran Bretaña las causas que vivifican y fecundan el espíritu humano; en ninguna parte era más audaz la investigación, más libre el vuelo del ingenio, más profundas las especulaciones científicas, más animosas las tentativas de las artes. Con esta decidida predilección por cuanto venía de fuera, y en particular de Inglaterra, concurría una fe sincera, aunque excesiva, en los principios democráticos y un amor ilimitado á la libertad civil, que atribuyendo á las leyes un origen casi sagrado, aspiraba á someterlo todo á ellas y miraba como enemigo público á quien dejase sospechar siquiera que pensaba sobreponerles otra ley ú otra voluntad. Era además estímulo á la determinación de fundar una república sólida y respetable la expectación con que se observaba fuera á los estados americanos; pues si unos presagiaban que no llegarían

* Número de Octubre de 1826. Sabido es que esta afamada revista era redactada en Londres por Bello y García del Río.

á sazón devorados por las discordias ó atajados por la ineptitud, los mejor dispuestos aguardaban, para dispensarles su amistad á que diesen continuadas pruebas de juicio. En todos los periódicos del antiguo mundo se publicaban las noticias de América, y según eran favorables ó adversas al orden y estabilidad, crecía allí la esperanza ó el recelo, y subía ó bajaba el crédito en el mercado. De modo que para la gente pundonorosa que aspiraba á tener una patria estimada en el exterior, era tormento cruel imaginar que, por efecto de revueltas y desórdenes, pudieran ser escarnecidos por España y la Santa Alianza ó mirados con desdén por la Gran Bretaña ó los Estados Unidos.

Entre las huellas que dejó la influencia española es visible sobre todo la franqueza en el desdén de las cosas de piedad y religión, que en los tiempos anteriores á lo menos se había contenido bastante. Pero no puede uno pensar que la depravación fuese tan grande como después se ha dicho, cuando considera que particularmente los jóvenes en su mayor parte volvieron sobre sus pasos, para venir á ser la base del partido moderado que andando los años se llamó conservador. Muchos de los que han sido tenidos por corifeos de la impiedad, daban muestras de religiosidad, que no tenemos derecho á tildar de hipocresía. Santander era asistente seguro en todas las fiestas de iglesia, sin que valga decir que su objeto era espiar lo que se predicara contra el Gobierno, pues nunca faltaba, por ejemplo, á las lamentaciones

y tinieblas de la semana santa, para las cuales le ponían en la catedral su asiento cerca del coro, y seguía atentamente el oficio. Pasados algunos años, junto con nuestra familia iba el doctor Francisco Soto con la suya á la capilla Castrense, á rezar la doctrina cristiana, obedeciendo al cura, que había invitado á todos los que se habían hecho empadronar como católicos. Lo que en nuestro sentir hacían los más de estos hombres públicos era subordinar las cuestiones religiosas á las políticas, para ahogar toda resistencia con que pudieran simpatizar los partidarios de la dominación española. Al cambiarse las circunstancias y recobrando su imperio la equidad natural, casi todos hicieron justicia al mérito. Con respecto al Doctor Cuervo tenemos un testimonio íntimo que con satisfacción alegamos. Sabido es que la *Miscelánea* apoyó los procedimientos del Gobierno contra las predicaciones del doctor Margallo; pues bien, á pocos días de pasado éste á mejor vida, compró á sus herederos el Doctor Cuervo el *Espíritu de San Francisco de Sales*, y en la primera página escribió de su letra y firmó estas palabras: « Esta obra pertenecía al Sr. Dr. Francisco Margallo y Duquesne, y yo la compré á sus herederos el 6 de Junio de 1837, por conservar una prenda de aquel piadoso, ilustrado y ejemplar sacerdote. »

Las consideraciones que anteceden nos dispensan de exponer cuáles eran las opiniones de que participaba el Doctor Cuervo como miembro de la juven-

tud liberal al empezar á tomar parte en la política. Sólo nos resta mostrar la independencia y moderación con que las sostenía, y cómo, acendrándolas con la experiencia fue obedeciendo á los dictados del patriotismo durante la época borrascosa que precedió á la disolución de Colombia.

El 18 de Septiembre de 1825 apareció el primer número de *La Miscelánea*, y á nadie se ocultó que sus redactores eran D. Alejandro Vélez, D. José Angel Lastra, D. Juan de Dios Aranzazu, D. Pedro Acevedo, y el Doctor Cuervo, jóvenes todos y unidos por unas mismas aspiraciones y por un mismo entusiasmo en favor de la libertad fundada en el orden. En el prospecto aparece aquella franqueza y valor ingenuo de la juventud, que cree que la verdad es para dicha á todos y en todas ocasiones.

La política, escriben, la legislación, el comercio, la literatura ocuparán un lugar preferente en nuestras líneas; amantes de la libertad y celosos de nuestros derechos, vigilaremos cuidadosamente la conducta de los magistrados, para denunciar sus faltas y reclamar el cumplimiento de las leyes. Seremos libres en nuestras censuras, pero decentes en nuestras expresiones; las personas y todo lo que diga relación á la vida privada, es una propiedad que miramos como inviolable. Combatiremos los principios que no creamos en armonía con las instituciones que nos rigen, ó con las que reclama el bien del mayor número; y como tendremos que luchar con opiniones añejas, con intereses encontrados, con

preocupaciones envejecidas, y sobre todo con hombres altivos, unos por el poder, otros por el prestigio que les ha divinizado, es probable que encontremos enemigos en la ruta; pero esperamos de la justicia de nuestros conciudadanos que no se nos ataque con insultos y sarcasmos, porque sobre ser demasiado prohibidas estas armas, sólo sirven para desnaturalizar las cuestiones.

La constitución de Colombia, este libro precioso que nos ha restituído al goce de nuestros más caros derechos, será uno de los objetos de nuestras meditaciones; la defenderemos con constancia, y si alguno de sus artículos mereciere nuestra crítica, será con el solo intento de promover su reforma en el modo y términos que ella misma previene; pero nunca con el de provocar á la desobediencia.

Nuestro estilo será unas veces serio, otras jocoso; siempre libre, pero moderado.

Consecuentes á estos propósitos, censuraron al Gobierno siempre que lo creyeron necesario, hasta recibir de la *Gaceta* el calificativo de maldicientes; abogaron por la fiel administración de justicia lo mismo en los negocios de los particulares que en un juicio de imprenta entablado por el Promotor fiscal eclesiástico con ocasión de un artículo inserto en el *Constitucional*; así aguijonearon la morosidad de los jueces, como condenaron, aplicando la fábula del Gusano de seda y la Araña, la precipitación de ciertos magistrados de la Corte superior del Departamento que en menos de cien días habían despa-

chado trescientas causas ; combatieron con igual vigor el fuero militar y las pretensiones de esta clase, que los « misterios, ceremonias y embelecos » de la masonería ; y si rindieron el merecido homenaje de admiración al heroísmo, generosidad y desinterés de Bolívar, aplaudieron el enjuiciamiento de Córdoba, de Páez y de Peña. Con este ardoroso celo de las doctrinas republicanas y de la observancia de las leyes, no era mucho que, confesándose católicos, respetuosos para con el clero, defendieran en favor del Gobierno de la República las regalías propias de la corona de España, y que reprendiesen á ciertos sacerdotes cuyas predicaciones daban en algún modo alas á los enemigos de la patria, en cuanto las censuras enajenaban al Gobierno los ánimos de las poblaciones creyentes y timoratas. No puede negarse, y es cargo que se les ha hecho, que en uno que otro artículo asoma el filosofismo peculiar de la época.

Citaremos dos pasajes que creemos ponen de manifiesto el espíritu independiente que dominaba esta publicación. Hablando de la proclama dada por el vicepresidente Santander con motivo de su reelección, dicen :

Ella respira franqueza, generosidad, patriotismo y sobre todo liberalidad. Juzgamos que su autor, á pesar de algunos errores, tiene el mérito de haber planteado y hecho marchar al través de innumerables obstáculos el sistema constitucional. Tenemos el derecho de decir esto sin que se nos pueda tachar de parciales, porque

los que hayan leído los treinta números de nuestro papel que tenemos publicados. conocerán que nosotros no pertenecemos á ningún partido y que nuestra misión no es la de prodigar elogios á nadie.

Es el otro pasaje relativo á un artículo en que se demostraba con solidas consideraciones políticas lo incompatibles que son las sociedades secretas con el orden y buen concierto de la república :

Hemos recibido (se lee en la página 146) una carta firmada *Juan de la Luz* en que se nos reconviene por haber escrito contra la masoneria, y se nos dice *seriamente* que debemos retractarnos. Hacemos saber á su autor que nosotros no admitimos como escritores otra reconvencción que la que se nos haga ante los magistrados de la República, y que en lo sucesivo hará muy bien en ahorrar su papel y su trabajo, y á nosotros nuestro tiempo, que seguramente no lo tenemos tan de sobra como el señor Juan de la Luz.

El mismo espíritu de justicia mostró uno de los redactores de la *Miscelánea* con D. José Fernández Madrid, tratándose de los acontecimientos que bajo su gobierno precedieron á la ocupación de la capital por las fuerzas de Morillo. Al anunciarse la llegada del que había sido presidente de la Nueva Granada á Cartagena después de largos padecimientos, la opinión pública no estaba acorde acerca de su valor y patriotismo en aquella época aciaga; él mismo,

para poner en claro su inocencia, pidió al gobierno que se le residenciara con todo el rigor de la ley. Publicóse entonces anónima una hoja titulada *Venida del doctor J. Fernández Madrid*, en que se le hacían graves cargos, y cuyo autor fue el Doctor Cuervo, según la Biografía del mismo señor Madrid. A poco dio á la imprenta el inculpado su *Exposición*, en que se vindicaba cumplidamente; y en la *Miscelánea* de 23 de octubre apareció la siguiente carta, reproducida luégo en el *Constitucional* :

Sr. Dr. José Fernández Madrid.

Cuando el *Constitucional* anunció la llegada de Ud. á Cartagena é hizo el elogio de su persona, creí de mi deber tomar la pluma y pronunciarme contra Ud. Yo recordaba sus medidas ostensibles, y no sabía la intención que las dictaba : las apariencias, como Ud. mismo confiesa, le eran desfavorables, y estas apariencias, que me hacían ver un traidor ó un cobarde en el Presidente de la antigua Nueva Granada, me dictaron el papel que di al público con el título de *Venida del Dr. José Fernández Madrid*. Presentes á mi imaginación los males que había causado á mi Patria el ejército carnicero de Morillo, creía á Ud. autor, en gran parte, de estos desgraciados sucesos, y en aquellos momentos en que, herida mi sensibilidad en lo más vivo, traía á la memoria los patíbulos, las confiscaciones, los destierros, los excesos de toda clase, creí vindicar en cierto modo el honor nacional, presentando

á Ud. como á uno de los que habían forjado cadenas á esta tierra, bien digna de la libertad. Mas hoy que Ud. ha publicado su manifiesto, le confieso con la misma ingenuidad con que están escritas las líneas que anteceden, que mi razón se ha plegado al convencimiento, y que miro en Ud. un Jefe que cedió al imperio de las circunstancias, y á la fuerza irresistible de la opinión y del destino. Desvanecidos por su *Exposición* los motivos que me hacían mirar á Ud. con ojos de horror, me congratulo de verlo restituído al seno de su familia y amigos, y deseo que Ud. consagre sus talentos y luces á esta Patria, que tanto necesita de los esfuerzos combinados de sus hijos. Viva Ud. tranquilo y feliz y reciba la atención de su afecto servidor,

EL AUTOR DE LA « VENIDA ».

El biógrafo del señor Madrid considera el documento anterior como una de las páginas de oro de nuestra historia, y el general Santander, escribiendo al mismo Madrid, le decía :

Reciba usted mis enhorabuenas por el artículo que ha publicado la *Miscelánea* de ayer sobre usted. Ahora sí quisiera haber sido yo *el Autor de la Venida*, por merecer el honor de ser un hombre honrado y de buena fe. Este artículo me parece un hermoso triunfo : entre mil veces, una es en la que un enemigo confiesa que se ha equivocado y ofrece deponer su encono*.

* *Biografía de D. José Fernández Madrid arreglada por Carlos Martínez Silva*, págs. 155 sigs. Bogotá, 1889.

El último número del periódico, que fue el 39, salió el 11 de Junio de 1826, y en la despedida decía :

Como la *Miscelánea* ha combatido el fanatismo religioso, las preocupaciones militares, la infatuación masónica, la arbitrariedad en el mando, los defectos de las leyes, las faltas en su aplicación, los conatos de trasgredirlas y las rapiñas contra el tesoro nacional, nos persuadimos que dejará muy pocos amigos, pero nos contentamos con el sufragio de un corto número de hombres.

Sería incompleta la idea que tratamos de dar de la *Miscelánea*, si nos contentáramos con delinear su carácter político. Como su mismo nombre lo indica y lo requerían las circunstancias, se trataban en ella las materias más diversas. Largo sería mencionar, aunque fuera brevemente, los hechos ó asuntos sobre que allí se discurrió con más ó menos extensión y acierto; pero no parecería justo dejar en olvido la parte literaria. Habiendo hecho los más entre sus redactores sólidos estudios de humanidades, pocos números hay en que no se toque algún punto relacionado con las buenas letras. Llama particularmente la atención el empeño con que inculcan la importancia de conservar en toda su pureza la lengua castellana; y en este particular descubren un criterio sereno y desapasionado que en nuestra patria no se vuelve á encontrar hasta muchos años después. Consideraciones puramente políticas les hicieron acoger el pensamiento, varias

veces manifestado por Bolívar, de tratar cuanto antes con España, y esto aun cuando fuese menester para ajustar la paz hacerle concesiones pecuniarias, las cuales se compensarían en breve con las ventajas consiguientes á la cesación de la guerra. Ciertamente, para una nación joven que llevaba quince años de guerrear heroicamente y mantenía un ejército de veintisiete mil hombres que le costaban cosa de siete millones de pesos al año, serían bienes incomparables desahogar su tesoro devolviendo al trabajo tantos brazos vigorosos ocupados en el ejercicio de las armas; aplicar los esfuerzos distraídos por la atención de la guerra al fomento de la educación, el comercio y la agricultura, y sobre todo consolidar sus instituciones y afirmar la igualdad ante la ley atajando el predominio del espíritu militar, que era de temer se arraigase en el gobierno, viniendo á constituirse una especie de casta privilegiada. Pero la juventud de entonces no se contentaba con encerrarse en los estrechos límites de la patria, sino que aspiraba á vivir en íntima fraternidad con los pueblos del continente; y como fuera vana ilusión pensar que hubiese de cobijarlos un solo pabellón, anhelaban mantener intactos los lazos por que ya estaban unidos. La *Miscelánea* reconoció que uno de los más fuertes es el de la lengua y literatura comunes, y aconsejó y empleó para lograr esta unidad en América los medios más oportunos; y es cosa que causa maravilla que, apenas acabada una guerra de exterminio, supiese con justo temperamento reco-

nocer la primacía literaria de España sin comprometer la independencia política de América ; proponer á nuestra imitación los grandes modelos de que aquélla se gloria, sin renunciar á las ideas modernas, y proclamar la unidad literaria de los pueblos que hablan la lengua de Cervantes. Juzgamos que se leerán con gusto estas citas :

No sabemos si podríamos con justicia llamar nuestra la literatura española, porque regularmente se entiende por literatura nacional las producciones de los hijos del país escritas en su lengua propia, y nosotros no somos ya españoles. Mas por otra parte nos inclinamos á creer que la literatura de una nación se halla más bien en el idioma y en el genio peculiar suyo que la caracteriza y la distingue de las demás, que no en las divisiones ni mutaciones políticas, ni en que sea ésta ó aquella la patria de los que han contribuído á formarla con sus obras. De donde se infiere que no hay ninguna impropiedad en decir que nuestra literatura es la española.

Nosotros creemos que es de sumo interés para los nuevos Estados Americanos, si es que quieren algún día hacerse ilustres y brillar por las letras, conservar en toda su pureza el carácter de originalidad y gentileza antigua de la literatura española, tal cual se presentó en sus más hermosas épocas de Carlos V y Felipe II. Hablamos en cuanto á la elegancia y nobleza de las formas y los encantos y hechizos del estilo de los escritores de aquellos tiempos, porque los asuntos mal podría sufrirlos la tendencia general del siglo, las opiniones dominantes, y

aun las ocupaciones habituales del hombre en el estado actual de las sociedades.

Pensamos que los negociantes, los magistrados y todos los que de cualquier modo puedan tener alguna influencia, deben proteger por todos los medios que les sugiera el patriotismo y el amor á las letras, la introducción de libros en español, la lectura y la enseñanza por ellos y no por los que estén en lenguas extranjeras.

Para dar calor á este movimiento de unidad literaria y dirigirlo convenientemente, proponían, á la manera de la federación política que debía sellarse en el Congreso de Panamá, una federación literaria representada constantemente en una Academia formada de miembros escogidos entre los más sabios de cada nación, y que había de tener su asiento en una ciudad central, digamos Quito. Provista de imprenta, biblioteca y cuantos elementos fuesen necesarios, y ajena al mismo tiempo á toda ingerencia en tareas políticas, no debía tener por instituto sino conservar la lengua castellana en la misma pureza que nos la legó España, para que en ella pudieran dignamente redactarse nuestros códigos, escribirse nuestra historia, pintarse nuestra naturaleza y cantarse las glorias de nuestros guerreros. Hoy que por otros caminos se procura llegar al mismo resultado, tal pensamiento nos parece quimérico; pero quizá lo era menos que el del Congreso americano, porque es más fácil que hombres de opiniones diversas se acuerden en el campo de la literatura que en el de la

política; compárese, si no, cualquiera asamblea legislativa con la Academia española ó con la francesa.

Saliendo del campo de la especulación, pusieron también manos á la obra por medio de la crítica. En los artículos titulados *Neologismo*, *Correspondencia entre un doctorcito flamante y su padre*, se satiriza con agudeza el galicanismo chabacano de los recién graduados, que no habiendo estudiado ni leyendo sino libros franceses ó traducciones bárbaras, hacían alarde de estropear su propia lengua.

No contribuye menos para formarse una idea acertada de las tendencias y aspiraciones de la *Miscelánea*, el contemplar lo que fueron y el papel que posteriormente desempeñaron sus redactores. Todos se contaron entre los campeones denodados del orden y del derecho. Acevedo mismo, muerto antes de cumplir veintiocho años (31 de Marzo de 1827), fue nombrado, sin que á nadie causara extrañeza, miembro de la Academia Nacional entre los hombres más eminentes de Colombia. Lo sorprendente es que habiendo entrado casi niño en la carrera de las armas, pasado los días de la dominación de Morillo oculto con su padre en las montañas de los Andaquies, y consagrado luégo tanto tiempo al servicio público, primero en el Estado Mayor de Cundinamarca y después en la Secretaría de Guerra, lo sorprendente, decimos, es que hubiera hallado modo de adquirir tan buenos conocimientos científicos y literarios. A él se debe la primera geografía de Colombia.

A Lastra tocó vida más larga para lucir sus claros talentos y sólida y variada instrucción en diferentes cargos de importancia : contador de diezmos, oficial mayor del Ministerio del Interior y Relaciones Exteriores, senador por Bogotá. Pero fue la magistratura especialmente donde hizo estimar su saber, integridad é independencia. Con su prematura muerte á los treinta y ocho años de edad (9 de Septiembre de 1837) creció el aprecio de sus virtudes públicas, y en sus amigos jamás se borró el recuerdo de su lealtad, benevolencia, trato jovial é instructivo y de la generosidad sin límites con que servía á todos y á todos daba consejo.

Vélez, nacido en la provincia de Antioquia en noviembre de 1794, discípulo de Caldas é ingeniero notable, prestó como tal servicios importantes á la independencia ; hecho prisionero por los españoles y enrolado como soldado raso, descubrió Enrile sus talentos y le empleó en varios trabajos de planos y dibujos para enviar á España. Habiéndose fugado, volvió á defender la causa nacional, hasta que, viéndola triunfante, quiso dedicarse al comercio, y recorrió varios países de Europa. De vuelta, redactó la *Miscelánea*, y luego fue nombrado sucesivamente Cónsul y Encargado de Negocios en los Estados Unidos. Asistió al congreso de 1830 y á la Convención granadina, y obtuvo los cargos más importantes hasta la época de su muerte. Prestó el más decidido apoyo á la Administración de Márquez, escribiendo con sus antiguos compañeros en el *Argos* y otros

periódicos. Siendo necesaria su asistencia para la instalación del Senado en 1841, y hallándose de muerte, se reunió aquel cuerpo en su casa; al prestar el juramento, dijo: « Muero tranquilo habiéndome concedido la Providencia el placer de contribuir, aunque moribundo, á la instalación del congreso que salvará á mi Patria de la anarquía. Este es el último servicio que puedo prestarle ».

Es penoso haber de condensar en pocas líneas el recuerdo de Aranzazu (1798-1845), varón eximio de que pocos iguales ha producido nuestra nación. Ninguno más enterero en sus principios y al mismo tiempo más tolerante, ninguno más celoso de la libertad y más respetador del derecho, ninguno más amante de su patria y más circunspecto en promover su engrandecimiento. Nació rico, y por servir á la causa pública murió pobre, después de haber acrecentado con sus talentos la hacienda nacional. Cuantos le conocieron no acaban de ponderar su apuesta figura, sus modales delicados, su conversación inimitable, su ecuanimidad en los más variados trances de la vida. Sus escritos se distinguen por una sencilla elegancia, sin género alguno de prestados afeites, por su corrección y claridad, por la elevación de las ideas y por aquel vigor del razonamiento que confunde al adversario sin avergonzarlo de su vencimiento. Estudiaba filosofía en el colegio de San Bartolomé el 20 de Julio de 1810, y desde ese mismo día mostró su entusiasmo por la libertad; enviado á Maracaibo, donde la familia tenía una casa de comer-

cio, á fin de alejarle de sus compañeros, tomó parte en el primer movimiento revolucionario que allí hubo, y malogrado éste, para librarle de persecuciones sus allegados le enviaron á Méjico. Al volver á Colombia mostró en los congresos la independencia de su carácter y su firmeza en los principios liberales, sorprendiendo con su saber en ciencias políticas cuando sólo se le creía literato. La Convención de 1830 le designó como la persona más adecuada para presentar á Venezuela la nueva constitución; y al mismo tiempo que con su prudencia desarmaba la emulación de los enemigos de la unidad colombiana, atendía á la creación de fuerzas al lado de acá del Táchira para rechazar cualquiera invasión. Después de asistir á la Convención de la Nueva Granada, pasó como Gobernador á Antioquia, su provincia natal, donde en breve tiempo dio cima á importantísimas mejoras en la instrucción pública, en las vías de comunicación y en el buen orden de las rentas. Ayudó al lucimiento de la presidencia de Márquez desempeñando la Secretaría de Hacienda; mas obligado á dejarla por un violento ataque de la enfermedad que de tiempo atrás le aquejaba, fue nombrado Presidente del Consejo de Estado. Aquí donde se pensaba darle un puesto igual á sus fuerzas físicas y no desproporcionado á sus merecimientos, fue donde hubo de ostentarse toda su fortaleza y patriotismo: casi disuelta la República, cae enfermo el vicepresidente Caicedo, y tiene que ocupar su lugar el que apenas podía menearse. Ten-

dido en una hamaca oía al Consejo y despachaba todos los negocios con una serenidad que no eran parte á turbar ni los desastres del Gobierno ni los más acerbos dolores físicos.

Al Doctor Cuervo tocó en suerte sobrevivir á todos sus compañeros : por las páginas de este libro se podrá juzgar si su vida correspondió á los ejemplos dejados por los amigos de su juventud.

CAPÍTULO III

LA BANDERA TRICOLOR

La Bandera tricolor, fundada para combatir la insurrección de Páez. — Estado de la opinión. — Las actas de Guayaquil y Quito y la contestación del secretario del Libertador: el acta de Cartagena y el voto de Manuel Núñez. — Proclama de Bolívar en Guayaquil. — Restablecimiento del orden constitucional. — Desaliento con que concluye la *Bandera*. — Consideraciones sobre ella. — Vuelta del Libertador á Bogotá. — Resonancia de la *Bandera* y parte que en su redacción tuvo el Doctor Cuervo. — Su conducta después de la llegada de Bolívar.

Al suspenderse la *Miscelánea* habia empezado á representarse el drama melancólico que debía terminar con la disolución de Colombia, y hervían las pasiones que han oscurecido esta parte de nuestra historia. Los que alcanzaron aquellos días agitados apenas han logrado desprenderse de ellas al describirlos; y los que ahora se complacen en buscar á sus opiniones un abolengo autorizado, pintan los hechos á su manera y los arrebolan con la saña de los partidos modernos. Sin imitar ni á los primeros ni á los segundos, pretendemos seguir, en vista de los documentos coetáneos, las palpitaciones de la opinión en los tiempos azarosos en que salía *La Bandera tricolor*, periódico que baldonado entonces por unos, aprendido casi de memoria por otros, tuvo tan

grande resonancia que todavía en épocas posteriores han quedado ecos de ella, aunque vagos y contradictorios. Así, los que defienden á todo trance al Libertador, se figuran esta publicación como un pasquín incendiario, al mismo tiempo que los demagogos de 1849 hacían gravísimo capítulo de acusación contra el Doctor Cuervo la parte que tuvo en ella *. Fueron sus redactores los mismos de la *Miscelánea*, á excepción de Aranzazu, que por negocios de familia hubo de ausentarse á Antioquia, y de Vélez, que siguió para Filadelfia, nombrado cónsul de Colombia. En cambio el general Santander enviaba de cuando en cuando algunos escritos, como lo hacía á la Gaceta de Colombia.

Para dar á entender con claridad cuál era el estado de los espíritus en la capital á mediados de 1826, hemos de tomar el agua de más arriba. Nombrado Bolívar presidente de Colombia por la Convención

* En los historiadores de nuestros días se advierte la misma vaguedad y aun alguna vez indicios de que sólo se habla de oídas. El general Posada en sus Memorias, tomo I, página 59, da por cierto que cuando los sucesos de Guayaquil originados por la 3ª. división insurrecta en Lima, el *Conductor* y la *Bandera tricolor* « ayudaban con todo el frenesí de la pasión más exagerada á atizar el fuego en todas partes ». Cuando es sabido que la *Bandera tricolor* concluyó antes de aquellos acontecimientos y que no fue contemporánea del *Conductor*. Don José Manuel Groot en su Historia, tomo III, página 408, nos dice que el vicepresidente Santander elogió en la Gaceta de Colombia el discurso con que el Libertador presentó la constitución boliviana al Congreso de Bolivia, y agrega que en la *Miscelánea* lo elevó hasta los cielos : descartada la confusión de la *Miscelánea* con la *Bandera tricolor*, ocurre preguntar : ¿ Cómo consta que el general Santander es autor de esos elogios ?

de Cúcuta y facultado para dirigir en persona las operaciones de la guerra, quedando entretanto encargado del gobierno el vicepresidente, que lo era el general Francisco de Paula Santander, se puso en camino para Bogotá, y de aquí, pasando por Cali, para Popayán, con el fin de activar los aprestos de la campaña del Sur. La batalla de Pichincha, en que Sucre deshizo las fuerzas de Aymerich (24 de Mayo de 1822,, abrió á los independientes las puertas de Quito, y redujo á D. Basilio García, que atajaba el paso á Bolívar, á capitular en Pasto, dejando sometida y franca esta indomable comarca. El 29 de Mayo ratificó Quito el pacto de unión con la Nueva Granada y Venezuela, con lo cual integró Colombia su territorio. A fines del año siguiente quedó en rigor concluída la guerra de su independencia con la entrega de la plaza de Puerto Cabello, donde se abrigaba el último resto del ejército traído á América por Morillo. Pero vencidas todas las fuerzas españolas que habían pisado su suelo, cargada de laureles y llena de brío y generosidad, vio Colombia que su obra no quedaba completa ni su suerte futura libre de peligros, si no barria de enemigos toda la América Meridional. Por boca de Bolívar ofreció pues auxiliar al Perú, donde se sostenía un numeroso y aguerrido ejército español. Todos aplaudieron la hazañosa empresa, y el júbilo no tuvo límites cuando se proclamaron las victorias de Junín y Ayacucho (6 de Agosto y 9 de Diciembre de 1824), que pusieron en los cielos el renombre de Sucre,

de Bolívar y de Colombia. Con todo, tanta gloria no costó menos que la vida de esta república. Reunidos por la fuerza de la necesidad estados que tenían escasas afinidades, sometidos á una constitución en todo diferente de las instituciones con que por siglos habían vivido, y que, pudiendo suspenderse á cada paso por el ejercicio de facultades extraordinarias, ni inspiraba respeto ni enseñaba obediencia, si era posible consolidar en un solo cuerpo tan diversos elementos, nadie lo pudiera lograr sino el mismo que los había juntado; y solo el caudillo que aunaba en sí las glorias, el amor y veneración de todos, consiguiera que todos simbolizaran en el nombre de Colombia los sentimientos de patria y nacionalidad. Desgraciadamente, mientras este hombre único andaba por el Perú, quedó ocupando su puesto un mero mandatario, encargado de hacer cumplir leyes múltiples é inadecuadas al país, de proveer á los gastos y necesidades de una guerra costosa cuanto distante, y de organizar puebllos casi asolados por largas calamidades; su acción é influjo no alcanzaban á los extremos de la nación, donde le veían con celos y trataban su gobierno con desdén; de modo que sobre él y las instituciones cargó todo el descontento. Situación tan peligrosa no podía disimularse al Vicepresidente; ya en 1822 empezó á escribir con instancia á Bolívar que viniese á la capital á encargarse del mando*, manifestándole que

* Los extractos de estas comunicaciones se publicaron en la Gaceta de

solo él « con su genio creador, su poderosa influencia y su profundo conocimiento en todos los negocios era capaz de remediarlo todo ». Ni se ocultaba esto fuera : en Inglaterra, donde se aguardaba para reconocernos como nación á que estuviésemos regidos por un gobierno estable, al tenerse noticia de la campaña del Perú, vieron muchos, con la penetración propia de los políticos de aquel gran pueblo, que lo que parecía argumento de fuerza y duración, era cabalmente lo que iba á derrocar las nacientes instituciones de Colombia* ; y los hechos los sacaron verdaderos. Día por día los periódicos y el movimiento de la opinión anunciaban el descontento, particularmente en Venezuela ; las censuras al gobierno se doblaban, la constitución central parecía mala á unos y se hablaba mucho de federación ; otros, por el contrario, propendían al establecimiento de una monarquía constitucional. Estando así las cosas, los que en Caracas sostenían la última opinión, despacharon dos comisionados, el uno Antonio Leocadio Guzmán, que debía ir al Perú á proponer el plan al Libertador, y el otro, Domingo Briceño, que pasó á Bogotá á explorar el ánimo de Santander y otras personas de cuenta. Mientras pasaba esto, se complicaron las cosas de una manera impensada. Un

7 de Agosto de 1825, « para que en ningún tiempo pueda hacerse cargo al actual encargado del Gobierno que ha omitido esfuerzos para reducir al Libertador Presidente á ponerse al frente de la Administración ».

* Stapleton, *The political life of the Right Honourable George Canning*, tomo II, pág. 61 (Londres, 1831).

decreto del Vicepresidente sobre alistamiento había tropezado en Caracas con grande repugnancia, y queriendo Páez, comandante general, llevarlo á efecto, acudió á atropellos indebidos (6 de Enero de 1826). Las quejas del Intendente y de la Municipalidad motivaron la acusación de Páez ante el senado, el cual le suspendió de sus funciones y le mandó comparecer en Bogotá. Aparejábase él á obedecer, cuando se arma en Valencia un motín para obligarle á reasumir el mando (30 de Abril), lo que hizo, doblegándose á las sugerencias de malos consejeros, y declarándose por lo tanto en rebelión. La llama cundió con facilidad; Caracas aprobó lo hecho en Valencia y felicitó á Páez, y lo mismo fueron haciendo otras poblaciones. Sabido esto en Bogotá mientras todos estaban preocupados con la misión de Briceño, y que se coloreaba la insurrección con el pretexto de reformar inmediatamente la constitución, se sobresaltaron los republicanos del Centro y determinaron defenderla vigorosamente; resolución tanto más natural y sincera cuanto sólo en estos departamentos, ó si se quiere en Bogotá, como se deja decir Baralt, regía y era respetada esta constitución, que en Venezuela y en el Sur querían derrocar. En 9 de Junio reunió el Gobierno un Consejo extraordinario, á que asistieron varias personas connotadas, con el fin de decidir la conducta que se debía seguir, y por unanimidad se aprobaron las medidas suaves y prudentes que propuso Santander para atajar la insurrección, ó transigir con ella, convocando el Congreso

en caso de que se extendiera á toda Venezuela. Puso por breves días treguas á esta ansiedad con otra de diverso género el terremoto del 17; pero no más que el 6 del mes siguiente dio el Vicepresidente una proclama exponiendo los acaecimientos de Venezuela y protestando defender á todo trance los principios republicanos contra las ideas monárquicas; y el 8 salió el decreto en que reprobaba los procedimientos de las municipalidades de Valencia y Caracas, y declaraba ilegítima la autoridad de que habían investido á Páez. El 16 apareció *La Bandera tricolor*, y lo que dejamos dicho explica suficientemente por qué eligió como epígrafe el artículo primero de la constitución: « La nación Colombiana..... no es ni será nunca el patrimonio de ninguna familia ni persona. » Por lo mismo todos sus tiros se asestaron desde un principio contra la insurrección de Venezuela: « Cuando un puñado de facciosos, decía la introducción, sembró las primeras semillas de la división por medio de los periódicos que se publicaron en la ilustre Caracas, bajo los títulos del *Anglo-colombiano*, del *Venezolano* y otros, cuyo manifiesto designio fue extraviar al pueblo con ideas exageradas de libertad y con la perspectiva de una federación tan inmadura como mal digerida, se notó con asombro y no sin desconfianza que una de las disposiciones constitucionales que merecieron una fuerte censura, fue el art. 1º., que adoptamos nosotros por texto. » « Hoy que los mismos facciosos han logrado precipitar al general Páez en una defección

ignominiosa halagándolo con la infame esperanza de erigirse en rey y tirano de sus compatriotas, por medio de la violencia y de la fuerza que tiene á sus órdenes, es llegado el tiempo de sostener con firmeza y constancia este principio vital, este pacto sagrado y eterno. » « Nuestro intento, pues, al escribir este nuevo periódico, es ayudar también con nuestra débil voz al sostenimiento de esta Constitución, que es la garantía de las libertades nacionales, y el vínculo de unión y de orden, sin el cual nuestra patria sería sepultada en un abismo de desgracias. » « Defenderemos el pacto fundamental, cuya inviolabilidad por diez años hemos jurado solemnemente, demostraremos que es más difícil, más costoso, más imposible á Colombia ser esclava de un rey, que ser libre y gobernada por sus mandatarios ; pero al mismo tiempo que afianzaremos el sistema popular representativo como el único que conviene á nuestra adorada patria, haremos ver que los que pretenden deslumbrar al pueblo con temores quiméricos y exagerados y con los prestigios de una federación tumultuosa é intempestiva, no aspiran en realidad sino á empujarlo más rápidamente á la servidumbre. »

Pero no bastaba esto : los periódicos de los sediciosos pretendían hacer creer que prestaría su apoyo á tales designios el Libertador, á quien ya Páez en otra ocasión había ofrecido inútilmente la corona ; y era por tanto menester cortar de raíz tales esperanzas, recordando los juramentos que el Presidente había hecho en favor de la República y su

constitución, y realzando el valor de estas promesas con el encomio fervoroso de sus glorias.

Todos tenían vueltos los ojos al Perú aguardando la resolución que tomara el Libertador acerca de los sucesos de Venezuela, y de la cual con razón juzgaban que dependía la suerte de la República. Así fue que, aunque en 24 de Agosto llegó á Bogotá el capitán Francisco Montúfar con las actas de Guayaquil y Quito de 6 y 19 de Julio, en las cuales se pedía la pronta reforma de la constitución, no se hizo mucho caso, y la *Bandera* nada dijo de ellas; pero al leer la contestación que en 1º. de Agosto dio á la municipalidad de Guayaquil el secretario general del Libertador, en que haciendo pomposo elogio de la Constitución Boliviana, declaraba que en ella tenía hecha el mismo Libertador su profesión de fe política, los constitucionales se llenaron de pasmo, pues vieron que en vez de defender resueltamente el orden legal que había jurado el Presidente de la República, convidaba en cierto modo á subvertirlo. Tan desfavorable fue esta impresión en el público, que la *Bandera* (24 de Septiembre) juzgó como el mejor partido revocar á duda la autenticidad de aquella comunicación, ó á lo menos sugerir que debía de representar el parecer del secretario más bien que la resolución de Bolívar. Después de alegar varias razones, agregan:

Descenderemos por último á la razón que, en nuestro concepto, es irresistible y contra la cual no cabe nin-

guna especie de réplicas. El general Bolívar, que siempre ha dado pruebas ineluctables de la sinceridad de su corazón, ha jurado la constitución de Colombia el 3 de Octubre de 1821, á presencia del Congreso constituyente y de una brillante oficialidad que le había acompañado á la sala de sus sesiones. Allí dijo (núm. 37 de la *Gaceta de Colombia*): El juramento sagrado que acabo de prestar, en calidad de Presidente de Colombia, es para mí un pacto de conciencia que multiplica mis deberes de sumisión á la ley y á la patria... La gratitud que debo á los representantes del pueblo me impone además la agradable obligación de continuar mis servicios por *defender con mis bienes, con mi sangre y aun con mi honor esta constitución...* que será junto con la independencia, la ara santa en la cual haré los sacrificios. » En la proclama que dirigió á los colombianos el 8 del referido mes de Octubre : « El libro de la ley, dice, que tengo la gloria de ofreceros como la expresión de vuestra voluntad, y la arca de vuestros derechos, fija para siempre los destinos de Colombia. » Y en la felicitación que hizo al Congreso de 1823 se ha expresado en estos términos : « Fiel á mi juramento de obedecer la ley fundamental de la República, reitero por segunda vez á los legisladores de Colombia mi primer promesa de morir antes, la espada en la mano, á la cabeza del ejército de Colombia, que permitir que se holle el pacto de unión que ha presentado al mundo una nación compuesta de Venezuela y Nueva Granada. La constitución de Colombia es sagrada por diez años; no se violará impunemente mientras mi sangre corra por mis venas y estén á mis

órdenes los libertadores. » ¿Cómo después de juramentos tan solemnes y tan voluntariamente repetidos; de actos públicos y espontáneos que han nacido del convencimiento interior, del amor al orden y á las leyes; de la exaltada pasión por la libertad que hace muchos años anima al LIBERTADOR; ... cómo después de haberse granjeado el afecto de los hombres virtuosos y el respeto de todo el mundo ilustrado, no tanto por la fortuna que ha premiado sus esfuerzos en los campos de batalla, cuanto por la heroica consagración al sostenimiento de la libertad de su patria? ¿Cómo después de haber adquirido una gloria inmarcesible, y de haber logrado que su nombre sea inscrito por consentimiento universal al lado del de *Washington*, y en concepto de muchos, sobre el del héroe de los Estados Unidos?* ¿Cómo después de todo esto, habría de venir á mancharse con el más horrendo perjurio? No: tal apostasía no es siquiera verosímil. Para que el general BOLÍVAR fuese capaz de intentar *recibiésemos nosotros inmediatamente* por constitución de Colombia el proyecto que redactó para Bolivia, era necesario que tuviese una alma tan pérfida é ingrata como Fernando de Borbón; y entre el déspota de España y el LIBERTADOR de la República, hay la distancia inmensa que separa á la luz de las tinieblas y de los vicios más detestables las más sublimes virtudes.

* En aquel tiempo era muy común establecer el paralelo entre Bolívar y Washington. En un convite de los muchos que en Bogotá se dieron al Libertador, uno de los concurrentes brindó por el Napoleón y el Washington de Colombia, y Bolívar con su prontitud habitual contestó: « Ni tan ambicioso como el uno, ni tan mal militar como el otro ».

En el número del 15 de Octubre analiza y rebate victoriosamente los fundamentos de las segundas actas de Guayaquil y Quito de 28 de Agosto y 6 de Septiembre, en las cuales se confiere la dictadura al Libertador ; sobre lo cual dice :

No creemos que el *hombre de este siglo*, el genio de la empresa, el LIBERTADOR de tres naciones, descienda hasta el extremo de admitir el titulajo con que le quieren regalar cuatro perjuros y rebeldes. Mil veces hemos oído de sus labios sus protestas de obediencia á las leyes, sus votos por la libertad de este país y su odio á la tiranía. ¿Cómo posponer el titulo de Libertador al de Dictador ? ¿Cómo autorizar con su nombre la violación de los deberes más sagrados ? ¿Cómo exponer su gloria tan costosamente adquirida por complacer á hombres que no saben apreciarse á sí mismos ? El general Bolívar se respeta mucho á sí propio, respeta á su patria y respeta al mundo que lo observa.

Los que han tachado de violento, agresivo ó irrespetuoso el lenguaje de la *Bandera*, no han emitido su juicio sobre el que usaban los partidarios de la dictadura ; copiamos la parte resolutiva del acta de Quito para que los lectores juzguen si sentimientos tan abatidos correspondían á las glorias y á las esperanzas de la Patria, y si había razón para que se enardecieran los ánimos generosos :

1°. Que roguemos á S. E. el Libertador presidente Simón Bolívar, se digne recibirnos bajo su protección y

reservar, á mas de las facultades extraordinarias que le competen por la ley, todas cuantas por insuficiencia de ésta, residen en nosotros en virtud de la soberanía radical del pueblo.

2°. Que bajo la investidura de Dictador, que le conferimos espontáneamente, disponga cuanto conduzca al bien de esta patria que ha formado, hasta asegurar su existencia de un modo incuestionable y que se constituya oportunamente sobre bases indestructibles.

3°. Que se haga notorio este acto en toda la República.

4°. Que la administracion del estado sea inviolable en todos sus ramos, entre tanto que otra cosa resuelve S. E. el Dictador.

Refiriéndose á estos artículos dice la *Bandera* : « Tales son los votos de algunos que han usurpado el nombre de la benemérita ciudad de Quito. El mundo civilizado sabrá, como siempre, hacerles la justicia que merecen. Entre tanto, nosotros aguardamos que S. E. el LIBERTADOR, á su llegada á aquel lugar, habrá restablecido el orden constitucional y entregado á los criminales para que sufran su bien merecido castigo. Este es el deber que le imponen las leyes, su conciencia política y su gloria misma. Por nuestra parte, no dejaremos jamás de sostener los principios y las libertades nacionales, por muy débil que sea el influjo de nuestra voz ».

La última esperanza que se expresaba en estas líneas se desvaneció al llegar la *Gaceta extraordinaria* de Cartagena con el acta de 29 de Septiembre, hecha

á imitación de las anteriores, y acompañada del voto escrito del concejal Manuel Núñez en que afirmaba saber por personas respetables y de poder que el Libertador estaba de acuerdo con los autores de tales movimientos. Súpose al mismo tiempo que estos sucesos coincidían con la llegada de A. L. Guzmán, y no se necesitó más para tener por cierto que todo se hacía en virtud de instrucciones que éste hubiese traído de Lima. No hay para qué decir que los que sostenían la legalidad, vieron la Constitución derrocada por medio de pérfidos amañes; la *Bandera* salió extraordinariamente el 25 y el 27 de octubre rebosando indignación y profunda tristeza, y sin duda fueron estos números los que dieron ocasión á que los adversarios la tildasen de violenta, por más que en seguida los redactores, protestando no haber sido su ánimo ofender al Libertador, explicaron las expresiones que pudieran interpretarse siniestramente.

El 29 publica la proclama dada por el Libertador al arribar á las costas de Colombia; la que por desgracia no fue bien explícita, y vista á la luz de los papeles que con ella llegaron de Guayaquil, dejaba pensar que la *oliva de paz* allí ofrecida no era otra cosa que la constitución Boliviana, que debía plantearse sobre las ruinas de la de Cúcuta; y los que habían permanecido sumisos á la ley no pudieron llevar en paciencia que se les igualase á los revoltosos con la oferta de un ósculo común y un abrazo simultáneo para justos é injustos. Esta impresión aparece

no sólo en la *Bandera* sino en otros periódicos de la capital.

El 5 del mes siguiente anunció aquélla con grande aplauso el restablecimiento del orden constitucional en los departamentos del Sur ; el 19 relata con viva satisfacción la entrada del Libertador, verificada el 14, sin hacer la más leve alusión á incidentes desagradables ; el 26 publica con expresiones de júbilo el decreto del 23, con el cual la constitución ha cobrado nuevas fuerzas, pues con arreglo á ella se declara el Libertador en ejercicio de las facultades extraordinarias, y el del 24, en que se prohíbe toda junta tumultuaria ó clandestina, que era como poner fin á las actas de dictadura. En los números siguientes continúa defendiendo los mismos principios y doctrinas que antes, generalmente en impugnación de los periódicos del Sur y de Venezuela, y siempre con las mismas expresiones de respeto y admiración que constantemente habían consagrado á Bolívar. El último número que fue el 26, salió el 7 de Enero de 1827, como para ser la inscripción sepulcral de la constitución de Cúcuta : el Congreso no ha podido reunirse por faltar muchos de sus miembros ; Bolívar en camino para Venezuela, hace gente, allega armas y dinero, y pide nuevos y cuantiosos recursos al Vicepresidente para el sometimiento de los departamentos rebeldes. Aquí se preguntan los redactores :

¿ Qué objeto puede hoy tener la guerra de Venezuela ?

No, restablecer el imperio de la constitución y de las leyes : los departamentos del Sur, los del Magdalena é Istmo y otros varios, también se sustrajeron á este imperio, y no por eso se les hizo la guerra. No, castigar á los autores de aquellos movimientos : los que revolvieron al Sur, á Cartagena y otras partes, no han sido castigados, han sido continuados en sus destinos ; algunos han recibido nueva autoridad reuniendo el mando político al militar ; y otros han obtenido grados y ascensos.

Nosotros nos hemos mantenido fieles á la constitución y á las leyes ; no porque no apeteciésemos también reformas , sino porque era un deber cumplir nuestros comprometimientos y no turbar un orden de que dependían la paz, la unión, el crédito y prosperidad de la República. Pero hoy es una verdad incontestable y en que todos unánimemente convienen, que nunca se restablecerá el primitivo imperio de la constitución, por que no se quiere esto de buena fe, y porque ya no es posible someter tantos pueblos, castigar á tantos funcionarios y á tantos ciudadanos, que de grado ó por engaño y debilidad han tomado parte en los trastornos. Por no haberse querido atajar el progreso del mal en sus principios, hemos llegado á tal extremo que sería mayor el número de males que resultarían de pretender que se restableciese en toda la República el imperio de la constitución, que de ceder al deseo de las reformas y variaciones.

Verosímilmente el congreso se reunirá dentro de muy pocos días ; y este cuerpo augusto, que debe ser el baluarte de la libertad y felicidad nacional, se cubrirá de gloria y arrebatará el amor y las bendiciones de los

pueblos, si evita, como puede hacerlo con la mayor facilidad, los estragos de la guerra civil. Un simple decreto que acuerde, mandando que se suspenda toda hostilidad contra Venezuela, nombrando una comisión que vuele á cortar la discordia, y ofreciendo á los pueblos que ellos podrán obtener aquellas reformas y mejoras que desean en la constitución, por medios pacíficos y regulares, bastará para disolver la terrible tempestad que nos amenaza. Entonces se palpará cuán innecesaria era ninguna especie de dictadura, qué sencillo era restablecer la unión, la concordia y el orden, y que los pueblos contentos con su forma de gobierno popular, representativo, alternativo y electivo, apetezen vivamente que se conserve la integridad de Colombia.

El periódico concluye con estas líneas :

Cuando emprendimos esta carrera nos propusimos ver si lográbamos cooperar de algún modo al restablecimiento del orden constitucional y á que la República no perdiese el ventajoso crédito adquirido. Nuestros esfuerzos han sido infructuosos : las cosas han cambiado absolutamente de aspecto : ya no se trata de hacer revivir lo que ha muerto para siempre ; se trata siquiera de la salvación de los principios bajo un orden nuevo. Pero dejemos á otros el cuidado de lidiar en favor de esta empresa. Bastante hemos arros-trado ya las calumnias, los dicterios, los insultos de los hombres vendidos á la ambición, á la codicia y á la servidumbre. Hartos riesgos y peligros hemos afrontado. Que otros, pues, se presenten en la arena y nos reemplacen.

Estos breves rasgos permiten juzgar del tono y lenguaje de la *Bandera tricolor*, y muestran su actitud para con el Libertador; sólo nos falta agregar que todavía después de la llegada de éste á Bogotá combatió algunos de sus proyectos como el de la confederación de Colombia, Perú y Bolivia. En suma : empezóse esta publicación con el designio de contrarrestar la rebelión de Páez, apoyada en actas populares ; aunque con otro carácter, pero llevando siempre el fin de perturbar la legalidad, extendiéronse estas actas á los departamentos del Sur, y fue consiguiente atacarlas como á las primeras ; los mismos que las habían amañado se jactaban del apoyo del Libertador, y fue necesario recordar los juramentos que éste había repetido. Nada hay en esto que no sea patriótico, y para nuestro juicio contamos con el apoyo del historiador Restrepo : « Este periódico semanal, bien escrito, defendió con denuedo y valentía la constitución, el orden legal y los principios liberales : él dio al mismo tiempo fuertes ataques á la presidencia vitalicia, á la dictadura y á las actas de los perturbadores. Aunque impugnaba con vigor algunos proyectos de Bolívar, tratábase siempre con el respeto y consideración debidos á sus eminentes servicios. »

Apasionados son los que creen que el Libertador, cegado por la ambición, pretendía asentar una dominación tiránica sobre Colombia ; y no lo son menos los que acusan también de ambiciosos á los defensores de la constitución jurada, y notan de ingratos á quienes no aceptaban á ojos cerrados todos los

planes de Bolívar ni identificaban la vida y muerte de la República con la de su fundador. Sus glorias y eximias cualidades disculpan tal entusiasmo, pero el amor de la patria y la consideración de la suerte futura de ella eran motivos más justos para buscar la solidez de la organización política en el respeto de las leyes. Cosa es tan clara, que parecen escritas por una misma mano estos conceptos de la *Bandera tricolor* (p. 88) : « Si no hay otro arbitrio que éste (la dictadura) para salvar la nación, la existencia de ésta es tan precaria como la vida de Bolívar, que por preciosa que sea, es siempre la de un mortal »; y los que en 13 de Julio de 1829 dirigía el Libertador á D. Estanislao Vergara : « Un país que está pendiente de la vida de un hombre, corre tanto riesgo como si lo jugaran todos los días á la suerte de los dados*. » Sin exagerar, pues, el amor ni el odio, creemos que la juventud de principios liberales era en esos tiempos sincera, y seguía, al defender el orden legal, el único camino acertado para fundar un gobierno respetable. Atribuyendo el valor que era justo á las protestas de desprendimiento que sin duda de corazón repetía Bolívar, pensaba que su influjo imponderable podía y debía ser el mejor apoyo del sistema establecido; y de ahí el amargo desengaño que padeció al ver que los revoltosos levantaban como bandera aquel nombre mágico.

Para completar nuestra relación trasladémonos

* Catálogo de la Biblioteca Pineda, tomo II, p. 166.

al Perú. Al tiempo en que empezaba á publicarse la *Bandera tricolor*, recibía el Libertador de todas partes noticias que le anunciaban estar la República á punto de correr recia tormenta : Venezuela en camino de separarse ; los departamentos del Sur mal hallados con las leyes vigentes, hasta el punto de lamentar la abolición del tributo que pagaban los indios ; acá como allá grande encono contra el Gobierno, que es como decir contra la Nueva Granada, donde tampoco faltaban quejas, y acordes todos los descontentos en pedir reformas inmediatas. Coincidieron estos clamores con el momento en que Bolívar había dado cuerpo á sus teorías políticas en el proyecto de constitución que formó para Bolivia, y perdidas las esperanzas de ver establecido el orden en Colombia, antes conceptuando consumada la ruina de ésta desde el día en que el Congreso llamó á juicio á Páez (como le escribía á éste mismo en 8 de agosto), juzgó que de hecho había caducado la constitución de Cúcuta y que era llegado el momento de poner en planta sus planes. De aquí la declaración hecha por el secretario Pérez en 1.º de Agosto ; de aquí la misión de Guzmán con credenciales del Libertador para comunicar de viva voz sus ideas, y las actas que en cada estación del enviado se iban formando ; de aquí la proclama ambigua de Guayaquil y la conducta indecisa que le siguió : hechos bien claros en que parece no puede hacerse otro cargo á Bolívar que el de una ligereza apenas concebible en su alta inteligencia ;

pues bien debía penetrar que no serían duraderas las reformas que meditaba, si las introducía enseñando el camino de despreciarlas.

A medida que se acercaba á la capital, fue viendo la oposición que en el centro había á sus proyectos; al llegar á Popayán acabó de perder las esperanzas, y agregándose á esto lo que supo ahí mismo del Perú sobre la absolución de los que se decía haber atentado contra su vida, se desvanecieron todas sus ilusiones políticas; y lo que es más, el que daba por destruída como nación á Colombia, la dio en cierto modo por muerta en sus afectos, no llamando con el nombre de patria sino á Venezuela y asegurando que sólo en su dicha pensaría para lo venidero*.

Entre tanto se contaban en Bogotá las bravatas de

* Testimonio elocuente de estos sentimientos nos dejó en su célebre carta á Santa Cruz, escrita en Popayán el 26 de Octubre de 1826, y que puede verse, por ejemplo, en Restrepo, tomo III, p. 656. Ni fue ésta la única vez que, desde esa época, manifestó iguales sentimientos; dígalo la carta que dirigió á D. José Fernández Madrid en 16 de Junio de 1827, publicada en el *Repertorio Colombiano*, tomo V, p. 351; y sobre todo su proclama de despedida á los venezolanos, de 4 de Julio del mismo año: « Por destruir á vuestros enemigos he marchado hasta las más distantes provincias de América: todas mis acciones han sido dirigidas por la libertad y la gloria de Venezuela, de Caracas. Esta preferencia era justa, y por lo mismo debo publicarla. He servido á Colombia y á la América, porque vuestra suerte estaba ligada á la del resto del hemisferio de Colón. » Algunos han creído que estos conceptos amenguan las glorias de Bolívar, y Larrazábal en su *Vida* de éste, al copiar la proclama omite sin indicación alguna las palabras citadas. Para nosotros prueban que ya desde entonces el Libertador creía consumada la disolución de Colombia, y como el amor patrio no podía en él tener por objeto una fantasma, se dirigía sinceramente á la realidad.

los militares que acompañaban á Bolívar y aun el enojo de este mismo, no faltando quienes temiesen que viniera exasperado á imponer silencio y obediencia por la fuerza. A estos temores alude Aranzazu en el siguiente párrafo de una carta que nos hace sentir hasta dónde podía exacerbarse la altivez republicana de la ardiente juventud de entonces :

Cada vez que me despierto me parece que soy esclavo, me sobresalto involuntariamente y no me conformo, como no me conformaré jamás, con el estado á que nos quieren reducir ! ... Quizá, mi amigo, un cadalso será el lugar en que yo termine mi estéril carrera ; tú lo temes también, y si la sangre de los liberales está destinada para salpicar el manto de la libertad, si la virtud puede ser convertida en un crimen y el amor de la patria en un delito de estado, *malheur* entonces á los usurpadores del poder del pueblo : la paciencia tiene un término, y la desesperación, á falta de otro honrado sentimiento, produce su efecto. Del esclavo al déspota no hay más que un paso ; con un puñal se salva, ha dicho Mirabeau, y esta verdad la comprueban, entre otros muchos, Harmodio y Aristogitón, Servilio Casca y Bruto. Las almas vulgares se aterrorizan con los obstáculos, las que no lo son se alientan con ellos.

En consecuencia, se ocultaron muchos, en particular algunos periodistas. No lo hicieron así los redactores de la *Bandera tricolor*, fiados sin duda en la lealtad de sus procedimientos, por más que su periódico hubiese alcanzado circulación extraordi-

naria y excitado violenta animadversión. Algunos hechos darán testimonio de esto. Los oficiales de la división colombiana que se insurreccionó en Lima, escribían de allí á Santander que una de las cosas que más impresión les habian hecho, eran *Los lamentos de un patriota* que salieron en la *Bandera* extraordinaria del 27 de Octubre; la municipalidad del Espinal protestó contra la voz de haber sido quemado públicamente en la plaza el periódico; finalmente, el general J. Hilario López entre varias especies, de las cuales algunas pueden ser exageradas, refiere en sus Memorias que en la entrevista que tres leguas antes de Popayán tuvo con el Libertador, le preguntó éste si tenía alguna correspondencia en Popayán, y que contestándole Lopez que sí y que aun le traía algunos pliegos, le repuso Bolívar: « Muchas *Banderas tricolores* me traerá usted, en que algunos ingratos se complacen en despedazar mi reputación y la del ejército que les ha dado Patria y fortuna » (p. 146). Si estas palabras son exactas, podía asegurarse que Bolívar no conocía sino de oídas el periódico, pues de otro modo no tildaría de ingratos á los que no hacían sino sostener lo que él había prometido guardar. Por otra parte, este cargo de ingratitud, hecho vulgarmente á cuantos no aceptaron á ciegas todas las ideas del Libertador y de sus amigos, jamás pudo él hacerlo sino en momentos de sumo disgusto, pues nadie mejor que él sabía que si él había sido el alma de la guerra de Independencia, los demás algo hicieron, con sus brazos, con

su sangre, con sus bienes y aun con sus lágrimas, para tener derecho de hablar y ser oídos.

El Doctor Cuervo tuvo en esta publicación parte tan activa como que lleva sus iniciales el único artículo que aparece firmado en la colección, y es nada menos que el que desbarata las actas de Guayaquil y Quito. Pudiera creerse que dirigía el periódico en vista de estas palabras de un billete de Santander : « Vea si la adjunta carta le agrada para la futura *Bandera* : si le parece bien, corríjala en el modo que le parezca, y déle lugar. Encargué á Perucho (Pedro Acevedo) un diálogo jocosero entre Páez y un vecino sensato de Caracas ; si lo hiciere, se lo mandaré* . » Como queda dicho, el periódico continuó después de llegado el Libertador á Bogotá ; y el Doctor Cuervo, lejos de modificar su conducta, tuvo ocasión de mostrar la moderada firmeza de su carácter en la noche del 23 de Noviembre en que, hallándose acaso en la sala de la Municipalidad á tiempo de ser invadida por una turba que aclamaba dictador á Bolívar, fue el primero en avanzar á ella, é imponiéndoles silencio, les hizo ver el desacato que cometían contra los representantes de la ciudad y el ultraje que inferían al mismo á quien victoreaban.

* La carta á que se refiere Santander salió en el número del 6 de Agosto, y el *Diálogo* en el del 13. También consta por la correspondencia que es de Santander la *Carta de un padre á su hijo*, publicada en el número del 17 de Septiembre ; es además de él, ó en todo caso recomendado por él, el artículo titulado *Contradicciones* del 24 de Septiembre. Todos estos escritos del Vicepresidente son relativos á la revolución de Páez, y nada hay en ellos que pueda redundar en desdoro de su autor.

CAPÍTULO IV

FISCALÍA DEL CAUCA

Inseguridad pública.— Otros destinos que desempeña el Doctor Cuervo. — Su matrimonio. — Nombrado Ministro Fiscal de la Corte de Justicia del Departamento del Cauca. — Popayán. — Recibe el Doctor Cuervo generales muestras de aprecio. — Sus servicios á la Universidad. — El terremoto. — Situación política de la República y de Popayán. — Conducta moderada del Doctor Cuervo. — Federación y centralismo. — Junta convocada por el Intendente Mosquera y juramento de los empleados. — Correspondencia de Santander con el Doctor Cuervo sobre los acontecimientos de la época. — Impresión que deja. — El Libertador y los liberales.

El año de 1825 se hizo memorable en Bogotá y en los lugares comarcanos por una infinidad de robos, asesinatos y violencias cometidos con el mayor descaro. Gracias á tantos años de guerra y de penuria, al movimiento de ejércitos y á los regocijos mismos con que se festejaba la libertad recién adquirida y que, haciendo más sensible la miseria con la ostentación del lujo y de los placeres, aguijoneaban la desmoralización, se vio la capital atestada de gran copia de gente vaga y pervertida, pronta á cualquier desmán. Fue lo peor que en algunos robos de consideración figuraron como autores ó fautores sujetos

de familias conocidas y pudientes*. Con poca é inexperta policía, los criminales se libraban de caer en manos de la justicia, y cuando por acaso eran aprehendidos, era su defensa lo defectuoso de las leyes de procedimiento, pues las burlaban abiertamente, valiéndose de sus fórmulas lentas y escurridizas para prolongar indefinidamente los procesos y eludir al fin el castigo. Los presos, confiados en esto, se hicieron tan procaces, que cuando los robados pasaban por frente de las rejas de la cárcel, los insultaban y mofaban**. Los particulares, sobrecoídos de espanto, acudían á las autoridades pidiendo seguridad para sus casas, para las calles y los campos. La Alta Corte de Justicia excitaba el celo de la del Departamento; el Vicepresidente consultaba á la primera; la municipalidad de Bogotá representaba al Congreso para que diese leyes rigurosas, y á la Corte del Departamento para que apresurase los

* Uno de estos caballeros cayó con los ladrones de los vasos sagrados de Chía, y trató uno de sus allegados de persuadirle que para librarse él mismo y librar á la familia de la deshonra, no tenía otro camino que matarse. Después de mucho dar y tomar, escogió como mejor medio el veneno, el cual le fue llevado por el aconsejador. Al día siguiente salió éste aguardando que en la calle le contaran la muerte de su pariente; pero como nadie le dijese palabra, se fue, como quien no quiere la cosa, al lugar donde estaba detenido, y viéndole bueno y sano, le preguntó qué había habido. — Sabes, repuso el otro, que he estado pensando que es mejor que des ese veneno á los testigos que van á declarar contra mí.

** La cárcel de Bogotá estaba en la plaza principal, y por las rejas que caían á ésta, se encontraban los presos en contacto con el público. Por ahí vendían ciertos artefactos menudos, que algunos de ellos fabricaban, en especial artículos de fique, como cabuya, mochilas, etc.

procedimientos, porque en sala ya qué hacer con los expedientes. Como había al último tribunal el agrado de traer a comparecer a la antigua Audiencia. El 12 de diciembre de 1825 exponiendo que era injusto exigir que este solo tribunal despachase los negocios de casi la mitad de Colombia, por no haberse establecido todavía en cuatro departamentos las cortes creadas por la ley: que desde 20 de Septiembre en que se puso en planta la nueva organización judicial, se habían repartido a los cuatro jueces que componían el tribunal quinientas veinte causas, sin contar aquellas que por hallarse en estado de verse por la sala y estar ya citadas las partes, no había sido necesario repartirlas para la sustanciación: que para dar valor a tantos negocios cada ministro llevaba los expedientes a su casa para leerlos por la tarde ó por la noche, y haciendo él mismo oficio de relator y aun de escribiente, los devolvía despachados al día siguiente; y sobre todo, que si los oídos daban las sentencias segun su leal saber y entender, ahora los jueces eran obligados á fundarlas. De todos estos clamores resultó la ley de 3 de Mayo de 1826 sobre procedimiento en las causas de hurto y robo, la cual abreviaba sumamente los trámites é imponía gravísimas penas á los ladrones y vagos, aun la de muerte á los que en número de dos ó más entrasen por la noche en las casas escalando, fracturando ó con cualquier linaje de violencia*.

* D. J. M. Groot (*Hist. ecles. y civil*, tomo III, pág. 386), cuenta

El Doctor Cuervo fue ministro juez interino de la Corte Superior del Departamento en los dos meses últimos del año 1825 y en seguida pasó á ser fiscal,

entre los crímenes que motivaron la ley de 3 de Mayo de 1826, el asesinato del Presbítero D. Tomás Barreto, tío del Doctor Cuervo. Esto no es exacto, pues el horrendo hecho se cumplió el miércoles 28 de Mayo de 1828. El doctor Nicolás Cuervo refiere á su sobrino, que estaba en Popayán, todas las circunstancias del crimen en cartas de 8, 21 y 29 de Junio. A las ocho y media de la noche Dolores Pinto, beata de san Francisco, se hizo abrir y entró á la casa de Barreto con achaque de entregarle una carta; mientras ella le estaba hablando, lo acometieron Manuel Almeida, Pío Quinto Camacho, Manuel Vega, marido de la Pinto, y Pedro José Amaranto, esclavo de Almeida, y echándole una ruana en la cara, le cosieron á puñaladas. En seguida robaron cuanto pudieron haber á la mano. A las voces de una criada de la casa acudió gente, y en la huerta bajo de unas matas cogieron al esclavo, todo ensangrentado, que sin dilación denunció á su amo y á los demás. Las autoridades, los vecinos, los habitantes de los campos se pusieron con tanta eficacia en busca de los asesinos, que el sábado estaban todos presos. Almeida, que, de guerrillero, había logrado burlar todas las pesquisas de los españoles ocultándose en una cueva de la hacienda de Tibabuyes en la Sabana, tuvo la indiscreción, pasado el peligro, de contar esto á D. Buenaventura Ahumada, quien lo recordó al oír el denuncia del esclavo, y sin vacilar fue y lo sacó de su escondite. Todos fueron condenados á la pena capital, y su ejecución de las más rigurosas que jamás se habían visto. Como asesinos sacrílegos, fueron absueltos con todas las solemnidades imponentes que usa la Iglesia, en el atrio de la iglesia de San Carlos, y el 27 de Junio, viernes, día concurrido como que era de mercado, se les llevó al suplicio arrastrados en serones por bestias de albarda en torno de la plaza mayor y pregonándose el delito en cada esquina. No habiendo verdugo, fueron fusilados en banquillos puestos al pie de la horca y después colgados en ella por cuatro horas. Las cabezas de Almeida y Camacho fueron clavadas en escarpas en las entradas de la ciudad, la del primero en San Victorino y la del segundo en las Nieves, y las manos derechas de los mismos en la casa donde se perpetró el crimen (La sentencia de la Corte Superior está publicada en el Suplemento á la Gaceta de Colombia de 29 de Junio de 1828).

también interino de la Alta Corte ; por manera que el excesivo recargo de trabajo que hemos ponderado cayó sobre las tareas periodísticas que por entonces traía entre manos. Además en Mayo de 1826 entró á formar con D. Rafael Revenga, Secretario de Relaciones Exteriores, y D. Francisco Soto la comisión encargada de redactar el reglamento orgánico de las escuelas primarias de la República.

Pero una persona con los hábitos de orden y trabajo que distinguían al Doctor Cuervo, y con una invencible atracción á los goces del hogar, no podía aquietar sus aspiraciones en solos los negocios públicos, y anhelaba por la vida íntima y laboriosa del matrimonio. Dios quiso colmar sus deseos, concediéndole por esposa á doña María Francisca Urisarri, hija, como queda dicho, de D. Carlos Joaquín de Urisarri y Elispuru, que entre otros cargos tuvo en Bogotá el de Director general de rentas del Virreinato de la Nueva Granada, y de D^a. Mariana Tordesillas y Torrijos, perteneciente á una antigua y respetable familia de Bogotá. Con este matrimonio, que se celebró el 14 de Mayo de 1826, el Doctor Cuervo halló un abrigo contra los huracanes de la vida pública, en el cual no dejó de reinar la dicha más pura y apacible aun en las horas de mayor angustia. « La señora Urisarri de Cuervo, dice un escritor de nuestros días, era una matrona distinguidísima por su piedad, su modestia, su agradabilísimo trato. Hacen de ella grato recuerdo cuantos tuvieron la dicha de tratarla. Ella conservó en su

familia las austeras y puras tradiciones de sus antepasados. » *

Tres meses llevaba de casado, cuando el Gobierno le designó Ministro fiscal de la Corte de Justicia del Departamento del Cauca, pero no pudo ponerse en camino para tomar posesión hasta Enero del año siguiente. Duro sacrificio se le impuso, pues este nombramiento traía como consecuencia el haber de dejar á su tío el canónigo Cuervo y separarse de su esposa, por lo menos hasta que ella pudiese emprender tan largo viaje ; con todo esto, no titubeó en dar su aceptación, como que siempre estuvo pronto á servir á la patria dondequiera que se le exigiese, aun en menoscabo de su mismo bienestar.

No eran muchas las ciudades de la América española que pudieran enorgullecerse de ser cuna de tanto patriota ilustre como Popayán, y de tener en su seno una sociedad tan culta y letrada, de que salían continuamente para los congresos y magistraturas caballeros que honraban á la República. Entonces, á pesar de los estragos de la guerra de la Independencia, era una población respetable que contaba con acaudalados propietarios, y adonde refluía gran parte de la riqueza del privilegiado valle del Cauca. Según un viajero francés que la visitó por este tiempo, era en muchas cosas superior á la capital : sus alrededores amenísimos y bien cultivados anunciaban una ciudad importante ; sus casa s mejor

* *Reporter ilustrado* de 4 de Junio de 1890.

construidas, más ventiladas y sobre todo más alegres; la calle de Belén, bella en cualquier ciudad europea*. Contrastaban además con el aspecto encogido y friolento del pueblo de Bogotá, los trajes vistosos y pintorescos, el andar garboso y desenfadado de los mestizos y mulatos de Popayán, y sobre todo aquel llevar los cantaros y cestos en la cabeza con tanta gracia como los llevarían las mujeres que en la antigüedad sugirieron el uso de las cariátides. La clase alta, casi toda con humos aristocráticos, era franca y cordial en sus relaciones sociales y de una moralidad ejemplar; el pueblo, inteligente y laborioso, sin perder en un ápice el respeto á la gente elevada, tendia á educarse y á participar de los bienes de la república: en fin, era una ciudad á quien singulares condiciones llamaban á representar un gran papel en la historia de América.

El Doctor Cuervo fue recibido con aprecio y agasajado sinceramente por todas las clases de la sociedad; como á su esposa, que se le reunió á fines de 1827, se le prodigaron las más exquisitas atenciones. Las familias á porfia se empeñaban en obsequiarlos y en hacerles olvidar que estaban lejos de su suelo natal; y tanto supieron cautivarlos, que el Doctor Cuervo estuvo á punto de comprar una linda propiedad en los afueras de Popayán, con ánimo de radicarse allí; y lo efectuara á no sobrevenir la

* *Voyage pittoresque aux deux Amériques, publié sous la direction de M. Alcide d'Orbigny. Paris, 1836.*

muerte de su primogénito Antonio María, que lo entristeció profundamente, en circunstancias en que negocios de familia lo llamaron á Bogotá, conforme á su tiempo veremos.

Alguno pudiera sospechar que en tiempo en que los méritos se medían por los años, un tribunal como el de Popayán, compuesto de letrados beneméritos, llegara á mirar con frialdad la ida de un compañero como el Doctor Cuervo, y aun á tomar como desdén del supremo gobierno el que asociase á sus labores un abogado tan joven. Pero si algo de esto hubo, tal impresión debió de desvanecerse rápidamente, pues hicieron ver su capacidad la expedición y prontitud con que despachó no sólo los expedientes que diariamente se presentaban, sino diez y ocho más que dormían hacía dos años; y al fin sus compañeros le regracionaron por haberles llevado « los conocimientos y la experiencia de los tribunales de la capital ».

Su casa, arreglada con el buen gusto que él mostraba en todas sus cosas y adornada además con algunos muebles europeos que llevó desde Bogotá, llamó la atención general y vino á ser el centro de sus numerosos amigos; donde unidos todos por iguales tendencias, analizaban los graves acontecimientos que tan agitado tenían al país, é ideaban mil proyectos para salvarlo. En este continuo comercio de ideas fue el Doctor Cuervo reforzando insensiblemente su prestigio y adquiriendo tal predominio sobre los sujetos notables del lugar, que desde

entonces vino a ser como consejero de algunos de ellos, y casi siempre se unió para los primeros puestos de la República.

Pero en justicia no debía ser, pues además de las simpatías que se ganaba por su carácter, influía el interés que tomaba por la población y en particular por la Universidad. En esta desempeño sin remuneración alguna la secretaría y las clases de legislación civil y penal, a las que concurrían no solo los estudiantes sino los empleados de la Universidad y aun personas extrañas, atraídas por la novedad con que trataba las materias. Sus discípulos, que casi todos han lucido después en destinos de importancia, hicieron tales progresos, que estos cursos se citan como de los mas notables que allí se siguieron, con ser así que al claustro de esta Universidad habían dado lustre un José Félix Restrepo, un Joaquín Mosquera y otros. Diez años después pasaba por Popayán D. Joaquín Acosta con dirección a Quito, adonde iba de ministro de la Nueva Granada, y felicitaba calurosamente al Doctor Cuervo porque la mayor parte de los jóvenes que estaban figurando se gloriaban de ser sus discípulos, y más aún porque sus doctrinas habían formado escuela. Tanta fue la influencia de su enseñanza.

A más de la merecida reputación que disfrutaba la Universidad de Popayán por la sólida instrucción que en ella se recibía, tenía envidiable en toda la República, tal que aun jóvenes de Bogotá la frecuentaban, por la pureza de sus enseñanzas y por la

moralidad que allí reinaba, y por cierto no era sino reflejo de la proverbial de la población. Para poner esto en su punto basta recordar que componían el cuerpo universitario el doctor Manuel José Mosquera, que tan ilustre había de ser como Arzobispo de Bogotá, D. Lino de Pombo, D. José Antonio Arroyo, D. Manuel Mariano Urrutia y otros no menos respetables por su saber y virtud, y que dirigida la educación religiosa por el mismo señor Mosquera, y unidos todos los profesores no sólo por la comunidad de ideas y el amor á la juventud, sino por cordial amistad, todas las cátedras armonizaban, sin que se oyera una nota discordante.

Durante la permanencia del Doctor Cuervo en Popayán acaeció el espantoso terremoto del 16 de Noviembre que llenó la ciudad de ruinas y de consternación. Sobrevino apenas puesto el sol, y los habitantes en su mayor parte salieron huyendo á las márgenes del Cauca en busca de seguridad. Pero allí los aguardaba mayor conflicto, pues notaron que las aguas del río se iban mermando, y mientras observaban pasmados el caso, sin comprender lo que era ni poder indagar su causa, se vieron de repente sorprendidos por una creciente formidable, que, según después se supo, debió su origen á la violencia con que rompieron las aguas de uno de los afluentes del Cauca, represadas por una peña que con el terremoto se desgajó de las montañas. El terror fue indecible. Todavía después de muchos años guardaba nuestra madre vivo recuerdo de

aguardar a las corrientes del río. Todos corrieron a guisa de resaca en las orillas del río: por entre las malezas llegaron a las orillas del río familias con las ropas hechas pedruzcos y los pies chorreando sangre. Hijos cargados de sus ancianas madres, mujeres con tres o cuatro niños a cuestas y en brazos o llevando lo primero que al fin hallaron a la mano, y todos en fin con el espanto retratado en los semblantes. Desde allí contemplaron los estragos de la avenida: ya llega a una cabana, la invade y la arrebató como si fuera una débil paja: ya lame y corta un pedazo de la margen y lo arrastra flotando por un trecho con sus árboles como una balsa; y por todas partes se divisan a la flor del agua las cabezas de los caballos y ganados que hacen infinitos esfuerzos por no ahogarse. Al bajar la creciente fue quedando todo cubierto de limo ceniciento, como de un inmenso sudario; las aguas corrieron fétidas durante muchos días, y por largo tiempo dejaron los caucanos de ver cristalino y transparente su hermoso río.

Volvamos los ojos a la vida política del Doctor Cuervo en estos días borrascosos para Colombia. Sería ajeno de nuestra labor narrar los sucesos que mantuvieron en agitación, mayor ó menor, la República entera. Todas las historias nos refieren cómo el Libertador puso fin a la insurrección de Páez con la amnistía de Puerto Cabello (1.º de Enero de 1827), colmando de distinciones a los disidentes de Venezuela; la insurrección de la 3.ª división colombiana en Lima (26 de Enero), promovida por los peruanos

enemigos de Colombia y coloreada por los amotinados con el pretexto de sostener la constitución de su patria contra toda tentativa de reemplazarla con otra ó de alzar un dictador; la insensata alegría que mostraron los exaltados de Bogotá al saber este suceso, creyéndolo efecto de amor á las instituciones liberales, y su desengaño al penetrar las miras proditorias de los facciosos y la invasión con que trastornaron los departamentos del Sur; la justa y enérgica improbación dada por el Libertador á este movimiento, y la irritación de los mismos exaltados en viendo que se adelantaban fuerzas de Venezuela para contrarrestar la división invasora; la calma pasajera que vuelve á los espíritus al posesionarse el Libertador de la presidencia, para la cual había sido nombrado segunda vez con inmensa popularidad; la convocatoria hecha por el Congreso para la convención que debía reunirse en Ocaña el 2 de Marzo de 1828; la actividad con que trabajaron los contrarios de Bolívar para ganar las elecciones y el triunfo que obtuvieron; el triste fin de esta asamblea con la separación de la minoría; el acta hecha en Bogotá el 13 de Junio é imitada en toda la República, para desconocer los actos de la Convención y conferir al Libertador el mando supremo; y finalmente el enojo de la burlada mayoría de dicho Cuerpo y el frenesí con que algunos conspiraron contra la vida misma del Libertador.

Situado Popayán entre Bogotá y Guayaquil, parecía ajeno á las conmociones violentas de uno y otro

alguna, y como estaba en medio de una gran confusión, para no ser este efecto casual sino obra del pensamiento y del buen gobierno de sus ciudadanos que se eligieron, que en todas las agitaciones de la República tomaron como norma en conservar su independencia de todos el poder y de las leyes. «^o Repúblicas modernas. En enero acogida a las exortaciones de El Libertador, y eligieron para la convención diputados que se hicieron notar por su moderación e imparcialidad. Mas todavía era Popayán como una altura desembarazada cuyos aires purísimos serenaban la agitación de las pasiones, y desde donde se veían con todos sus lineamientos los sucesos políticos: allí conoció claramente el Libertador el año de 1829 el estado de la opinión en el Centro, y se afianzó en su resolución de gobernar constitucionalmente; allí desaprobó en 1829 los proyectos de monarquía que traja entre manos el Consejo de Ministros ^{**}. No era pues de extrañarse que la ida del

* Expresiones de D. Manuel José Mosquera en carta de 29 de Octubre de 1829. Con la misma fecha escribía D. Lino de Pombo: « Arregle usted sus negocios, y vuélvase al paraíso de Colombia, á esta ciudad que presenta en todas circunstancias el admirable cuadro de la paz y la fraternidad. Venga usted á pasar en sosiego sus días en el país de la libertad y de la tolerancia. »

** En carta de 22 de noviembre de 1829 dice D. Manuel José Mosquera: « Llegó el Libertador ayer; está de muy buen humor, porque, según ha dicho en confianza, la Inglaterra ofrece su apoyo para un gobierno cual propone la 4.^a Meditación ». Y con la misma fecha 22 ofició el secretario del Libertador al Ministro de Relaciones Exteriores improbando los pasos dados para el establecimiento de una monarquía constitucional. Parece

Doctor Cuervo despertase algún recelo. Su nombre había sonado apasionadamente en boca de la comitiva del Libertador como de uno de los abominados periodistas de Bogotá, y algunos se figuraban que iría á continuar allí la violenta propaganda que se le había achacado. Pero no fue así, y á poco se encontraron todos de acuerdo con él, no sólo en el campo literario y de las relaciones sociales, sino en el político. Aun cuando por precisión había de tratar con tal cual exaltado, que allí se encontraba, jamás desmintió la moderación de sus opiniones y el decoro de su conducta oficial y privada. Nunca desaprovechó las ocasiones de conciliar los ánimos, y aun casi llegó á ser frase consagrada la de que era articulación entre los diversos partidos *. Tal sucedió en un

cierto que Bolívar fluctuaba entonces entre sentimientos y pensamientos contrarios : republicano de corazón, había llegado á persuadirse de que en la América española era impracticable la república, y de que la forma de gobierno más conveniente para ella era la monarquía constitucional ; así lo manifestó varias veces y con particular claridad en la carta que poco antes de estos días dirigió al Ministro inglés Campbell (Restrepo, *Hist. de Col.* tomo IV, p. 228). Mientras estaba en el Sur, donde predominaban las ideas monárquicas, callaba sin duda impulsado por un sentimiento de honradez que no le permitía improbar lo que creía saludable. Llega á Popayán lisonjeado con la esperanza de que el apoyo de Inglaterra facilitará el cambio ; pero encuentra con republicanos tan honrados como los Mosqueras y otros, renacen sus amortiguados sentimientos, cae de su pasajera ilusión y condena las negociaciones del Consejo de Ministros.

* Así lo conjeturamos de carta de D. J. Rafael Arboleda al Libertador, publicada en las Memorias del general O'Leary, tomo IX, pág. 226, comparándola con otra enteramente privada del doctor Manuel José Mosquera, en que expresa el mismo concepto del texto subrayando la voz *articulación*.

convite dado por el Obispo, en el cual se levantó un caballero enemigo del Libertador, y brindó contra él en términos muy ofensivos; originóse el disgusto que era natural, y exaltándose todos, pasaran las cosas muy adelante (así se creyó generalmente en la ciudad), si el Doctor Cuervo apaciguando al provocador y calmándolos á todos, no hubiera cortado la disensión.

Una de las cuestiones que más inquietaban entonces, era la elección entre el gobierno federativo y el central. Fue siempre el Libertador sobremanera adverso á la federación, y no hay para qué decir que sus amigos participaban de esta antipatía. Entre los demás la opinión no era ni uniforme ni constante; pocos eran federalistas por convicción; la mayor parte no veía en la adopción de este sistema sino un expediente para desatarse de Venezuela, y librar á la Nueva Granada de la gravosísima carga de tener en sí la capital de Colombia, que era como decir comprar con su sangre y sus ya casi agotados caudales el desdén y la malquerencia de su compañera. Entre éstos se hallaba el general Santander. Azuero fue en el *Conductor* opuesto á la federación, y todavía cuando muchos de la mayoría de la Convención estaban por ella, manifestaba los temores que le causaba su planteamiento*, aunque al fin acabó por proponer un federalismo á su modo. En Popayán la opinión

* Estas son sus palabras: « Siento positivamente no tenerlo á V. de compañero en la Gran Convención. Yo voy con gusto á este cuerpo al

general prefería el gobierno unitario; de modo que el Doctor Cuervo, que en la *Bandera tricolor* se había burlado de la federación pintando chistosamente las pretensiones autonómicas de la parroquia de Tuso*, se vino á encontrar allí en tierra amiga. Con otros compañeros fundó y redactó *El Constitucional*, periódico de ideas esencialmente patrióticas, y en defensa del centralismo, como única forma de gobierno adaptable á nuestro país; y cuando gran parte de las municipalidades y corporaciones dirigieron á la Convención peticiones para que en la futura constitución se adoptara esta forma, muy á su gusto firmó la que hizo la Corte Superior de Justicia del Cauca. Este Cuerpo recomendaba la conservación del sistema constitucional vigente, reformándose, si se quería, los artículos incidentes cuya inconveniencia estuviese comprobada de hecho, á fin de que la mejora de las instituciones fuese la obra paulatina del tiempo, de la experiencia y de la sabiduría; y decían:

considerar que su gran mayoría es compuesta de hombres libres, amigos de los principios y de un buen orden; mas de otra parte me recelo mucho que se nos sigan grandes males si adoptamos la federación, á que parece inclinada la mayoría.» Carta de D. V. Azuero al Doctor Cuervo, 5 de Marzo de 1828.

* Tuso era pueblo de indios situado al sur de Bogotá á la izquierda del Funza y no muy distante del Salto de Tequendama. En la época á que nos referimos no quedaban ya ni rastros de él, como que había desaparecido desde fines del siglo pasado. El artículo de *La Bandera tricolor* titulado *Acta de la parroquia de Tuso* (número 8º.) cayó muy en gracia, y nos hablaba con frecuencia de él como escrito por el Doctor Cuervo, nuestro pariente y buen amigo D. Antonio González Manrique.

« Los hombres honrados, el labrador, el propietario, el que ejercita su industria, todos, todos creen que la debilidad del gobierno federal produjo en el año 6°. nuestro sometimiento á los españoles; todos creen que la disociación federal nos sumergiría hoy en nuestras pasadas desgracias y en los males de la anarquía. »

Es más : el intendente Mosquera testifica que á la cooperación del Doctor Cuervo se debió casi exclusivamente el que la Municipalidad de Popayán hiciera igual manifestación, y agrega que ofreció emplear su influjo en Buga y Cali para lograr el mismo efecto *. De resultas de esto y viendo que al seguir tal conducta se apartaba de las opiniones actuales de Santander, con quien le imaginaba mancomunado, llegó el Intendente á pensar que se le había ganado á su partido **, cuando en realidad no hacía más

* « Hoy he conseguido ya que se firme una representación por esta Municipalidad y los principales vecinos, dirigida á la Gran Convención, oponiéndose al sistema federativo y apoyando el central con todo el vigor necesario á nuestras circunstancias. El Dr. Cuervo, nuestro fiscal de este tribunal de justicia, ha tomado en el particular todo el empeño que podía apetecerse. Se conduce con acierto, y tengo la esperanza que sea uno de nuestros colaboradores en sostener el sistema central y á V. E. al frente de él. Puedo decir á V. E. que si él no se me une, esta vez el partido contrario me había hecho mucho peso, porque la ramificación de la facción de D. F. de P. [Francisco de Paula Santander] trabaja sin cesar por adelantar sus proyectos y aumentar prosélitos. El mismo señor me ha ofrecido sus servicios para que en Cali y Buga se haga lo mismo. » Carta de Mosquera al Libertador, Popayán, 5 de Abril de 1828 (Memorias de O'Leary, tomo IX, p. 110).

** « Los agentes de Santander son Castrillón, Valencia y Cuervo. »

que propender al triunfo de ideas que le eran propias.

Más adelante, disuelta la Convención y comunicada á toda la República el acta de Bogotá, por la cual se investía á Bolívar del poder dictatorial, el mismo Mosquera, tomando por pretexto las noticias que Flores le daba sobre la guerra del Perú, reunió primeramente una junta de militares, que hizo su acta como las demás; en seguida citó á los empleados principales, y esta junta, en vista del peligro, acordó la reunión de un cabildo abierto. Congregáronse en consecuencia el 3 de Julio de 1828 los empleados y personas notables, y con no poca sorpresa del Intendente, el Doctor Cuervo se opuso con energía á que se extendiera el acta en los mismos términos que en Bogotá. No podemos decir hasta qué punto esta resistencia suscitó ó alentó la de otros, pero el hecho es que después de largas discusiones, que duraron desde las tres de la tarde á las nueve de la noche, la manifestación de esta junta se redujo á un juramento del Intendente hecho en estos términos: « Juro á Dios por los santos Evangelios y prometo á la República sostener la integridad nacional y al Presidente de ella en la presente crisis, como el punto de contacto para reunir los

Carta de Mosquera al Libertador. Popayán, 6 de Enero de 1828 (*ubi supra*, IX, p. 99). « El Dr. Rufino Cuervo se ha convertido y me ayuda bastante, sin embargo que no le confío todavía cosas muy importantes. » Carta del mismo al mismo, Popayán, 22 de Abril de 1828 (*ubi supra*, IX, p. 112).

partidos y evitar la guerra civil. » Los concurrentes, dice la relación oficial, manifestaron su aprobación con regocijados vivas, y procedieron en seguida los jefes, autoridades y empleados á prestar el mismo juramento ante el Intendente. Por eso no se dijo *acta* sino *juramento* de los empleados de Popayán. El Doctor Cuervo tuvo pues la satisfacción de no firmar un acta de dictadura después de haber atacado vigorosamente con su nombre las de Guayaquil y Quito y coadyuvado por lo menos á tratar duramente sobre el caso al mismo Mosquera; se esforzó además, hasta donde era posible en tan extremadas circunstancias, á salvar el principio de la legalidad, que fue la aspiración constante de su vida, pues por aquel juramento todos los ciudadanos se congregaban en torno del *Presidente*, para asegurar el orden interior y el triunfo sobre los enemigos de fuera. Mosquera dio bien á entender, al noticiar al Libertador lo acontecido, que no había sido posible conseguir más*;

* « Sirviéndome muy poderosamente las noticias que recibí del general Flores oficialmente sobre la guerra del Perú, reuní á los jefes militares y formé con ellos una junta de guerra para manifestarles mis opiniones y la necesidad de tomar medidas. Las tomamos, como V. E. verá por el acta que acompaño á V. E. de oficio, por medio del Secretario de Guerra. En consecuencia cité los empleados principales y les hice ver los riesgos de la patria, y que era indispensable tomar medidas y que fuesen del momento. Se acordó por la reunión la citación de un cabildo abierto, como verá V. E. por dicho acuerdo, y entre tanto mi padre y mi hermano Manuel José disponían los ánimos del pueblo á lo que debía hacerse, pues no dudábamos que los demagogos, aunque pocos, vinieran á declamar. Tuve á bien poner la tropa sobre las armas en el cuartel, por si se malograba el golpe darlo por la fuerza, y ahorcando cuatro de los más inso-

pero á su vanidad no le faltó medio de ponderar sus esfuerzos y las medidas violentas que tenía preparadas*.

Durante todo este tiempo se correspondió el Doctor Cuervo por cartas con Santander. Queremos dar muestras aquí de esta correspondencia, que publicamos íntegra, primeramente para hacer ver la clase de relaciones que entre los dos existían, y luégo porque en ella vemos las opiniones de este personaje y su disposición para con el Libertador, hasta poco antes de disolverse la Convención, época en que se interrumpen las cartas. Dicennos los historiadores que ya por esos tiempos estaba devorado Santander por el odio más profundo al Libertador y que no tenía más anhelo que el de desacreditarle y aun salir de él. Que en momentos de exaltación se expresara descompuestamente contra Bolívar, no es extraño, y aun se disculpa que estuviese ofendido, cuando era público el poco miramiento con que aquél le había tratado en los últimos tiempos, sobre todo al hablar del empréstito; pero, según vamos á

lentes, hacer las correspondientes declaraciones, tomándome entonces la autoridad competente, y sólo dependiente de V. E.; mas no llegó el caso, y en lo substancial se acordó lo mismo que en Bogotá, después de muchas discusiones en el cabildo abierto que duró desde las tres de la tarde hasta las nueve de la noche, que se firmó el acta por parte de los concurrentes, y actualmente se esta firmando por los demás. » Carta de Mosquera al Libertador, Popayán, 29 de Junio de 1828 (Memorias de O'Leary, tomo IX, p. 119).

* Véase en el Epistolario la carta de Obando fecha en Pasto á 5 de Mayo de 1829.

ver. él conservaba todavía sentimientos benévolos y fundadas esperanzas del bien que el Libertador podía hacer a la patria. Parece que al cortarse las sesiones de la Convención, al perder toda esperanza de ver establecido el orden legal, fue cuando su ánimo se agrió completamente, y las antiguas quejas se convirtieron en oposición declarada. Ni cabe decir que esta correspondencia carece de sinceridad, pues ¿qué motivo puede imaginarse para que no se desahogase francamente su autor, cuando hablaba con un compañero de redacción en la *Bandera Tricolor*, que sustancialmente concordaba con él en ideas políticas y habitaba una población que en su mayor parte abundaba en los mismos sentimientos y donde pudieran hallar eco las efusiones de su ira?

1°. de Marzo de 1827. Mi querido amigo Cuervo: Veo en su carta del 12 que ya está usted no sólo en Popayán sino ejerciendo su fiscalía con algún contento. Me alegro de su feliz viaje, y deseo que á la estimación que debe granjearse por el recto desempeño de su puesto, reúna la que le merezca su porte particular. Usted no puede dudar de la sinceridad y extensión de mi afecto hacia usted, y por lo mismo creará que mis deseos nacen del corazón.

¿Qué diré á usted de nuestros negocios públicos? Nada agradable. La amnistia de Puerto Cabello ha sido una capitulación disimulada, y posteriormente el Libertador ha sido pródigo en recompensas y condecoraciones á todos los revolucionarios, como si hubieran hecho una acción hazañosa hollando el pacto social y arrojando som-

bras sobre la resplandeciente gloria de Colombia... Quizás mi limitado entendimiento no alcanza á comprender la sabiduría y tino de estas medidas, y en esta desconfianza, debo creer que todo será para bien de Colombia, y para que aparezca nuevamente con mayor realce y majestad...

Ya usted habrá visto el *Conductor* : hago todos mis esfuerzos porque no se escriba con acrimonia contra el Libertador, ni se le digan pesadeces, porque si él llega á concebir que puede haber perdido su reputación, es capaz de cortar el nudo con la espada. Por otra parte, el general Bolívar puede salvar este país á fuerza de su influjo y experiencia. No es tarde todavía en mi humilde concepto. Creo que en esto cumplo yo con los deberes de patriota y de fiel amigo del Libertador.

Es de notar que aunque la primera impresión que causaron en el ánimo de Santander las medidas del Libertador, fue desfavorable, luego hizo justicia al espíritu conciliador que las dictó, por más que no en todas hubiera absoluta imparcialidad, como lo observa Baralt. Así, dijo en su mensaje al Congreso : « Veréis igualmente que el influjo del Libertador y la suavidad é indulgencia que derramó en sus providencias, ahogaron la guerra civil, reintegraron el celestial imperio de la ley, y han devuelto á Colombia la paz. »

15 de Marzo. El Libertador ha remitido su renuncia de la presidencia fundándola en que Colombia por su estado de paz no necesita ya de sus servicios como sol-

dado, y en que desconfiando de sus miras los celosos republicanos de Colombia, y no creyéndose él mismo libre de ser víctima de la ambición, le parecía que el mejor medio de salvarse la República y él era dimitir la presidencia. ¿Quiere usted saber mi opinión en esto? Pues opino que no se debe admitir : si usted opina lo contrario, le manifestaré oportunamente las poderosas razones que tengo para pensar así.

Cosa sabida es que Azuero y Soto calorosamente apoyaron el que se admitiera la renuncia del Libertador. Aquí vemos que Santander no pensaba como ellos, y en otras ocasiones sucedió lo mismo ; de manera que no es tan cierto como se asegura, que estos tres personajes formaran una trinidad indivisible, y que el Vicepresidente seguía á ojos cerrados á los que han sido llamados sus consejeros.

30 de Marzo. Nuestro Vélez me ha escrito dos cartas interesantes de Filadelfia : me dice que los escritores se habían desencadenado contra el general Bolívar, adhiriendo á las sospechas que inspiraban sus miras. Los papeles de Inglaterra están en el mismo sentido, y un folleto impreso en Hamburgo con el título de « La Europa y América en 1846 » (*sic*) está terribleísimo. Mire usted qué desgracia la nuestra, perder ó por lo menos ver disminuída la brillante reputación de nuestro primer hombre. Pero yo tengo la esperanza de que el suceso de el Perú sea aquella eficazísima voz que salió del cielo para detener al perseguidor de los cristianos y conver-

tirlo en Apóstol de las gentes ; sí, mi amigo, tengo esta esperanza, si todos contribuimos á aconsejar al general Bolívar, á no desesperarlo ni irritarlo, y á convencerlo de que, perdida la base del Perú, comprometida su gloria, tajadas todas las plumas extranjeras para tildar su conducta, y amenazada la brillante reputación de Colombia, no le queda más partido que unirse de corazón á los colombianos, prometer ser el apoyo de las leyes, y serlo efectivamente, gobernar conforme á ellas, abandonar las ideas de confederación y de constitución boliviana, y marchar de acuerdo con el Congreso para pensar en las ulteriores reformas. Así se lo he escrito nuevamente el 12 de Febrero y se lo he repetido ahora con motivo de las ocurrencias del Perú. Es imposible que yo aborrezca al Libertador*.

* Las cartas á que se refiere Santander aquí, se hallan publicadas en el tomo III de las Memorias del general O'Leary, pp. 355, 362 y 375. Ya desde 1827 en un folleto titulado *Apelación á Colombia*, p. 19, se hacía manifiesta la ingenuidad de Santander y la perfecta consonancia entre su conducta pública y su conducta privada con respecto al Libertador ; citando todos los puntos importantes en que los dos no se hallaban de acuerdo, se prueba ahí que particularmente dijo á Bolívar lo mismo que después puso en práctica. No tenemos á la vista esta publicación, y nos referimos al número 101 del *Constitucional de Cundinamarca* (25 de Agosto de 1833) donde se halla copiado el pasaje en un artículo suscrito J. P. G. Creemos que las cartas de Santander á Bolívar cobran grande importancia desde el momento en que concuerdan con las que escribía confidencialmente á un amigo. Santander miró siempre como punto de honor probar la lealtad que personalmente guardó á Bolívar, aunque no dejaría de haber también el intento de aparecer como víctima de una persecución injusta : el mismo *Constitucional* (3 de Noviembre de 1833) publica, diciendo haberla recibido para que se dé á luz, una comunicación dirigida en 14 de Noviembre de 1828 por el Ministro de Relaciones Exteriores de

8 de Mayo. El general Bolívar havisto encallados sus proyectos, su constitución y sus planes: precisamente cree que yo tengo, si no la mayor, la principal parte, y debe allá en su corazón tenerme una ojeriza tanto más grande, cuanto pudo presumirse que mi amistad y gratitud hacia él debían ahogar mis principios y sobreponerse á mis comprometimientos con la nación.

Aquí por primera vez hace referencia á sentimientos personales.

21 de Julio. El Libertador viene á la capital no embar-

Colombia al consulado general de la República en los Estados Unidos, y pone de bastardilla estos pasajes: « Santander no ha resultado del proceso que hubiera tenido una parte inmediata ó próxima en la conjuración del 25.... » « No hay duda sobre la criminalidad en general de Santander, aunque sí la hay en cuanto á la aprobación que le haya merecido el horrible atentado cometido en la noche del 25. » Todavía el 28 de Marzo de 1838 protestó en la Cámara de Representantes no haber tenido parte activa en la misma conjuración (*Argos*, 1º. de Abril de 1838). Esta conducta es laudable cuando tantos otros *héroes del día siguiente* reclamaban su parte en aquel atentado. Obando, por ejemplo, que firmó el acta de los militares de Popayán para conferir á Bolívar el poder dictatorial, y recomendó en 1830 al *benemérito* batallón Vargas, diciendo: « El ha sido desde su creación el defensor de la patria, el cuerpo de la libertad, el conservador del orden, el que salvó al Libertador de la alevosía cuando regía la nación » (*Gaceta de Colombia*, núm. 471, correspondiente al 27 de Junio de 1830), escribía en 1842: « No tuve yo el honor de pertenecer á aquel número de romanos que, con una revolución desgraciada, aterraron sin embargo á la tiranía vencedora; yo hubiera tenido parte en ella, si hubiera estado en Bogotá; pero ya que no puedo contar ésto entre los servicios que he hecho á la libertad, ya que no tuve aquel honor, tendré á lo menos la satisfacción de vindicar aquel grande hecho. »

gante sus promesas irrevocables ; allá verá usted la proclama del 19 de Junio, y cuánto enojo vomita contra las tropas venidas de Lima. Aquí no sólo están los patriotas disgustados con esta proclama, sino alarmados. La suerte está echada, en mi concepto, y vamos todos los republicanos á pasar mil disgustos. Si esta proclama la hubiera expedido en Guayaquil el 12 de Septiembre, otro gallo nos cantara. En fin la lucha que vamos sosteniendo será larga, peligrosa, y... qué sé yo qué más. No sean ustedes débiles : nada de insultos, nada de bochinches ; mucha firmeza y decencia para sostener los principios y la libertad. Cuando nos echen una mordaza, callemos. Comunique estas ideas á López y á otras personas de confianza y energía. »

Los que se figuraron granjear un firme apoyo á la constitución promoviendo ó preconizando el alzamiento de la 3ª. división, vinieron á verse en grandes apuros, luego que empezó á transpirarse que estaba revolviendo el Sur y aun á susurrarse que Bustamante se había vendido al Perú. Santander decía en carta de 8 de Mayo : « Las cosas del Perú y del Sur me tienen vacilante : ya creo que el Perú se porta con ingratitud pretendiendo revolucionar el Sur, y ya desecho tan negro pensamiento ; luego pienso que se haya seducido á nuestros oficiales con el temor del castigo por el suceso de 26 de Enero, y después no quiero pasar por la triste idea de que haya un colombiano que quisiera despedazar á su patria en beneficio de un país extranjero, que jamás

igualará á Colombia. Lo que sea lo sabremos pronto. » Luego en 22 del mismo mes : « Todavía subsisten para mí las dudas en que está envuelto el Sur, y hasta que no nos escriba el general Obando* no saldremos de ellas : diferentes son las opiniones aquí : unos sostienen que nuestra división es traidora, otros la defienden. » Ocho días después : « Estoy más dudoso con estas cosas del Sur. Entre Flores, Torres y Pérez me tienen la cabeza atontada. Si Bustamante ha vendido sus servicios al Perú, que lo fusilen después de ponerle una corona de encina y grama por su hecho del 26 de Enero. » Y por fin el 15 de Junio : « Obscuro, obscurísimo está nuestro Sur. Obando no me ha escrito. De Cuenca me dicen que Bustamante tiene buenas intenciones, pero que López Méndez es el diablo, y lo trastorna á cada paso. » En estas dudas obraba ciertamente el puntillo que hacía cerrar los ojos para no ver con claridad la vergüenza de haber victoreado y premiado á los traidores ; y es lo singular que el decreto mismo en que disponía el Vicepresidente la represión y castigo de los invasores, se refería á meros rumores, y las medidas que contra ellos se dictaban aparecían como las que la prudencia aconseja en casos dudosos y de graves consecuencias (22 de Mayo). Tal era la situación cuando llega la proclama de 19 de Junio, acompañada de una nota en que el

* El general Antonio Obando, enviado por el Vicepresidente á tomar el mando de las tropas insurreccionadas.

secretario decía estar el Libertador resuelto á marchar contra los traidores, y que se pondría inmediatamente en camino para la capital. Por más que el Vicepresidente mismo le hubiese llamado, y precisamente en la comunicación que motivó la proclama y la decisión referidas, los exaltados á consecuencia de la renuncia de Bolívar no le esperaban, y como les remordía la conciencia, al saber su venida se vieron amagados, y no supieron qué decir ni qué camino tomar. Según Restrepo, fue alimento de las pasiones en que se abrasaba por esos días la capital, un artículo publicado por Azuero en el *Conductor*, artículo en que proponía como medida única que podía salvar á la Nueva Granada el separarse de Venezuela ; y agrega el mismo historiador que estuvo á pique de estallar una revolución el 21 de Julio, encabezada por el mismo Santander y encaminada á llevar á efecto aquella idea de Azuero, pero que á instancias de Soublette desistió el primero de su intento y tomó eficaces medidas para cortar lo que tenía adelantado. En carta escrita el domingo 15 de Julio, decía Azuero al Doctor Cuervo : « Aun no se sabe si Bolívar vendrá ó no ; está de malas, según dicen, con Páez, el cual está enfermo. Él vendrá siempre á mandar sin freno ninguno legal, como se dice descaradamente en la *Lira**. Se anuncia que en el momento que se retire de Venezuela se alzar á aquel país. Yo voy á decir abiertamente en

* Periódico redactado en Caracas por D. A. L. Guzmán.

el *Conductor* del miércoles que nos separemos de Venezuela y nos organicemos por nosotros mismos. Sé que no se hará, pero como veo que mi muerte es inevitable, quiero tener el consuelo de haber dado abiertamente mis más íntimos consejos á mis compatriotas. Santander tiene buenas disposiciones, pero tiene un pésimo Consejo : en estas circunstancias uno de los que más nos han perjudicado con sus opiniones apáticas y su grande influencia es el señor Castillo. » Confrontada esta carta con la de Santander, fechada el 21, día mismo en que, según Restrepo, debía verificarse la revolución, aparece claro que antes de salir el artículo de Azuero algo se proyectaba, y que exasperados los liberales con la proclama de Bolívar y la noticia de su venida, pudieron en efecto acoger como salvador aquel pensamiento, después de publicado.

Hay otro pasaje en la misma carta del 21 que creemos oportuno copiar aquí, por su conexión con el objeto de este trabajo, en cuanto demuestra el aprecio con que siempre miró el Gobierno los servicios hechos á la patria por el doctor D. Nicolás Cuervo :

Antier han prestado el juramento civil nuestros arzobispos y obispos colombianos. A pesar de las amarguras que sufre mi corazón por el estado político de nuestra patria, he tenido un día del más grande contento al ver que hemos obtenido este triunfo sobre las beatas y los godos escrupulosos, y he añadido esta nueva fuerza

al Gobierno. Nuestro Dr. Cuervo habría sido obispo también, si el año de 23 cuando yo hice las presentaciones, no hubiera estado próximo á morir : he sentido ahora infinito esta ocurrencia, porque yo amo á su tío con ternura y con el agradecimiento de quien recibió tanta ayuda y cooperación en la difícil época de 1819 y 1820. Así mismo se lo he dicho el día de la función, y él se contenta con decir : Bueno que está, señor Santander.

15 de Agosto. Esperamos al general Bolívar en todo este mes. Cada cual hace sus pronósticos, según sus deseos ó sus intereses. Yo espero muy poco bueno para las libertades colombianas, y si el general Bolívar se encarga de la presidencia, y gobierna conforme á las leyes, será un milagro que celebraré con todo mi corazón. Pero sea lo que fuere, yo estaré firme hasta exhalar el último aliento, si es preciso. Primero sufro cualquier sacrificio, que transigir con la dictadura indefinida como magistrado. Si me destituyeren por la fuerza, la imprenta hablará ; y si no hubiere imprenta, la habrá en otra parte.

8 de Septiembre. Pasado mañana entrará aquí el Libertador. Quién sabe cómo señalará la historia este día, si como fausto ó infausto. La inquietud de los ánimos es muy general, y la desconfianza es extraordinaria. Algunos diputados del Congreso han emigrado ya, otros seguirán y con ellos algunos de los escritores públicos. Yo quedo esperando la tormenta ; pero más decidido que nunca á no transigir con dictaduras indefinidas, con

reformas violentas, ni con medidas ilegales. La inocencia de mi conducta me anima mucho á mostrar en esta borrasca todo el carácter de que soy capaz. Jamás, jamás vaya usted á creerme débil ni inconsecuente, sea cual fuere la suerte que me toque en esta contienda.

¡ Ah! si el Libertador, desengañado de la oposición á sus planes, empezara á gobernar constitucionalmente, á ser moderado con los que lo han censurado ó atacado, á despedir sus pérfidos consejeros, á reunirse hombres íntegros é imparciales, y á dejar obrar libremente á los pueblos en las elecciones para la Gran Convención ! Entonces cantaríamos himnos de gracias, elogiaríamos al Libertador, y nos felicitaríamos todos los que hemos sostenido firmemente las instituciones y con ellas las libertades públicas. Veremos lo que da de sí el tiempo.

15 de Septiembre. El Libertador llegó el 10 ; prestó lisa y llanamente el juramento constitucional, y se encargó del gobierno conservando los mismos antiguos ministros, incluso el señor Castillo, á quien no ha permitido su separación. El pueblo de Bogotá el día de la entrada del Libertador se ha portado con una dignidad laudabilísima ; sin irrogar la más leve ofensa al Libertador, ha ratificado su amor á las instituciones y su estimación por mí. Nadie se permitió un *viva* que desdijese lo uno ni lo otro ; hizo todavía más : luego que el Libertador después del juramento pronunció su arenga, gritó uno « Viva el Padre de la Patria », y nadie contestó ; acabó la suya Borrero, presidente del senado, que la dijo muy bien y en el sentido más liberal, y el numeroso con-

curso reunido en Santo Domingo se desató en aplausos y vivas á la libertad, á la constitución y al Libertador. En palacio nadie dio voz ninguna hasta que yo no lo hice victoreando al Libertador Presidente de la República. Mi discurso ha merecido aprobación, y en el del Libertador á mí tuve la satisfacción de oírle confesar « que mi conducta en estas difíciles circunstancias había sido conforme á las leyes », especie que repitió al día siguiente en un convite en su casa, no estando yo presente.

Él se muestra ofendido de mí á causa de la contradicción en que hemos estado de poco tiempo á esta parte: pero, sin embargo, le he merecido atenciones y consideraciones en las veces que he estado con él. No me parece que es tiempo todavía de entrar en explicaciones; lo haré en su oportunidad, porque yo también estoy ofendido de él, y tengo mucha delicadeza y carácter.

Hasta ahora marcha el Presidente muy legalmente: no quiere facultades extraordinarias; no piensa emplear la fuerza en el arreglo y quietud de nuestros departamentos del Sur, y siempre repite que no se mete para nada con el Perú. Ya ha mandado circular el reglamento de elecciones para la Convención, con la recomendación de que sean libres y se elijan personas de notorio amor á la independencia y á las libertades. Mi amigo, si la cosa prosigue como ha empezado, podremos tener paz y libertad, Colombia aparecerá nuevamente con todo esplendor, y el general Bolívar disipará las sombras que han rodeado su reputación. Entonces diremos que hemos triunfado los constitucionales, que hemos vencido á los perversos que quisieron corromper el corazón del Liber-

tador, y que él ha tenido bastante heroicidad para rendirse á los votos de los libres, despreciando los consejos de las almas abyectas. Yo trabajaré con celo por esta obra, ya porque soy patriota y magistrado de un pueblo que ha inmolado en el altar de la libertad grandes sacrificios, y ya porque no debo ser por ningún título indiferente á la gloria del general Bolívar, colombiano como yo, y el antiguo caudillo de las huestes republicanas.

15 de Octubre. Sólo una vez he visitado al general Bolívar; de resto lo veo sólo en público ó en el gobierno, y estoy resuelto á no restablecer con él nuestra antigua confianza y amistad mientras que él sea presidente de la República. Cuando vuelva á la vida privada, si volviere, entonces buscaré ocasiones de acreditarle que no soy su enemigo, que le vivo agradecido, y que yo sólo he combatido sus opiniones políticas y sus hechos contra la constitución de mi patria.

29 de Octubre. Las cosas llevan regularidad, y si no fuera por los nombramientos de ciertos empleados á algunos departamentos, estaríamos más llenos de contento. Pero la verdad es que si no hubiera sido por el torrente de opinión liberal, estaríamos en el abismo. Nuestra parte principal de militares trabaja por la esclavitud, y el general Bolívar manifestando menos adhesión á estos sentimientos que á la opinión de los pueblos, se porta ciertamente bien, y no desconoce ni los intereses comunes ni la propia reputación. La Gran Convención es el punto del día : ya los acalorados convencionistas

desconfían del éxito de ella, y aun el mismo Libertador quisiera que no se hubiera convocado tan pronto. El *Conductor* nos está dando ya su opinión, y en los dos números últimos verá usted que no está por federación ni por separación de los dos países.

Ayer día de San Simón tuvimos función de iglesia, sermón bastante liberal y constitucional predicado por Sotomayor, gran convite en casa de Leidesdorf y famoso baile costeadó por veintitrés empleados públicos. El Libertador ha estado contento, no obstante que recibimos antier la mala nueva de la muerte del señor Canning.

Contaré á usted una anécdota rara del convite. Yo di este brindis : « Señores, la celebridad de este día manifiesta claramente la acción é influencia del hombre sobre el tiempo. Sin las acciones que han ilustrado la larga carrera del general Bolívar, Libertador Presidente de la República, el 28 de Octubre sería un día ordinario y común. Yo me aprovecho de esta ocasión para expresar mis sentimientos, y son : que una serie no interrumpida de hechos de parte de V. E. en favor de la causa de los pueblos aumente la celebridad de este día y haga para siempre grata su memoria á todos los amigos de la libertad. » El Libertador brindó por que el mismo día 28 de Octubre de 1783 en que él había nacido, había reconocido la España la independencia de los Estados Unidos del Norte y había aparecido el primer pueblo de la América, etc., con otras alusiones á la libertad. Después el presidente de la mesa Leidesdorf le hizo un bello discurso, y le pidió permiso para que una joven le expresara mejor sus sentimientos. En efecto, la hija de Soublotte

le dijo un soneto y le presentó una corona cívica. Entonces el Libertador, tomando la corona, expresó bien que el pueblo colombiano era el único acreedor á ella, porque suyos habían sido los sacrificios, suya la causa, etc.; y dirigiéndose á mi [que estaba á su derecha] concluyó : « El Vicepresidente, como el primero del pueblo, merece esta corona », y me la puso en la cabeza. El acto fue muy aplaudido, y yo recibí una sorpresa cual usted puede considerar. Lo que más me complació fue el aplauso general. Yo turbado di las gracias, y expresé algunas ideas sobre el interés que siempre tomaría por la causa del pueblo, por la gloria del gobierno del Libertador y por la conservación de la que ya había adquirido. ¿ Qué le parece á usted esto? Juzgue usted allá á sus solas de esta escena.

8 de Febrero de 1828. Dentro de ocho días partimos para Ocaña una porción de diputados. Todos vamos resueltos á que, si hay Convención y nada puede obrar en la salud pública, lavarnos las manos, porque no se convocó nunca la tal Convención con nuestros votos, ni jamás justificamos las asonadas del año de 26 con el nombre de opinión nacional.

Ocaña, 17 de Abril. Ayer tuve el gusto de recibir su estimable de 17 de Marzo, y unos números del *Constitucional*. Ciertamente que el título del periódico me consoló, porque entre tanto papel servil con que nos hostigan los agentes del gobierno, es un bálsamo vivificador otro en sentido contrario. Me agrada el estilo

suelto y claro del *Constitucional*, me acomoda su lenguaje moderado con las personas y firme en favor de los principios liberales, y me gusta el desprecio con que trata la abominable Constitución boliviana. Si ese periódico no sucumbe al decreto de asamblea general y al de conspiradores, debe siempre hablar á la nación en este idioma. En cuanto á sistema central, difiero absolutamente de las opiniones del periódico : para mí el sistema federal hoy es el único que puede salvar nuestras libertades de ser engullidas por el poder omnipotente que se está tomando de la constitución de 1821 y del sistema central. Para contener la autoridad ejecutiva no hay más remedio que dividirla, y no se la divide sino repartiéndola en diferentes secciones. Hasta hoy es mi opinión el restablecimiento de los tres grandes antiguos departamentos, con otro nombre, una pequeña legislatura para los negocios locales, un gobierno simple dependiente del general de la unión, y el congreso general, disminuído en el número de representantes y senadores. Contra este gobierno no hay argumentos de falta de hombres, caudales y experiencia, porque tales argumentos sólo valen para el caso de una federación del todo semejante á la del Norte. Yo alego en favor de mi opinión la experiencia de los años de 1819, 20 y 21. Sin embargo, pueden ser tales las razones de los que opinen en contrario, que me obliguen á variar en favor del riguroso centralismo, y ésa sea mi opinión en la Convención; porque, mi amigo, la cuestión es muy grave y de mucha trascendencia, y es preciso meditarla y deferir á las razones más fuertes, aunque las propusiera el mismo Fernando VII.

Ocaña, 30 de Mayo. La principal cuestión está ya decidida, es decir, que no se haga novedad en el régimen central ó unitario, y bajo este pie se ocupa una comisión de redactar las reformas de la Constitución. No siento mucho esta determinación, aunque preveo que este régimen central durará poco, porque me parece que es un estado de verdadera violencia en el que están las provincias lejanas, principalmente aquellas que, como las de Venezuela, han perdido las consideraciones y prestigio de república. Lo sensible será que se toque á nueva reforma por medio de otra revolución valenciana, y nuestras pobres provincias granadinas serán siempre víctimas de las pretensiones de las del norte. Yo me atreví á decir en la Convención que el régimen central tal cual lo reconoce la constitución de 1821, no podía durar más allá de la vida ó de la fortuna del general Bolívar. Sentiré infinito ser profeta. Estamos empeñados en aumentar las garantías individuales, aclarar algunos artículos oscuros, enfrenar el poder ejecutivo, y modificar el maldito artículo 128*. Puede ser que hagamos algo digno del aprecio de nuestros comitentes.

La Convención ha dado á don Simón dos respuestas firmes : una á cierta reclamación que aquél hizo contra la diputación calificadora de Ocaña por una contestación que ella tuvo con el general Padilla ; otra en el negocio del doctor Peña, en que don Simón quería que, revocando la resolución de no admitirlo, se le diese asiento.

* Este artículo es el relativo á las facultades extraordinarias del Presidente.

La Convención decretó por 45 votos contra 16, que Peña no podía ser admitido. La votación anterior el día 2 de Abril había sido de 42 votos contra 23.

Aquí se corta la correspondencia, y sus últimas líneas transparentan ya aquel encono que señoreó á esta asamblea hasta darle triste fin, produciendo la separación de la minoría el 10 del mes siguiente. A cualquiera persona imparcial dejarán los fragmentos copiados una impresión muy diversa de la que producen nuestras historias acerca de la conducta de Santander en estos días. Mientras que nos le representan obediente sólo á los estímulos del odio y aun de la envidia, aparece aquí defensor sincero de la constitución, y adversario de Bolívar sólo en cuanto le creía empeñado en proyectos que no podrían llevarse á cabo sin la violación de la misma constitución; y esto de tal modo que cuenta como triunfo de su partido el buen gobierno del Libertador. Aquí le vemos moderado, y dispuesto á adoptar las ideas de sus adversarios si le prueban que son más fundadas que las propias, y antes nos tenían acostumbrados á contemplarle poseído de rabia y aferrado en imponer sus ideas. En una palabra, Santander es para muchos un personaje siempre odioso, y llega la preocupación hasta el punto de que escritores sensatos no citen una palabra suya juiciosa y moderada ó una medida justa y patriótica, sin presentarlas como contradicción patente ó argumento *ad hominem* contra los liberales novísimos; y lo que es

peor, miran como un horrón haber sido amigo de él. Lo que atrás dejamos dicho convence la sinceridad con que escribía estas cartas, y es lícito pensar que en la opinión común y en las páginas de nuestras historias hay un reflejo de los apasionados juicios coetáneos.

Bolívar y Santander, sin pensarlo, vinieron á ser mirados como jefes de dos partidos que ni se comprendieron ni se perdonaron. Mientras los unos por común impulso volvían los ojos á Bolívar, único que, en su concepto, podía poner remedio á su malestar, los otros adherían de corazón á las instituciones vigentes, ya porque las creían buenas y conformes á sus principios de derecho público, ya (y éstos eran los más) porque no podían concebir ni para entonces ni para lo venidero estabilidad alguna, si se acostumbraban los pueblos á ver las leyes violadas y cambiadas á merced de veleidosas opiniones. Esto era lo que formaba el principio cardinal del liberalismo de ese tiempo; lo demás era accidental, pues ni el descreimiento, ni el federalismo ni la francmasonería caracterizaban á nadie de liberal, aunque es cierto que por la naturaleza misma de las cosas, entre ellos eran más comunes estas plagas. Empezaron entonces los clamores de los que sentían que la letra muerta de la constitución no podía aliviarlos; y no los opusieron menores sus contrarios, alegando el juramento con que ella había sido sancionada y los principios que en su sentir habían de salvar la patria. Querían los unos ponerse en manos de Bolí-

var, y tachaban de demagogos, demócratas é ideólogos á los sostenedores de abstracciones que consideraban como origen de sus males ; y los otros, llamándose liberales, apellidaban serviles á los que quebrantaban sus juramentos en busca de una dominación más vigorosa y menos democrática. Concediendo como posible la consolidación de Colombia, aquí, como en otras ocasiones, la verdad y el error estaban divididos entre los dos partidos. Solo Bolívar con sus grandes cualidades y con la aureola de sus triunfos heroicos hubiera asentado un gobierno estable sobre el amor de los pueblos, pero sólo á condición de imbuírlos desde un principio en el respeto de las leyes, las cuales, aun siendo buenas, pueden poco si no las dictan la gloria ó la virtud, y si el amor y la confianza de los ciudadanos no las aceptan. Bolívar representaba la unidad y la gloria ; la constitución, la estabilidad y la fuerza : fundidos estos elementos, constituyeran una nación poderosa. Bolívar sentía bien lo que su persona importaba para la República, y por eso al llegar á Colombia en 1826, dijo : « En vuestra contienda no hay más que un culpable : yo lo soy. No he venido á tiempo : dos repúblicas amigas, hijas de nuestras victorias, me han retenido hechizado con inmensas gratitudes y con recompensas inmortales. » Pero testigo sensible de las necesidades diferentes de las distintas comarcas de Colombia, no podía tener convicciones políticas absolutas, y en cada circunstancia se guiaba más bien por su imaginación fogosa ó por los dic-

tados de su corazón. Los constitucionales, amarrados á una ley inviolable, en viéndole vacilante, concibieron sospechas de su honradez. Ni al uno ni á los otros faltó sinceridad; pero el alma de Bolívar fue libro sellado para los liberales, como para los partidarios de Bolívar lo fue el rigorismo republicano de sus contrarios.

La defensa impasible de la constitución y el orden legal tiene algo de abstracto poco á propósito para entusiasmar las multitudes; no así la gloria militar de Bolívar, su fe incontrastable en el triunfo cuando todos desesperaban, su generosidad en dar, aplaudir y perdonar, su desprendimiento, su elocuencia arrebatadora, y la facilidad misma con que, sujetándose de corazón á las leyes, reparaba las violaciones contra las cuales protestaban los constitucionales, y gobernaba en seguida con soberana expedición y providencia: cualidades que constituyen el héroe legendario, el protagonista de una epopeya nacional, y ponen en olvido todos los defectos y errores, hasta convertirlos en proezas para la imaginación popular. Tan real era esta impresión, que todavía en época muy posterior, para ponderar la excelencia de una cosa, se decía: Esto está como para Bolívar. En vista de semejante resplandor sus opositores quedaban como envueltos en una sombra que los hacía pequeños á los ojos de los pueblos, y ellos mismos, sintiendo su inferioridad, se confesaban débiles ante aquel influjo avasallador. Agreguemos que entre éstos había de cierto hombres exagerados y vio-

lentos, que, enardecidos por su misma impotencia, llegaron hasta el frenesí del 25 de Septiembre, con que tizaron los servicios más eminentes, haciendo sospechosas las anteriores protestas de honradez. Con esto nos explicaremos cómo á los ojos de algunos todos los de aquel partido han venido hasta hoy con la marca de ingratos y mezquinos envidiosos, sin distinción de tiempos ni personas. El escritor que tome á su cargo historiar estos sucesos, debe consignar tales sentimientos como hechos dignos de estudio y mención, sin dejarse arrebatar por ellos para dar más color épico á la leyenda de una lucha entre un héroe inmaculado con follones descreídos ó de austeros catones contra un tirano abominable. El héroe tenía defectos, y clamar contra quien hable de ellos, es algo semejante á la queja del poeta porque, ante la verdad, la Luna no es ya la enamorada de Endimión sino un planeta opaco; sus adversarios tuvieron virtudes é hicieron grandes servicios á la patria. Quien señale aquellos defectos, en nada amenguará la gloria de quien era hombre superior, privilegiado, pero hombre; quien haga aprecio de las virtudes de esotros, será justo, reconociendo que los fundadores de la Nueva Granada tienen títulos á la gratitud y veneración de la posteridad. En las escuelas oficiales de Suiza se ha prohibido enseñar como hecho real la leyenda de Guillermo Tell, y el patriotismo se ha resignado á rendir este homenaje á la verdad histórica.

CAPÍTULO V

EL ECO DEL TEQUENDAMA

Vuelve el Doctor Cuervo á Bogotá. — Sabe antes de llegar la conspiración de Septiembre. — Nombrado fiscal de la Corte de Apelaciones del Centro. — Empéñanse algunos amigos para que sea nombrado ministro en Holanda. — Comisión para adaptar el *Código Napoleón*. — Situación política. — Los liberales moderados se quedan sin bandera. — Muchos se ponen del lado de Bolívar. — Estimula éste á que se expresen las opiniones sobre la forma de gobierno que debía adoptarse. — *Meditaciones Colombianas*. — Ideas monárquicas. — Opinión en el Sur. — *Eco del Tequendama* : sus principios, y materias que en él se tratan ; acogida que tuvo. — Últimos sucesos de Colombia.

El 5 de Mayo de 1827 había muerto en Bogotá D. Carlos Joaquín de Urisarri, y como la familia encontrase algunas dificultades para el arreglo de sus intereses, creyó el Doctor Cuervo de su deber trasladarse á la capital con el fin de prestarle sus servicios ; viaje que hizo naturalmente llevando consigo á su esposa. Lo anunció á sus cuñados desde el mes de Mayo de 1828, y lo puso por obra á principios de Septiembre, obtenida licencia temporal para separarse de la fiscalía. No hay para qué ponderar la pena con que dejarían una ciudad en que habían recibido tan encontradas impresiones : apacibles

unas con lo nuevo y peregrino de la escena, con los goces de la amistad y con los obsequios y atenciones de que habían sido colmados ; tristes las otras y desgarradoras, como los horrores del terremoto y la pérdida del primogénito ; y todas capaces de detenerlos, que los corazones sensibles no menos se apegan á los sitios en que han padecido que á aquellos en que han gozado. Atestígualo así el hecho de haber mirado siempre nuestros padres su permanencia en Popayán como una de las épocas más risueñas de su vida ; de suerte que en nuestra casa se hablaba siempre con tal cariño de esta ciudad, que nosotros aprendimos á amarla y á recordar con agradecimiento su generosa hospitalidad.

La Corte superior de Justicia, la Universidad, los empleados, las personas todas con quienes había tenido que ver el Doctor Cuervo, dieron inequívocos testimonios de alta estimación á su persona, de cumplida aprobación á su conducta social y política y de gratitud á sus servicios. El intendente Mosquera y D. J. Rafael Arboleda, grande amigo del Libertador, escribieron á éste manifestándole cuán provechoso sería á Popayán que el Doctor Cuervo volviese á su destino. No haríamos aquí mención de tales empeños si no corriesen impresas las cartas en que se hacían *, y si la buena voluntad con que el señor Arboleda quiso conciliar á sus deseos la condescendencia del Libertador, no le llevara á disculpar con injusticia

* *Memorias* del general O'Leary, tomo IX.

é inexactitud al mismo á quien quería favorecer. Presentábase como débil de carácter y actualmente resentido con Santander y Soto porque habían querido descargar sobre él la *criminalidad* de la *Bandera Tricolor*. Lo que dejamos historiado acerca del juramento de los empleados de Popayán, debió probar al señor Arboleda que poseía el Doctor Cuervo la entereza y energía del hombre consecuente con sus principios; ni éste podía estar quejoso de Soto, que ninguna parte había tenido en tan conocida publicación, y mucho menos le fuera posible decir lo mismo respecto de Santander, cuando debía ser notorio en la ciudad que estaba en constante correspondencia con él, supuesto que todas sus cartas traían autógrafas en el sobre sus iniciales.

Poco faltaba para vencer el penoso viaje, cuando al llegar á Tocaima el 1º de Octubre, supo el Doctor Cuervo la conspiración del 25 de Septiembre, y que, errado felizmente el golpe, casi por milagro había escapado con vida el Libertador; de modo que entró á Bogotá en medio de la consternación producida por el atentado y por los procesos y la ejecución de los culpados. La impresión que recibió su ánimo se colige de estas palabras de D. Manuel José Mosquera en carta escrita de Popayán el 22 de Octubre: « Coincidimos con mucha frecuencia en nuestras reflexiones. He escrito á usted lamentándome de la inmensa pérdida de nuestra moral, con motivo del atentado del 25 de Septiembre, y usted hace lo mismo en su carta citada (de 8 del mismo mes).

Estamos perfectamente acordes en ideas como en sentimientos. » Hecho ya á la apacible serenidad de Popayán, escenas tan tristes le inclinaron á volverse prontamente á ella, y así lo comunicaba á su amigo el señor Mosquera, que recibió con júbilo semejante resolución. No obstante, después de algunos días con la satisfacción de hallarse en medio de su familia y de sus amigos se moderó aquel deseo, y suprimida por el Gobierno una de las fiscalías de la Corte de Apelaciones del Cauca (decreto de 6 de Noviembre), y reorganizados los tribunales de la República por el decreto de 18 de Noviembre, aceptó en la Corte de Apelaciones del Centro el puesto que ocupaba en la del Cauca. A este destino estaba llamado naturalmente, no sólo como á un ascenso á que le hacía acreedor la carrera que llevaba hecha, sino la circunstancia de haberlo desempeñado interinamente en otra ocasión, como también el cargo de juez en el mismo tribunal. Era tan urgente la reorganización decretada por el Libertador, que la sala del crimen de Bogotá recibió setecientos y tantos procesos que yacían olvidados*; y cosa honrosa para los jueces y para los fiscales (que despachaban indistintamente en esta sala y en la de lo civil), á la vuelta de un año los tuvieron todos definitivamente sentenciados. El Doctor Cuervo se consagró con tal asiduidad al trabajo, que repetidas veces sintió flaquear su salud, y se vio precisado á interrumpirlo

* *Eco del Tequendama*, núm. del 15 de Noviembre de 1829.

saliendo al campo, y en particular á una pequeña propiedad que había comprado no lejos de la ciudad. Varios de sus amigos, viéndole tan quebrantado, se empeñaron en que hiciera un viaje á Europa, y para este fin solicitaron del Libertador que le nombrase ministro en Holanda. Éste contestó al general Herrán, quien había tomado el asunto con el más amistoso interés : « Yo no puedo disponer de la legación de Holanda, porque ya está dada á R. Arboleda, que parte para Europa pronto. Además que aquí necesitamos á Cuervo para veinte cosas : después será mejor su viaje*. » Pero no por aquellos achaques se esquivó de otras cargas. A mediados de 1829 dispuso Bolívar que examinase el Código Napoleón una comisión presidida por el Ministro de lo Interior, á fin de presentarlo con las oportunas reformas al Congreso Constituyente, y en el mes de Agosto el Consejo de ministros, designó para el efecto á D. Miguel Tobar y al Doctor Cuervo. El primero hubo de renunciar, pues en Octubre formaban la comisión el Doctor Cuervo, D. Manuel Camacho Quesada y D. José Angel Lastra. No sabemos hasta qué punto se adelantó esta revisión**, pero referiremos una anécdota curiosa, que pinta las contrariedades anejas á la vida literaria en lugares cortos. Comunicó el Doctor Cuervo la empresa en que estaba á su amigo el canó-

* *Repertorio Colombiano*, tomo IV, pág. 460.

** De la 5ª. *Meditación colombiana*, cuya dedicatoria lleva fecha de 19 de Diciembre de 1829, puede colegirse que por entonces continuaban los trabajos de la comisión.

nigo Mosquera convidándole á que se encargara de una parte ; hizolo éste de muy buen grado, ofreciendo trabajar lo relativo á sucesiones, y cuando tenía ya bien adelantada la labor, hé aquí que llega Bolívar de vuelta del Ecuador, y pide el Prefecto, para recibirle, la casa que habitaba Mosquera ; tiene éste que mudarse precipitadamente, y al cabo de algunos días de forzosa suspensión reconoce casualmente un fragmento de su manuscrito en un cartucho de alhucema ; corre á buscar : ni papeles ni código impreso encontró ; toda diligencia fue inútil, pues en una botillería habían dado cuenta de ellos : era el único ejemplar que había en Popayán, y se lo había prestado un amigo. Este fin tuvo su afectuosa cooperación.

Entretanto el estado de las cosas públicas era cual nunca se había visto antes. Los dos partidos que, como hemos dicho, dividían á Colombia al convocarse la convención de Ocaña, los unos queriendo darlo todo y someterlo todo al Libertador, los otros sacrificándolo todo al régimen constitucional, no tardaron en llegar á un rompimiento. Reunida la Convención, sus miembros desautorizan la constitución de Cúcuta, declarándola defectuosa, se parten en bandos irreconciliables, se disuelven sin dar otra, y en los pueblos se hacen actas para ponerse sin reserva en manos del Libertador. Persuadidos algunos liberales frenéticos, en vista de lo que había estado pasando desde 1826 hasta esos momentos, de que era imposible la creación de una república verdadera mientras el nombre de Bolívar fascinase, como

fascinaba. á las muchedumbres, atentaron contra su vida ; el espanto causado por este sangriento desvarío enajenó las simpatías á la causa de sus autores y selló la ruina del antiguo régimen legal ; de donde vinieron á quedar sin bandera los liberales moderados que no participaban de aquellos furores. Sin constitución, con un gobierno puramente provisional, perdida la fe política, divididas las opiniones entre proyectos desconformes, algunos jamás oídos desde que fue proclamada la independencia, nadie podía prever cuál sería la suerte final de la República.

Por este tiempo era la América española teatro de escandalosas y al parecer interminables discordias, y todo anunciaba también para Colombia el principio de aterradora anarquía. Ya eran señalados con el dedo los caudillos que se adjudicarían los pedazos de la patria, y combatirían para defender su presa, y los ciudadanos pacíficos como que buscaban un abrigo para la borrasca*. El patriotismo no hallaba adonde volver los ojos : el Libertador mismo pensó en poner la República bajo la salvaguardia de una nación poderosa, y el Consejo de ministros dio pasos para fundar una monarquía constitucional con un príncipe extranjero. En tal desconcierto no quedaba más principio de fuerza y de vida que Bolívar, cuyas glorias y prestigio acertaron á reverdecer como en sus mejores días. Ante todo, la jornada de Tarqui (27 de Febrero de 1829), coronación de una campaña

* Véase Posada, *Memorias*, tomo I, pág. 109.

de treinta días, dirigida por el Mariscal de Ayacucho, con dejar humillados á los peruanos y poner fin á una guerra provocada y hecha con la saña y perfidia propias de la ingratitud, reanimó el entusiasmo que suelen las proezas militares; y luégo, abrió los pechos á la esperanza la generosidad de las concesiones con que el Libertador desarmó á López y Obando, que, confiados en el apoyo de los invasores extranjeros, habían levantado en el sur del Cauca el estandarte de la discordia civil. En esta coyuntura recordarian sin duda los liberales moderados que en 1826 se habían visto días de paz y confianza cuando, vuelto del Perú, restableció el Libertador el imperio de las leyes, y se les representaría que después de conciliar á los disidentes de Venezuela, contaron su buen gobierno como un triunfo. Por eso muchos tuvieron aun por extravío su antigua oposición, y resolvieron adherirse de corazón al Libertador; así, los que en época anterior habían sostenido la constitución para Bolívar, se determinaron, desaparecida ésa, á buscar en Bolívar la base de otra constitución más duradera y acomodada á los hábitos y necesidades de Colombia. « Ya no se trataba de hacer revivir lo que estaba muerto para siempre; se trataba de salvar siquiera los principios bajo un orden nuevo » (véase atrás, pág. 76). « En época de revolución » — escribía el Doctor Cuervo defendiendo á un amigo calumniado cuando los sucesos de 1830 — « en época de revolución, más que en ninguna otra la virtud es la

garantía del ciudadano : las opiniones políticas, resultado de los hechos, varían como éstos y se cambian. La moral sola es de todos los tiempos, y el que la practica merece indulgencia por los errores de política, disculpables siempre en los pueblos cultos. » Ciertamente que en esos tiempos en que los acontecimientos se atropellaban, desapareciendo las instituciones que antes se habían defendido con calor, mal pudiera nadie jactarse de consecuente. No había más norte que el patriotismo sincero que lo sacrifica todo al bien común y presta su apoyo á los que honradamente lo promueven. Así procedió el Doctor Cuervo, volviendo sus esperanzas al Libertador ; é hizo lo con la decisión y franqueza que acostumbró en el discurso de su vida pública. Fue esta conducta tanto más natural, cuanto Bolívar dio también prendas de conciliación á los liberales de buena voluntad : bastará mencionar el nombramiento de D. José Ignacio Márquez para prefecto de Cundinamarca, aceptado bajo la promesa de que nunca se le exigiría cosa contraria á sus principios.

Aunque bullían muchos proyectos para la reorganización del país, los que deseaban dar al gobierno nueva forma y nueva fuerza, habían procedido á la callada y como tentando vado ; pero el tiempo corría, y era menester aprovecharlo encaminando la opinión y uniformándola. El Libertador, afligido de este silencio, escribía de Guayaquil al general Herrán, que había tomado á pechos hacerle ver que Bogotá le era leal, y al efecto le hablaba de las personas

que le tenían como fundamento de la buena causa : « ¿ Qué podré yo hacer con nuestra gente, que la observo más apática cada día y más indiferente á su suerte ? Yo veo que nadie escribe y que públicamente nada se hace de lo que á ellos, más que á mí, debiera interesar tanto. En fin, haga usted que el Doctor Cuervo escriba, y que todos inflamen la opinión pública dilucidando las cuestiones del caso, y haciendo conocer á nuestro pueblo su verdadero interés y los riesgos á que está expuesto en una crisis como la presente*. » Esta carta es de 13 de Agosto de 1829, y en consonancia con ella dictó Bolívar el 31 del mismo mes la célebre circular en que excitaba á todos los ciudadanos á dar su opinión con franqueza, si bien moderadamente y dentro del orden legal, sobre la forma de gobierno que debiera adoptarse ; medida con que se proponía mostrar su resolución de no influir en manera alguna en el partido que la nación tomara por medio del congreso constituyente, pero que resultó funesta, pues aumentando la confusión, dio pretexto á Venezuela para romper la unidad de Colombia y llenar de baldones á su libertador.

Cuando se escribían las líneas copiadas y la circular, habían ya empezado á aparecer en Bogotá las *Meditaciones Colombianas* de D. Juan García del Río. En las tres primeras, cuyas dedicatorias llevan las fechas de 20 de Julio, 24 de Agosto y 24 de Septiem-

* *Repertorio Colombiano*, tomo IV, pág. 456.

bre, se bosquejan con pincel vigoroso y desembarazado las glorias y desastres de Colombia desde los primeros albores de la Independencia hasta los sucesos actuales, descollando en el grandioso cuadro el valor, la constancia, la magnanimidad y el desprendimiento de Bolívar, libertador y creador de la patria. La cuarta y la quinta (30 de Octubre y 19 de Diciembre) versan sobre las bases que conviene dar á la reorganización política de Colombia y sobre reformas y medidas esenciales á su prosperidad. El autor se había educado en Europa, y ahora se hallaba recién vuelto de Inglaterra, donde había resido por algún tiempo en comunicación con insignes literatos y estadistas; desde allí, disfrutando de la libertad confortadora que parece tener su asiento en aquel poderoso imperio, había podido contemplar calmadamente las turbulencias y escándalos de la América antes española. Conmovido su patriotismo, pensó que semejante desasosiego no podía curarse en su patria sino con la adopción de instituciones parecidas á las de los pueblos más adelantados y felices de Europa; ideas que concordaban con los planes del Consejo de Ministros, quien sin duda no pudo desear propagador más elocuente y convencido. En la cuarta Meditación desenvuelve el cuadro halagüeño de las sólidas libertades que goza un pueblo á la sombra de la monarquía constitucional, y para establecerla en Colombia con una transición suave, propone el gobierno vitalicio de Bolívar, á quien juzgaba como elemento necesario de toda reor-

ganización, con el título de Libertador Presidente. Semejante proyecto sirvió en su tiempo de pretexto para que se descararan algunos ambiciosos, y no ha dejado de ofrecerlo después á declamaciones y aspavientos. El hecho comprobó que, sobre peligroso, era tan inadecuado á nuestras circunstancias como repugnante á las ideas del mayor número, y en este concepto fue un error el proponerlo ; pero la franqueza con que lo presentaron sus partidarios á la discusión pública y á la determinación del Congreso, más bien que merecer vituperio, arguye un ánimo levantado, capaz de sacudir las preocupaciones de aquel estrecho filosofismo del siglo anterior que, cerrados los ojos á los hechos, resolvía *a priori* todas las cuestiones del orden moral y político, no menos que las del orden científico y literario, para ensayar después sus teorías sobre las sociedades. Ha sido preciso hacer particular mención de las *Meditaciones Colombianas*, porque su significación política y literaria las ha hecho sobrevivir á cuanto se publicó entonces sobre derecho público, y porque representan el punto extremo á que se llegó en busca de solidez y libertad en las instituciones.

Por el mes de Abril de 1829 empezaron á difundirse en la capital estas ideas monárquicas. El Doctor Cuervo, siguiendo el hilo de las conferencias habidas entre el Ministro de Relaciones Exteriores y los caballeros Bresson y Campbell, representantes de Francia é Inglaterra, comunicaba puntualmente á sus amigos de Popayán los pasos que se daban

para conseguir la aquiescencia de estas potencias al establecimiento de la monarquía después de los días del Libertador, y para procurar que ocupase el trono un príncipe de la familia de Orleans. Por la correspondencia de D. Manuel José Mosquera vemos que al contrario del Sur, donde universalmente estaban por la monarquía, en el Cauca eran decididamente adversos á ella, y más que todo á la idea de traer un príncipe extranjero, inclinándose la mayor parte á apoyar la presidencia vitalicia de Bolívar. Con la mayor claridad expresaba estas ideas D. Joaquín Mosquera, escribiendo con fecha 13 de Julio : « En esta provincia se manifiesta una inmensa repugnancia á todo lo que se parece á monarquía. Mas creo no equivocarme si aseguro á usted que convendrían en que el Libertador mandase por vida y sin responsabilidad, teniéndola los ministros ; y habiendo dos cámaras esencialmente distintas, que por sus bases y calidades pudiesen considerarse como representantes del pueblo. En punto á garantías no hay que decir, porque creo que todos estamos arrastrados por el espíritu del siglo. »

Con ideas sustancialmente parecidas á éstas emprendió el Doctor Cuervo la publicación del *Eco del Tequendama*, periódico de que salieron once números desde el 11 de Octubre al 20 de Diciembre de 1829. El texto de Virgilio *Vincet amor patriae* (*Ae.*, vi, 823), que va á la cabeza de todos ellos, era una deprecación y también una esperanza en la deshecha borrasca. ¿Cómo, poniéndose de acuerdo

todos los buenos para buscar la concordia y la paz, no habían de hallarlas? ¿Quién, vistas las calamidades de la patria, no ahogaría sus rencores y le sacrificaría sus particulares intereses? ¿Quién, con las lecciones de la experiencia, no cercenaría algo de sus sueños, ó no levantaría su espíritu apocado, para alcanzar una libertad posible, real? Consiguientemente, un gobierno *fuerte y liberal*, que dé garantías prácticas y no de libro á los ciudadanos, que castigue severamente los delitos y dé aliento á la virtud (pág. 40), es la aspiración que bulle en todos los artículos de política publicados en este periódico. Como medio de lograrlo, apoya la opinión pública, « que si en algunas cosas está divergente, no lo está en estos dos puntos : que el gobierno de Colombia sea republicano y que el Libertador sea siempre su caudillo y magistrado » (pág. 54). En un breve proyecto de constitución que se halla en el número 6.º están apuntadas muchas ideas que aprovechó el Congreso admirable, ya fuese que directamente las tomara de ahí, ya que corriesen como opiniones dominantes. Particularmente se nota esto en el capítulo de garantías y derechos ; sirva de ejemplo la abolición de la pena de confiscación, y el declarar que no es lícito al Poder Ejecutivo remover empleado alguno sin que conste su mal desempeño por informe documentado del jefe ó corporación de que dependa. En algunos puntos la Constitución moderó el pensamiento del *Eco* : éste proponía un presidente por diez años, y el Congreso lo decretó por ocho ; aquél

proponía que los representantes, tomada la base de uno por cuarenta mil habitantes, se eligiesen por cinco años, y éste, con la misma base, rebajó su duración á cuatro; el senado del proyecto debía componerse de los ciudadanos más distinguidos por su categoría, como arzobispos, obispos, generales en jefe y de división, y de sujetos insignes por sus servicios, su probidad, su saber ó su riqueza; la Constitución señaló como condiciones para ser elegible á esta cámara una edad y riqueza mayores que las requeridas para ser representante, y fijó la duración de sus miembros en ocho años, renovándose por cuartas partes cada dos años.

Si bien fue la política ocasión de publicarse este periódico, puede decirse que apenas ocupó en él un lugar secundario: excepto la introducción, el juicio de las *Meditaciones Colombianas*, el esbozo de constitución, el examen é improbación del alzamiento de Córdoba y el justo encomio de la firmeza con que Posada, gobernador de Mariquita, rechazó las pérfidas seducciones con que este jefe quiso atraerlo á su causa, como á Páez y á otros, todos sus artículos son de interés general, sobre educación, agricultura, economía, comercio y ciencias naturales, sección la última redactada por D. Manuel María Quijano. No sería aventurado considerarlo como un programa que el Doctor Cuervo deseaba llevar á cabo en su carrera pública. La importancia que asignaba entonces á la educación primaria, anunciaba el impulso que luégo le daría; así como fueron

incluidas en las nociones de urbanidad que redactó para el Colegio de la Merced, sus ideas sobre la necesidad de atender en la educación de la mujer á su desarrollo físico, enseñándola á mirar como fuentes de belleza la templanza, el ejercicio y el aseo. Al apoyar el pensamiento iniciado por la Sociedad Didascálica de solicitar del gobierno que autorizase los estudios de filosofía hechos en los colegios privados, declarándolos suficientes para obtener grados universitarios, y al reconocer las ventajas que estas casas de enseñanza llevan á las oficiales en materia de vigilancia, moralidad, higiene y urbanidad, preparaba en cierto modo la protección con que dentro de poco habían de ser favorecidas y la proclamación más lejana de la libertad de enseñanza. Los artículos sobre agricultura, comercio y ciencias naturales tuvieron su coronación en el *Cultivador* y en las demás medidas con que trató de aliviar la suerte de los agricultores y alentar la producción á fin de redimir poco á poco á la nación del duro tributo que nuestra falta de industria nos obliga á pagar al extranjero. Esta publicación merecía pues mención especial en la vida del Doctor Cuervo, porque indica bastante la parte de iniciativa que le cupo después en su gobernación, aun cuando no tuviera la dirección absoluta de la cosa pública.

Sobre la acogida que tuvo el *Eco*, citaremos dos testimonios ; sea el primero sacado de la correspondencia de D. Manuel José Mosquera, que escribía en 29 de Octubre : « Hacía algún tiempo que mi

corazón no tenía un consuelo como el que me ha dado la lectura del *Eco del Tequendama*. Usted sabe mis opiniones, que son idénticas á las suyas, y por lo mismo, fuera de lo mucho que promete el periódico, he recibido gran contentamiento. Y pues usted ha tenido bastante valor para tomar la pluma de un modo tan resuelto en esta época de desastres, continúe sin arredrarse hasta alcanzar la palma que debe honrar el eminente servicio que presta usted á la patria en formar la opinión. ¿Qué podré ofrecer yo para ayudar á esta heroica empresa, yo que pertenezco á los bermejos de Boileau, y que oliendo incienso y eructando palabras buenas, no puedo dar buenos pensamientos? Mas para no ser inútil, comunicaré á nuestros amigos el deseo de usted, y lo bueno ó malo que se conciba, allá irá.» Y luégo en 29 de Noviembre. « Volvamos á cosas más agradables. He visto su opinión sobre gobierno consignada en el número 6°. del *Eco*, y con su lectura puedo asegurar á usted que me acomoda lo sustancial de él, aunque discordamos en algunos puntos subalternos. »

Aludiendo también al *Eco* escribía el Libertador al general Herrán el 29 de Noviembre : « He recibido el impreso del señor Rufino Cuervo, que me parece en muy buen sentido. Yo le doy la enhorabuena por el servicio que acaba de hacer á la Patria. También el de García ha obtenido mucho aplauso de los más liberales de aquí* . »

* *Repertorio Colombiano*, tomo IV, pág. 460. La fecha de la carta

Dicho se está que con la invitación hecha á los pueblos y á los ciudadanos para que manifestasen sus opiniones, hubieron de proponerse las cosas más extrañas y contradictorias; pero en los departamentos del centro y del sur de Colombia hubo notable conformidad, como lo decía el *Eco*, en cuanto á conservar en el mando á Bolívar*. No es por tanto de extrañarse que cuando las poblaciones de Venezuela proclamaron la separación desatándose contra el Libertador, hiciesen blanco de su saña las *Meditaciones Colombianas* lo mismo que el *Eco del Tequendama*, tomándolos acaso como los órganos más autorizados de estas opiniones**.

Con grande ansiedad se aguardaba la reunión del Congreso constituyente que debía verificarse el 2 de

está equivocada, pues dice 20, y el Libertador llegó á Popayán el 21; hemos puesto 29, día en que salía correo, como las otras dos del mismo lugar están datadas el 22 y el 6.

* Baralt y Díaz, *Resumen de la historia de Venezuela*, tomo II, pág. 275.

** El acta de Caracas decía: « Los papeles que de la capital se enviaban por los agentes del Gobierno á las provincias, participando todos del mismo espíritu y comunes en su origen, han recomendado constantemente el silencio en lugar de la verdad, la ciega obediencia por el sano criterio, la abyecta inacción por el honesto ejercicio de nuestros derechos, y la servidumbre por la libertad. Toda Colombia ha visto con asombro el *Eco del Tequendama* y sus semejantes. » En la de Calabozo se lee: « Nosotros no hemos leído el *Eco del Tequendama*, las *Meditaciones* sediciosas del señor Ríos ni otros papeles incendiarios que se han impreso, por decir así, sobre la misma tarima del jefe supremo y se han lanzado á los pueblos para infestarlos. » *Vida pública de Bolívar*, tomo 21.º, pp. 85, 193.

Enero de 1830 y decidir la suerte de Colombia determinando su futura organización, cuando sucesos de la mayor gravedad cambiaron la situación y tuvieron por resultas hacer brotar de entre ruinas y escombros á la Nueva Granada. No hace á nuestro propósito relatar la historia de estos días, pues que el Doctor Cuervo, siguiendo sus tareas forenses se contentó con ponerse al lado del gobierno constitucional, figurando entre los moderados; pero sí es necesario realzar algunos hechos que dan luz sobre la formación y el carácter de los partidos que habían de continuarse en la nueva república.

Como ya dijimos, en Agosto de 1829, dictó Bolívar una circular para que todos los pueblos expresaran sus opiniones sobre la forma de gobierno que debiera adoptarse, de la cual circular se asieron en Venezuela para separarse. Al principio se extendieron en algunos lugares actas para pedir al Congreso esta separación; pero Caracas en 26 de Noviembre la declaró de hecho, y su ejemplo cundió por dondequiera. Con esto se avivó en la Nueva Granada el deseo que desde antes abrigaban muchos de formar de ella una nacionalidad aparte, y renunciaron otros á la irrealizable ilusión de Colombia. Así fue que al llegar Bolívar á la capital (15 de Enero de 1830), no sólo sus antiguos adversarios habían alzado cabeza con los acontecimientos de Venezuela, sino que muchos de sus partidarios se fueron resfriando para confiarle el mando. Y no sin poderosas razones. Si el Libertador era indispensable para la

conservación de Colombia, desaparecería el primer motivo de su elección, una vez que él mismo daba por inevitable y necesaria la separación de Venezuela. Resuelta ésta á romper á todo trance la unión, hasta el punto de protestar Páez que antes que volver á ella, se entregaría á los españoles, y desencadenándose los odios contra Bolívar, que simbolizaba á Colombia, el persistir en llevarle á la primera magistratura fuera tanto como arrojar el guante para una contienda civil. La idea de una guerra cruel después del cansancio de tantos años de campañas, para conseguir una paz dudosa y en todo caso inestable, el aumentar y extender la miseria pública, acrecentar fuerzas al ya odioso militarismo, y por fin recomenzar la inacabable tarea de organizar á Colombia, eran cosas de causar espanto, y los amigos mismos del Libertador temieron de su inmediata vuelta al poder, con lo cual quedaron todos conformes en prescindir de él. En momentos en que la ansiedad y las sospechas andaban vigilantes, fue nuevo motivo de desapego el sentimiento que á las claras dejó ver cuando sus adictos le manifestaron que la opinión pública estaba por que renunciase á la idea de ser elegido presidente por el Congreso. Es sin duda que no hubo aquí sino un primer movimiento, reprimido luego por el buen sentido, pero ello es que esto trascendió hasta fuera de la capital, y aun personas calmadas creyeron ver ahí indicios de una ambición funesta.

Entretanto el Congreso, llenando con majestuosa

verdad el objeto de su convocación, cerraba los oídos a las voces de fuera, y aprovechando las lecciones de la experiencia dictaba una constitución igualmente apropiada para arraigar el orden que para asegurar el goce de la libertad. Pero era imposible desentenderse de lo que estaba pasando, y el Congreso mismo convocado para constituir á Colombia, por amor á la conciliación no dio á su obra carácter permanente, sino que la sometió á la aceptación de Venezuela. El mismo sentimiento obró sin duda en la elección de presidente, como que los amigos incondicionados de Bolívar ni más ni menos que los que lo eran sólo dentro de la órbita de las ideas liberales, estuvieron conformes en votar por dos ciudadanos civiles, D. Eusebio María Canabal y D. Joaquín Mosquera. Hecho singular, el último fue indicado por Bolívar, y, dejados aparte sus merecimientos, los antecedentes inducen á creer que el principal motivo fue el calor con que en el *Meteoro* y empleando su influencia en Popayán había defendido la necesidad de aceptar la separación de Venezuela y organizar de por sí la Nueva Granada. Esta misma razón puso de su lado á los liberales, pues para los más exagerados Bolívar y Colombia eran una misma cosa. La elección se hizo el 4 de Mayo; lástima fue que Mosquera no obtuviera la mayoría sino gracias á la coacción de una turba de alborotadores, quedando sentado vergonzoso precedente á un mismo tiempo para los enemigos del orden y de la legalidad, y para los hombres pacíficos

y moderados, que dieron por bueno el hecho contra el cual no protestó el Congreso. Como quiera que sea, la constitución conservadora y la elección de un presidente civil señalan la aspiración á un nuevo orden de cosas.

Con todo esto, Mosquera no tuvo, ni acaso nadie tuviera, la fuerza y el tino necesarios para no zozobrar entre el desencadenamiento de las pasiones más violentas y encontradas. Los perseguidos con ocasión de la conspiración de Septiembre y los aprobadores del hecho atacaban con desusada violencia al Libertador y á cuantos le mostraran simpatía ó respeto siquiera. El periódico llamado el *Demócrata* adquirió triste celebridad santificando aquel atentado, prediciendo el asesinato de Sucre y cebándose después en su cadáver; acometió al presidente Mosquera porque en su proclama inaugural dio á Bolívar el título de Libertador, y luego al general Herrán porque providenció que se le facilitasen recursos en Honda para su partida. Los militares con el prestigio de sus glorias, había tiempo que todo lo invadían y eran dondequiera obstáculo al establecimiento y marcha de un gobierno concertado, por lo cual eran mirados de reojo por los civiles; creyéronse además agraviados al ver que el nuevo gobierno quería igualarlos á los otros ciudadanos, declarando contrarios á la constitución varios decretos del Libertador que los favorecían y privilegiaban. A los tres días no más de elegido Mosquera, se sublevaron el batallón Granaderos y el escuadrón

Esos de Apure. Acudió la población, y especialmente los jóvenes, a prestar su apoyo al gobierno, y a pesar de no tener armas, su actitud imponente hizo moderar las pretensiones de los insurrectos, que sin causar desorden salieron para Venezuela. La malquerencia entre los amigos y los enemigos del Libertador fue mas viva y funesta desde el punto en que la guarnición de Bogotá se encontró igualmente dividida entre los dos partidos, el batallón Callao por los primeros, y el Boyaca y Cazadores de Cundinamarca por los segundos. De aquí la insurrección del Callao, apoyada por los campesinos de la Sabana, y la sangrienta acción del Santuario '27 de Agosto', que redujo al Gobierno a la impotencia y a la más humillante capitulación: de aquí el acta de Bogotá en que se llamaba al Libertador para encargarle de los destinos de Colombia, y se designaba al general Rafael Urdaneta para que tomase mientras tanto el mando supremo: lo que trajo consigo la disolución del gobierno legítimo.

En vano se ha pretendido defender ó disculpar la usurpación de Urdaneta (con esta palabra calificó Bolívar mismo el atentado). Comenzada por un motin militar sin plan ni concierto alguno, cubrió de sangre la sabana de Bogotá, y no proclamó el mando de Bolívar y la integridad de Colombia, sino como expediente á que acudieron sus autores para ganar partido y salir de la critica situación en que los puso su inesperado triunfo. Pretendiendo sostener á Colombia, derrocaban su gobierno y anulaban su

constitución; aclamando al Libertador como caudillo de esta idea, querían comprometerle en una aventura tan contraria á sus deseos como á su conciencia, y agriaban más los odios de sus enemigos; ofrecían en fin labrar la dicha de los pueblos, y antes de abalanzarlos á una guerra civil que el Congreso y Bolívar habían procurado evitar á todo trance, los hacían víctimas de crudas vejaciones. No es pues mucho que los que vivieron en aquellos tiempos guardaran de ellos triste é infausto recuerdo. Sólo el temor de caer en la anarquía y agonizar entre las manos de tiranuelos de provincia hizo aceptable el mando de Urdaneta, parapetado con los nombres todavía caros de Colombia y de Bolívar.

Este había salido de Bogotá el 8 de Mayo, cediendo patrióticamente á las circunstancias y á los consejos de sus amigos que temían su advenimiento al poder como ocasión probable de mayores desgracias. Aunque debió de ser grande su amargura al verse obligado á dejar el campo de sus hazañas con insultante alegría de un populacho soez, hubo de minorarse sin duda con el voto unánime del Congreso que le proclamó el primero y mejor ciudadano de Colombia y confirmó el decreto de 1823 en que se le concedía una pensión vitalicia de treinta mil pesos, el cual voto hacía honrosa su salida y le proporcionaba con que vivir decentemente en Europa; á lo mismo contribuyó también la capital dándole un testimonio de amor y gratitud por boca de sus ciudadanos más distinguidos, que se despedían de él

con tristeza como de un astro esplendoroso que se hunde para no volver á aparecer. Hallábase en Cartagena aguardando oportunidad de embarcarse para Europa, cuando tuvo noticia de los movimientos del interior. A pesar de improbarlos duramente en privado, en público se expresó con términos ambiguos, pensando, decía, que si desairaba redondamente á los amotinados triunfantes, habrían de surgir mil partidos que consumirían la ruina de la patria*. Pero el golpe que quiso ahorrar á sus amigos, lo descargó más duro su propia muerte, acaecida el 17 de Diciembre. La dictadura se sintió desmayar; al mismo tiempo el triunfo de Obando en Palmira (10 de Febrero) y la defección de Posada en Neiva (27 de Marzo), quien, rompiendo con el Dictador, se puso al servicio del gobierno legítimo, abrieron el camino para que el vicepresidente Caicedo se declarase en ejercicio del poder ejecutivo (14 de Abril). Siguiéronse los convenios de Apulo, en que Urdaneta con su moderación y generosidad puso fin honroso á la usurpación, pues teniendo fuerzas con que resistir y aun vencer por entonces, entró en un avenimiento patriótico. El Vicepresidente, coadyuvando poderosamente el general José Hilario López, dirigió todos sus conatos á conciliar los partidos, cumpliendo fielmente lo pactado en las Juntas de Apulo. Mas no

* El Consejo de Ministros de Urdaneta y el mismo Urdaneta declararon terminantemente que Bolívar no había querido aceptar el mando que le ofrecían. (*Gaceta de Colombia*, núms. 500 y 512.)

eran estas voces de concordia y patriotismo las que podían ser oídas por los antiguos enemigos de Bolívar, ansiosos de saciar en los vencidos su rencor y de vengar las persecuciones padecidas. Así que con razón deberá decirse que el Vicepresidente mereció bien de la patria al mediar con imponderable serenidad en esta lucha encarnizada en que por una parte los militares se resistían á ver el fin de su dominación y los bolivianos todos se contemplaban ya presa indefensa de sus rabiosos enemigos, y por otra los liberales exaltados sin tener en nada la fe empeñada en los convenios, no se contentaban con menos que la destrucción de sus contrarios, ofreciendo, si para ello fuese necesario, la dictadura á un Obando ó á un Moreno, á pesar de haber venido voceando contra la de un Bolívar. Si con todo el apoyo que los liberales moderados prestaban al gobierno, fueron estos hombres ganando terreno poco á poco, todavía pudo el Vicepresidente poner la suerte de la nación en las manos del Congreso Constituyente de la Nueva Granada (20 de Octubre de 1831).

Postrado el partido boliviano, quedó el liberal dividido en dos fracciones que casi se balanceaban en el Congreso : violenta la una y arbitraria, moderada la otra é inclinada á poner el orden y la tolerancia por base de la libertad.

CAPITULO VI

GOBERNACIÓN DE BOGOTÁ

(Parte política)

Situación al constituirse la Nueva Granada. — El Doctor Cuervo último Prefecto de Cundinamarca y primer Gobernador de Bogotá. — Sus primeras providencias. — Competencia con la autoridad militar. — Elección del general José María Obando para Vicepresidente por renuncia del general Caicedo. — Decreto reservado del Congreso sobre persecución. — Primeras órdenes que se dan al Gobernador y su intervención en favor de los perseguidos. — Aconseja una amnistia. — Medidas contra los empleados desafectos. — Trata de eludirlos el Gobernador. — Desagrado del gobierno. — Renuncia repetida de aquél. — Quieren desairarle. — Renuncia todos sus empleos y piensa en dejar la vida pública. — Vuelve á la Gobernación llamado por Márquez. — Llegada de Santander. — Sus esfuerzos en favor de la conciliación. — Primeros amagos de revolución. — Conspiración del 23 de Julio de 1833. — Muerte de Mariano París. — Causa y ejecución de los conspiradores. — Motivos de rigor. — Ejecución de Anguiano. — Muerte de Sardá. — Expulsión de D^a. Manuela Sáenz. — Periodismo. — *El Cachaco*. — Estado de los partidos al declinar el gobierno de Santander.

« Los Estados Unidos se han librado de la guerra civil que amenaza á las colonias españolas, porque aprendieron á gozar de la libertad antes de gozar de la independencia »: así escribía en carta que poseemos autógrafa Alejandro de Humboldt en Julio de 1817 á uno de los ministros de Luis XVIII, remitiéndole

la primera parte de sus viajes. Palabras profundas y cuasi proféticas, pues, sin tener ni remota idea de la libertad política, nos encontramos al separarnos de España en la condición de aquellas aves que, criadas en la jaula, no saben qué hacer de sí cuando se ven en el aire libre. Al cabo de largos esfuerzos parecía que no supiéramos sino devorarnos, y Bolívar pudo decir con razón en su mensaje al Congreso constituyente de 1830 : « Ardua y grande es la obra de constituir un pueblo que sale de la opresión por medio de la anarquía y de la guerra civil, sin estar preparado previamente para recibir la saludable reforma á que aspiraba.... Todo es necesario crearlo.... Conciudadanos ! me ruborizo de decirlo : la independencia es el único bien que hemos adquirido, á costa de los demás. » Sí, en la Nueva Granada, más que en Venezuela y en el Ecuador, todo había que crearlo. La capital, especialmente, era liza de todos los partidos ; á ella venían todas las quejas, en ella se sentía el estremecimiento de todas las conmociones de los demás departamentos ; aquí había de arbitrase el remedio, de aquí habían de salir los recursos, y mientras el gobierno atendía afanoso á todo esto, apenas tenía tiempo para cumplir los filantrópicos designios de los congresos, que habían ido acumulando leyes sobre leyes, como si hubiera fuerza en el brazo que las debía ejecutar y voluntad dispuesta en quien las había de obedecer. La miseria pública y privada había llegado á su colmo, tal que á fines de 1829 el interés del dinero era del

seis al diez por ciento mensual, la agricultura estaba postrada, por fundar la industria, desorganizada la instrucción pública, casi cegados los caminos. Disuelta de hecho Colombia por la separación de Venezuela, y derrocado por una facción militar el gobierno que tenía su asiento en Bogotá, se agravaron los males hasta un punto que difícilmente podemos concebir; y como para poner el sello á tamañas calamidades, acabaron el hervor de los partidos y el horror á la anarquía con el espíritu de nacionalidad. Al paso que lo había despertado la emulación en Venezuela y el Ecuador, se diría que nosotros habíamos olvidado nuestros linderos: y si Casanare y el Cauca volvieron á abrigarse bajo el pabellón granadino, no se debió por cierto á impulsos de un vehemente amor patrio, sino más bien á la noble conducta de Venezuela, que se negó á contar á la primera entre sus provincias, y á la energía con que la Convención y nuestras fuerzas en el Sur pusieron á raya la ambición de Flores.

De aquí se puede colegir cuánto tino y entereza fueron menester para fundar la Nueva Granada, y lo que vamos á decir sobre los desvelos con que se logró levantar de su postración varios ramos del servicio público, será argumento de lo que antes había. Aquí nos concretaremos á la parte que en esta labor cupo al Doctor Cuervo, que, aunque era como prefecto y gobernador agente del Poder Ejecutivo, tenía muchos ramos bajo su inmediata dependencia, y para su organización tomó vigorosa iniciativa.

Desde Febrero de 1830 ocupaba la plaza de juez en la Sala de lo Civil de la Corte de Apelaciones del Centro, de la cual era antes fiscal, cuando fue llamado á la Prefectura de Cundinamarca, en tanto que don Andrés Marroquín, que obtenía el cargo, iba al Congreso Constituyente de la Nueva Granada. Se le nombró el 5 de Octubre de 1831, de modo que fue el último prefecto de este departamento conforme á la constitución de Colombia y el primer gobernador de la provincia de Bogotá en la división acordada por el Congreso de la nueva república.

El vicepresidente Caicedo, que llevaba adelante con nunca bien alabado patriotismo el intento de apaciguar los odios de partido y mantener la constitución, había visto la decisión con que el Doctor Cuervo se opuso á que los exagerados proclamaran la dictadura de Obando con ruina del mismo gobierno que acababa de restablecerse; y valiéndose de la afectuosa amistad que le profesaba, logró vencer su repugnancia á ocupar un puesto que bien adivinaba cuántos sinsabores había de ofrecerle*. Pundonoroso y hecho á los trámites ajustados de los tribunales, iba á ponerse entre las borrascas de la política, en que las leyes hallan escaso favor, para ser blanco de censura á los violentos y de resentimiento á los perseguidos, y con corta esperanza de hacer algún bien al estado ó á los particulares. Mucho hubo de batallar consigo para dar su aceptación, pero al fin ven-

* Véase el *Neo-granadino* de 10 de Febrero de 1849.

ció el amor patrio, y si no se engañó al prometerse desacatos, odiosidades y calumnias, todo quedó superabundantemente compensado con la satisfacción de haber abogado por los caídos, minorado á algunos sus padecimientos, y contribuido más que nadie, cuando todo estaba por hacer, á la mejora física y moral de la provincia.

El número del periódico oficial del Departamento en que aparecieron las primeras providencias del nuevo Prefecto (23 de Octubre de 1831), prueba que no eran exagerados sus temores al echar sobre sí tal faena. En una circular á los jefes políticos pedía datos sobre las escuelas existentes en el cantón y métodos que regían en ellas; en otra exigía informes sobre los derechos municipales que se cobraban en el cantón, en qué se invertían, cómo se administraban, quién era el recaudador y si había rendido cuentas; al juez conservador de hospicios preguntaba con qué fondos contaba el establecimiento, el número de empleados y sus sueldos con los demás pormenores de que se carecía en la Prefectura; al Director de la Facultad central de Medicina, que se había puesto en receso, exigía que la hiciese volver al ejercicio de sus funciones. No menos dan que pensar otras providencias relativas á la necesidad más premiosa, aquella en cuya satisfacción se libraba la suerte de la República, el dar vigor, decimos, á la autoridad y afianzar la seguridad pública. Una de estas providencias se enderezaba á cortar la propagación de hablillas é imputaciones con que los

enemigos del orden querían desacreditar la Convención, aun antes de reunirse, haciendo creer que en ella no se haría sino atacar la religión y proscribir á los ciudadanos. Pero lo más ruidoso fue la entereza con que el Prefecto defendió su autoridad contra la altanería de los militares, acostumbrados á hacer cuanto se les antojaba, en desprecio del poder civil. Fue el caso que dos miembros muy conocidos del ejército, el general Joaquín París, jefe de Estado Mayor, y el coronel Joaquín Posada tuvieron un desafío la tarde del 14 de Octubre, el cual causó grande escándalo en la ciudad ; inmediatamente el Prefecto pide al Ministro de Guerra que los entregue á la autoridad civil, para encarcelarlos y juzgarlos, según las leyes vigentes, junto con los padrinos coronel Ramón Espina y capitán Alejandro Gaitán. El Ministro contesta que se han dado las órdenes necesarias para el efecto, pero el comandante general Antonio Obando se niega á ello y aun pide con altivez al Prefecto le remita lo actuado, pues que gozando los procesados de fuero militar, la autoridad civil nada tiene que ver con ellos. El Prefecto después de desvanecer los argumentos del Comandante general, agrega :

De buena gana prescindiera de las últimas expresiones ofensivas de su citado oficio, pero la dignidad del puesto que ocupo me impone el deber de sostenerla. Desde que por complacer al Supremo Gobierno me encargué de la Prefectura, no dudé que iba á ser ultrajado y vilipendiado,

porque tal es la desmoralización del país, y tal el poco respeto que se tiene por las autoridades y por las personas. Cuando los hombres apelan á las vías de hecho, y cuando se quiere hacer revivir el detestable uso de la venganza privada de la edad media, ¿cómo no había yo de temer que el primer magistrado del departamento fuese desacatado de un modo tan indecoroso? V. S. ha debido saber, que por el artículo 1º. de la ley de 13 de Abril del año 16, todas las autoridades del departamento, tanto civiles como *militares* me están sujetas, y no ha debido ignorar que el delito de desacato produce el desafuero; pero si estos principios legales le son desconocidos, no le deben ser los que arreglan las relaciones de urbanidad y atención entre las autoridades y los particulares. La falta de V. S. por eso no es disculpable, á menos que haya sido sorprendido y engañado por alguno de los que temen de mi vigilancia el castigo de su delito.

Si la Comandancia general no ha tenido consideraciones con un magistrado que dentro de su esfera, promueve la persecución de los delincuentes; si la autoridad civil ha de ser vejada en todos tiempos por los que creen tener la fuerza á su disposición, y si ésta es la suprema ley de la nación, debió V. S. haber respetado por lo menos la orden del señor Ministro de la Guerra. Bien conocí yo de antemano que en el presente negocio había de encontrar dificultades y contradicciones, y para salvarlas me dirigí al Gobierno dando parte de lo acaecido, é implorando su autoridad para que la mía no fuese burlada. Obtuve en efecto la resolución que deseaba; pero V. S.

la ha despreciado, y no contento con esto me zahiere é injuria. Tal es el premio de los que tratan de ajustar á las leyes su conducta. *Sin embargo, con el código en la mano reprendo á V. S. seriamente su conducta, y la denuncio á la opinión pública, para que sea juzgada como merece.*

Cumplido por el Prefecto el deber de poner á los culpables en manos de la justicia, cosa única que incumbía á su autoridad, se instituyó el sumario ante el juzgado civil; pero como no en todas partes se hallaban el vigor é independencia debidos, se consiguió echar tierra al asunto.

El proceder del Doctor Cuervo fue alabado generalmente, pues desde muchos años atrás no se veía un empleado civil que se atreviera á hacer á un miembro del ejército la más ligera observación. Al contrario: el prefecto de Cundinamarca casi nunca se ocupaba en otra cosa que en buscar alojamiento para las tropas, conseguirles bagajes y auxilios de marcha*; en una palabra era más bien un agente del Ministro de Guerra, expuesto á cada instante á las altaneras exigencias de los militares y á ser ignominiosamente tratado en caso de no hallar modo de complacerlos. Con aquel acto de energía, seguido de una conducta digna y atenta para con los militares, fue poco á poco desapareciendo « la pretendida ba-

* Así lo manifestó don Andrés Marroquín en nota oficial publicada en el *Constitucional de Cundinamarca* de 4 de Marzo de 1832.

rrera entre el jefe civil y el militar », y quedando « resuelto el problema de que la autoridad civil puede ser obedecida y respetada por los ciudadanos armados* ».

Para mayor claridad de este escrito, tocaremos en primer término los sucesos políticos que se cumplieron en los tres años y cuatro meses que duró la gobernación del Doctor Cuervo, y en seguida bosquejaremos las múltiples tareas que impuso a su actividad en el desempeño de este cargo.

El 22 de noviembre hizo el Congreso después de veintitrés votaciones la elección del general José María Obando para vicepresidente de la República, en competencia de D. José Ignacio Márquez, y en reemplazo del general Caicedo, que había renunciado. El primero, como Ministro de Guerra, había estado ejerciendo una especie de dictadura en persecución de los revolucionarios de 1830, y era puesto adrede en la primera magistratura para continuar la obra, con violación de lo ajustado en las Juntas de Apulo. El 24 fueron á felicitarle, según costumbre, los empleados y corporaciones civiles, militares y eclesiásticas, y el Prefecto, llegada su vez, le convidó discreta pero enérgicamente á dejar su nombre

* Palabras del general J. H. López dirigidas al Doctor Cuervo en una comunicación de acción de gracias, en su propio nombre como Comandante en jefe de la primera columna y en el de los jefes y oficiales de la misma (31 de Diciembre de 1833).

escrito entre los benefactores de la humanidad, haciendo triunfar las leyes conculcadas, refundiendo los partidos y restableciendo la paz y la confianza, y expresó el deseo de que todas sus medidas fuesen dictadas por la sabiduría y la prudencia. Pero tales conceptos por fuerza habían de disonar en esos momentos. No más tarde que el 29 de noviembre, tras larga resistencia de los moderados dio el Congreso su decreto reservado de persecución, por el cual quedaba el Poder Ejecutivo autorizado: para expeler gubernativamente del territorio de la Nueva Granada ó confinar á diferentes provincias á aquellos individuos que por su influencia y su conducta anterior dieseen fundados motivos de temer que turbasen el orden público ó atacasen la seguridad del Estado; para borrar de la lista militar á todos los generales, jefes y oficiales subalternos, tanto del ejército permanente como de la milicia nacional, que hubieran cooperado á la destrucción del gobierno legítimo ó al sostenimiento del de Urdaneta, y á los que hubieran recibido de éste empleos, grados y ascensos militares; y por último, para separar de sus destinos á los empleados civiles que con sus hechos ú opiniones conocidas hubieran manifestado ser desafectos al gobierno constitucional, y de quienes se temiera fundadamente que no le sirviesen con la fidelidad y actividad necesarias al bien público. Los autores de este decreto protestaban que no lo habían dictado sin imponer duro sacrificio á su sensibilidad; el Gobierno, calificando estas providencias de

medidas de seguridad, cuidaba de afirmar á cada paso que no quería castigar hechos ú opiniones anteriores, sino mantener la tranquilidad pública; pero es evidente que más que nada obraba aquí el espíritu de represalia, el deseo de « callar la efervescencia de algunos ciudadanos que fueron muy perjudicados con los trastornos de agosto del año próximo pasado »*. El Congreso y el Poder Ejecutivo se encargaron, pues, de vengar agravios que venían amontonándose desde 1828. Azuero, Gómez, Soto y muchos otros sospechados de favorecer la conspiración de Septiembre pasaron por mil amarguras, fugitivos ó en el destierro; en la dominación de Urdaneta hubo los alistamientos, rondas, prisiones, confiscaciones y demás vejámenes á que sabemos acuden los partidos que quieren sostenerse. Los nombres de D. Ventura Ahumada, Beriñas y Domínguez de Hoyos fueron entonces tan execrados como el de cualquiera de los alcalduchos que en épocas posteriores se han hecho famosos por sus ruines procederess**. Pero había una diferencia: éstos eran

* Palabras del secretario Pereira en oficio dirigido al Gobernador el 10 de Diciembre de 1831, núm. 319.

** Oficialmente se decía *Buenaventura Ahumada*, Ramón *Beriña*, pero la gente llamaba á estos señores como queda puesto en el texto. El último, que volvió á ser insigne en la dictadura de Melo, decía estas palabras en una representación para que se le alzara el confinamiento á Antioquia, apoyada entre otros por el general Caicedo: « Es cierto que al fin de la época de ellos [de los trastornos pasados] ejercí el destino de juez político de este cantón; pero lo es también que no obtuve el nombramiento á virtud de pedimento ni mucho menos como en premio de

agentes de un gobierno dictatorial, mientras que un Congreso que expide reservadamente un decreto para contentar la rabia de los quejosos, excede la medida de toda odiosidad.

En pocas personas hizo desde un principio impresión más amarga y profunda la revolución de 1830 que en el Doctor Cuervo. Hallábase con la familia en su casa de campo cuando la acción del Santuario, y fueron tantos los riesgos que corrieron de parte de los insubordinados sabaneros, que se determinaron á trasladarse al día siguiente á Bogotá. Tuvieron que pasar por en medio de las fuerzas triunfantes y recorrer el camino de Puente Grande, cubierto todavía de cadáveres ; presenciaron la triste operación de sacar con ganchos los que habían caído en la laguna, viéndolos salir envueltos en plantas acuáticas ; y acá y allá reconocieron medio desnudos y ensangrentados á muchos artesanos y jóvenes que habían acudido en defensa de su ciudad natal contra una temida soldadesca. Sin embargo, nada de esto agrió el ánimo del Doctor Cuervo, apartándole de su moderación, y cuando se vio contra sus esperanzas y sentimientos reducido á ser agente de ine-

ningún servicio, porque siendo por su naturaleza concejil, sin sueldo ni indemnización del trabajo, más bien es una carga insoportable ; y para mí lo fue tanto que á ella debo las animosidades que algunos me profesan, porque el tiempo en que desempeñé aquel destino fue precisamente el de las persecuciones, y aunque éstas no pudieron manar de mi voluntad, ni ejecutarse por mi disposición, se me ha creído por varios el autor. » Bogotá, Diciembre 19 de 1831.

vitale persecución, quiso suavizarla y detenerla de cuantos modos pudo.

El 3 de Diciembre se sancionó por el vicepresidente Obando el decreto, y el 6 recibió el Gobernador una lista de diez y siete personas condenadas á confinamiento ó destierro ; catorce fueron los primeros entre los cuales figuraban D. Estanislao Vergara, Mariano París, Buenaventura Ahumada, prefecto de Urdaneta, Ramón Beriña, juez político, y Manuel Álvarez Lozano, con varios eclesiásticos, el principal el presbítero Manuel Fernández Saavedra. El más conocido de los desterrados era Pedro Domínguez de Hoyos, jefe de policía en la dictadura. La mayor parte representaron al Gobierno solicitando gracia, ya de algún plazo, ya de conmutación del lugar de confinamiento, y por los documentos originales que tenemos á la vista aparece que el Gobernador apoyó sus peticiones, obteniendo en algunos casos resolución favorable del Poder Ejecutivo. Así, de los confinados á Casanare sólo á Fr. Emigdio Camargo no se le conmutó el lugar ; á muchos otros se les acercó el destierro, á D. Manuel Bernardo Álvarez se le prorrogó el plazo, y al fin no salió para su destino ; al doctor Saavedra, que debía permanecer en Choachí, se le permitió quedarse en la ciudad mientras predicaba varios sermones que le estaban encargados ; y al señor Vergara dentro de pocas semanas envió el Doctor Cuervo un salvoconducto á la hacienda del Oratorio, no lejos de Cipaquirá, adonde se le había destinado, después

de ser destituido del cargo de ministro de la Alta Corte de Justicia. Algunos huyeron ó se escondieron ; esto hizo Domínguez de Hoyos, sujeto que, según queda dicho, se había concitado muchos enemigos, á punto que poco antes de reunirse el Congreso le hicieron una asonada. Hallándose como acosado, autorizó al mencionado Álvarez Lozano, su amigo, para que ofreciese al Gobernador que se presentaría si se le daban garantías ; él, notificándole el destierro, le prometió que se le dejaría salir sin escolta y protegiéndole de todo insulto, promesa que se cumplió puntualmente.

El Poder Ejecutivo, tenaz en su empeño, pasó en 22 de Diciembre al Doctor Cuervo una comunicación, pidiéndole que informase sobre las personas que podían ser comprendidas en las disposiciones del decreto. La contestación fue la siguiente :

Con fecha de ayer me pide V. S. informe de los individuos de mi provincia que se hallen comprendidos en el decreto de la Convención de 3 del corriente, y paso á evacuarlo oyendo exclusivamente los consejos de mi razón.

Dos clases de desafectos existen en este país : unos puramente de opinión, y otros que con sus hechos han dado días de llanto á la nación. Los primeros son dignos de indulgencia y se les debe atraer á la buena causa por medio de una política hábil y conciliadora. Las opiniones interiores del hombre no están bajo la potestad del magistrado : la ley sólo mira á los actos externos. Por

otra parte, deslumbrados nuestros pueblos con la gloria de un hombre á quien se habían tributado honores divinos, siguieron ciegamente su partido, pocos fueron los que permanecieron fieles á la Patria, y el extravío casi fue general. Éste es, pues, el caso de un olvido y de una política que inspire á la vez respeto, confianza y estimación en los que han sido víctimas de la seducción. Lo mismo digo de los que, después de hecha una revolución en que no tuvieron parte, siguieron pasivamente su curso. Estos, cuando más, serán débiles, pero no criminales; y el no tener la constancia de un héroe no merece castigo.

Paso ahora á los individuos de la segunda clase. El hombre que no satisfecho con profesar una opinión, la quiere hacer triunfar, atropella sus juramentos, trama contra el gobierno y empapa sus manos en la sangre de sus hermanos, es un monstruo que está fuera de las relaciones sociales. Tales son muy particularmente los rebeldes del Santuario. Siempre he creído que ellos deben estar lejos del teatro de sus sangrientas y horribles hazañas. El delito fue atrocísimo, y prueba tal maldad de corazón, que nada bueno puede esperarse de su autor, debiendo por el contrario vivir los patriotas honrados siempre poseídos de temores y de muy justos sobresaltos. Sin embargo, yo encuentro en el día dos inconvenientes para la ejecución de un acto ejemplar: 1º. el haber pasado la época oportuna en que debió tener lugar, porque, como V. S. sabe, cuando el castigo, y lo propio puede decirse de las medidas de seguridad, no se decreta inmediatamente después del hecho que lo mo-

tiva, no se consigue el grande efecto del escarmiento y del horror al delito ; y 2º. que después de haberse decretado confinamiento en un pueblo que está en los arrabales de Bogotá, contra uno de los principales caudillos de la citada infernal revolución de Agosto, y dejado al señor Mariano París en su hacienda, yo no encuentro ya otros individuos en mi provincia á quienes según el orden de la justicia, pudiera expulsarse ó confinarse. Si un coronel lo ha sido á Une, ¿ adónde deberá serlo el subteniente ?

En general he dicho que los Santuaristas son hombres peligrosos, y éstos son los que se hallan comprendidos en el decreto de la Convención. O se procede contra todos, y bajo la justa proporción de sus delitos, ó debe concederse una amnistía que los iguale á todos en el perdón. Esto es lo que me parece justo, esto lo que demanda el honor y dignidad del Gobierno, y esto lo que puedo informar á V. S. Ni como hombre público, ni como patriota, ni como honrado padre de familia debo hacer traición á mi conciencia ni á la confianza que de mí hace el Ejecutivo. Díguese pues V. S. poner en su conocimiento este informe franco, sincero y digno de un republicano.

Innecesario parece decir que el Gobierno no se olvidaba del artículo 4º. del decreto en que se ordenaba separar de sus destinos á los desafectos ó tenidos por tales. El 21 del mismo Diciembre previno el Ministro de Hacienda al Gobernador que sin la menor consideración ni demora informase individualmente de la conducta política de todos los empleados

en el ramo de hacienda, en el concepto de que este informe debía evacuarlo por el conocimiento que tuviese de los empleados, tanto en virtud de sus propias observaciones como de las noticias que privadamente ó por la voz pública hubiese adquirido, y de ningún modo consultando á los jefes de las oficinas, lo que, agregaba, sería ocasión de demora. Causa extrañeza que D. Diego Fernando Gómez, que conocía de tiempo atrás al Doctor Cuervo y tenía por él amistosa estimación, se figurase que podía rebajar su carácter pundonoroso y delicado hasta dar semejantes informes ó, mejor dicho, delaciones: tanto ciega la pasión política. Muy bien se guardó de darlos el Gobernador; antes mostró claramente al Ministro de Hacienda, que no eran estas persecuciones el modo de asegurar el buen servicio público y la prosperidad de las rentas. Con este designio traza el cuadro del miserable estado á que se hallaban reducidas las oficinas de hacienda y los abusos y descuidos de los empleados, y propone se nombre un visitador que examine las cuentas y tanteé la capacidad de los empleados, para proceder igualmente contra los defraudadores y los ineptos, sólo por serlo y no por consideraciones políticas.

Es de suponer el desagrado que produciría en el Gobierno esta resistencia del Gobernador á convertirse en instrumento obediente de sus enconadas pasiones, y de ello dio buena muestra el Ministro del Interior pasándole en 30 de Diciembre esta seca comunicación :

Habiendo visto S. E. las observaciones del oficio de V. S. de 23 del actual sobre el decreto de la Convención autorizando al Ejecutivo para las medidas de seguridad, me ha mandado contestar á V. S. que lo que quiere es que V. S. individualice nominalmente las personas que haya en esta provincia que deban ser comprendidas en las medidas de que trata aquel decreto.

Semejante desacuerdo no podía continuarse, pues ni el Gobierno tenía trazas de ceder ni el Gobernador se podía conformar con verse desatendido; en estas circunstancias sobreviene la muerte del doctor Nicolás Cuervo (5 de Enero), que al mismo tiempo que llenó de aflicción á su sobrino, que le amaba y veneraba como á su segundo padre, le ofreció motivo plausible para esforzar su renuncia apoyándola en sus deberes de albacea, no menos que en su salud quebrantada por el rudo trabajo. Elevóla el día 13 de Enero, pero el Gobierno no accedió á ella, « considerando que acaso recibirían un perjuicio las diferentes obras útiles que había emprendido, si se retirase ahora del mando de la provincia ». Frustrado este paso, solicita licencia temporal (20 de Enero), y obtenida de quince días, creyó que, una vez separado del mando, le sería más fácil dejarlo definitivamente, y renunció segunda vez; pero tampoco obtuvo la resolución que deseaba. Pudiera alguno figurarse al ver lo que sucedió después, que tantas negativas no se encaminaban sino á aguardar ocasión y modo de desairarle. Es el caso que de

tenido antes nada que desahogar en la administración de la justicia. El doctor Martínez había procurado remediarlo, aunque finalmente el Doctor Cuervo, al sacar a la primera vista que hizo a la ciudad, descubrió algunas de las faltas y firmo expediente a favor de él para cubrir las deudas atrasadas al Poder Nacional, en consecuencia cumplió sus deberes, tales como el *Pago Puro* al Estado mensual y otros que se le ordenaron al Poder Ejecutivo, que se ordena la visita de las oficinas de Hacienda y ordenaron de que los males que se advertían no podían remediarlos por la sola autoridad del Gobernador. En virtud de estas infracciones el Maltrato de Hacienda de la ciudad y se consiguió al pago de los deudas. En consecuencia al informe del Gobernador, se le propuso seguir infringiendo con estos los deberes que rigen en cuanto a los empleos de la ciudad y de la ciudad, y para colmo de las infracciones se le resolvió imputando en esta resolución de los hechos de la provincia cuanto había estado pasando. Escribió el Doctor Cuervo con un informe procediendo por tercera vez su memoria al Poder Ejecutivo exponiendo estos hechos por los mismos términos que quedan referidos, y concluyó con tres puntos y el deseo de separarme de los negocios y fines me hacen desistir formalmente el empleo de Gobernador en comisión de Bogotó, el de Ministro propietario de la Corte de Apelaciones y el de miembro de la Dirección general de Estudios, quedando así que esta ofrenda aplaque

el enojo de mis gratuitos y encarnizados émulos ! » El Vicepresidente « creyó justo no contrariar por más tiempo los urgentes deseos que el Doctor Cuervo había manifestado de desprenderse de estos destinos que tan satisfactoriamente había sabido desempeñar ». Y agregaba el Ministro del Interior Pereira: « Por sus conocimientos, por su actividad y entera dedicación al lleno de sus deberes públicos, usted era sin duda llamado á ocupar por más tiempo unos puestos que reclaman hombres escogidos ; pero usted se ha denegado de un modo tan decidido y absoluto, que el Gobierno ha tenido que acceder á la solicitud de usted admitiéndole, como le admite, las dimisiones que ha presentado, con el tributo de las gracias más sinceras á sus importantes servicios. » Estos documentos se publicaron el 19 de Febrero en el *Constitucional de Cundinamarca*.

Si esto pudo parecer un triunfo á los que se creían humillados por el mérito ajeno ó á los que ven un acusador de su propia violencia en la circunspección é imparcialidad de un compañero, tuvo que ser para los buenos ciudadanos causa de sincero pesar, como se podrá conjeturar cuando hablemos de los bienes que se estaban haciendo á la provincia. La Corte de Apelaciones, en particular, se mostró muy sensible á la separación de « un compañero á quien amaban » y cuyo « infatigable celo y aplicación admiraban » ; expresiones, entre otras igualmente lisonjeras, que descubren á las claras cuánto le estimaban, y cobran realce autorizadas con la firma del Presidente de este

tribunal, que lo era D. Sebastián Esguerra, maestro un tiempo del Doctor Cuervo.

Al determinarse á dejar la carrera pública, contó con que el crédito que gozaba en su profesión le franquearía el camino para alcanzar una posición independiente. Ya le hemos visto encargado con D. Miguel Tobar de la adaptación del Código Napoleón; y pocos días antes de entrar á la prefectura fue llamado á dar su dictamen sobre un punto de derecho canónico, en unión del mencionado doctor Tobar, de Fr. Fernando Racines y el doctor Vicente Azuero. No eran pues infundadas sus esperanzas de que, si abría bufete, como algunos amigos le aconsejaban, sin mayor afán se igualaría con los abogados de más nota y le acudirían de todo el país muchísimos negocios judiciales; ni es dudoso que quien se captaba de juez el respeto y simpatía de sus colegas, hiciese triunfar en estrados la causa de sus clientes; y en verdad así sucedió cuantas veces la tomó á su cargo. Si al ejercicio de la abogacía hubiera querido agregar otra especulación, acrecentara considerablemente su caudal, con sólo algunas horas de trabajo diario, pues en nuestro archivo hallamos consultas de comerciantes respetables y manifestaciones de gratitud por haberlos librado con sus consejos de pérdidas seguras. Alejado entonces de la vida pública, se hubiera ahorrado disgustos sin número, que, agotando sus fuerzas y destruyendo su constitución física, le arrebataron en la plenitud de la vida. Pero la Providencia lo tenía dispuesto de otro modo.

El 9 de Marzo eligió la Convención presidente del Estado al general Santander, y vicepresidente al doctor José Ignacio Márquez, quien por ausencia del primero tomó luego posesión del puesto. Márquez había ostentado, siendo ministro de Hacienda de Mosquera, tantos talentos y laboriosidad, cuanto entonces y después moderación é imparcialidad, con lo cual su advenimiento al poder, aunque fuese por pocos días, dio grandes esperanzas para la conciliación y el progreso. Desde luego pensó en llamar al Doctor Cuervo á la gobernación, y no bien se trascendió este designio, se publicaron en el *Constitucional* estas líneas :

Sabemos privadamente que el Ejecutivo trata de nombrar para este destino (gobernador de Bogotá) al Doctor Rufino Cuervo. Si fuertes motivos y consideraciones obligaron á este ilustrado patriota á renunciar el gobierno de la provincia, no son de menor peso los que ahora deben estimularle á aceptarlo. Va á plantarse una constitución, á organizarse el Estado, á establecerse un nuevo orden de cosas. De las medidas enérgicas y saludables que se tomen al principio en favor de los pueblos, depende la consolidación de sus instituciones; y para esta grande obra necesita el Gobierno supremo la cooperación de todos, y en particular de aquellos ciudadanos que acompañen á su patriotismo, probidad y saber, actividad y firmeza. Estas cualidades distinguen al Doctor Cuervo, y son una prueba de sus talentos y aptitudes las mejoras que ha recibido la provincia de las órdenes y decretos

que dictó como Prefecto y Gobernador, cuyos buenos resultados aun están sintiendo los habitantes de la ciudad y demás pueblos que formaban el departamento de Cundinamarca. Fácil sería hacer aquí una reseña de sus providencias, pero nos referimos á los números anteriores de este periódico en que están consignadas algunas de ellas. *El Constitucional* hará, pues, en todo tiempo el debido elogio de la administración del señor Cuervo ; y los actuales editores (así se llamaban entonces los redactores) le conjuran para que acepte un destino á que lo llaman las necesidades de los hijos de Bogotá y el honor de la capital del Estado.

Llenóse el voto : en 2 de Abril recibió el nombramiento, en que se asentaba el hecho de « ser señalado para este destino por la opinión de muchos respetables hijos de esta provincia ». Aunque se excusó de aceptar, insistiendo el Gobierno, se vio precisado á ceder, y desde ese momento volvió á emplear en servicio público una actividad verdaderamente increíble.

La administración de Márquez era provisional, y los ojos de todos se volvían á Santander, que estaba ya de camino en los Estados Unidos. El 12 de Marzo se le enviaron las comunicaciones de la Convención y del Vicepresidente, y el 14 partió en comisión á encontrarle el entonces comandante Joaquín Acosta. Los liberales todos recordaban los enérgicos esfuerzos que empleó para plantear la constitución de Cúcuta y su celo por la observancia de las leyes ; lisonjaban sus esperanzas ponderando cuánto habría

adelantado en Europa y los Estados Unidos, y aun tenían por cierto que con la adversidad se habría madurado su juicio y hasta amansado su carácter, tildado por algunos de duro é irritable. Era, en su concepto, el hombre capaz de organizar la nueva república y de hacer olvidar las discordias pasadas á la sombra de un gobierno fuerte, pero justo y moderador de los partidos. Celebróse con júbilo en la capital la noticia de haber llegado á Santa Marta el 16 de Julio, y se le recibió con patriótica efusión el 4 de Octubre; que tanto así se demoró á causa de haberse venido por Ocaña y Cúcuta, con el fin, según él dijo, de recorrer varias provincias tomando el pulso á la opinión y estudiando las necesidades más premiosas. Tres días después se encargó de la presidencia, y con toda franqueza manifestó la conducta que se proponía observar en el gobierno. En circular del 13 de Octubre decía el secretario Vélez al Gobernador de Bogotá:

Todos los granadinos deben disfrutar de las garantías que les aseguran la constitución y las leyes, á todos se debe dar una igual protección, y hasta los que siguieron un sendero opuesto á los intereses sociales en los infaustos tiempos del desorden, deben participar de los beneficios del sistema establecido. Mas el día en que ellos, ó cualquiera otro, olvidando sus obligaciones atenten contra el Estado ó pretendan turbar el reposo público, caerá sobre sus cabezas la espada inflexible de la ley, serán castigados con toda la severidad del caso.

Cree S. E. que perpetuándose los nombres que alguna vez han distinguido los partidos, se perpetuarán éstos, y se retardará la completa consolidación de la tranquilidad social, alejándose el día deseado de una sincera concordia entre todos los granadinos. Por lo mismo me manda encargar á V. S. influya hasta donde sea posible, para que á ningún individuo ú asociación se le califique ó distinga con dichos nombres.

Sin duda que este designio de borrar los partidos que dividían la nación era sincero y patriótico, pero no por eso menos ilusorio. Cuando se dice al vencido: no habrá partidos, él oye la sentencia que le anonada, y con razón no entiende otra cosa que : nadie resistirá, nadie se bullirá ni dirá palabra. Como era natural, los antiguos odios y rencores no se apagaron, ni el Gobierno pudo cumplir más que sus promesas rigurosas.

Instalado apenas el gobierno de la Nueva Granada, comenzó á susurrarse que se tramaba una conspiración para derribarlo : por Abril de 1832 fueron aprehendidos los que pasaban como principales motores y entregados al poder judicial, pero no se logró sacar nada en claro y fueron puestos en libertad ; de modo que lo único que se hizo fue aumentar la vigilancia. Algo después acaeció un lance que hubiera sido insignificante en otras circunstancias, pero que ahora puso al Gobierno en mucho cuidado. Celebrábase con corridas de toros y otros regocijos populares el estreno de la capilla de las Cruces, reducida á escom-

bros por el terremoto de 1827, y acabada de reedificar en este año, gracias casi en un todo á los esfuerzos del honrado vecino D. Lucas Madero ; una tarde de toros la tropa encargada de despejar la plaza atropelló á unos jóvenes que querían meterse á ella, de que se originó reyerta entre soldados y paisanos, la cual á pocas vueltas se convirtió en contienda entre gente de levita y zapatos y gente descalza. Ya comenzaban á amenazarse con las armas, cuando el general López, que acaso se hallaba de espectador y procuraba inútilmente despartirlos, tuvo la feliz ocurrencia de hacer soltar un toro á la plaza. El remedio fue tan eficaz que quedó luego despejada, y hubo tiempo de que acudiera el Gobernador con fuerza armada y pusiese fin á todo arresando á los principales alborotadores. No obstante lo casual del suceso, muchos vieron aquí asomos de un movimiento, y el Gobierno tomó las más eficaces medidas para frustrar cualquiera tentativa*.

Entretanto crecían los rumores, menudeaban los avisos y se señalaban al Gobierno los conspiradores, aunque de una manera vaga que no permitía cortar de raíz el mal procediendo contra ellos. El 22 de Julio de 1833 escribía el Presidente esta esquila :

Mi querido Gobernador : Como ni todo se debe creer, ni nada despreciar, aviso á usted que esta noche me han dicho que Sardá está aquí intrigando, y aun convidando

* *Memorias* del general José Hilario López, tomo I, p. 283.

para irse á Vélez, donde dicen que Serna hace su deber. Es imposible ya vivir con tanta chispa, sean ciertas ó falsas. Póngale usted un espía verdadero á cada uno de esos pícaros como París, Sardá, etc. para saber dónde van, quiénes los ven, á quiénes hablan. He dicho lo conveniente á Montoya. Ya estoy fastidiado de tantas camorras. Yo escribiré lo conveniente á Vélez mañana y á Tunja. — De usted apasionado amigo y servidor. F. DE P. SANTANDER.

José Sardá, español de nacimiento, había abrazado la causa de la independencia, ascendido á general y desempeñado cargos de consideración; borrado de la lista militar por Obando y condenado á destierro, había podido quedarse y trabajaba por que se le alzasen estas penas, que alegaba se le habían impuesto con injusticia; despechado por no salir con su pretensión, se dio á conspirar, como cabeza de los descontentos. Mariano París, coronel, era miembro de respetable familia bogotana y caballero de excelentes prendas personales, pero de carácter bullicioso y precipitado; tenía influjo en los lugares circunvecinos á la capital. José María Serna, de conexiones igualmente respetables, insinuante y generoso para gastar su dinero, había tomado para sí el encargo de preparar y acaudillar la revolución en las partes del Norte. Tales fueron los principales actores en esta descabellada conspiración, víctimas infelices, cada uno por diferente manera, de su despecho y temeridad. Los demás eran personas de poquísima importancia.

Las denuncias del 22 no carecían de fundamento, pues que el 23 al anochecer recibió el Presidente aviso cierto y con todas sus circunstancias, de que dentro de breves horas iba á estallar la revolución. Tomáronse sin dilación las medidas más oportunas para coger infraganti á los conspiradores, y se procedió á asegurar á varios oficiales que en el cuartel de artillería estaban de acuerdo con ellos. Mas dio la suerte que mientras se aprehendía á Pedro Arjona, su compañero Manuel Anguiano, hijo adoptivo de Sardá, saltó por una ventana del cuartel y alcanzó á avisar á los de fuera que todo estaba descubierto. Desconcertado Sardá, partió precipitadamente con unos cuantos de sus consortes en dirección á Tunja, donde contaba con hallar algún apoyo, ó en último caso tomar la vía de Venezuela ; pero le salieron vanas sus esperanzas, porque llegaron con tiempo órdenes al gobernador de Tunja, y el coronel Manuel María Franco les cortó la marcha y prendió á treinta y tantos, que llevados á Tunja, rindieron sus declaraciones, y el 30 de Julio fueron enviados para la capital. Aunque Sardá pudo escapar, cayó á los dos días no lejos de Sogamoso en manos de los que le seguían el alcance, y el 8 de Agosto entró también preso á Bogotá. Quedó así sofocado el movimiento sin otra pérdida para el Gobierno que la harto sensible del coronel José Manuel Montoya, que conducía de solo á solo al oficial Pedro Arjona, arriba mentado, del cuartel de Artillería, situado en la plazuela de San Francisco, al Principal en la plaza

de Bolívar; obedeciendo á su natural generoso, no pensó en desarmarle, y el preso, para fugarse, le dejó muerto de un pistoletazo.

En las declaraciones que se tomaron al otro día de la conspiración sonaba ya Mariano París como que estaba con una guerrilla; el 28* hubo denuncia for-

* El general Posada en sus *Memorias* (tomo 2º. pp. 38 y 124) refiere este hecho con alguna confusión é inexactitud: por ejemplo, él da por supuesto que las providencias para la aprehensión de París se tomaron en la madrugada del 24, antes de partir él mismo para Cipaquirá, y que inmediatamente se llevaron á efecto; cuando es constante que nada de esto se hizo hasta el 28. En el *Constitucional* de 4 y 18 de Agosto se hallan la orden dada á Calle y las comunicaciones que se cruzaron durante la comisión; son como siguen:

Bogotá, julio 28 de 1833. — El capitán José Manuel Calle y el teniente Francisco Torres siguen á Chipaque y demás pueblos del cantón de Cáqueza á buscar y á prender á Mariano París. Las autoridades todas les prestarán cuantos auxilios necesiten y harán comparecer dentro de veinticuatro horas á Gabriel y Gregorio Sabogal y á Faustino Cubillos á que den una declaración ante el juez letrado de Hacienda. — El Gobernador, *Rufino Cuervo*.

Estado de la Nueva Granada. Partida en Comisión. Chipaque, Julio 29 de 1833.

Sr. Gobernador: Ahora que son las siete de la mañana acabo de llegar de Une, en donde á las cinco de la mañana de hoy hice preso al señor Mariano París; y como lo conduzco muy mal montada la partida y temo pasar la noche en el camino con este preso, V. S. me mandará cuatro caballos buenos con los que me bastan para llegar á ésa con el preso hoy mismo, y de lo contrario, mandarme la orden de marchar á pie, pues de este modo habrá más seguridad.

Dios guarde á V. S. — El Capitán *J. M. Calle*.

Colombia. Estado de la Nueva Granada. Gobierno de la Provincia. Bogotá, 29 de Julio de 1833. 23º.

Al Sr. Capitán Manuel Calle. — Remito á V. los cuatro caballos que

mal de que andaba por los pueblos de Chipaque y Cáqueza seduciendo á las gentes contra el Gobierno. Particularmente indicó Santander al Doctor Cuervo que podía ir mandando la partida encargada de aprehenderlo un capitán retirado por nombre Castellanos; pero no hallándose éste en estado de marcha, el Gobernador designó al capitán José Manuel Calle, antioqueño, que con motivo de un juicio militar acababa de llegar de Popayán, donde estaba el batallón á que pertenecía. Esa misma tarde se puso en marcha, y á las cinco de la mañana del 29 tocó en Une á la puerta de la casita donde supo que estaba París, quien, requerido que se diese preso, lo hizo, y montando en su propio caballo por resistirse á ir en otro, siguió con la partida hasta Chipaque. Por sus palabras y ademanes sospecharon que intentaba echar mano á alguna arma y fugarse, y para evitarlo le hizo el jefe mudar de caballo, y después de pedir auxilio á Bogotá, auxilio que en efecto envió el Gobernador, siguió hasta el sitio llamado la Fiscala. Aquí entró Calle á la venta á poner otro oficio al Gobernador, y los soldados á beber; París quedó fuera guardado por el cabo Tomás Muñoz, y aprovechando esta coyuntura, dijo *adiós*,

me pide en su comunicación de hoy, para que inmediatamente regrese á esta Capital con la partida que está á sus órdenes, sea á pie ó á caballo, supuesto que ya está llenada su comisión. Igual orden de regreso dará al teniente Joaquín Delgado, que con treinta hombres ha seguido hoy á ponerse á las órdenes de V.

Dios guarde á V. — *Rufino Cuervo*.

señores, picó el caballo y echó á correr. Siguióle el cabo, y á alguna distancia le disparó un tiro que, dándole en la espalda, le hizo encorvar; en esto el sargento Eusebio Velázquez, que ya iba en su seguimiento á pie, le hizo otro tiro, con que cayó del caballo herido de muerte. Calle á las voces de *se les fue, se les fue*, dadas por un muchacho de la venta, monta á toda prisa y encuentra al preso con las ansias de la muerte; para que « no penara más », que tales fueron sus palabras, ordenó que le acabaran: le hicieron dos tiros más. Atravesando en seguida el cadáver sobre una caballería, continuaron su marcha á la capital, adonde llegaron con la tarde y entraron por las calles más públicas. Al saberlo, vuela el Gobernador y pregunta á los jefes de la partida cómo han dado muerte al señor París, y el teniente Torres le entregó este oficio:

COLOMBIA

Chipaqué, julio 29 de 1833.

Al Teniente Francisco Torres.

Marchará V. en el momento con el preso Mariano París, pues yo me quedo aguardando un caballo; en la inteligencia que si este señor se resiste á marchar ó trata de tomar alguna arma para escaparse, en el primer caso

use V. de todos los medios posibles para que marche, y en el segundo le hará fuego, que yo respondo al Gobierno. La precaución y vigilancia en todo es lo que encargo á V. hasta que yo me reúna.

Dios y Libertad.

El Capitán,

J^d. M. CALLE.

Viendo el Gobernador que Calle ofrecía aquí responder al Gobierno, corrió en busca del Presidente, y le preguntó qué había sobre eso. Su respuesta fue: « Déjeme el oficio, que yo haré mis averiguaciones ». Ni una palabra más volvió á decirle sobre el particular, hasta que en 1835, al partir el Doctor Cuervo para Europa, consiguió que le devolviese el oficio*.

El Gobernador puso los perpetradores de este hecho á disposición de la autoridad competente. Instruído el sumario, de que hemos tomado los pormenores de la muerte, el Auditor de Guerra, que lo era D. Antonio Plaza, el conocido historiador, no halló mérito para el adelantamiento de la causa, dictamen á que se conformó el Jefe Militar general

* Así lo escribió el Doctor Cuervo en el respaldo del documento original, de que lo copiamos.

José Hilario López, con lo cual cortaron la causa. La ingenuidad del jefe y los soldados al declarar contestes la fría inhumanidad con que acabaron al infortunado caballero, prueba que los pormenores del hecho son ciertos, pues si hubiera habido interés en encubrir la verdad, no se habría cargado la mano en atrocidad semejante.

La compasión y el horror que excitó la vista del cadáver, la circunstancia de haber recibido el Gobernador delante de todo el mundo el papel que queda copiado, y la absolució dictada por el tribunal militar dieron margen para que el espíritu de partido se imaginara un plan trazado de antemano para asesinar á París. Los jefes de la partida, dijeron los enemigos del Gobierno, llevaban la orden expresa, esa orden fue la que pidió y guardó el Gobernador para que no quedase testimonio, y la impunidad de Calle y sus cómplices es la comprobación más fehaciente del crimen.

Estas hablillas se acallaron por entonces, pero hicieron violento estallido el 27 de marzo de 1840 en aquella memorable sesión de la Cámara de Representantes en que el coronel Borrero, como señalando con el dedo á Santander, dijo: « Yo no di orden al comandante de una escolta que llevaba preso á un individuo, para que suponiendo que quería escaparse, lo asesinasen por la espalda, como sucedió aquí con el señor Mariano París. » El mismo cargo en términos más exagerados é injuriosos hizo después al Doctor Cuervo un libelo escrito con el desig-

nio de tizar la reputación de todo hombre respetable y honrado del país, y al cual nadie, excepto el general Mosquera, creyó decoroso contestar. Las circunstancias que acompañaron este suceso lamentable demuestran bien que fue casual é imprevisto por parte del Gobierno, y su trágico desenlace sólo es argumento de la barbarie á que llegan los soldados tras largos años de desorden, haciéndose sordos á la compasión, despreciadores de la vida ajena é incapaces de toda idea de responsabilidad. Cuando fue muerto París, ya estaban presos algunos otros conspiradores y daban luz sobre el plan y los comprometidos en él; de un momento á otro debía recibirse noticia de la aprehensión de los fugitivos; el Gobierno tenía á su disposición la terrible ley de 3 de Junio de 1833, con la cual podía condenar á muerte no solamente á los que por medio de *tumultos ó facciones* tomasen las armas para destruir las autoridades constituídas ó para cambiar la forma de gobierno, sino también á los que tuviesen comunicación con el enemigo, tumulto ó facción, y á los que aconsejasen, auxiliasen ó fomentasen la rebelión, traición ó conspiración. ¿A qué, pues, ordenar un asesinato con las circunstancias más agravantes? ¿A qué hacer un mártir de quien, según las ideas del tiempo, podía resultar un criminal? ¿A qué perder el efecto que se proponía conseguir el Gobierno haciendo un grande escarmiento, como lo hizo luégo sin disfraz ni consideración alguna? Para concebir tal asesinato como lo imaginaron los ene-

migos de Santander, será menester borrar todas las consideraciones antecedentes y los hechos en que se fundan, y luégo suponer que era París algo como un Duque de Enghien, representante glorioso de una gran causa, é incompatible su existencia con la de Santander y los miembros de su administración. Y nada de esto había: aquel ciudadano era uno de los varios que tramaban una revuelta, sin descollar único entre ellos, y no hubo por tanto ni razones políticas para deshacerse de él cuanto antes, como no las hubo personales, para sacrificarlo á un odio cruel. Y esto sin hablar de la falta absoluta de perspicacia y habilidad que sería necesario atribuir á los que ordenasen semejante maldad.

No bien se descubrió la conspiración, empezó á instruirse el sumario de los complicados; llovieron, como era natural, las delaciones, y se prolongó tanto la causa, que hasta el 26 de Septiembre no se sentenció en primera instancia por el Juez Letrado de Hacienda, á quien competía actuar conforme á la ley de 3 de Junio. Subió esta sentencia al Tribunal de Apelaciones, que la pronunció definitiva el 12 de Octubre, condenando á la pena capital cuarenta y seis de los acusados, aunque pidiendo conmutación para treinta y seis. El Presidente no la conmutó sino á veintiocho, y el 16 del mismo Octubre fueron los restantes (excepto Sardá, como luego veremos) pasados por las armas con todo el horrible y lúgubre aparato que de tiempo inmemorial se estilaba para las ejecuciones de los malhechores. Hoy nos estre-

mecemos al pensar que por causas políticas se quite á uno la vida, cuanto más á diez y siete, y todos los partidos están conformes en que la ley no castigue con pena de muerte á los revolucionarios. Ni puede ser de otro modo : ¿ cuál es el partido que no ha dictado leyes después de haber conspirado con razón ó sin ella ? ¿ cuál está seguro de no volver á conspirar ? Mas no era lo mismo en los primeros años de la República. Las revueltas pasadas, las conmociones sin fin de la América española inspiraban á nuestros padres el temor de ver comenzar una nueva era de desórdenes ; y cuando procuraban arraigar un gobierno firme, era para ellos el revolucionario como monstruo que destruía sus esperanzas y la paz y bienestar de sus descendientes. Agravábase en el caso presente la causa de los conspiradores con el hecho de no tener bandera alguna, pues era cosa de risa el tomar como tomaban el nombre de la religión. Sería un grave error pensar que este rigor legal era capa con que se rebozaba una represalia de los perseguidos el año de 1828 ó de 1830. En el proceso tuvieron los defensores toda la libertad apetecible, y uno de ellos, el doctor Eladio Urisarri, que lo fue de Sardá, hizo violentos ataques al Gobierno, sin más consecuencia que una reconvención del tribunal. D. Ezequiel Rojas y D. Vicente Azuero, á quienes como conjueces tocó fallar, fueron los que pidieron la conmutación para treinta y seis, mientras que hombres que no padecieron lo que aquéllos y á quienes estamos

todos de nos a mirar como moderados en los partidos por amor a ignoraban por la necesidad de un caso ejemplar. Para que no se nos crea sobre nuestra política vamos a hacer resumidos los mas autorizados de la opinion corriente : el 11 de Julio de 1833 escribia a Tiaja el general José Hilario Lopez al Doctor Guerra : « Encuentra usted que en el término de la ley se fustiga a todos los que deben sufrir la pena que ella impone, y que se haga el aniversario de los treinta y nueve con otros tantos que he remitido. Es preciso cerrar los ojos a toda consideracion, si queremos quietud en lo sucesivo* ». El teniente coronel Joaquin Acosta, contestando como Presidente de la Camara de Provincia la memoria del Gobernador de Bogota, le decia en 17 de Septiembre : « Los hechos escandalosos que en estos últimos dias han sido presentados por una facción obscura y desaforada que intentó conculcar las leyes, segar en su flor la familia granadina y trastornarlo todo, han llenado á los que componen la Cámara de asombro por lo que tienen de temerarios, de sentimiento por lo que tienen de ingratitude, y de indignación por lo que tienen de horrendos ; pero les queda la satisfacción de que á los ojos del mundo sensato esto no puede afectar de ninguna manera el honor de la provincia, mucho más cuando se vea que las leyes ofendidas reciben una satisfac-

* Igualmente riguroso se muestra en la comunicación oficial publicada en la Gaceta de 4 de Agosto de 1833.

ción digna en el mismo lugar que se intentara convertir en teatro de estupendos crímenes ».

Si éstas eran las ideas de la parte más sana, ¿qué mucho que el *Cachaco de Bogotá*, que representaba la fracción intolerante, lamentara que se hubiera conmutado la pena de muerte á veintiséis de los condenados ? Antes, pues, es de extrañar que no fuese el Gobierno todavía más duro ; por eso consuela oír voces de moderación como las que el Secretario del Interior D. Lino de Pombo dirigió al Gobernador el 10 de Octubre con ocasión de las revelaciones que prometía hacer el preso Juan Arjona : « En las circunstancias lamentables del día, en que un crecido número de individuos se hallan acusados del crimen de conspiración y sentenciados en primera instancia la mayor parte de ellos á muerte ó á presidio, nada es más contrario á las ideas del Ejecutivo que suscitar nuevas persecuciones y descubrir nuevos delincuentes, cuando lo que desea con más ansia es ver disipados para en adelante todos los motivos ó pretextos de desconfianza individual, sosegados los ánimos, enjugadas las lágrimas de las familias, y echado un denso velo sobre el origen y efectos de las presentes calamidades ».

El rigor de estas ejecuciones calmó la indignación primera, y movió, como lo hace siempre la sangre derramada, á compasión para con los muertos ; de modo que á los pocos meses produjo efecto desagradabilísimo la ejecución del joven Anguiano, el oficial aquel de artillería que dio el aviso á Sardá, y

que habiendo huído con él y logrado escaparse cuando cayó éste en Quebrada Honda, fue después aprehendido en Pore. El tribunal, pidiendo la conmutación, decía el 11 de Diciembre de 1833 : « Después que para el castigo de este mismo delito y para el escarmiento de los que aun pueden permanecer ilusos, se ha presentado el triste espectáculo de diez y siete víctimas que con su sangre han satisfecho la vindicta pública y han acreditado que la ley no se viola impunemente, un nuevo sacrificio de sangre podrá presentar á los ojos de este mismo pueblo y aun á los de otras naciones civilizadas la presente administración como bárbara y enemiga de la especie humana. » No desaprovecharon este apunte los enemigos del Gobierno, y ora reproduciendo, ora comentando ó adulterando una tierna carta escrita desde la capilla por Anguiano á su madre, excitaban por todas partes el odio. Aunque es preciso confesar que si Santander se guió para conmutar ó no la pena de muerte á los primeros sentenciados por las circunstancias del proceso que atenuaban ó agravaban su culpabilidad, difícilmente pudiera usar de clemencia con Anguiano, que á todo agregaba el ser militar en servicio, lo que para un general veterano constituye además una falta imperdonable en que ve comprometida la disciplina y moralidad del ejército.

Nuevo alimento para esta guerra dieron las circunstancias que acompañaron la muerte de Sardá. Éste se había fugado de la cárcel el 11 de Octubre, en vísperas de notificársele la sentencia de muerte

que debía ejecutarse al mismo tiempo que en sus compañeros. La evasión se verificó entre las dos requisas de seis y ocho de la noche, favorecida por uno de aquellos aguaceros espantosos que tan comunes son en Bogotá durante este mes, y cooperando, á lo que se sospechó, un empleado de la cárcel. Quedaron en el calabozo puestos algunos clavos y abierta una tronera como á seis varas de altura en el espacio de una ventana tapiada, y atadas y colgando por defuera unas mantas. El preso había limado los pesados grillos que con su nombre se hicieron famosos ; pero no pudiendo todavía andar, le llevó en hombros hasta ponerle en salvo el canónigo D. Antonio Herrán, único que había tenido entrada al calabozo. Tan bien supieron esconderle, que no fue posible dar con él. El Gobierno no se sentía seguro ; á cada paso temía una conspiración y nadie tenía sosiego ; el Presidente salía con una escolta, temeroso de alguna asechanza, y no revolvía otro pensamiento que el de asegurar al cabecilla. Al cabo de un año se brindó sin pensarlo una ocasión. El alférez Ricardo Serna, adicto á Sardá, se descubrió á los oficiales Pedro Ortiz é Ignacio Torrente, convidándolos á tomar parte en una conspiración ; ellos fingieron aceptar, y en seguida lo pusieron todo en conocimiento del Presidente, quien, según él mismo lo dice, impuso al Consejo de Gobierno y con su voto, resolvió que todas las medidas se contrajesen, no á descubrir los revolucionarios sino á apoderarse del jefe Sardá, para privar á los revoltosos del único

caudillo que tenían, ejecutando la sentencia de muerte dada un año antes contra él. Los oficiales, industriados por el Presidente, lograron el 22 de Octubre que el joven Cleto Margallo los llevase á la casa en que se encontraba Sardá, cerca de la iglesia de la Candelaria, y uno de ellos le dio muerte entre las demostraciones de amistad. Habíalos seguido una escolta disfrazada, que entró á la casa á tiempo que el infeliz caía expirante. En éste, como en casos parecidos, es difícil saber lo que se debe á las órdenes del superior y lo que de su parte acarrear las circunstancias ó el dañino celo de los subalternos. Ello es que el Presidente asumió completamente la responsabilidad de lo hecho, alegando la inaceptable razón de que en esta muerte no hubo sino la ejecución de una sentencia ejecutoriada.

Entre los incidentes relacionados con la conspiración y producidos por la saña mezquina é implacable de los partidos, no dejaremos sin mencionar la expulsión de doña Manuela Sáenz, aquella mujer que Bolívar llevó á Bogotá después de la campaña del Perú, y harto conocida por el escandaloso alarde que hacía de esas altas relaciones á los ojos de una sociedad en parte amedrentada y en parte demasiado agradecida. Tuvo decisiva influencia en la suerte de la República cuando la noche del 25 de Septiembre, atajando en la puerta de la alcoba á los conspiradores, dio tiempo para que el Libertador se escapase por una ventana; y constantemente ocupó la atención pública con sus locuras. Se presentaba

con frecuencia á caballo vestida de oficial y seguida de dos esclavas negras con uniforme de húsares, que se llamaban Natán y Jonatás. En este traje, ella espada en mano y las negras con lanza, salieron en 1830 la víspera de Corpus, y rompiendo en la plaza mayor por la muchedumbre y atropellando las guardias, fueron á desbaratar los castillos de pólvora en que se decía haber figuras caricaturescas del Libertador. Días después en la entrada solemne del presidente electo Mosquera se desató públicamente en improperios contra el Gobierno y la población, acusándola de ingrata para con su libertador. Cuando éste dejó á Bogotá, fue su casa el centro de los bolivianos exaltados, y durante la dictadura de Urdaneta tuvo gran mano en la cosa pública. Restablecido el gobierno legítimo en 1831, se le intimó el destierro de orden del vicepresidente Caicedo; lo cual no pasó de una pura amenaza. Sindicada luego de acoger á los desafectos y auxiliar á los conspiradores, se le exigió privadamente en varias ocasiones que saliese del país. En estas circunstancias dejó el Doctor Cuervo temporalmente la gobernación, y la primer medida de su sustituto fue notificarle el extrañamiento, dándole plazo de algunos días para que arreglase sus asuntos; pensando ella sin duda que no se atreverían á sacarla por fuerza, se finge enferma; el día fijado á las tres de la tarde el alcalde ordinario acompañado de un alguacil se presenta en la casa, y dejando en la puerta de la calle diez soldados y ocho presidarios, penetra

Hasta la alcaña a despetto de las voces y amenazas de las negras, y le requiere que se vista y se ponga en camino. Ella incorporándose, toma sus pistolas y jura que matara al primero que se le acerque; el alcalde se retira en busca de nuevas instrucciones, y reiterada la orden, vuelve, quitanle las armas, métenla, arropándola decentemente, en una silla de manos, y no siendo ya hora de emprender viaje, los presidiarios la llevan al *Divorcio* ó sea la cárcel de mujeres, y encierran á las negras en sendos calabozos. Al día siguiente 14 de Enero de 1834, también en silla de manos y acompañada por el alcalde, llega á Funza, donde estaban los caballos preparados por el Gobierno para la marcha, y recobrando su buen humor, sigue contenta su viaje para el Ecuador por la vía de Cartagena.

Con todas estas medidas represivas apenas logró el Gobierno atar las manos de los descontentos, pues la facilidad con que se eludían las leyes de imprenta y que contrastaba singularmente con el rigor de las de orden público, les ofrecía un fácil desahogo, que por cierto no desaprovecharon, particularmente en Bogotá y Cartagena. El *Cachaco de Bogotá*, redactado ostensiblemente en un principio por D. Florentino González y D. Lorenzo M. Lleras, y luego sólo por el primero, tuvo grandísima influencia en levantar y agriar la oposición, pues era público que en esta hoja escribía el presidente Santander. Sin faltarle algún móvil patriótico, parece no obedecer á otro plan que al de la invectiva violenta, aunque hecha

á menudo con desenfado y aun con gracia. En vano se buscará ahí un principio dominante ó consecuencia en las ideas ; así, por ejemplo, sin salirnos de las materias religiosas, no hallaba el *Cachaco* en los eclesiásticos otro título de alabanza ó vituperio que su mayor ó menor adhesión al gobierno actual. Se burla de las logias como de reuniones de necios, y reputándolas peligrosas si caen en manos de los enemigos del Gobierno, pide que se an destruidas, fundando su argumentación en las censuras fulminadas por la Iglesia ; y al mismo tiempo propone al Congreso la extinción de los conventos y la apropiación de las manos muertas al fisco. Atestado siempre de descomedidos ataques á las personas, dio origen á animosidades, amenazas, pasquines y constante zozobra.

Puesto así el tono, brotaron muchos periódicos, ya serios ya jocosos, como los *Díceres* en Bogotá, y en Cartagena el *Piringo*, que tomó este nombre con que entonces se designaba familiarmente á las habitantes de esa población, como para encararse mejor al *Cachaco*, título que representaba la juventud bulliciosa de la capital*. Por dicha no todo fue insultos y

* « Antes de la famosa y deplorable rebelión de 1830, tan grata á la memoria de los enemigos descubiertos y solapados del sistema liberal republicano, llamábase *cachaco* al que se vestía con desaliño, ó que era de poca consideración, especialmente si era joven. Pero como en las revueltas de 1830 los jóvenes, y con particularidad los *estudiantes*, tomaron una parte activa en defensa de las leyes ultrajadas y de la oprimida libertad, los serviles y monarquistas los denominaron *cachacos*, por vía de desdén

chocarrerías. pues que hubo patriotas que inculcaban la templanza y decencia en los debates ; hizo lo siempre dando el ejemplo con el consejo el *Constitucional*, órgano de la Gobernación de Bogotá.

Pintan al vivo la agitación de la prensa en esos tiempos las siguientes palabras con que el *Nacional* lamentaba la desaparición del periódico que armó esta gresca :

El *Cachaco* ha escrito patrióticamente mil veces, habrá sido injusto, exaltado, personal quizá otras mil, pero no por un desliz se ha de privar el pueblo de un

y menosprecio. *Cachacos* fueron los que, en la rebelión del batallón *granaderos*, sostuvieron el orden y las autoridades, asociados á la milicia nacional ; *cachacos* fueron muchos de los que concurrieron con tesón á la plaza pública á hacer el servicio en el Agosto escandaloso del año de 1830 ; *cachacos* fueron muchos de los que formaron las guerrillas patriotas, que tanto molestaron al usurpador Urdaneta ; y muchos *cachacos* se hallaban entre las tropas que coadyuvaron á restablecer la constitución y el reinado de la ley. Los serviles, para denominar un liberal, lo apellidan *cachaco* ; á los militares jóvenes y liberales los llaman *cachacos* ; á la republicana cámara de representantes de 1833, la titulaban *cámara de cachacos* ; y á todo lo que huele á republicanismo, contrapuesto al gobierno boliviano ó urdanetista, lo bautizan con el nombre de *cachaco*. He aquí, pues, que habiendo llegado la voz indígena *cachaco* á ser sinónima de *liberal*, nosotros la hemos adoptado de muy buena gana para nuestro papel, y nos hemos honrado, nos honramos y nos honraremos siempre (no embargante el exquisito gusto del *Pensador granadino*) de pertenecer á los *cachacos* ». (*El Cachaco de Bogotá*. 1.º de Agosto de 1833.) Con este vocablo, que nosotros mismos alcanzamos todavía á oír en su antiguo sentido, se denota hoy un joven elegante. Las palabras, á par de las instituciones, las costumbres, las opiniones, cambian al influjo de la revolución.

Argos, y el Gobierno de un sostenedor. El *Cachaco* retirado parece que deja en problema su crédito y en tesis el triunfo de los enemigos de la patria. Muchos escritores han salido á luz en la Nueva Granada sólo por contradecir al *Cachaco*; ésta es una guerra en que el pueblo y las libertades públicas siempre ganan : se han dejado conocer nuevos talentos, picantes, denodados, graciosos, y también miserables rapsodistas : todo contribuye al bien. Se deprimía al *Cachaco* porque escribía á favor del jefe de la administración, y ¿ esto qué importa ? ¿ No escribían otros en su contra ? El equilibrio queda establecido. ¿ Que el mismo Presidente escribía en él ? Tanto mejor ; no es el gobernante de peor condición que el gobernado. Lejos de vedar esta arma al jefe del Estado, nosotros aplaudimos que use de ella. Gloria sea dada á la nación granadina si tiene un presidente que no se hace sordo al clamor de la imprenta, que no desprecia las plumas que le censuran, que se apresura á satisfacer las dudas que se suscitan, y que se empeña en sostener sus providencias no con venganzas, ni proscripciones, ni con un « yo lo mando, yo lo quiero », sino con razones que las justifican. Vuelva el *Cachaco* á la arena, ilustre S. E. su administración, la oposición no desmaye, y el pueblo sabrá por qué obedece, el crítico por qué calla ; el magistrado quedará refrenado, el maligno confundido, y la nación incontrastable ».

Entre todos el adversario más terrible del Gobierno y de Santander mismo fue, á no dejar duda, el doctor Eladio Urisarri, que para combatirlo empleó todos

los tonos y una actividad casi febril. No sólo escribía en los periódicos de la capital, sino que enviaba constantemente artículos á los de provincia para mantenerlos unísonos ; sin que fuesen parte á imponerle silencio las repetidas acusaciones intentadas ante el jurado por el ministerio público. *El imperio de los principios*, en que tuvo por colaboradores á D. Joaquín José Gori y D. Alejandro Osorio, fue la más importante de estas publicaciones ; las *Cartas al general Santander*, algo posteriores, la más apasionada. Como el Doctor Urisarri era liberal por principios, Santander se despicó en sus *Apuntamientos* achacando su oposición á resentimiento personal, ó mejor dicho, literario.

Lo cierto es que estas reyertas periodísticas, la severidad empleada contra los conspiradores y la facilidad que prestaba la ley para perseguir como tal por los más fútiles pretextos á cualquiera desafecto, mantuvieron vivos los antiguos odios y estorbaron la calma y la reconciliación. Aun más : desde su número 2º. (26 de Mayo de 1833) condenó el *Cachaco* al desprecio la moderación en política, protestando sus redactores tener la dicha de no contarla entre sus cualidades ; y al número siguiente ya hicieron de ella un cargo al Doctor Cuervo, con ser, como Gobernador, incansable promovedor de la seguridad y bienestar públicos. Así se conservó también viva la división entre liberales moderados é intransigentes, que apareció en la aurora de la Nueva Granada. Por más que el Presidente se ladeara á los últimos, no

dejaron los otros de ejercer sobre él benéfica influencia, á la cual se debió que hiciese cesar el mencionado periódico*. Hallábanse pues los partidos al declinar la administración del general Santander en el mismo pie, si no peor, que bajo el duro gobierno de Obando.

* El último número del *Cachaco* se publicó el 20 de Abril de 1834. Los redactores del *Argos* contestando en 1838 á la *Bandera nacional*, que en nada degeneraba del *Cachaco* por su espíritu y estilo, decían : « Preguntaremos al articulista : ¿Cuál de los del círculo argivo, esto es, de los redactores del *Argos*, ha adulado alguna vez al *general de división* ? ¿Servir al país en un destino nacional en el tiempo en que él gobernaba la República, ha sido adularlo ? ¿Ignora usted quiénes fueron en aquella época las personas que interpusieron su voz con el general Santander para que cesase la publicación del *Cachaco*, lográndolo al fin ? ¿Ignora ciertas anécdotas del consejo de gobierno, demasiado sabidas aquí y en las provincias ? » (*Argos*, núm. 25.)

CAPÍTULO VII

GOBERNACIÓN DE BOGOTÁ

(Parte administrativa)

Providencias del Gobernador sobre policía. — Sobre rentas. — Sobre salinas. — Sobre escuelas. — La Universidad. — Fundación del Colegio de la Merced. — *Catecismo de urbanidad*. — Aseo y ornato. — Cementerio. — Hospital. — Hospicio. — Otras providencias benéficas. — Agricultura. — *El Cultivador cundinamarqués*. — Proyecto de banco. — Espíritu de todas estas medidas. — Deja el Doctor Cuervo la Gobernación.

Pasemos á reseñar lo que se hizo en orden á la mejora moral y material de la provincia. Ya que el rigor y los sucesos tristes acarreados por el deseo patriótico de ahogar el espíritu de insubordinación puedan merecer censuras y acriminaciones de partido, los incansables esfuerzos que en esos mismos días consagraron nuestros padres á fundar la administración pública, á levantar la condición de los pueblos y brindarles algún bienestar, serán siempre dignos de la gratitud y loa de la posteridad.

Las revueltas pasadas habían dejado entre la población de Bogotá una especie de sedimento de gente perdida, que, sin medio de subsistir, vivía en

el desorden y del crimen, manchando el buen nombre de los bogotanos ; para cortar este mal organizó el Prefecto un sistema de policía muy activa en que él mismo tomaba parte, acompañando las rondas que todas las noches debían hacer los alcaldes con la fuerza pública, no sólo para seguridad de la población, sino para la represión de los juegos prohibidos, de la embriaguez y demás actos ofensivos á la moral. Fueron tan eficaces estas medidas en el territorio de su mando, que en el primer mensaje á la Cámara de provincia le fue lícito decir : « Los delitos se han disminuído hasta el punto de que en un año no han pasado de seis los homicidios cometidos. Son raros los hurtos ; y los ciudadanos y los correos transitan con sus caudales, sin que hasta ahora ninguno haya sido asaltado en los caminos, á pesar de la miseria pública y de la desmoralización que han debido producir las pasadas disensiones. » Al mismo tiempo que con esta energía se encarrilaban los pueblos en los hábitos de orden y quietud, á nadie agraviaba el gobierno de la provincia por sus opiniones políticas y procuraba la fusión de los partidos bajo el amparo de una bien entendida tolerancia.

En la Relación de Mando que al separarse de la gobernación dejó á su sucesor, que lo fue el general José María Mantilla, pintaba el estado de las rentas públicas al hacerse cargo de la Prefectura en 1831 con estos términos :

Indiqué al principio de esta exposición que al salir la Nueva Granada de la dominación dictatorial y de la usurpación militar que la siguió, carecía de un sistema fijo y combinado de contribuciones y de administración, y así era la verdad. No se cobraban con exactitud los impuestos, ó los encargados de su recaudación cometían fraudes ó malversaciones de todo género : cada prefecto, cada gobernador y aun los jefes políticos disponían libremente de los fondos públicos ; los comandantes militares y aun los jefes de escolta ó partida en marcha giraban libramientos contra las administraciones subalternas de rentas y contra los asentistas de ellas. De aquí provenía que no podía llevarse una exacta cuenta y razón, ni hacerse efectiva la responsabilidad de los empleados de hacienda ; sufriendo entretanto el pueblo onerosas y vejatorias exacciones, insultos y concusiones, sin que á pesar de todo se consiguiera cubrir las asignaciones de los servidores públicos, ni hacer frente á comprometimientos los más sagrados. El crédito estaba perdido y exhaustas las cajas : no había confianza y todos sacaban sus intereses de la circulación para ponerlos á salvo ; en suma, todo presentaba la imagen horrible del caos que había producido una inmoral y escandalosa revolución.

Tan sabido era esto, que una de las primeras medidas que tomó como Prefecto fue pedir á todos los jefes políticos noticias sobre las rentas municipales para cortar el desorden, decía, y el abuso que en este punto se notaban. Estableció luégo la Convención la tesorería general por indicación del doctor

José Ignacio Márquez ; expidióse en Abril de 1832 el decreto orgánico de la hacienda nacional, y quedó abierto el camino para manejarla con regularidad y economía. La provincia de Bogotá fue la primera en que se planteó la nueva organización, sin necesidad de visitadores ó comisionados especiales como en otras, y fueron tan satisfactorios sus resultados que en la citada Relación de Mando escribía el Doctor Cuervo :

Las rentas públicas sufragan superabundantemente á los consumos de la Nación en esta provincia ; no se invierte ni un centavo sino en los objetos determinados por la ley, y los sobrantes que resultan al *fin del mes*, que en ocasiones *han pasado de diez y siete mil pesos*, se remiten á la tesorería general. Las contribuciones se recaudan con interés y actividad, y si es cierto que se emplea algunas veces alguna severidad con los deudores públicos, también lo es que nunca se cometen extorsiones ni vejaciones, y que todo lo recaudado se destina al mejor servicio del público, acumulándose lo que sobra, bien para hacer frente á nuestros comprometimientos con el acreedor extranjero y el doméstico, ó bien para aligerar más adelante los impuestos nacionales. Interés en la cobranza de las rentas públicas, economía en los gastos, exactitud en la cuenta y razón, he aquí los principios que han guiado mi conducta como director de la hacienda en la provincia.

.

Hasta el 31 del próximo pasado (Enero de 1835), están

leyes le asignaban, además de las puramente relativas al gobierno de la provincia, indicó la necesidad de que esta renta se anexase á otra, por ejemplo á la de tabacos, con la cual tenía alguna analogía, ó que se nombrase un empleado á cuyo cargo corriesen exclusivamente los negocios de hacienda, dado que el personal de la gobernación, sobre ser reducido y estar abrumado de trabajo, no tenía remuneración suficiente. Conocidos los principios de orden y la severidad del Gobernador, fácilmente se alcanza que al proponer el alivio de estas oficinas, no era su intento crear una nueva para atestarla de empleados ociosos, sino mejorar el servicio con la conveniente y proporcionada distribución de sus funciones, como ya antes lo había pedido, apoyándose en las más acertadas consideraciones, con respecto á la renta de diezmos. Por falta de práctica en los organizadores de entonces, las oficinas presentaban un aspecto enteramente singular, pues mientras en unas se entorpecía el trabajo por la abundancia de empleados, en otras por la escasez apenas se podía resistir el peso de los negocios; y aun acaecía que las oficinas de más complicadas incumbencias eran las que contaban con un personal más escaso.

La reforma de la oficina de salinas era tanto más urgente cuanto iba á verificarse en ella un cambio fundamental. Para conocimiento de este ramo no parecerán fuera de su lugar algunas indicaciones sobre su historia y estado coetáneo.

Los que no están al cabo de lo que son las salinas

del interior de la República, no tienen sino considerar la sorprendente é inagotable formación de sal gema de Cipaquirá, con sus ramificaciones de Nemocón, Tota y Sesquillá, y las que aparecen en otros puntos de la meseta de Bogotá y en la cordillera oriental de los Andes colombianos. Hemos visitado las minas de Wieliczka, cerca de Cracovia, que pasan por ser de las mas ricas de Europa, y vimos los calculos de los millones de kilogramos que contienen: pero son nada en presencia de las que cercan a Bogotá, cuyos bancos apenas rasguñados, son adecuada muestra de las proporciones sorprendentes que alcanza la formación salina.

Desde antes de la conquista los aborígenes conocían estas salinas, en especial la de Cipaquirá, y no sólo extraían la sal gema, sino que aprovechaban las vertientes condensando el agua salada por medio del fuego en ollas chicas de barro, y formando así panes, que, vistas las condiciones meteorológicas y topográficas del país, eran lo más acertado que pudo idearse; en efecto, su dureza facilita la conducción é impide que absorba la humedad, ventaja que no tiene la gema, ni la cristalizada por cualquier otro procedimiento. Durante la Colonia se siguió el sistema de los indios y se abrieron las minas de Cipaquirá más ó menos científicamente, para ensanchar la producción de sal gema á fin de atender á las necesidades de la ganadería y de algunos pueblos de Tunja que se aficionaron á ella á causa del bajo precio á que se vendía. Al venir la República, aunque

en ella todo fue ensayos y vacilaciones; se continuó con el mismo sistema de administración que venía del gobierno colonial; pero llegaron á tanto las dilapidaciones y la ineptitud de algunos administradores, que, según oímos referir á un antiguo empleado de salinas, hubo día que en vez de producir rendimiento, tuvo la tesorería general de Bogotá que enviar dinero para pagar los servicios de la fabricación. En tales circunstancias se formó una compañía que tomó en arrendamiento las salinas, dando anualmente una crecida suma. Con esto parecía haberse obtenido una ventaja inmensa, pues lo que iba á recibir el Gobierno se miró como bajado del cielo; mas luego se echó de ver que el contrato ofrecía gravísimos inconvenientes, porque, no contentándose los asentistas con una utilidad razonable, comenzaban á formar enormes acopios de sal, de modo que al terminarse el arrendamiento, ó habría de comprárselos el Gobierno, ó de renunciar á vender una sola arroba mientras durase la que aquéllos tenían almacenada. Concebido este temor, pedía la opinión pública que se buscara medio de hacer una transacción para impedir cuanto antes el mal, la que fue llevada á cabo por el Doctor Cuervo, después de escrupulosos estudios y de largas conferencias con los asentistas. Como la ocasión era propicia para dar á esta renta la estabilidad é importancia de que era susceptible, se volvió otra vez al régimen de administración, pero aliando prudentemente el interés individual con el de la nación. Al

el año pasado, el Doctor Guerra con los mismos antecedentes al contrato de Abril de 1834 que fue aprobado por el Congreso: y según el cual se les pagaba una pequeña cantidad por cada libra de sal producida y gana que en regular tiempo se le entregaba los que se le proporcionó al país que prestaban al del Gobierno de la Argentina y custodia de la renta. Formularemos los resultados de este contrato, viendo lo que el mismo Doctor Guerra dice en la Memoria que presentó al Congreso de 1833 como secretario de Hacienda:

Se ha dicho, y así es la verdad, que los gobiernos son malos administradores, porque no encuentran en sus empleados el celo, la eficacia y el espíritu de economía que requiere el manejo de los negocios: y por esto se profesa y práctica hoy la máxima de hacer marchar unidos los cálculos fiscales con los de los hombres acaudalados. En prueba de los útiles resultados que ella ha obtenido entre nosotros, véase lo que sucedía antes con la renta de Salinas, lo que sucede ahora y lo que sucederá más tarde cuando terminen los actuales contratos. Basta leer los informes dados á la corte de Madrid por los visitadores de rentas y últimamente por el general expedicionario don Pascual Enrile, para conocer hasta qué punto llegaban los despilfarros y malversaciones en las salinas de Cipaquirá, Nemocón y Tausa, aun bajo la vigilancia y tremendo poder de los mandatarios españoles, y los escasos rendimientos que dejaban, comparados con los que tienen después de celebrado el contrato de 21 de Abril de 1834.

Siento hablar de un negocio en cuyo arreglo y buena marcha tuve una pequeña parte ; pero cuando se trata del servicio público, nada debe omitirse de cuanto conduzca á indicar el camino de las mejoras positivas, aun con riesgo de sufrir las mezquinas interpretaciones de la malevolencia.

Este contrato es el fundamento de cuantos se han hecho después, y por lo mismo el origen de la no imaginada prosperidad de esta renta, que ha venido á ser la segunda de la República, y da vida y riqueza á unas cuantas poblaciones. Como complemento del contrato y no menos digno de elogio, debemos mencionar aquí el informe que en Mayo de 1834 dio el Gobernador sobre la manera de organizar la renta y crear la administración, obra acabada que parece más bien hija de una larga experiencia en la materia que un proyecto de organización. Ni debemos tampoco olvidar la exposición que, como Director de la renta de Salinas y en cumplimiento de la ley del año anterior, pasó en 31 de Enero de 1835 al Secretario de Hacienda : es una extensa memoria donde se halla todo lo relativo á la marcha de las salinas desde que están administradas por el Gobierno, junto con oportunas indicaciones para aumentar el consumo y conservar en buen estado las minas y propiedades de la nación. Entre aquellas indicaciones llama la atención la de abrir á la mayor brevedad un buen camino de Ibagué á Cartago por la montaña de Quindío para llevar á poco costo la sal

del interior al valle del Cauca y venderla á menor precio que la del Ecuador y el Perú, que se consume allí con gran perjuicio de las rentas nacionales.

Al acabar la dictadura de Urdaneta no quedaron en las noventa y ocho parroquias del departamento de Cundinamarca sino veintitrés escuelas. Da suficiente idea de cuál serían ellas el informe pasado por D. Gil Ricaurte, visitador de las de Bogotá, á fines de 1831 ; no halló en la ciudad sino la llamada normal, acomodada con una primaria en una misma casa del barrio de las Nieves ; concurrían á ellas ochenta y cuatro niños, y no podían recibir las enseñanzas prescritas por falta de enseres y por el ruinoso estado del local ; agrega tener noticia de otras dos escuelas privadas. El Doctor Cuervo, que tanto había trabajado antes en la Dirección de instrucción pública, no dejó pasar la primera semana de su prefectura sin empezar el restablecimiento de la educación primaria. En el primer año quedaron establecidas sesenta y dos escuelas, veinte según el método lancasteriano, y con mil novecientos noventa y siete alumnos ; todo esto sin recargar las contribuciones ni fundar nuevas y costosas oficinas. Al separarse de la gobernación dejó setenta y tres, gran parte de ellas montadas según el sistema lancasteriano y con más de tres mil doscientos niños varones, y además nueve de niñas, dotadas todas con fondos suficientes para asegurar su buena marcha. Fuera de esto subvencionó conforme á un

decreto de la Convención de la Nueva Granada, con cincuenta pesos mensuales la gratuita que dirigían las monjas de la Enseñanza, excitó á los conventos de frailes para que arreglasen sus escuelas públicas, y estimuló á los buenos ciudadanos que se dedicaban á la educación. Estos resultados, aunque inmensos, no los miraba sino como los primeros pasos dados en la organización de la provincia, y así lo advierte él mismo : « Yo no puedo lisonjearme de que todas estas escuelas tengan la perfecta organización que corresponde á la importancia de su objeto y al espíritu del siglo ; pero he zanjado los cimientos para la obra, en medio de las agitaciones que se han sucedido entre nosotros, y luchando con la escasez de fondos, con la pobreza de algunos vecindarios, con el egoísmo, con las preocupaciones y con absurdas y perjudiciales rutinas. »

Queriendo dar á la educación primaria un aspecto esencialmente popular, pero sin gravar al tesoro con una complicada oficina, solicitó de la Cámara de provincia la creación de la *Sociedad de educación primaria*, á semejanza de la que se había establecido en Popayán para que sirviera de cuerpo auxiliar á las autoridades, conciliándoles sobre todo el apoyo de la opinión pública. Su idea fue tan bien acogida, que una vez autorizada la fundación por la Cámara, se instaló la Sociedad con lo más lucido de la población de la capital, siendo su primer presidente D. Joaquín Mosquera y secretarios D. Pastor Ospina y el coronel Joaquín Acosta. En las principales pobla-

ciones se creyeron las personas de más consideración en el deber de inscribirse y ayudar con su influencia y sus ofrendas pecuniarias. La organización fue tan sólida y tan benéficos los resultados, que á pesar de nuestra veleidad é inconstancia por largos años tuvo en ella el gobierno cooperación eficaz y patriótica. De sus fondos suministraba á las escuelas libros y otros útiles, y en 1843, siendo presidente el Ilmo. Mosquera y vicepresidente el Doctor Cuervo, labró á su costa, al lado del Observatorio astronómico, un amplio local para la escuela primaria y normal del barrio de la Catedral*.

Ni vaya á creerse que al trabajar el Doctor Cuervo por extender las escuelas hasta los últimos distritos de la provincia tenía por móvil el mezquino interés de inculcar las ideas de tal ó cual secta política. Para él la educación de la juventud era sagrada y superior á las ambiciones de los partidos, y por eso la puso bajo la protección de lo más ilustrado de la sociedad y le dio por base la enseñanza religiosa : garantías ambas de que las escuelas serían semilleros de ciudadanos honrados, acordes en los principios fundamentales de toda sociedad bien organizada.

Si en la educación primaria se mostraban las huellas de los últimos lamentables sucesos de Colombia, la Universidad, madre de tanto hombre preclaro, no presentaba un cuadro menos doloroso. En el edi-

* Véase la *Gaceta de la Nueva Granada*, núms. 593, 595 y 665.

ficio de San Bartolomé se había acuartelado el memorable batallón Callao y destruído los pocos instrumentos de física que quedaban, lo mismo que una parte de la biblioteca. El desarreglo y la injusticia reinaban en las asignaciones de los empleados y catedráticos, y la disciplina interior era ninguna para los pocos jóvenes que cursaban en ella. « Entronzado el despotismo, » dice la *Diligencia*, periódico de aquellos tiempos, « una juventud ardiente embriagada con las ideas de libertad se propone derrocarlo, y con este fin deja los libros, empuña las armas, abandona el estudio, y sólo se ocupa de vagar en las calles averiguando noticias políticas. Coadyuvados sus esfuerzos por la opinión pública, ella ataca, vence y destruye la tiranía ; mas preciso es confesar que si por una parte fue gloriosa esta lucha para la juventud, por otra ha sido funesta. En efecto, exaltada su imaginación con ideas exageradas, y familiarizada con el estrépito de las armas, olvidó las ciencias y corrompió su moral. He aquí uno de los males y quizá el mayor que ha causado el despotismo ». Fruto de esta indisciplina fueron los graves escándalos que dieron varios jóvenes en las funciones religiosas de la Semana Santa de 1832, con que llenaron de indignación á los habitantes de la ciudad, provocando á la autoridad á dictar serias medidas represivas. Afortunadamente el régimen de policía y la severidad del nuevo rector del colegio de San Bartolomé, D. José Ramón Eguiguren, que restableció por entonces la disciplina y las prácticas

religiosas, refrenaron algún tanto la incivilidad é insubordinación. Al año siguiente se notó en las mismas funciones mayor respeto y compostura, efecto de estos enérgicos remedios.

Al elevar al Gobierno en Noviembre de 1831 la relación de caja de la Universidad, formada por el síndico D. José María Saiz y la comunicación del Rector sobre la imposibilidad de arreglar las cuentas por el desorden en que vienen de atrás, halla motivo el Doctor Cuervo para indicar la manera de organizar nuevamente aquel establecimiento y las economías que se deben hacer. Recuerda que, conforme á la ley de 1826, el Poder Ejecutivo no puede nombrar para miembros de la Dirección general de estudios sino á individuos que disfruten renta por cualquier otro título, con el objeto de no gravar los fondos de la enseñanza con muchos sueldos, y agrega :

Esta disposición es sabia, económica y está basada sobre el principio legal de que nadie puede ganar dos rentas de los fondos públicos. ¿ Por qué, pues, no se hace extensiva á todos los demás empleados en la instrucción nacional ? Un canónigo, un párroco, un ministro de un tribunal de justicia, un secretario de Estado, cuyas plazas están bien dotadas ¿ tendrán tan poco patriotismo que no comuniquen sus conocimientos si no se les da la suma de trescientos pesos, suma que para ellos es insignificante y de mucho provecho para la Universidad ? En el departamento del Cauca, el rector y la mayor parte de los cate-

dráticos sirven de balde, y los estudios hacen progresos admirables. El infrascrito prestó allí este servicio, como catedrático y como secretario, y hoy está empleado en la Dirección general, y nunca ha percibido más sueldo que el de su empleo civil, porque ha creído que él le basta para subsistir, y que cualquier otro encargo de la sociedad está obligado á desempeñarlo en recompensa de los bienes que ella le proporciona. Sería, pues, útil y conveniente que por punto general se resolviese que ningún empleado en la Universidad que disfruta por otro título de una renta de más de mil pesos anuales, percibiera sueldo de los fondos de la enseñanza. Con esta medida se podrían aumentar los sueldos de los que no tienen otras entradas suficientes para su manutención, ó se harían los gastos de que he hablado antes (la compra de libros para la biblioteca é instrumentos para las ciencias exactas y experimentales, como también para la fundación de cátedras de química y botánica).

Y no hay que figurarse que actos de desprendimiento como los que proponía el Doctor Cuervo causasen extrañeza en aquellos tiempos. Poco hacía (4 de Junio de 1831) que el teniente coronel Juan José Neira había devuelto el despacho de coronel efectivo con que el Gobierno premiaba sus insignes servicios, suplicando se le expidiese licencia absoluta ó por lo menos letras de cuartel sin goce alguno, « en atención á las escaseces del erario público y al número crecido de jefes beneméritos que estaban por colocar en el ejército ». Más

recientes eran las medidas propuestas por el Ministro de Hacienda Márquez para disminuir los gastos nacionales : el vicepresidente Caicedo las acogió el primero, « deseando que los ahorros y economías comenzasen por el jefe del Ejecutivo, desprendiéndose voluntariamente de parte de su sueldo », y se extendieron de los ministros y consejeros de estado abajo á todos los subalternos. La Convención, aprobando estas resoluciones, aplaudió, como era justo, que al reducir los gastos se hubiera dado el buen ejemplo de comenzar por el jefe del gobierno y por el ministerio*.

Desgraciadamente no estaba reservado á la buena voluntad de esta administración levantar la Universidad cuanto correspondía al primer cuerpo literario de la nación**.

* Varios militares, entre ellos el general José María Ortega, siguieron la conducta de Neira, y entre los civiles no faltaron ejemplos de este patriótico desprendimiento : el doctor Lorenzo M. Lleras, redactor de la Gaceta, al ser nombrado secretario del senado en 1833, siguió desempeñando el primer destino « sin sueldo alguno para hacer ahorros al estado ».

** La ley de 18 de Marzo de 1826, orgánica de la instrucción pública, dispuso que se fundara una Academia Nacional, para establecer, fomentar y propagar en toda Colombia el conocimiento y perfección de las artes, de las letras, de las ciencias naturales y exactas, de la moral y de la política. Al mismo tiempo que decretó el establecimiento de la Universidad Central de Bogotá (Octubre 20 de 1826), nombró el Vicepresidente Santander los veintiún miembros que debían formar la Academia, y fueron : D. Félix Restrepo, D. Vicente Azuero, D. Estanislao Vergara, D. José María del Castillo, D. José Manuel Restrepo, D. José R. Revenga, D. Pedro Gual, D. José María Salazar, D. Jerónimo Torres, D. Francisco Javier Yanes, D. Cristóbal Mendoza, D. Joaquín Olmedo, Fr. Diego

Cuanto queda expuesto con respecto á la instrucción se encaminaba al fin á restablecer lo destruído ó mejorar lo existente ; el Doctor Cuervo quiso dejar un monumento fundado de planta nueva y consagrado al bien de la mujer, por cuya educación superior la República nada había hecho, al paso que dirigía todos sus cuidados á la del hombre. Con este pensamiento desenterró la ley del congreso de Cúcuta que aplicaba á la instrucción los fondos de

Francisco Padilla (por renuncia del cual fue nombrado D. Benedicto Domínguez), el canónigo magistral D. Mariano de Talavera, el arcediano D. Manuel Benito Rebollo, D. Santiago Arroyo, D. José Fernández Madrid, D. Andrés Bello, D. Francisco Soto, el coronel D. José Lanz y el comandante Pedro Acevedo. La instalación se anunció para el 25 de Diciembre en el local de la Biblioteca pública, al acabarse el acto de instalación de la Universidad en la iglesia de San Carlos. Lo revuelto de los tiempos no dio lugar á pensar otra vez en la Academia hasta fines de 1832, en que el Secretario del Interior informó que ya no existía, y en consecuencia se dio el decreto de 15 de Noviembre, que fijaba la instalación para el 25 de Diciembre siguiente, después de nombrar los once individuos que debían reemplazar á los venezolanos y ecuatorianos. Estos fueron : D. Joaquín Mosquera, D. Diego Fernando Gómez, el Doctor Cuervo, D. Joaquín Acosta, el Obispo de Santa Marta, D. Joaquín García, D. Lino de Pombo, D. Manuel María Quijano, D. Juan María Céspedes, el general José Hilario López y D. José María Triana. Transfirióse la instalación al 6 de Enero de 1833, la que se verificó en la casa de gobierno con un discurso del Presidente. En seguida fue nombrado director el Obispo de Santa Marta y secretario D. Joaquín Acosta. Conforme al reglamento, que se publicó en Mayo, se dividía en cuatro secciones : de moral y política ; de instrucción y educación pública ; de ciencias naturales y exactas ; de literatura y bellas letras ; y debía hacer sesión solemne cada año el segundo domingo de Enero. Proyectos quiméricos como otros tantos, por no ser proporcionados al estado de nuestra cultura.

los extinguidos conventos menores, aseguró las propiedades de los de San Francisco de Guaduas y de las Aguas de Bogotá, amenazadas de desaparecer como otras tantas, buscó las fundaciones destinadas para socorro y auxilio del sexo débil, y cuando tuvo allegada una renta de más de dos mil pesos anuales propuso al gobierno la fundación del colegio de la Merced, destinado especialmente para las hijas de los próceres de la Independencia y de los beneméritos de la patria. Pidió en nombre de las granadinas esta gracia que no costaba á la nación sino el trabajo de dictar los reglamentos, nombrar los empleados y otorgarle su protección. El vicepresidente Márquez accedió inmediatamente á tan patrióticos deseos, y el 30 de Mayo de 1832 decretó la fundación del colegio, aplicando los bienes señalados y dando los reglamentos. Recordando después el Doctor Cuervo que para esta empresa había tenido que remover voluminosos expedientes, contrariar á los que sin títulos disfrutaban de aquellos bienes y luchar con injustas pretensiones, y contemplando la creciente prosperidad de aquel plantel y la confianza que le dispensaban las familias más distinguidas, se complacía en llamarlo *la obra de sus esfuerzos*. Hoy sobrevive, habiendo resistido á todas las agitaciones y trastornos políticos, sin duda, por el espíritu práctico que dominó en su creación : « siempre ha sido contra mis principios indicar bellos ideales », dijo entonces el Doctor Cuervo al Gobierno : todo allí debía ser modesto, todo á la medida de los recursos

disponibles, todo adecuado á la condición y necesidades de nuestras mujeres.

En 1833 teniendo puestos los ojos en este colegio, escribió su *Catecismo de Urbanidad*, obrita tan recomendable por la sencillez como por la discreción y universal oportunidad de sus máximas. Es un extracto, según él mismo lo advierte, de varios autores adicionado con observaciones propias, y dispuesto de manera que pueda llegar lo mismo á manos de señoritas criadas en los salones, que á las de modestas aldeanas, sin riesgo de que la afectación haga insoportables sus maneras. No habiendo faltado quien se lo apropiase reimprimiéndolo fuera de la república, sacó á luz el autor otra edición en 1853, revisada y precedida de un prólogo en que con brevedad hace importantes observaciones sobre la educación de la mujer, y la influencia de la urbanidad en la moralidad y bienandanza de las familias. Lleva por epígrafe la divisa que parece tuviera él estampada en el fondo de su corazón: « *¿ Quod munus reipublicae maius meliusve offerre possumus, quam si docemus atque eruditinus iuventutem?* (Cicerón, *De Div.*) ¿Qué mayor beneficio, qué servicio más importante podemos hacer á la República, que el de enseñar y dirigir la juventud? »

Vengamos ahora á la parte material de la provincia y á las necesidades de la capital. Como argumento del abandono anterior baste decir que para terminar el empedrado de la calle de la Carrera comenzado

en 1824 por el Doctor Cuervo como jefe político, fue menester que él lo hiciera en 1831 ; y á nadie se le ocurrió antes de esta época sacar de la plaza mayor los escombros amontonados en ella cuando los terremotos de 1826 y 1827, ni atajar los muladares que á toda priesa avanzaban hacia el centro de la ciudad. Muchas otras mejoras de esta naturaleza se llevaron entonces á cabo, como construcción de puentes, empedrados, acueductos y fuentes, contribuyendo en algunas el Doctor Cuervo con su propio peculio, según aparece de las cuentas publicadas en el periódico oficial. Fue auxiliar activo en esta labor el jefe político D. José Vargas, cuyo nombre ha quedado grabado en varias obras públicas.

Entre las más urgentes realizadas en la ciudad mencionaremos las que se emprendieron en los cuarteles. Hallándose éstos casi en completa ruina, decretó el gobierno en Abril de 1832 su reconstrucción y mejor arreglo ; llevólo á efecto el Gobernador, bajo cuya dependencia se hallaba también este ramo, edificando algunas piezas de absoluta necesidad, empedrando los patios, dando buena disposición á las cuadras, haciendo piezas para los oficiales y para el despacho, y camas, armeros y perchas para los soldados. Los jefes del ejército le mostraron su satisfacción al separarse temporalmente de la gobernación, encareciendo « el interés que había tomado en mejorar la suerte del soldado y todo lo correspondiente al ramo militar. »

Entretanto no se descuidaba el bienestar del resto

de la provincia : por primera vez se redujo á un sistema ordenado y constante la composición de los caminos, que si siempre han sido malos, entonces eran intransitables; particularmente se mejoraron el de Honda y el de Cipaquirá y Ubaté. Se principió y adelantó hasta casi concluirse la gran calzada de Puente Grande, obra utilísima que evita las inundaciones en tiempo de lluvias, y la de Balsillas que presta igual servicio. Se labraron algunos puentes, como los de Barandillas y Sisga.

El 15 de Octubre de 1827 dio el Libertador un decreto poniendo en vigor las leyes españolas que prohíben la inhumación de cadáveres en las iglesias, decreto que en la capital debía empezar á regir el 25 del mismo mes ; pero como lo que se llamó cementerio no era sino un pedazo de ejido apenas deslindado, esta providencia causó sumo disgusto, porque la gente estaba acostumbrada á ver que sus deudos difuntos descansaban bajo cubierto al pie de los altares. El primer cadáver en que hubo de cumplirse acertó á ser el de un caballero de dilatadas conexiones en la ciudad ; hiciéronse las exequias en la parroquia de San Victorino, y el ataúd muy bien clavado, se llevó al dicho ejido y se enterró convenientemente. A los tres días se rugió que el cuerpo no había ido al cementerio, sino que á media noche lo habían sepultado en una iglesia. Llegada la voz á las autoridades, hubo grande alboroto ; el jefe político, acompañado de un escribano, se trasladó inmediatamente al cementerio, desenterraron el ataúd y

lo encontraron lleno de tierra y sin cadáver alguno. Picados con la burla, mandaron á todas las iglesias albañiles á abrir las sepulturas y reconocer los cadáveres. A más del peligro de tan extraña pesquisa, fue fortuna para el muerto buscado que vinieran otros sucesos á distraer por el momento la atención, con lo cual quedó en paz*. Luego la escasez del tesoro obligó al gobierno á permitir la continuación del abuso, mediante el pago de diez á sesenta pesos por licencia, que se dijo estaban destinados para la construcción de un gran cementerio en los afueras de la ciudad. Cuando el Doctor Cuervo tomó el mando, arregló la recaudación de estos fondos, y ordenó se siguiese inmediatamente la obra, de que apenas había puestas algunas piedras. La dejó ya en estado de servir, concluídas las paredes del contorno y con más de doscientos nichos y una buena portada, á la que puso por inscripción: *Exspectamus resurrectionem mortuorum*. Para desvanecer las prevenciones vulgares contra el cementerio, él compró (y otros ciudadanos siguieron su ejemplo) el nicho marcado con el número 1.º, el cual fue ocupado no mucho después por su hijo Angel María, muerto el 12 de Marzo de 1837.

Dado el ejemplo en la capital, fue menos difícil

* Noticias sacadas de la correspondencia de nuestra familia. Los sucesos á que aludimos fueron la muerte del cónsul de Holanda en un desafío y el brutal ultraje hecho por un militar á D. Vicente Azuero á la mitad del día y en el sitio más concurrido de la ciudad.

obtener de las otras poblaciones que abandonando la antigua costumbre, construyesen fuera de poblado cementerios con la decencia que permitían las rentas municipales ó la generosidad de los vecinos.

El Hospital de caridad fue también objeto de reformas fundamentales.

Esta casa de misericordia, dice el Doctor Cuervo, ha estado al cuidado y bajo la dirección de los religiosos de San Juan de Dios desde que fue fundada. Los desarreglos y abusos que en ella se introdujeron con el curso del tiempo, movieron al monarca español á expedir la cédula de 6 de Octubre de 1805, ordenando el nombramiento de síndico y mayordomo para la recaudación y administración de sus rentas ; pero bien fuera por indolencia de los mandatarios públicos, ó bien por otros motivos que yo ignoro, nunca se llevó á efecto tan saludable disposición. En 24 de Diciembre de 1828, expidió el general Bolívar un decreto que tendía á hacerla cumplir, y fijaba las atribuciones y deberes tanto del síndico como del mayordomo ; mas tampoco fue ejecutado. Luego que yo tomé el mando de la provincia, dirigí mi atención á la mejora y arreglo de aquel asilo de la humanidad doliente, designé individuos de respetabilidad y celo que lo visitasen, y por último nombré síndico y mayordomo conforme á la ley de patronato. Jamás pude conseguir que estos empleados entrasen á ejercer sus funciones, á causa de que los prelados hospitalarios les han presentado gravísimas dificultades para la entrega de los bienes pertenecientes al hospital.

La Gobernación instruyó de todos estos hechos á la Cámara de provincia en sus tres reuniones pasadas, hasta que en su última (1834) acordó dos decretos en 9 y 11 de Octubre del año anterior dando reglas para la administración de las rentas del hospital y prescribiendo el modo con que el síndico debe llevar sus cuentas. El Poder Ejecutivo suspendió los artículos 1.º y 2.º del primer decreto por considerar que la Cámara no tenía facultades para dar las disposiciones en ellos contenidos ; mas como siempre quedaron salvas las del Gobernador para hacer cumplir las leyes en la provincia, expedí mi decreto de 26 de Noviembre último disponiendo se procediese á formar un inventario de todos los bienes pertenecientes al hospital de San Juan de Dios en los términos y con la extensión de que habla la ley 5.ª título 4.º libro 1.º de la Recopilación de Indias y según lo prevenido por el decreto de la Cámara provincial en la parte no suspendida. Dicho inventario se ha practicado con toda la exactitud y escrupulosidad posible, y la Gobernación, usando de la facultad concedida por el artículo 9.º del decreto citado de 9 de Octubre, ha dado un reglamento en que se detallan las funciones del síndico y mayordomo, y se les asignan las fianzas que deben prestar y sueldos que han de gozar, y se dispone todo lo conducente á la buena marcha del establecimiento, á la exacta y religiosa administración de sus rentas, y á la más puntual asistencia de los enfermos.

Entonces no faltó, como de costumbre, quien gritara contra las usurpaciones de la autoridad civil,

olvidando que los padres hospitalarios, como bien lo había visto el gobierno español, eran meros asistentes de los enfermos y no dueños del establecimiento, y desentendiéndose de que la República había efectuado estas reformas de acuerdo con ilustrados eclesiásticos que se dolían también del abandono en que estaba el Hospital.

El Hospicio, cuyos sabios estatutos redactados por el ilustre americano don Francisco Antonio Moreno obtuvieron la aprobación de Carlos III en Junio de 1777, recibió vital ensanche de la beneficencia del virrey Ezpeleta; allí se recogían los mendigos, se criaban y educaban los expósitos, y todos trabajaban en los telares y otros oficios. En los últimos tiempos de Colombia había venido tan á menos que sirvió el edificio sucesivamente de cuartel y de cárcel, con tal abandono, que comenzaba ya á derruirse. Abierto de nuevo, solicitó el Doctor Cuervo de la Cámara de provincia las disposiciones convenientes para aumentar las rentas y darle nueva y más amplia organización. Al cesar en su gobierno dejó la Casa de Refugio, que este nombre se le dio, completamente arreglada, habiendo cooperado para ello el celo infatigable de don Ignacio Gutiérrez, nombrado director, no sólo por sus conocidos talentos, sino como descendiente del mencionado fiscal Moreno.

No hemos particularizado hasta ahora sino las obras de más consideración, y para declarar la vida que se infundía en todos los ramos, sería necesario

resumir aquí infinitos documentos oficiales que corren en los periódicos, señalando sus resultados efectivos. No callaremos, sin embargo, algunos hechos menudos que arguyen la paternal intervención del gobierno en el bienestar de todas las clases sociales de la provincia de Bogotá. El Gobernador procuró hacer eficaces las disposiciones del congreso de Cúcuta para la libertad de los esclavos, organizando las juntas cantonales de manumisión, poniendo orden en la recaudación de esta renta y estimulando la simpatía hacia aquellos infelices. Para ello dio gran solemnidad á la ceremonia de manumitir diez y seis esclavos, escogiendo el día mismo en que se posesionaba de la presidencia de la República el general Santander (7 de Octubre de 1832); alzóse en la plaza mayor un templete en frente del despacho de la gobernación, donde ocuparon su lugar el Concejo municipal y los miembros de la Junta de Manumisión, y presidió el acto el Gobernador, teniendo á su derecha al Presidente, quien terminó el acto arengando al pueblo sobre los beneficios de un gobierno liberal. Tres años hacía que en la provincia no daba el Gobierno libertad á ningún esclavo.

La Facultad de Medicina, contagiada del común desorden, se había disuelto por rencillas de sus miembros con grave daño de la juventud estudiosa y de la población en general, pues andaban recetando individuos desprovistos de saber y de títulos. El Doctor Cuervo, conocedor de que este cuerpo, que

contaba con profesores de no escaso mérito, había de ayudarle poderosamente, desde los primeros días de su gobierno los convocó á su despacho y con el justo elogio de sus merecimientos, les recordó sus deberes legales y de humanidad, restableció la armonía, y después estimulándolos con honrosas comisiones benefició su ciencia en obsequio de la salubridad pública. Ya hizo recorrer la provincia en busca de los climas más adecuados para contener los estragos de la lepra y construir lazaretos : ya vulgarizó los métodos que pasaban en Europa por más eficaces para preservarse del cólera, que por entonces amagaba comunicarse á América ; ya distribuyó profusamente en todos los distritos un folleto titulado : *Preceptos útiles sobre la conservación de la salud y la asistencia de los enfermos*, traducido del francés y encaminado á difundir en el pueblo los conocimientos indispensables de higiene y medios fáciles de atajar con tiempo las enfermedades comunes, que sin esto á menudo ocasionan la muerte en los habitantes de los campos.

Prenda de este mismo interés por la prosperidad pública y privada fue el empeño con que se procuró adelantar la agricultura. Veíase salir del país día por día el numerario en pago de los artefactos extranjeros, sin esperanza de que la industria nacional pudiera ni en época lejana resistir la competencia, y naturalmente pensaron los buenos patriotas en fomentar la agricultura, como verdadera fuente que es de la riqueza pública y salvación única de la

nación. Desde 1829 había señalado el Doctor Cuervo en el *Eco del Tequendama* la urgencia de aplicar este remedio á la miseria general, pintando la infeliz suerte del agricultor, agobiado por duros é injustos pechos, maniatado por la ignorancia ó la rutina y encerrado como en una prisión por los malos caminos. Llevando adelante las mismas ideas y sentimientos, instó desde el principio de su mando al Gobierno para que fomentase activamente el cultivo, y en varios informes, sobre todo el que pasó por febrero de 1833, se contienen datos y enseñanzas que hoy mismo podrían tenerse en cuenta para mejorar nuestra situación económica. Entre otras medidas utilísimas que tomó fue la primera la de nombrar una comisión compuesta de los señores D. Alejandro Osorio, D. Fernando Caicedo y D. José María Saiz para que estudiaran detenidamente las condiciones de la provincia y propusieran los medios más rápidos y seguros de mejorar el cultivo y alentar á los agricultores. Desempeñáronse estos buenos y doctos ciudadanos extendiendo un nutrido informe, que el Doctor Cuervo transcribió al gobierno, añadiendo algunas indicaciones, como la erección de las cátedras de química y botánica, para lo cual había fondos disponibles, y la fundación en las capitales de las provincias de *Semanarios de agricultura*, para difundir los conocimientos más indispensables en la materia y vulgarizar los descubrimientos científicos conducentes á su progreso. Consiguientemente fundó en 1832 *El Cultivador Cundinamarqués ó Periódico de la*

industria agrícola y de la economía doméstica, escrito por personas competentes, que sin ostentar ciencia recóndita, desarrollan preciosas enseñanzas, poniéndolas al alcance del último labriego. Para vencer la indiferencia, condición tan común de la ignorancia, y despertar el interés de la gente del campo, obligó á las autoridades municipales á que los domingos después de la misa mayor y en presencia de todos los vecinos leyesen el *Cultivador*, atendiendo á toda observación razonable que se hiciese para transcribirla al Gobernador. En cada distrito debía quedar un ejemplar en el archivo municipal y otro en la casa cural á la disposición del público. Fuera de esto, era la agricultura objeto predilecto en las Memorias á la Cámara de provincia y en otros escritos del Gobernador, quien pasando adelante, estimulaba la aclimatación ó el cultivo de vegetales valiosos para el comercio.

A la escasez de numerario, que era una de las principales causas de la pobreza y atraso, pensó obviar fundando un banco provincial, pero no con las rentas efimeras del estado, sino despertando el interés individual con la perspectiva de considerables utilidades y ventajas. Por más que la creación de un banco en aquellos tiempos pudiera parecer una fantasía superior á los recursos del país y fraguada en cerebros enfermizos, no cabe duda que el Doctor Cuervo la llevara á efecto si por ese tiempo no dejara la gobernación. Sería alargarnos demasiado entrar en los pormenores de su proyecto :

basta decir que fue convenientemente madurado, y que, á llevarse á cabo, habría libertado á las poblaciones y hasta al mismo gobierno de la usura que por entonces explotaba con crueldad la miseria pública.

Tantas y tan variadas ocupaciones no agotaban la actividad del Doctor Cuervo. Si bien se vio precisado á confiar á un sustituto (D. José Duque Gómez) la cátedra de derecho canónico que regentaba en el colegio del Rosario, siempre vigilaba personalmente las escuelas de la capital, visitaba con frecuencia las demás de la provincia, y concurría á exámenes y grados, en que su indefectible presencia era para los estudiantes no menos estímulo que motivo de confianza.

Lejos de parecerse á aquellos gobernantes cuya actividad es puramente material y como si dijéramos epiléptica, que hacen por hacer, destruyen y no edifican, cansan á los empleados, fastidian y exasperan á los pueblos y arruinan el tesoro, nada emprendía sin proveer con tiempo á la seguridad del buen éxito, acompañando á las obras más triviales un pensamiento elevado de equidad, compasión, elegancia ó comodidad. Así no establece la policía del teatro sin inculcar, con las demás ventajas de las representaciones escénicas, que son escuela de lenguaje puro y correcto, de urbanidad y buen gusto. Si apoya la venta de algunos ejidos, no piensa sólo en que se secarían los pantanos, se limpiaría la tierra, se harían útiles sementeras, se construirían casas y adelantaría

- la agricultura, sino también en que se embellecerían los alrededores de los lugares y habría paseos de recreación y de gusto. Cuando el gobierno pide los individuos necesarios para llenar las bajas del ejército, cumple la orden convirtiéndola en medida de policía : más de mil hombres sacó, pero escogiéndolos « entre los ociosos y mal entretenidos, entre los guapetones y perdonavidas que hostilizan en los pueblos á sus pacíficos habitantes, entre los casados que sin motivo tienen abandonadas á sus mujeres, y en fin, entre los hijos á quienes no puede sujetar la autoridad paterna » ; por este medio, agrega, « no se han quitado brazos útiles á la agricultura y á las artes, y se han castigado aquellos zánganos de la sociedad para enmienda suya y escarmiento de los demás. » Al activar la construcción del cementerio de Bogotá no sólo pone los ojos en los resultados higiénicos, le mueve el anhelo de suprimir con brevedad una contribución tanto más dura cuanto se pagaba entre sollozos y lágrimas, y no olvida pedir que se nombre un capellán que aplique los sufragios de la religión por los que allí se entierran.

Ni sus gustos é inclinaciones ni menos su constitución delicada consentían al Doctor Cuervo acomodarse á esta vida tan afanosa y llena de contradicciones. Repetidas veces hizo renuncia formal y otras tantas se negó el Gobierno á condescender con sus deseos y sus necesidades. En 7 de Noviembre de 1832 se le contestó « que siendo notorias la capacidad y celo del que representa, en el desempeño de las

importantes funciones de Gobernador, el Poder Ejecutivo sacrificará en la elección de sus agentes el interés particular de ellos, al general del Estado ». En Diciembre de 1833 apenas logró que se le concediera licencia por tres meses, y dejó el puesto de 1.º de Enero á 1.º de Abril de 1834, reemplazándole interinamente al principio el general José Hilario López y luego D. Francisco López Aldana, fiscal del Tribunal de Apelaciones. Acometido de un grave accidente en Septiembre del mismo año, elevó igualmente su renuncia, pero restablecido en breve, tampoco fue aceptada. Por fin, agobiado del trabajo, decidió hacer un viaje á Europa, y en 4 de Febrero de 1835 el Gobierno le permitió retirarse, encomiando sus servicios y merecimientos.

Con este testimonio llevaba el más satisfactorio de su conciencia, pues que diciendo en su Relación de Mando : « Ninguna orden queda por cumplirse, ningún negocio por despachar » ; pudo concluirla en estos términos :

Al despedirme de la carrera pública en la que un ímprobo trabajo y disgustos y pesares sin cuento han arruinado mi salud, llevo el consuelo de haber pagado á mi Patria las primicias de mi primera edad ; de haber contribuído al sostenimiento del orden y á la consolidación del gobierno ; y de haber dirigido todos mis actos al servicio de la Nación y de los pueblos de mi mando. Dejo la provincia de Bogotá en paz y tranquila, gozando los ciudadanos de libertad y seguridad en sus personas

y propiedades, planteadas escuelas en los dos tercios de las parroquias, establecida una sociedad para aumentarlas y perfeccionarlas, mejorados los establecimientos de beneficencia, los caminos y obras públicas, administrada con regularidad la hacienda nacional, pagadas las deudas, satisfechos de sus asignaciones los servidores públicos, organizada la guardia nacional y bien asistido el ejército. A pesar de esto no presumo del acierto en mis procedimientos, siendo tan difícil lograrlo en todo : mucho queda por hacerse todavía ; pero al desempeñar la última función de mi cargo, tengo por una circunstancia feliz, la de dejar un sucesor ilustrado que sabrá rectificar y llevar al cabo las ideas que he concebido en el período que he gobernado la provincia.

CAPÍTULO VII

VIAJE Á EUROPA

Sale el Doctor Cuervo para Europa. — El Magdalena. — Cartagena. — Travesía hasta Génova. — Sociedades de que se hace miembro en París. — Retrato de Caldas. — Medalla conmemorativa de la designación de las armas de la República. — Pinturas de Vásquez. — Clase de grabado. — Curso de las cosas públicas durante la ausencia del Doctor Cuervo. — Muerte de José Maria Serna. — Lucha electoral. — División de los liberales. — Triunfo de un candidato civil. — Asonada por la custodia de San Carlos. — Santander sobre estos sucesos. — Elección de Márquez. — El nuevo presidente. — Santander se hace jefe de la oposición. — Sus defectos y sus méritos.

Quebrantada pues su salud y decaído el ánimo, oye el Doctor Cuervo á los médicos y se resuelve á buscar en un viaje al extranjero el restablecimiento de sus fuerzas. Salió de Bogotá el 3 de mayo de 1835, triste como si al arrancarse del seno de la familia temiera no volverla á ver.

Si ahora que la civilización va mejorando la condición del país, no deja un viaje de inspirar temor al que lo acomete, á causa de los climas deletéreos, y de las pocas comodidades que se encuentran ; entonces cuando el vapor no surcaba aún las aguas del Magdalena y se navegaba lentísimamente en incó-

modas é infectas embarcaciones y á la merced de bogas incultos y voluntariosos, y el océano que los aguardaba se ofrecía á la imaginación lleno de terrores por las narraciones de los que lo habían cruzado en buque de vela, un viaje era un acto de valor que á muchos aun costaba la vida. Por eso hasta los de alma mejor templada al despedirse de los suyos dejaban deslizar una lágrima, en la que estaban simbolizados los peligros que los aguardaban ; y para distraerse y minorar los excesivos gastos que se requerían, se formaban generalmente caravanas de amigos. El Doctor Cuervo tuvo por compañeros á D. Ignacio Gutiérrez y á D. Andrés Caicedo, y á los jóvenes Francisco Caicedo Jurado, Cayetano Lombana y Mariano Uribe, que se dirigían á Francia á concluir sus estudios. El nueve de dicho mes se embarcaron en Honda en el champán *Aníbal* y comenzaron esa larga serie de horas mortales en que el calor y los insectos parecían conjurados para devorarlos, y en que aun el fresco de la noche es temeroso por las nuevas plagas que trae consigo.

Las selvas bravías y la soledad salvaje que atraviesa el Magdalena, el modo primitivo de navegarlo y las ruinas que el clima y las guerras han dejado en sus orillas, hubieron de inspirar melancólicas meditaciones al Doctor Cuervo, como que en toda su vida no había tenido otro pensamiento que el de la prosperidad y grandeza de la Nación. Afortunadamente por naturaleza y convicción era optimista, y acariciaba la esperanza de días mejores, enlazándola

con los recuerdos de las recientes glorias de la República. Así lo asentaba en el brevísimo itinerario que día por día iba llevando :

Yo como todo patriota (dice), he lamentado la suma despoblación de las hermosas y fértiles vegas de este importante canal, que está destinado por la naturaleza para fomentar el comercio de las provincias interiores de la Nueva Granada y con él su agricultura y sus artes. Si, como es de esperarse, se consolida el país, se introduce y arregla la navegación con el vapor y se estimula y consigue la inmigración de útiles y laboriosos extranjeros que cultiven el tabaco, el cacao, el café, el algodón, el añil, y entablen y mejoren las crías del ganado vacuno y caballar, las tierras que baña el Magdalena, serán una fuente de riqueza para la Nación, y un objeto de observación para el viajero, más bello ciertamente que el que ahora ofrece con su natural y selvática hermosura. Por lo demás, el Magdalena tiene la celebridad é importancia que le dan los recuerdos de los triunfos espléndidos conseguidos en él por los patriotas durante la guerra de la Independencia ; y no es posible al pasar por los sitios de Barbacoas, el Banco y Tenerife, dejar de pagar el tributo de admiración á los intrépidos generales Masa y Córdoba que con un puñado de valientes humillaron el orgullo y superioridad numérica de las huestes castellanas.

Al divisar á Cartagena, la saluda con el alborozo de quien guarda reverente en la memoria los hechos heroicos de esa ciudad, que son de los más bellos

ornamentos de la historia americana. Con ligeras plumadas asienta en sus apuntes los fastos de aquella amurallada plaza, la más formidable de las antiguas colonias españolas, y después consigna las impresiones que en ella recibe :

La población de Cartagena en 1810 pasaba de veinte mil almas, mas hoy alcanza apenas á diez mil : tiene muchas casas inhabitadas y medio destruidas, por consecuencia de la guerra ; los edificios, sobre todo, que antes eran conventos de frailes, están desiertos y arruinados ; aun las murallas mismas presentan en muchas partes un aspecto ruinoso : casi toda la artillería está desmontada, y las balas, las granadas, las palanquetas y otros elementos de guerra se hallan dispersos á la disposición de los particulares, que suelen aplicarlos á usos privados. A la verdad es inexplicable tanta indolencia en los funcionarios públicos, que con un poco más de celo podrían conservar sin grandes gastos las fortificaciones y los edificios públicos en un estado regular. A pesar de esto, Cartagena es bajo todos aspectos la segunda ciudad de la Nueva Granada : sus casas en lo general son grandes, bien construídas y amuebladas con elegancia y aun con lujo ; su alumbrado es el mejor ó quizá el único de la República digno de este nombre ; en ella reside el gobernador, un tribunal de apelaciones, un obispo y un brillante cuerpo universitario. Los cartageneros son activos, consagrados al trabajo, de buen trato y maneras agradables ; las señoritas especialmente son graciosas, amables, amigas de la diversión, se visten con gusto, andan con

gracia, y tienen la particularidad de preferir en sus afectos á los hijos del interior de la República y á los extranjeros. Por lo que mira al comercio, el de Cartagena es bastante animado, y lo será más todavía cuando se limpie y se ponga corriente el hermoso dique que comunica el mar con el Magdalena, porque entonces libres los comerciantes de los gastos, molestias y dilaciones que ocasiona el camino por tierra hasta Barranca, importarán al interior los efectos y frutos extranjeros y exportarán los nacionales por aquel corto y seguro canal. La mansa, espaciosa y segura bahía de Cartagena atrae á su puerto con más aliciente que ninguno otro de la República á los buques que quieran cultivar relaciones mercantiles con nuestro país. En cuanto á nosotros, siempre recordaremos con placer y gratitud las exquisitas atenciones con que fuimos favorecidos durante nuestra mansión de treinta días en esta ciudad. Las personas más condecoradas nos visitaron y atendieron con afecto singular, y tuvimos el gusto de merecer la confianza y la franqueza de algunas familias distinguidas.

Habiéndose embarcado el 22 de Abril en el bergantín sardo *San José* con dirección á Marsella, pasaron el 6 de Junio por el estrecho de Gibraltar. « Al dirigir nuestras miradas », dice el Itinerario, « hacia las costas de España, nuestros corazones se penetraron de una secreta y tierna alegría ; y parece que la sangre que circula por nuestras arterias quería saludar con fuertes vibraciones la tierra de nuestros padres. » Al día siguiente entran á la ciudad, y,

prosigue la relación : « fue nuestro primer cuidado dirigirnos al templo de los católicos á dar gracias al Altísimo por el feliz viaje que habíamos llevado. Yo tenía un motivo peculiar para tributarlas con más fervor, á saber, que ahora nueve años, en una festividad como la de hoy (pascua de Pentecostés) me uní con los vínculos del matrimonio á una esposa, cuyas virtudes han suavizado las penalidades de mi vida ».

Nada merece tanto respeto como estas íntimas efusiones del alma, donde sin artificio aparecen los afectos en toda su pureza y verdad. Una frase, una palabra, es suficiente para sondear el carácter más reservado ; y por esto en lo escondido del hogar y en el santuario del alma es donde se deben buscar los quilates del verdadero repúblico ; como que en la calle, en la tribuna, el arte hace iguales á buenos y á malos. « La virtud de un hombre », dice Pascal, « no debe medirse por sus discursos, sino por lo que hace ordinariamente. » Tal vez para los que pesan el valor del hombre sólo por el poder que ejerce sin indagar sus virtudes privadas, serán baladies é insignificantes estas que el cariño nos hace estimar como prendas de gran precio ; pero aunque se miren como pequeñeces, siempre será bello que lo primero que hace un viajero al pisar la playa extranjera tras largo navegar, sea correr á un templo á bendecir al Altísimo y á depositar al pie del altar un recuerdo á la amada compañera de su vida. Los apuntes del Doctor Cuervo no son sino una muestra constante de la

una de las fiestas, como costaba reglamos los domingos mas. El 11 de Julio, volví a casa del San José, escribímos una carta a Caragata de Lema y celebramos en este día el cumpleaños, mi amigo Guillermo y mi pariente Lombana se traen respectivas madres, y yo el de mi tierno hijo Antonio Bruno. Se nos sirvió una frugal comida en que estaban merendadas las gallinas y morajas de Berbera, con las localizas y pan español y el buen vino bogotano. Fue día de mucho contento y se expresaron fuertes sentimientos en este singular convite en que las producciones de Africa, Europa y America se encontraron reunidas para contribuir al regocijo de nuestros corazones. » El 21 continúa : « Era el sexto aniversario del nacimiento de mi querido Luis Maria, en cuyo obsequio hice sacrificar un cabrito, que comimos fraternalmente acompañando colmadas copas de Champaña y afectuosos brindis alusivos al objeto de la fiesta. »

Green ya tocar el término de su largo viaje al llegar el 24 á las inmediaciones de Marsella, pero el mar embravecido hace imposible arrimar al puerto, y sin esperanza de que el tiempo abonance, resuelven seguir hasta Génova, en donde desembarcan el 26 á los ciento quince días de haber salido de Bogotá; mas para colmo de las fatigas de tan abrumadora travesía los aguardaba una cuarentena de catorce días, que pasaron en una aseada, aunque reducida pieza, contigua á la oficina de *salubridad*, porque estando el lazareto á dos millas de allí, el mar agi-

tado no permitía llegar en lancha. En Génova visitan con atención los establecimientos de beneficencia, tales como el Conservatorio de huérfanos, el colegio de sordomudos y el hospital, cuyos reglamentos consigue el Doctor Cuervo, junto con infinidad de noticias sobremanera preciosas para quien, como él, tanto se desvelaba en beneficio de las clases menesterosas. En fin, tomando el 30 un coche particular se dirigen á París por la vía de Turín.

Durante su permanencia en Europa y sobre todo en Francia, no cesó de estudiar los progresos de la civilización, con especialidad en cuanto concierne á la mejora individual; se relacionó con las personas que por su posición y conocimientos podían imponerle en los asuntos administrativos que ansiaba conocer; y se consagró á indagar en orden á instrucción pública y beneficencia lo que mejor se adaptaba á las necesidades de nuestra patria. En junio de 1836 se recibió de miembro de la *Société de la morale chrétienne*, cuyas secciones se ocupaban en promover la abolición de la esclavitud y la trata, la moralización de las prisiones, la colocación de los huérfanos, las obras de caridad y beneficencia, la paz, el progreso moral, la rehabilitación de los criminales que han cumplido sus condenas. Desde su fundación en 1821 había contado y contaba en su seno la flor y nata de los liberales de Francia, y por este tiempo le daban gran realce Lamartine y otros, discutiendo en sus sesiones sobre los temas que más preocupados traían los espíritus. De miembros no menos

distinguidos se gloriaba la *Société pour l'instruction élémentaire*, de que el Doctor Cuervo fue hecho correspondiente en Agosto del mismo año* ; como éste era el modelo que había servido para la que existía en Bogotá, era importante aprovechar la generosidad con que, por sus institutos mismos, brindaba á los extranjeros toda clase de noticias que pudieran contribuir al progreso de la instrucción primaria. Julio Simon** dice con gracia que entre los miembros de la Sociedad de la moral cristiana había hasta uno que otro cristiano, y lo mismo puede decirse de la otra. Más bien dominaba en ellas aquel espíritu de filantropía sentimental que bajo tantas formas se manifestó en Francia desde la Restauración ; así que por ahí pasaron haciendo pie más ó menos tiempo muchos sansimonianos y furieristas. En general todos eran sinceros, generosos y dispuestos á trabajar de corazón por el bien de sus semejantes ; de suerte que sus luces y esfuerzos daban útiles enseñanzas á quien quisiese aprovecharlas con discernimiento. Además frecuentó la casa del barón de Gérando, donde estuvo en contacto con gran parte de los que representaban el movimiento filosófico y literario de Francia.

Avivado con la distancia su amor á la patria y el

* En el mismo día se recibió D. Ignacio Gutiérrez. *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, nº 91-92, Julio y Agosto de 1836.

** *Notice historique sur la vie et les travaux de M. Michel Chevalier.*

entusiasmo por sus glorias, hizo litografiar para circularlo en Europa y América, un bello retrato de D. Francisco José de Caldas, ejemplar insigne de la altura á que pueden rayar en la raza hispanoamericana las facultades intelectuales y las virtudes cívicas. Al pie del retrato trazó los siguientes rasgos biográficos :

Nació en Popayán, ciudad notable de la Nueva Granada en la América meridional. Dotado de talento y de una aplicación sin igual, cultivó con provecho las ciencias físicas y matemáticas, especialmente la botánica y la astronomía, en la que hizo adelantos importantes, á pesar de que carecía de recursos y de todo estímulo, bajo la dominación de un gobierno colonial y opresor. Debióse á sus propios esfuerzos el descubrimiento de medir las alturas con el termómetro y el agua hirviendo, sobre lo cual escribió una memoria que ha merecido el aprecio de los sabios de Europa. En el *Semanario* que publicaba en Santa Fe de Bogotá, por los años de 1808 y 1809, reveló verdades utilísimas á los agricultores, despertó el amor á las ciencias y animó el espíritu público. Fue uno de los primeros ciudadanos que en 1810, levantaron el grito de *Libertad é independencia*, á cuya causa consagró sin limitación alguna, su pluma y aun su espada; y cuando en 1816 la suerte de las armas puso al país, por segunda vez, bajo la dominación española, *Caldas* fue también una de las primeras víctimas sacrificadas por el jefe expedicionario don Pablo Morillo. Subió al cadalso con la firmeza de un republicano, y desde allí enseñó prácticamente á vivir y

morir por la Patria. Las ciencias lo lloran como al infortunado Lavoisier, y sus compatriotas tributan constantemente á su memoria el homenaje de gratitud y admiración. R. C.

Movido por los mismos sentimientos hizo en este mismo viaje acuñar en la casa de moneda de París una medalla de plata de 37 milímetros, con las armas de la República y en la orla esta leyenda : *República de la Nueva Granada*, con una estrella radiante ; en el reverso una corona de encina, y en el área esta inscripción dividida en ocho líneas : *Al — Congreso — de 1834 — que decretó — las armas — de la — República — R. Cuervo* ; la última en caracteres más pequeños. Destinó esta medalla para regalarla especialmente á los que habían intervenido en la designación del escudo nacional, que para él, lo mismo que para los demás fundadores de la Nueva Granada, era como la coronación de sus esfuerzos y el emblema de todas sus esperanzas.

También es digno de consignar aquí el empeño que tomó por hacer conocer en Europa las pinturas de nuestro paisano Vásquez, y ver si se podían realizar las que trajo pertenecientes á la Capilla del Sagrario, que pasan por las mejores, y que, de acuerdo con la autoridad eclesiástica, le habían dado los patronos de aquella iglesia para que las vendiera. Desgraciadamente la opinión que tenemos de Vásquez es en extremo exagerada. El mérito de nuestro pintor es relativo : grande para nosotros,

si se ve la época y el teatro en que trabajó, pero pequeño, insignificante, al lado de los maestros inmortales. ¿Ni cómo podía ser de otra manera si Bogotá, donde nació y vivió, era apenas una aglomeración informe de emigrantes, sin la menor idea de lo que es el ideal y la belleza? Un poeta, un filósofo pueden formarse en medio del desierto, pero al pintor no le es dado brotar y desarrollarse sino en medio de la civilización y de la opulencia. Hoy mismo que nuestra América ha adelantado tanto, las bellas artes están todavía en mantillas, por falta de la atmósfera vivificadora que ha de hacerlas crecer. Las pinturas de Vásquez son para nosotros de suma importancia y necesarias para la historia del arte en nuestro suelo, y deben conservarse como monumento, pero nunca como obras acabadas, pues si en Vásquez se deben admirar el talento y la fecundidad, también se deben deplorar defectos que no cuadran con la idea que se tiene de un pintor excelente.

Un biógrafo del pintor bogotano da á entender, movido de entusiasmo por su paisano, que en Europa no se hicieron los estudios con la atención y el escrúpulo debidos; que si se hicieran, afirma, se le reconociera el mérito y hoy los museos se disputarían sus obras. Dejando á un lado que el Doctor Cuervo y D. Ignacio Gutiérrez, que compartía con él el encargo, no eran personas que fácilmente se dejaran impresionar por la opinión del primer conocedor, y que los centros que frecuentaban en París los ponían en contacto con los primeros artistas, nosotros

[illegible]

En el día de su muerte se encontraba en la ley de 20 de abril de 1891, cuando se iniciaron las monedas de la Federación, como con el Doctor al Doctor Gómez para mantener un gobierno. Allí que se encontraba en ese tiempo en la casa de moneda de Bogotá. En la noche se retiró en París y fue apodado con una expresión de amistad y agradecimiento. A poco de llegar al amigo Mr. Lefèvre, se retiró a la casa de 1897 en la casa de moneda la casa general de gobierno a que fue uno de los primeros asistentes al entonces joven Ramón Torres Menéndez que con el tiempo alcanzó un distinguido puesto entre los plumes nacionales*.

Desde la separación del Doctor Cuervo y durante su ausencia continuaban los motivos de queja y oposición para con el gobierno de Santander; fue el primero en el orden del tiempo una nueva escena de sangre que impresionó vivamente á la capital. D. José María Serna, complicado, como ya vimos, en la conspiración de 1823, había estado prófugo y escapado á todas las pesquisas. Al fin se tuvo noticia de

* Véase la *Gaceta de la Nueva Granada*, núms. 294 y 301.

que andaba por los páramos de Carupa, en el cantón de Ubaté, y de este lugar salieron en su persecución. Él, bien persuadido de la suerte que le aguardaba, resistió disparando una pistola sobre el primero que se le acercó; no obstante, herido él mismo, fue preso y conducido á Bogotá. Condenado á muerte, se negó la conmutación de la pena contra el voto del vicepresidente Márquez (voto que después la *Bandera nacional*, en nombre del *progreso*, calificó de *retrógrado*)*, y la ejecución se llevó á efecto el viernes 24 de Abril de 1835.

Pero fue sobre todo al acercarse la elección de presidente, que debía verificarse en Agosto de 1836, cuando más se avivó el espíritu de resistencia. La fracción exagerada del partido dominante, á que adhería el Presidente, y que había mantenido vivos y atizado los odios, aseguraba que correría la Nueva Granada á su ruina si se ponía en manos de un civil, diciendo no ser llegada todavía la época de hacer tan arriesgado ensayo, y que para salvar el país se necesitaba un hombre de espada ante quien temblasen los enemigos del orden. Este hombre no era para ellos otro que Obando. Los liberales moderados, anhelosos de ver el advenimiento de una era de paz y de concordia, ansiaban por tener un gobierno civil cuyo jefe representase la parte culta y letrada de la nación. Estimulábalos lisonjeramente el ejemplo que había dado Venezuela eligiendo

* Véase el *Argos* de 26 de Agosto de 1838.

para la primera magistratura al doctor Vargas, « sin más recomendación que su virtud, sin más mérito que su saber y su amor desinteresado á la patria », y el Ecuador nombrando á Rocafuerte, amigo en París cuando joven de Bolívar y de Cabal, y de cuyos buenos estudios y cumplidas dotes de caballero oímos hacer gratos recuerdos á su compañero en esos tiempos el centenario químico Chevreul.

Algunos liberales pusieron los ojos en el doctor Vicente Azuero, cuyo saber y patriotismo no podía revocarse á duda, pero inaceptable para un cargo de tanta gravedad por lo fogoso de sus pasiones y sus doctrinas utópicas en materia de gobierno. Otros con mejor acuerdo presentaron como candidato al doctor José Ignacio Márquez, que había dado en su corta administración prendas seguras de su capacidad y de su espíritu moderado y conciliador. Los bolivianos de otro tiempo y todos los descontentos de la administración que terminaba, sin titubear se adhirieron á esta candidatura.

El 22 de Marzo la mayoría de la Cámara de Representantes (29 contra 23) declaró que el Gobierno había procedido inconstitucionalmente en el modo de celebrar con el Ministro de Venezuela la convención sobre el repartimiento de la deuda colombiana, de donde se originaron las renunciaciones de D. Lino de Pombo, Secretario del Interior y Relaciones Exteriores, y de D. Francisco Soto, de Hacienda, como para aprontarse á la acusación que debía acarrearles su participación en este negocio. Antes se había

controvertido con diferentes razones la convención dicha, sin que fuese móvil exclusivo de la aprobación ó improbación la buena ó mala voluntad al gobierno ; pero en este lance el Presidente, muy irritado, sugirió en un mensaje harto altanero, con su reticencia y sus puntos suspensivos, que en la conducta de la Cámara se mezclaban intentos electorales ; y lo mismo y en el mismo tono hizo D. Florentino González, que reemplazó á Pombo, en el Manifiesto á la Nación que con tal motivo extendió de orden del Poder Ejecutivo. Si esto era así, grande debía de ser ya la división del partido que venía en el poder. El Gobierno empezó á usar de toda su influencia para alcanzar el triunfo del candidato de sus simpatías, y se juzgó que habia el intento de imponer á Obando como sucesor del presidente actual ; dábase ya como cierta su elección, y por el mes de Mayo circuló en la capital el programa en que el confiado candidato declaraba la conducta que se proponía observar, prometiendo que no perdería de vista la enérgica y sabia administración del general Santander y que se consideraría feliz si alcanzaba á imitar este modelo. Comenzaron con esto á enfriarse muchos amigos de Santander, á alejarse de él y aun sostener la candidatura de Márquez ; por el mes de Junio era público que así lo habían hecho Acosta, Acevedo y el general López* ; y en el mes de Septiembre estaban ya tan unidos los que constituían la

* Así lo hallamos en carta de una persona de nuestra familia.

Esta oposición que árman confundidos bolivianos con liberales, todos concullos y muchos de gran representación, una solicitud para que sea nombrado el general López gobernador de la provincia de Bogotá*.

Gracias a esta disgregación de los liberales, Obando, que en un principio tenía todas las probabilidades de ser elegido, fue perdiendo terreno, y sus partidarios, sintiendo la efervescencia que habían suscitado y viendo se vencidos en el campo electoral, abrieron, aunque tarde, los ojos, y decidieron votar en el congreso por Azuero, después de haberlo combatido con el mismo encarnizamiento que á Márquez : triunfaba así la opinion nacional en favor de un candidato civil**.

Pasadas las elecciones, se ofreció un incidente que excitó contra Santander y sus amigos el espíritu religioso de la población de Bogotá. El extranjero Juan Francisco Arganil se presentó denunciando como perteneciente al ramo de temporalidades una custodia valiosísima que había sido de los jesuitas expulsados en 1767, y pidiendo que se le adjudicase mediante la consignación de cierta suma en documentos de deuda consolidada, conforme á un decreto dado por Bolívar el 27 de Febrero de 1830. La auto-

* *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 262.

** Los escrutinios dieron por resultado 615 votos en favor de Márquez, 541 en favor de Obando, y 16½ en favor de Azuero ; al perfeccionarse la elección por el Congreso obtuvo Márquez 58 votos, Azuero 21 y Obando 17.

ridad competente dispuso que mientras se averiguaba á quién correspondía la rica alhaja, se tuviese depositada en la tesorería de Hacienda, y se señaló el 22 de Octubre para trasladarla. Irritó sobremanera á la gente piadosa la circunstancia de estar sirviendo actualmente la custodia para el culto, y más que todo el carácter de Arganil, sujeto entremetido, amigo de bullir en todos los negocios y profesiones y á quien comúnmente se tenía por un desaforado y sanguinario jacobino que había llegado al país huyendo el castigo de sus desmanes en la revolución francesa*. Para impedir que se llevara á efecto la entrega se agolpó una gran muchedumbre, sobre todo mujeres, á la iglesia y á la calle del convento de la Enseñanza, donde estaba la custodia. Al empleado que iba por ella, le llenaron de insultos, y al fin no se la dejaron sacar. El Arzobispo trató de apaciguar el tumulto, y también fue desacatado. Al caer de la

* Se ha dicho (v. gr. *Gaceta de Colombia*, suplemento al número de 28 de Septiembre de 1828) que Arganil era portugués. En una carta de recomendación que este sujeto dio al Doctor Cuervo en 1835 para el Conde de Survilliers, ó sea José Bonaparte, carta que encontramos cerrada con lacre y con un sello en que se reconoce el busto de Napoleón, y carta que el Doctor Cuervo no tuvo ni la curiosidad de abrir, se leen estas frases : « *Les Bourbons ne souilleront pas longtemps notre chère patrie.* » « *Oui, Monseigneur, quoique bien plus âgé que vous, et dans des circonstances difficiles, je me flatte néanmoins de voir se réaliser mes espérances et d'en jouir mes derniers jours au milieu de mes concitoyens.* » « *Je suis Français, mais je ne fais pas consister la gloire et la dignité de la France à se montrer sévère envers les faibles et souple avec les puissants.* » En toda ella se muestra muy adicto y agradecido á los Bonapartes.

tarde crecía el alboroto, sin que valiera la intervención de los dos hermanos el canónigo y el general Herrán: antes se dirigieron los asonados a palacio dando vivas y muéras, hasta que el gobernador D. Florentino González logró dispersarlos a eso de las diez de la noche, llevando á algunos á la cárcel. El día siguiente era domingo, y aprovechando la calma de esta tregua, el lunes temprano se llevó la custodia á la tesorería sin aparato ni contradicción alguna. A pocos días el cura de la Catedral doctor D. Domingo A. Riaño ocurrió al juez competente, y tras un largo pleito quedó esta parroquia en legítima posesión de la disputada prenda*.

* Sentencióse en última instancia este ruidoso pleito el 17 de Mayo de 1839: con tal motivo hubo coletes y algarazas al publicarse la sentencia, y por la noche víctor y serenata al abogado defensor y á los jueces. El lector verá con gusto la descripción de la custodia, tomada de un documento autorizado:

« La custodia preciosa. Es de una vara de alto, de oro, dividida en tres cuerpos: los radios, el mástil y el pedestal. Tiene en el círculo del viril cuarenta y dos perlas finas; en el círculo concéntrico á ése, noventa y seis esmeraldas por el frente y otras tantas por detrás; en el otro círculo noventa y tres esmeraldas por el frente y ciento ocho por detrás; en el cuarto círculo ciento veintinueve esmeraldas por el frente y otras tantas por detrás; en el quinto círculo, que es formado por una guirnalda de uvas, tiene por el frente ochenta amatistas y otras tantas por detrás; en la cruz tiene once esmeraldas por el frente y otras tantas por detrás; al pie de la cruz tiene una esmeralda en forma de ojo de buey, y sobre la cabeza del ángel, que forma el mástil, un topacio y ocho esmeraldas por el frente y una amatista grande por el otro lado. En los veintidós radios mayores tiene ciento noventa y ocho esmeraldas por el frente y otras tantas por detrás; y en los medios radios veinte perlas finas de medio taladro; en el cinturón del ángel hay un jacinto y una esmeralda, más

Lo que venimos relatando es comentario del siguiente pasaje de una carta del general Santander dirigida al Doctor Cuervo en 30 de Diciembre de 1836, la cual, con todas sus disculpas y paliativos es testimonio elocuente de los hechos :

En la cuestión eleccionaria ha habido más pasiones viles que patriotismo. La venganza y los resentimientos han obrado más que el interés por el progreso de las instituciones y del orden. Yo, como soy veterano en esto de ser calumniado por la imprenta, he mirado con desprecio las calumnias de una docena de escritores miserables « que no pueden soportar mi superioridad en servicios, fidelidad y amor á las libertades nacionales en todos tiempos ». He opinado por Obando *quand même...* porque mi conciencia de patriota me lo aconsejó y la opinión de hombres muy respetables en la Nueva Granada me reforzaron (*sic*) la mía. Como hombre comprometido en el sistema predominante, he debido buscar quien nos dé garantías ; como amante de la libertad, quien sostenga las instituciones republicanas con vigor y energía. A nadie he comprometido á seguir mi opinión ; con ninguna persona que ha opinado de diferente modo he roto mis anteriores relaciones. He sido tolerante, he practicado los principios teóricos de libertad de pensamiento,

grandes que los doce rubíes que la circundan ; en los pies tiene cuatro diamantes y en la espalda once ; en el pecho tiene diez rubíes y cuatro diamantes. La peaña tiene cuatrocientas una esmeraldas y ocho amatistas, siendo de advertir que faltan cuatro remates. El peso total de la alhaja es de diez y nueve libras y ocho onzas. »

y no se portó: como caballero : de otro modo que hubiera podido ya estar nombrado Obando de Presidente: pero ya me había impuesto la responsabilidad de todos sus actos infelices y malamente. No opiné por Márquez porque es Vicepresidente: no debía tampoco renunciar al bolivarismo y al fanatismo que tienen mucha parte en su elección: tampoco por Azuero porque con sus teorías podía llevarnos al galope para el abismo; ni por Sáenz porque no me parece aparente su carácter para presidente en 1837, ni por López porque es menester dejar reservas: ni por Rafael Mosquera por su notoria inutilidad. Larga es de proseguir esta materia.

Pero hoy, después de lo que ha pasado de Junio á esta parte y del resultado de las asambleas electorales, yo votaría por Azuero, si fuera miembro del Congreso. Esto no quiere decir que yo voy a trabajar en el negocio: nada de eso. Que el Congreso haga lo que le parezca. No tomare cartas en el particular. Obedeceré al que nombre el Congreso, lo sostendré contra toda revolución y le ayudaré si lo necesita. Si la administración subsiguiente quisiere servir de instrumento de mis enemigos para perseguirme, ella habra adelantado mucho para su ruina y descredito en prestarse á ello. Yo tengo el orgullo y estoy creyendo que valgo algo en la Nueva Granada: Bolívar me lo hizo creer desde que me desprecio y persiguió injustamente.

En esta carta aparece también el principal argumento que se aducía contra la elección de Márquez, y de que tanto se abusó después para hacer dudosa

la legitimidad de su gobierno : decíase que por ser vicepresidente no podía ser elegido presidente. Pero la constitución era clarísima : en su artículo 103 decía : « Los que hubieren ejercido el poder ejecutivo por dos años á lo menos, inmediatamente antes de la elección ordinaria, no podrán ser elegidos presidente y vicepresidente de la república en el inmediato período. » Se trataba pues de ejercer el poder ejecutivo y no de ser vicepresidente, cosas que la misma constitución distinguía perfectamente en los artículos 94, 98 y 101. Como Márquez no había ejercido por dos años el poder ejecutivo antes de su elección, el Congreso con toda justicia le declaró constitucionalmente electo el 4 de Marzo de 1837.

Es cierto que lo que más oponían los adversos á Márquez era el artículo 98 de la constitución, que tratando de los casos de falta absoluta en que el vicepresidente debía ser sustituido por el presidente del Consejo de Estado, sólo señalaba los de muerte, destitución ó renuncia, y no el de ser elegido para la presidencia ; por lo cual, quedando de este modo vacante el puesto de Márquez, no habría quien le reemplazase, y podría suceder que faltara quien ejerciese el poder ejecutivo. Pero admitida como estaba por el artículo copiado arriba la constitucionalidad de la elección, semejante deficiencia de redacción afectaba más bien el título con que esotro funcionario pudiera suplir la falta del vicepresidente*.

Entre las muchas publicaciones ocasionadas por esto debate mereco

Para remover toda duda, dio el congreso, después de acaloradísimas discusiones, la ley de 12 de Mayo de 1837, según la cual siempre que conforme á la constitución debiera encargarse del poder ejecutivo el vicepresidente y faltara éste, debía hacerlo el presidente del Consejo de Estado.

La elección de Márquez merecía ser recibida con júbilo por la mayoría de la Nación, pues sus antecedentes eran esclarecidos cuanto pueden serlo en un ciudadano de una república libre. No bien entró el Libertador á la capital después de la victoria de Boyacá, llamó á Márquez á una fiscalía de la Corte Suprema. Electo diputado á la Convención de Cúcuta antes de contar veinticinco años, ejerció grande influencia en esta corporación compuesta de los hombres más eminentes de Venezuela y de la Nueva Granada, y la presidió más de ocho veces, tocándole el honor de recibir el juramento al Libertador. Intendente de Boyacá, no sólo promovió todo linaje de mejoras, sino que ostentó su lealtad á los principios liberales estorbando eficazísimamente la formación de actas de dictadura. Fue presidente de la Convención de Ocaña, y en la época triste que siguió á esta asamblea, llamado en calidad de liberal á la prefectura de Cundinamarca y luégo á la secretaría de Hacienda, eran sus opiniones acatadas por Bolívar.

especial mención el folleto anónimo de D. José Vicente Martínez, titulado *Palma de oro*, en que se esfuerzan todas las razones en favor de la constitucionalidad de la elección de Márquez.

Secretario también de Mosquera, fue, con Azuero, de los más odiados y perseguidos por los triunfadores del Santuario. Restablecido el gobierno legítimo en 1831, volvió á la secretaría de Hacienda y redactó el plan orgánico que dio vida á ésta. Figuró en la Convención de la Nueva Granada, y elegido vicepresidente de la República, la rigió por siete meses con tal tino y consagración, que al entrar el presidente Santander, la constitución estaba planteada, el gobierno organizado y la concordia en camino de afianzarse. Dotado de clarísima inteligencia y ayudado de los profundos estudios que le calificaban de jurisperito eminente, desembrollaba las cuestiones más arduas y descubría las providencias más oportunas; dialéctico consumado, afluente y ardoroso, arrollaba á sus contrarios en los debates parlamentarios; su actividad verdaderamente maravillosa todo lo emprendía y todo lo concluía sin aguardar la ayuda de subalternos.

Desde su primera alocución al subir á la presidencia confirmó las esperanzas que de él habían concebido los que, anhelando por un gobierno nacional, pensaban que todos los granadinos eran igualmente desinteresados y leales, y que, llamados á los puestos públicos, ni faltarían á sus juramentos ni tendrían otra norma que el procomún. Para su ministerio conservó á dos de los que acompañaban á su antecesor, que fueron el general Antonio Obando en el despacho de Guerra y Marina y D. Lino de Pombo en el del Interior y Relaciones Exteriores, y llamó

para la cartera de Hacienda a D. Juan de Dios Aranzazu; entonces y después dio destinos de consideración á los individuos más notables entre los adversos á su elección, sin obedecer á otra consideración que al mérito personal: así, Azuero fue invitado á servir una legación importante, Soto nombrado contador general mayor de Hacienda, después de haberle ofrecido otra legación, el coronel González jefe militar y gobernador del Socorro, D. Ezequiel Rojas secretario de la comisión fiscal en Londres y gobernador de Pamplona, y muchos otros que seria largo enumerar. En su porte y vida privada fue ejemplo de sencillez y dignidad republicanas, como que siguió viviendo en su casa particular sin guardia ni aparato.

Mucho se habló sobre que los descontentos de la elección del nuevo presidente intentaban por medio de una revuelta impedir que se posesionara; pero sea de ello lo que fuere, nada bastó para desarmar la sañosa oposición que, sin saber cómo iba á gobernar, empezaron á hacerle sus émulos desde el día en que fue elegido. El general Santander, que al bajar de su elevado puesto, recibió de los habitantes de la capital una sincera demostración del reconocimiento público, pudo dar á la posteridad el noble ejemplo de un viejo militar que después de haber gobernado por largos años á su patria, deja el mando sin pesar y presta su apoyo al civil que le sucede; pero no lo hizo así, y dio el paso inconsulto de declararse desde luego su adversario, más con el despecho de

quien no sale con su pretensión que con aquel puro civismo de que siempre se había gloriado. Un dicho vulgar enseña que el ascenso de personas humildes á puestos de representación da á conocer los quilates de su carácter, y la experiencia comprueba que el mismo efecto se observa al pasar á la vida común después de muchos años de mando. Defectos hay que se disimulan bien con un cargo elevado : la dureza y el entremetimiento aparecen como energía y celo ; la suficiencia, el ansia de aura popular, la jactancia de los propios servicios semejan elevación de sentimientos, conciencia del propio valer y de la dignidad del empleo ; en el que manda nada de esto ofende sino á caracteres muy dignos y enteros, pero en un particular es á todos insoportable. La justicia pide que, reconocidos los altos merecimientos de Santander, confesemos no haber estado exento de algunas de estas mezquindades, que han hecho su memoria menos grata que debiera, sobre todo por haberlas manifestado en los últimos tiempos de su vida, con que ha sacado verdadera la sentencia del gran dramático inglés : El mal que los hombres hacen les sobrevive, al paso que el bien se entierra á menudo con sus huesos*. Dificilmente pudo borrarse de la memoria que al día siguiente de pisar las costas de su patria en 1832, ofició al Secretario de Hacienda para preguntarle « cuál era la deuda que tenía contra el estado, y quién, cuándo y en dónde se

* *Julius Cæsar*, III, 2.

le pagaría* ; » tampoco se olvidó su excesivo rigor con los conspiradores de 1833 ; tampoco que por Abril y Mayo de 1837, acabado de salir de la presidencia y sin tener cargo alguno público, asistía diariamente al local del Congreso para conferenciar con los diputados amigos y sugerirles proyectos y medios de entorpecer y hostilizar al Gobierno, y no se retiraba hasta haber estimulado con su presencia las discusiones ; tampoco la arrogancia con que se apropió para sí y para su círculo el título de patriotas, jurando implacable guerra aun á los mejores ciudadanos, como no le siguieran incondicionalmente y osando requerir con altanería á las autoridades** ; ni tampoco las inconsecuencias en que incurría al proponerse espiar y acriminar los actos de su sucesor. Así cuando clamaba por haber sido removidos dos empleados, enemigos procaces del Gobierno, se le echaba en cara que él había adoptado una absoluta y confesada exclusión para quien no fuera su amigo político ; cuando exigía que se examinase si los individuos de la tropa llenaban las condiciones legales para ser electores, le advertían que en los años anteriores jamás le había ocurrido tal escrúpulo ; cuando proclamó en el Congreso la santidad del derecho de insurrección, á todos se les vino á la memoria el castigo de los conspiradores de 1833. Por el con-

* *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 50 (9 de Septiembre de 1832).

** Véase en el *Argos* de 27 de Mayo de 1838 una muestra de esto en el requerimiento que hizo sobre elecciones al alcalde y junta parroquial de las Nieves el 14 del mismo mes, y la oportuna respuesta que recibió.

trario, pocos quieren hoy recordar que Santander conservó en 1816 las reliquias del ejército granadino en las inhospitalarias llanuras del Arauca y del Apure; que organizó la división de vanguardia que por las Termópilas de Paya* abrió el camino hasta Boyacá, y aseguró con su actividad el éxito de la aventurada empresa cuando al asomar á la cordillera el ejército carecía de todo; que á su inteligencia y pasmosa eficacia desde que se encargó de la vicepresidencia de Cundinamarca y después de la de Colombia, se debió la pronta y multiplicada organización de los varios cuerpos que salieron contra el enemigo, su instrucción, equipo y armamento, igualmente que la marina de la República**; elementos y

* Expresión feliz de Bolívar en comunicación referente al acta hecha en Cundinamarca para reconocer el gobierno y la república de Colombia: « V. E. estaba llamado por su nacimiento, valor, virtudes y talentos á ser el primer jefe de la nación granadina; y V. E. ha preferido ser el primer súbdito de Colombia. Yo que sé más que otro alguno á cuánto tenía derecho V. E. de aspirar, me asombro al contemplar cuánto V. E. ha renunciado por aumentar sus títulos á la gratitud nacional. ¡Títulos que ya parecían completos! ¿No fue V. E. el primero que levantó un ejército para oponerse á la invasión de Casanare por nuestros enemigos? ¿No fue V. E. el primero que restableció el orden y una sabia administración en las provincias libres de Nueva Granada? ¿No fue V. E. el primero en apresurarse á dar el complemento á su libertad? ¿A abrirnos el camino por las Termópilas de Paya? ¿No fue V. E. el primero en derramar su sangre en Gámeza? ¿El primero en Vargas y Boyacá en prodigar su vida? ¿No ha justificado V. E. mi elección por su inteligencia, economía y rectitud en el gobierno de la Nueva Granada? Es pues V. E. el más acreedor á la gratitud de Colombia, que por mi órgano la manifiesta á V. E. » (Socorro, 25 de Febrero de 1820).

** Así lo declaró con absoluta unanimidad la Cámara de Represen-

cooperación á que debió Bolívar combatir gloriosamente en Bomboná, Sucre triunfar en Pichincha, y sin los cuales las jornadas de Junín y Ayacucho no hubieran dado libertad al Perú; por manera que, como acertadamente ha apuntado un escritor ilustre que casi por los mismos términos enumera estos merecimientos, de Santander podemos decir con mejor derecho y mayor exactitud que los franceses de Carnot, que *organizó la victoria* *. Muy pocos quieren recordar que mientras ganaban nuestros guerreros nombre inmortal, él creaba el gobierno de Colombia y planteaba la libertad civil y política; por lo cual Bolívar al saber que la Gran Bretaña había reconocido como nación á Colombia, le escribía: « Yo me congratulo á mí mismo, á mi patria y á V. E. por el término de una empresa que colma de bendiciones al pueblo, de laureles á los soldados y de gloria al Gobierno, que ha sido el arquitecto de esta prodigiosa creación. El ejército en el campo, y V. E. en la administración son los autores de la existencia y de la libertad de Colombia. El primero ha dado vida al suelo de sus padres y de sus hijos, y V. E. la libertad, porque ha hecho regir las leyes en medio del ruido de las armas y de las cadenas.

tantes en 1823, dándole por merecedor del título de General en Jefe: voto que hizo suyo Bolívar al manifestar su sentimiento de que la Cámara se le hubiera anticipado en este acto de justicia. *Gaceta* de 8 de Agosto de 1824.

* D. Antonio José de Sucre en el *Correo nacional* de Bogotá, 25 de Octubre de 1890.

V. E. ha resuelto el más sublime problema de la política : si un pueblo esclavo puede ser libre*. » Muy pocos quieren recordar que con este prestigio fue centro de cohesión para la Nueva Granada, y que con su entereza republicana afianzó la paz á la sombra del severo cumplimiento de las leyes y creó el espíritu de nacionalidad. Muy pocos hablan ya del orden y economía que asentó en la hacienda pública ; muy pocos de su amor á la juventud y su celo por la difusión de las luces** ; muy pocos de

* Se ha sugerido con maligna agudeza que el calificativo de *hombre de las leyes* que dio Bolívar á Santander es denigrativo, como si hubiera dicho *leguleyo*, hombre que para todo trae á colación las leyes, para todo las halla ó acomoda. Esta comunicación, fechada en Arequipa el 8 de Junio de 1825, explica el pensamiento de Bolívar, tanto más que el calificativo dicho es anterior á toda discordancia entre los dos personajes. Véase el *Constitucional* de Bogotá, número del 18 de Mayo de 1826, pág. 3.^a, col. 3.^a.

** Mucho se ha dicho contra Santander por haber patrocinado en la enseñanza los libros de Tracy y Bentham, haciéndole único responsable de los males que sus doctrinas han causado ; pero debe considerarse que él no los llevó ni escogió, sino que siguió como la mayor parte de los hombres públicos de nuestra nación la corriente del liberalismo español. Más natural es suponer que Santander, militar, se dejase llevar por el parecer de personas como las que redactaron el Plan de estudios de 1826, que no que él les impusiese sus opiniones. Por el hecho de haber prohibido Bolívar estas enseñanzas, declarando que á su influencia corruptora se debió la conspiración de Septiembre, acabó esto de volverse cuestión de partido. El congreso de 1835 puso otra vez en vigor el Plan y con él dichas enseñanzas, y no valieron las representaciones de varias cámaras de provincia y respetables vecindarios para que el congreso de 1836 las prohibiese de nuevo, pues aunque en el senado se aprobó un proyecto en este sentido, la cámara de representantes lo negó. En la resolución que por medio del secretario Pombo dictó en 1835 el Poder Ejecutivo sobre

aquella afable llaneza con que se confundía entre los ciudadanos sin desdoro de su posición oficial ni de su dignidad personal ; muy pocos en suma, del magistrado que tenía por principio hacer sensible dondequiera la acción del gobierno, interviniendo en cuanto lo exigía la utilidad pública, bien diferente de como se lo imaginan los que le dan por corifeo de novísimas ideas disociadoras. Pero á la manera que, habiendo venido á ser el nombre de Bolívar enseña de un partido, casi nadie mentaba al héroe por muchos años después de su muerte sin asociarle el triste recuerdo de la dictadura ; así tuvo Santander la debilidad de hacerse centro de intrigas y dar el primer impulso para una de las más sangrientas revoluciones de nuestra patria, y no es mucho que su nombre, arrojado entre la discordia de los partidos, sea infamado por unos y glorificado por otros sólo en atención á la impresión última que como hombre de partido les dejó. Para Bolívar la hora de la justicia y de la indulgencia ha llegado ; razonable es esperar que llegue también para Santander. Refresquemos pues la memoria de sus beneficios para que cubra sus defectos y las inconsecuencias de sus últimos días.

la solicitud de la Dirección general de Instrucción pública para que se suprimiera la enseñanza de Bentham, se ve claro que el espíritu de partido andaba en todo esto. Reconociendo lo peligroso del texto, atribuye el alarma que excita á preocupaciones parecidas á las que ha habido contra las doctrinas liberales. El gobierno que siguió al de Santander continuó sus ideas hasta el día en que se encontró á la cabeza de otro partido.

CAPÍTULO IX

« EL ARGOS » Y « LIBERTAD Y ORDEN »

Vuelta del Doctor Cuervo. — Cargos varios que desempeña. — Rector de la Universidad. — Separación de los estudios civiles y eclesiásticos, y creación del Seminario. — Director general de la renta de tabacos. — Plenipotenciario para la división de los créditos de Colombia. — Director del crédito nacional. — La *Bandera nacional* y el *Argos*. — Los nuevos partidos. — La Sociedad Católica. — El Ilmo. Mosquera en los primeros tiempos de su arzobispado. — Se van alejando los liberales moderados y los santanderistas. — Sucesos de Pasto. — Sus efectos en Bogotá. — Parte Herrán para el Sur. — Estada de Obando en Bogotá. — Cambian de actitud los santanderistas. — Combate de Buesaco y sus resultas. — Aranzazu sobre esto. — Candidatura de Herrán. — Sigue Obando para Pasto á someterse á juicio por la muerte de Sucre. — Renace la lucha periodística. — *El Observador*, *Libertad y Orden*.

Grande era pues la vuelta que había dado la cosa pública en tanto que el Doctor Cuervo se hallaba en Europa. Aunque se le abría aquí inmenso campo para saciar su deseo de estudiar, y eran irresistibles los halagos que cautivaban su espíritu esencialmente investigador; todavía labraba en su alma una cierta inquietud, como el presagio de una próxima desgracia, que no le dejaba saborear los goces de la

cultura europea. No pudiendo resistir por más tiempo la ausencia, adelanta la vuelta á la patria, y después de un largo viaje sembrado de peligros y privaciones, ya á la puerta del suspirado hogar, sabe que la muerte acaba de arrebatár á su hijo Angel María, de seis años de edad (2 de Marzo de 1837). D. Julio Arboleda, compañero de viaje, dándole el pésame, le escribía : « Y ¿ qué deberá sentir usted, mi amigo, que tanto y tan tiernamente hablaba de sus niños, que le daba á uno gana de ser su hijo ? »

A su llegada encontrábase en vísperas de subir al poder la fracción del partido dominante á que desde su juventud había pertenecido. Dados algunos días á su familia y á su aflicción, volvió á la vida pública con el ardor de quien, habiendo visto los países extraños, quisiera consagrarse todo al servicio del propio ; así es que desde su regreso hasta la misión al Ecuador tuvo ingerencia en casi todos los ramos del gobierno. Reservándonos hablar con alguna detención sobre los cargos de mayor importancia, vemos por los datos que tenemos á la mano que fue presidente de la Sociedad de Educación primaria ; que como diputado por Chocontá á la Cámara provincial de Bogotá, promovió la creación en la Casa de Refugio de una sala de asilo á semejanza de las que, para recibir á los hijos de los obreros mientras éstos se hallan ocupados en su trabajo, fundó Dionisio Cochin en París el año de 1828 ; y para que la escasez del tesoro no fuese obstáculo á su proyecto, donó los útiles y enseres necesarios que con este

designio había conseguido en Europa*. Como Inspector del Hospital, decaído por la negligencia de los empleados, puso en observancia el reglamento que redactó durante su gobernación; devolvió al establecimiento, sin aumentar los gastos ni desfaltar las rentas, su anterior prosperidad, y (dejando de mencionar otras mejoras) construyó un espacioso anfiteatro anatómico, provisto de los correspondientes utensilios y con todas las condiciones que requiere la salubridad pública**. Al mismo tiempo dirigía y

* Véase el *Amigo del Pueblo* de 7 de Octubre de 1838. Este periódico encomia la generosidad del donador, comparándola con la conducta de otros hombres públicos que salen de su patria; hace presente lo meritorio de la obra y recuerda lo que la República y en especial la provincia de Bogotá deben al Doctor Cuervo, cuyo celo y desinterés propone como digno de imitación.

** El Doctor Cuervo fue nombrado Inspector el 20 de Octubre de 1838, y á los tres meses enumeraba el *Argos* en estos términos las mejoras hechas: « Se ha dado una nueva distribución á las salas para los enfermos, á fin de que estén éstos separados según sus clases y sean mejor auxiliados; se han construido doscientas camas de madera pintadas y en la forma conveniente para que ningún enfermo presencie los sufrimientos y agonías de otro; se han hecho doscientos colchones con sus correspondientes almohadas, igual número de frazadas y de colchas, y cuatrocientas sábanas; se ha comprado un servicio de loza fina de la fábrica bogotana con la marca del hospital para dar de comer á los enfermos, y se ha obtenido de un ciudadano el suficiente número de cucharas de metal para el mismo objeto; se ha fabricado un fogón de hornillas de reverbero que economiza cuarenta pesos de leña al mes y otros dos comunes para preparar las aguas y tisanas; se ha separado un claustro para la habitación y manejo de los religiosos á fin de que puedan cumplir mejor con las reglas de su orden, quedando el otro para los empleados civiles de la casa; se ha resanado y blanqueado el edificio; se ha destinado una pieza decente y provista de ataúdes y paños negros para el depósito de los cadáveres

vigilaba diariamente la fábrica de la capilla del cementerio y desempeñaba no pocos encargos transitorios; entre éstos el de conferenciar en nombre del Gobierno con los asentistas de la salina de Cipaquirá para la rescisión del contrato de 1834, lo que no tuvo efecto por no aceptar ellos las bases equitativas que se les proponían; y el de ser árbitro de la Sociedad granadina de la Ferrería de Pacho para decidir en las cuestiones que ésta tenía con la Compañía Franco-colombiana.

El 20 de Diciembre de 1836, durante su ausencia, le había elegido rector el claustro de la Universidad, y el general Santander le comunicaba en estos términos la noticia: « Los doctores de esta Universidad han anulado la sentencia pronunciada contra usted por Broussais en segunda instancia: ellos le han nombrado rector en concurrencia con el doctor Soto, y el gobierno ha aprobado la elección prometiéndose que usted acepte el rectorado por amor á la educación, por gratitud á los electores y por interés en favor de este establecimiento literario, que debiendo ser el primero de la República, es el último. Si mi interposición vale algo para con usted,

mientras son conducidos al cementerio; en una palabra, se ha hecho en tres meses cuanto no se hizo cuando el hospital contaba con cuantiosos fondos. » En vista del estado próspero del establecimiento, el Gobernador de la provincia dirigió al Doctor Cuervo una expresiva comunicación, que trasmitió también al Gobierno para que se publicara en la Gaceta. Véase el número de 24 de Marzo de 1839.

me interpongo para que acepte. » Obedeciendo á estas consideraciones tomó á su cargo el dar vida al descaecido instituto, empresa ardua, si no imposible, supuestas las dificultades que oponía el malhadado plan de estudios. Si no otra cosa, hará grata su memoria el haber coadyuvado entonces á hacer á la instrucción superior uno de los beneficios de más monta que pudiera recibir; hablamos de la reforma de la educación y estudios eclesiásticos, que por largos años se habían seguido y dado bajo el mismo techo que los apropiados á otras facultades, sin que esfuerzo alguno bastase á evitar el daño que redundaba á la Iglesia de no formarse los jóvenes que se dedicaban á la carrera eclesiástica bajo la inspección exclusiva del Prelado y con un régimen adecuado á su vocación. Desde los primeros días de la conquista de América los obispos trabajaron sin descanso en organizar seminarios para la formación de un clero nacional, y pronto lograron éxito tan feliz, que el monarca español dispensó á estos planteles su protección, imponiéndoles en cambio el deber de dar mayor ensanche á la educación; de aquí provino que tomaron el doble carácter de seminarios eclesiásticos y de establecimientos civiles, aunque mostrándose forzosamente desde luego los inconvenientes de mezclar fundaciones de naturaleza y objetos tan diferentes. En Bogotá, el arzobispo D. Bartolomé Lobo Guerrero fundó en 1605 el colegio seminario de San Bartolomé y lo encomendó á los jesuitas, que lo dirigieron hasta su expulsión en 1767;

en Diciembre de 1771 la Junta de Aplicaciones quiso aprovechar para otros objetos el local (que después fue biblioteca y cuartel, y luego hemos conocido como palacio presidencial), y destinó para seminario conciliar el colegio máximo de la Compañía, que, según parecer de Alcedo, era la casa más suntuosa y magnífica que tenía en toda la cristiandad después del Jesús de Roma, con condición de que se dividiera para servir de colegio de ordenandos y de lugar de corrección para los eclesiásticos. A despecho de todo continuaron confundidas las enseñanzas, con la anomalía de tener el colegio por patronos al virrey y al arzobispo, de donde resultaban diarias competencias de jurisdicción que entorpecían los estudios y aun rompían la armonía entre las dos autoridades. Crecieron los embarazos hasta el punto de que por los años de 1792 el arzobispo D. Baltasar Jaime Martínez Compañón se vio precisado á sostener á su costa el colegio de ordenandos en el edificio de la Venerable Orden Tercera. Para remediar esto, propuso el virrey Ezpeleta al gobierno español que San Bartolomé fuese entregado al Arzobispo para que sirviese exclusivamente de seminario, y que se mejoraran las enseñanzas civiles en el colegio del Rosario; pero esto no pasó de un puro proyecto. El Congreso de Colombia en 1823, á petición del señor Caicedo, provisor entonces y después arzobispo de Bogotá, decretó el establecimiento del colegio de ordenandos, destinándole el convento de capuchinos con todas sus anexidades; llevóse á efecto y floreció

hasta la muerte de este prelado acaecida en 1832, con la cual decayó notablemente, y el local fue adjudicado por el Gobierno al colegio de la Merced. En consecuencia, los que seguían la carrera eclesiástica quedaron en peor condición que los otros estudiantes, pues la Universidad se convirtió en foco de propaganda materialista y utilitaria, y llegó á tanto la relajación, que según el decir de Santander, este establecimiento, debiendo ser el primero, vino á ser el último. El Ilustrísimo Mosquera lamentaba como nadie este mal, y escribía por aquéllos tiempos al Doctor Cuervo que el materialismo y las doctrinas de Bentham estaban devorando la juventud; calamidad que pone en su punto declarando la imposibilidad de conseguir un clero ilustrado, único, en su concepto, capaz de contrastar la corriente devastadora, si hubiera por precisión de formarse en los mismos claustros donde brotaba el veneno que estaba llamado á combatir. Resuelto el sabio prelado á poner remedio, encarece al Doctor Cuervo que visite los mejores seminarios de Europa y que junto con sus propias observaciones, le lleve los libros y reglamentos que crea más aplicables al arzobispado. Ya se supondrá que poco esfuerzo tuvo que hacer para cumplir un encargo en que, complaciendo á un amigo predilecto, prestaba un servicio á su patria. Rector luego de la Universidad, apoyó y ayudó eficazmente los designios del Arzobispo; y no sería poca la parte que en la empresa le cupo, cuando al ver años después los opimos frutos que

daba el Seminario a la Iglesia y a la Republica, se gloriaba, escribiendo a su ilustre amigo, de su cooperación en obra tan benéfica*.

Nombrado en 1837 administrador de las salinas de Cipaquirá, Nemocón y Tausa, condescendió con el Gobierno en aceptar mas bien la dirección general de la renta de tabacos, atenta la caída que tuvo este artículo en los mercados europeos, por efecto de cierto descuido en la venta de una cantidad considerable del de Jiron, que se hallaba en mal estado. Por otra parte este destino se reputaba de mayor importancia, supuestas las esperanzas lisonjeras que se libraban en el incremento y prosperidad á que una atinada organizacion pudiera levantar este renta. Con todos sus inconvenientes, el monopolio del tabaco, que venia desde la Colonia, habia sido conservado por una ley de 1821, temiéndose el desfallo que la supresión repentina hubiera ocasionado en la hacienda pública, no menos que con el benéfico designio de extender el cultivo y darlo libre cuando el comercio fuese de por sí capaz de sostener el impulso dado. Pensábase además que recibiendo esta renta como

* El Arzobispo representó al Congreso pidiendo la separación de los estudios y reclamando el edificio perteneciente al Seminario en 2 de Abril de 1838; el *Argos* de 6 de Mayo publica con aplauso el proyecto aprobado ya por el Senado; pero no fue sancionado definitivamente hasta el 28 de Abril de 1840. El seminario se instaló solemnemente el 4 de Octubre del mismo año. De los documentos agregados por el Arzobispo á su representación hemos tomado las noticias históricas que damos en el texto.

garantía los acreedores extranjeros, se interesarían en abrírnos mercados en Europa y fomentar nuestra agricultura. Pero la dirección era dificultosa en sumo grado : si decimos que la producción era laboriosísima, incesante la vigilancia, los reglamentos enredados y viciosos, no daremos una idea de esta afanosa labor : el Gobierno había de escoger las semillas, dirigir el cultivo, vigilar la cosecha y empaque, y buscar los mercados ; todo con un tren de empleados y guardas numerosísimo y heterogéneo hasta no poder serlo más ; y con una falta absoluta de unidad y fijeza, pues acá se producía el tabaco por medio de contratos, allá por administración ó de ambas maneras. Esta confusión, que devoraba la mitad de la renta, era donde se esperaba que el Doctor Cuervo introdujese orden y economía. Con este intento dictó muchas providencias eficaces, y la Memoria que presentó á los cuatro meses de haberse encargado del ramo mereció particular elogio del Gobierno y de los conocedores, por la suma de trabajo que encierra y por las ideas luminosas que propone para conseguir la prosperidad de la renta, simplificar la contabilidad igualándola á la de una casa de comercio, y obtener, reduciendo el personal, con menos trabajo, mejores resultados.

Disuelta Colombia, era así punto de honor como exigencia de la necesidad, que las tres naciones en que aquélla se dividió, determinasen cuanto antes lo que á cada una correspondía en la enorme deuda

contraída para concluir la guerra de la independencia. Con este fin designó Venezuela en 1833 á D. Santos Michelena, en calidad de Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, y llegado á Bogotá, se entendió con D. Lino de Pombo, comisionado para el efecto por el gobierno de la Nueva Granada. Después de prolongadas discusiones se firmó en 23 de Diciembre de 1834 la convención sobre reconocimiento y división de los créditos activos y pasivos de Colombia, basada en la población, según el censo de 1825; por manera que de cien unidades tocaban á la Nueva Granada las cincuenta, á Venezuela veintiocho y media, y al Ecuador veintiuna y media. El último, á causa de las discordias en que se abrasaba, no pudo pensar en estos asuntos, pero posteriormente accedió á la convención (22 de Abril de 1837). Sólo Venezuela quedó contenta con el arreglo*, como que al fin ella dictó las bases y casi las impuso; su congreso aprobó en breve la convención (28 de Abril de 1835). En la Nueva Granada se oyeron por dondequiera voces de improbación, pues parecía una iniquidad que hubiésemos de cargar con la mitad de la deuda; y se protestaba que no era la población lo único que debía tomarse por norma en esta división, sino que debían tenerse en cuenta otras condiciones económicas de las tres naciones. En los congresos de 1835 y 1836 hubo,

* Véase, por lo que hace al Ecuador, Cevallos, *Resumen de la historia del Ecuador*, tomo V, p. 329 (2ª. edic.).

particularmente en la cámara de representantes, violentas discusiones, de que atrás dimos idea ; intentóse reducir á Venezuela á entrar en nuevas negociaciones, y como estos esfuerzos saliesen vanos, el deseo de ahorrar sacrificios más costosos y la urgencia de definir una situación que imposibilitaba la organización del crédito público, movieron al presidente Márquez á pedir al Congreso (6 de Abril de 1837) que aprobase la convención firmada, como en seguida se hizo. No por tanto cesó el descontento ni cierta mala voluntad contra los que habían intervenido en el negocio ; pero es muy probable que, aun tomadas otras bases, siempre fuera imposible hallar un corte estrictamente justo, y así jamás hubiera faltado que criticar.

Conforme á la base indicada se dividía en la convención lo que debía Colombia por los empréstitos de 1822 y 1824 con sus intereses, el préstamo sin interés que generosamente hizo la Legación de Méjico en Londres á nuestro Ministro para sacarle de embarazos en momentos que estaba comprometido su crédito junto con el de Colombia ; la deuda consolidada al tres por ciento de interés anual y la consolidada al cinco por ciento ; la deuda flotante radicada en las aduanas el 1º. de Enero de 1830, y la de tesorería hasta la misma fecha, en la cual se incluían los sueldos, pensiones, servicios, préstamos y contratas, junto con los sueldos y gastos de las legaciones de Colombia en el Brasil, en el Perú y en Méjico, los del consulado general en los Estados

Unidos y los de conservación de los archivos colombianos en Londres y Lima, todo posterior al 1.º de Enero de 1831, los de la legación de Roma hasta el 24 de Febrero de 1832 y todos los gastos del congreso constituyente de 1835. Pero no todas las deudas consolidadas habían sido inscritas en lo que se llamaba el gran libro de la deuda nacional colombiana, y era preciso que los acreedores presentasen sus títulos para admitirlos y reconocerlos en caso de ser conformes á las leyes y decretos de Colombia; las deudas flotante y de tesorería, de que habían de presentar una relación las tres repúblicas, debían repartirse adjudicando de preferencia á cada una de ellas lo que correspondía á sus propios ciudadanos ó habitantes, haciendo oportunas compensaciones en caso de exceso ó defecto por una parte ú otra. Para recoger en Europa los vales provenientes de los empréstitos dichos y cancelarlos cambiándolos por otros, cada república debía enviar un comisionado á Londres. Para confrontar aquellos vales con el registro formado por los comisionados y anularlos después; para efectuar las delicadas operaciones relativas á la deuda doméstica; para oír cuantas reclamaciones se hiciesen contra Colombia por causas anteriores al 31 de Diciembre de 1829, para liquidar y transigir equitativamente las que se apoyasen en sentencias ejecutoriadas, las que fueron reconocidas como justas por el gobierno colombiano y las que trajesen su origen de espoliaciones cometidas por corsarios colombianos, debía reunirse en

Bogotá una comisión compuesta de tres ministros nombrados por cada una de las Repúblicas interesadas. Venezuela envió á D. Santos Michelena, el Ecuador á D. Francisco Marcos y la Nueva Granada designó al Doctor Cuervo. Instalóse la Asamblea el 25 de Abril de 1838 con no poco recelo del público, porque los antecedentes inclinaban á ver su tarea « erizada de dificultades » y hasta « se hacían fatídicos pronósticos* ». A los pocos días se vieron disipados tales temores : la cultura, tino y circunspección con que se condujeron los plenipotenciarios, hicieron reinar en sus conferencias la más perfecta armonía y cordialidad, además que trabajaron tan asidua y escrupulosamente que su cometido pareció menos difícil á los de fuera, y se concluyó antes de lo que se suponía. A la atención é imparcialidad que se requerían para poner cortapisas á las pretensiones ó la mala fe de muchos reclamantes, era menester agregar una laboriosidad incansable. Después de examinar individualmente los títulos presentados para declararlos buenos ó no, debían liquidarlos y cancelarlos con una nota firmada de todos los ministros ; se llevaban por triplicado tres registros, uno de la deuda consolidable al cinco por ciento, otro de la de igual clase al tres por ciento, y el último de la flotante y de tesorerías. La suma de este trabajo se estimará en su justa medida recordando que, des-

* Palabras del Secretario de Hacienda de la Nueva Granada en su Memoria al Congreso de 1839.

pués de haber negado muchas reclamaciones, la deuda total de Colombia fue en números redondos de 103.398.000 pesos, en que la extranjera ascendía á 34.065.000 y sus intereses á 29.450.000 ; la interior á 25.326.000, y sus intereses á 14.557.000 ; de todo lo cual correspondió á la Nueva Granada 51.699.000.

El 16 de Mayo de 1839 se concluyó la liquidación y división, y el acuerdo de la junta de ese día fue como el finiquito de la cuenta de la Nueva Granada con Colombia, pues su Plenipotenciario presentó 3.019.518 pesos y 1 real y 6/8 de real en vales de deuda consolidada de Colombia de inscripción al cinco y al tres por ciento, para cubrir el déficit que le resultó en su cupo de deuda consolidable y flotante.

El Doctor Cuervo tuvo auxiliar incomparable en el celo é inteligencia de D. Juan Antonio Marroquín, que fue nombrado por el gobierno granadino para preparar y ordenar los documentos que se presentasen, y formó de ellos un índice tan claro y bien dispuesto, que facilitó muchísimo el trabajo.

Salido tan felizmente de este encargo, fue llamado el Doctor Cuervo á la Dirección del Crédito nacional, en reemplazo de D. José Manuel Restrepo, que la desempeñaba interinamente ; cargo en que debía reducir á efecto los deberes que la nación había contraído al hacer la división de los créditos colombianos. Sin embargo, no pudo tomar posesión de él hasta pasados algunos meses, quedando entretanto en esta ardua faena D. Ignacio Gutiérrez, porque al

ver á un amigo suyo muy querido amenazado de grave é inminente pérdida si un abogado hábil no defendía sus intereses en la provincia de Antioquia, emprendió el viaje en seguida, separándose de los destinos que ocupaba.

Dejamos á Santander dispuesto con sus adictos á hostilizar al presidente que, á despecho de sus votos y de sus esfuerzos, la mayoría nacional había elegido. Organo de esta oposición fue la *Bandera nacional*, redactada por el mismo Santander, D. Florentino González y D. Lorenzo María Lleras, y cuyo tono acre y lenguaje descompuesto recordaban el *Cachaco*. Anunció desde el primer número sus intenciones hostiles, las siguió con tenacidad, se propasó á amenazar con un 25 de Septiembre, y aun pretendió sembrar la cizaña en la sociedad fingiendo una odiosa diferencia de nobles y plebeyos; esto al mismo tiempo que de otros modos se ponía en la Costa unos contra otros á los blancos y á los pardos y se daba pábulo á todo linaje de pretensiones ó rivalidades locales á fin de resucitar el federalismo. Para hacer rostro á esta publicación se fundaron varios periódicos, entre los cuales ocupó el primer lugar el *Argos*, de que salieron setenta y ocho números desde 26 de Noviembre de 1837 á 19 de Mayo de 1839. Figuraron entre sus principales redactores D. Juan de Dios Aranzazu, D. Lino de Pombo y el Doctor Cuervo. Como muestra de su tono y estilo y porque pinta en breves rasgos la conducta de los oposi-

tores, copiaremos algunos períodos de un artículo titulado *¿Qué pretende la oposición?* Después de exponer los caracteres y fines de una oposición razonable, continúa :

Examinemos ahora cuáles son los intereses, cuáles los principios en cuyo sostenimiento y triunfo está empeñado el partido Santanderista. ¿Se quiere aliviar á la agricultura de las cargas que la agobian, quitar las restricciones al comercio, mejorar y facilitar las vías de comunicación, fundar el crédito público, extender y mejorar la instrucción primaria y secundaria? Estos son objetos que ocupan preferentemente la atención del Gobierno, como puede verse en las exposiciones de los Secretarios de Estado al Congreso. ¿Se aspira á que la libertad civil y política sea una realidad en la Nueva Granada y á que todos los ciudadanos gocen de una perfecta seguridad en sus personas y propiedades? Cualquiera que viva en este país contestará que estos bienes se poseen. ¿Qué es lo que pretende pues la oposición? Satisfacer miserables pasioncillas, vengar injustos resentimientos, hacer triunfar su orgullo ofendido y echar abajo la presente Administración no por medios lícitos y nobles sino por los de la difamación y la calumnia. Allá en Europa la oposición se hace á la política ó á la tendencia de los gabinetes; acá en nuestra tierra se dirige á los empleos y á los que los obtienen, si no son de la comunión íntima del ex-presidente.

Observemos de paso la conducta de esos señores en las Cámaras legislativas. Encarécese de un extremo á

otro de la República que se mejore la administración de justicia, que se dé una buena ley de policía, que se simplifique la administración local, que se introduzca el orden en la enseñanza pública para que corresponda á las necesidades del pueblo, que se codifiquen las leyes de aduana, que se dé impulso á la importante renta del tabaco, etc., etc. : ahí están durmiendo los proyectos presentados sobre estos interesantes ramos del servicio público, sin que ninguno de los que se titulan amigos del pueblo y representantes del *progreso*, levante su voz para hacerlos despertar, discutir y aprobar. Pero que se trate de una cuestión de poco ó ningún interés nacional, como la del juez de hacienda del Cauca, la de la provisión de la escuela de Chipatá ú otra semejante en que puedan hacerse inculpaciones odiosas al Ejecutivo ; la oposición entonces levanta su voz de trueno, hay discursos preparados de antemano, furibundas catilinarias, energía, heroísmo, desafío á los peligros de la muerte, etc. ¿ Para qué ? Para combatir al honrado ciudadano que preside á la Nación por los votos de ésta y contra los deseos de su antecesor, y que sin medios ni elementos para oprimir al pueblo, sólo tiene en su apoyo la fuerza moral que da la opinión. ¡ Menguado y bien triste heroísmo el que se quiere hacer valer contra quien no opone más armas, ni más medios de defensa que los de la razón, ni más auxilios que sus notorios precedentes de probidad y de saber.

Se dice empero que el señor Márquez se ha puesto á la cabeza de la facción goda ó santuarista, y que los antiguos patriotas son perseguidos ó postergados ! ¡ Calum-

niosa imputación! ¿Son acaso godos ó santuaristas, el siempre adicto á los principios republicanos general Lopez, el coronel González, el doctor Soto, los señores Gomez, Larrota y Torrices, los Mosqueras y otros muchos ciudadanos ilustres y distinguidos á quienes el Presidente ha llamado á los destinos públicos?... Porque no se persigue ó no se insulta á ciertas y determinadas personas, objeto de la animadversión de unos pocos, porque la imposible conducta del Gobierno va reuniendo á los ciudadanos á quienes una política turbulenta tendria siempre divididos; y en fin, porque poco á poco se van cicatrizando las heridas de la Patria: « Todo es perdido, » se grita, « la administracion es retrógrada y hostil á los patriotas. El general Santander, este hombre de nuestros recuerdos y de nuestras esperanzas, no es buscado y consultado para todos los negocios, no se dan á sus abnegados los mejores puestos y sus enemigos ó malquerientes se gozan impunemente. ¿Que maldad! »

Después de dos años de lucha en defensa del poder civil y de haber arrostrado la maledicencia y la calumnia de los escritores de la oposicion, pareciendo que el Gobierno había acallado con su comportamiento los gritos de las pasiones, al desaparecer la *Exposición* volvió á ser dado á los redactores del *Argos* para desahogar al público:

« Volvimos á la vida cuando ya no hay enemigos con quienes luchar, cuando el horizonte político se presenta ya despejado y algunos consignados en el *Argos*

nuestros principios para que ahora y en más lejana época se nos juzgue por ellos...

Nada pierde el país con que en pos de la *Bandera nacional* desaparezca el *Argos*, establecido para contrarrestarla. Resuelto ya favorable y definitivamente el gran problema que por dos años ha estado examinándose, á saber, si era todavía posible que á la voluntad nacional legalmente expresada se sobrepusiesen voluntades ó pretensiones individuales, como en épocas anteriores de recordación infausta, cualesquiera otras cuestiones son de un interés secundario y pasajero, y sobrarán bien cortadas plumas que las analicen y aclaren. Las nuestras no se empeñan, además, en polémicas políticas en que no dé honra el triunfo, ó disculpe el vencimiento la pujanza de los adversarios.

Próxima está, y se acerca bajo las más bellas apariencias, la nueva campaña eleccionaria... Por nuestra parte, no permaneceremos indiferentes é inertes cuando suene la hora de entusiasmo y movimiento para todo buen ciudadano; y sea cual fuere el nombre que salga favorecido de la urna de las elecciones, consideraremos siempre como un deber honroso prestar apoyo y cooperación á los funcionarios públicos legítimamente constituídos, si respetan las leyes, si gobiernan conforme á las reglas que ellas les prescriben, si sostienen en todas circunstancias la dignidad del país y la de sus respectivos puestos, y si los vemos solícitos en promover la prosperidad nacional.

Por aquí se ve una vez más que el origen de esta lucha no fue otro que el despecho de Santander.

Marquez y los suyos se jactaban de liberales en el concepto de que sostenían sin contemplación de ningún linaje las leyes y la voluntad nacional expresada conforme a ellas, y aseguraban á todos el uso de sus derechos sin distinción de partidos ni de precedentes gratos o ingratos. Puestos en este terreno, se hacían sordos á la grito de la otra fracción liberal tanto como á las quejas y reclamaciones de los descontentos de antes que con sus votos habían contribuido al triunfo. Bien es verdad que se complacía el nuevo gobierno en ser fiel á su programa, cuando podía probar á la oposición que no había, como le echaban en cara, tal liga con el fanatismo y la intolerancia, fantasmas que asustaban á todos los liberales. Así, muy á los principios 27 de Agosto de 1837 se previno á los gobernadores, que teniéndose informes seguros de que en algunos monasterios de regulares había novicios, donados ó devotos menores de veinticinco años, sin demora cortasen este abuso cumpliendo el artículo 5.º de la ley de 4 de Marzo de 1826, según la cual el jefe político debía hacer salir del convento ó monasterio al individuo que se hallase en tal caso, para devolverlo á casa de su padre, tutor ó curador. Dictando esta providencia hacían ver á Santander que ahora se tenía más vigilancia en el particular, y que de haber conivencia con el fanatismo, como decían, mayor había existido en su tiempo. Poco después renovaron muchos padres de familia y otras personas respetables las antiguas gestiones para que se excluyesen

de la enseñanza las obras de Tracy y de Bentham, y el Poder Ejecutivo se negó á ello, fundándose sin duda en que puesto en todo su vigor por la ley de 30 de Mayo de 1835 el Plan de estudios de 1826, que las designaba como texto, y desechadas por el Congreso peticiones semejantes, tales obras debían mirarse como apoyadas por la mayoría nacional*.

Entre estas disputas, que pudiéramos llamar caseras, la paz continuada de algunos años y la aplicación constante y desinteresada de los gobernantes á promover el bien común habían llevado la República á la situación más lisonjera. En su mensaje constitucional de 1839 anunciaba el Presidente al Congreso que las rentas nacionales se habían aumentado considerablemente y aun excedido bastante á los gastos, y que el ejército permanente se había ido disminuyendo á medida que la tranquilidad se afianzaba en todo el territorio. El Secretario de Hacienda, sentadas las bases del crédito público con el arreglo de los negocios colombianos, aseguraba que « en una época no muy lejana quedaría la deuda (interior) extinguida, si así se tenía por conveniente, ó adqui-

* Véase el *Argos* de 26 de Agosto de 1838. En el artículo á que nos referimos se alega este hecho en defensa de Márquez contra Murillo, que en el *Opúsculo* (á que debió éste su primera celebridad) le acusaba de haber procurado antes de su elección captarse el apoyo de los fanáticos argumentando en los exámenes públicos de los colegios contra las doctrinas de Bentham y Tracy. El *Amigo del pueblo* (núm. del 10 de Marzo de 1839) refiere que cuando se dio la orden sobre novicios menores de veinticinco años, Santander « iba á los conventos á quejarse de la desgracia de los tiempos y la fatalidad de la Administración ».

riría un precio tan subido que sirviese para fomentar la industria y riqueza públicas, aumentando los valores en circulación. » La instrucción y el bienestar se generalizaban. La industria empezaba á desarrollarse : la ferrería de Pacho, las fábricas de loza *, cristal y papel en Bogotá, producían ya artículos que consentían esperar rápida mejora é incremento. Acaso en ningún otro punto de nuestra historia ha habido ocasión más favorable para asentar el orden y dejar correr la nación por el rumbo de larga prosperidad y bonanza. Faltó sin embargo cordura y patriotismo, y desde entonces vamos de peligro en peligro, cuando no de escollo en escollo.

Los que lamentaban que el cambio de personas no hubiera traído consigo una reforma correspondiente en ciertos puntos, especialmente en la enseñanza, se resignaban á aguardarla de la mejora de las leyes, acarreada por una suave modificación de las ideas dominantes y por una nueva organización de los partidos. Pero había entre estos descontentos una turba bullanguera que á todas horas invocaba la religión y de todo se asustaba, no viendo dondequiera sino impíos conspirados para destruirla. A efecto de obrar de consuno se reunieron en la sociedad que

* El privilegio para la fabricación de loza fina en las provincias internas de la Nueva Granada se concedió á la compañía de Rufino Cuervo y socios el 23 de Marzo de 1832. Esta sociedad se llamó de *Industria bogotana*. Véase la *Gaceta* de 29 de Junio de 1834. Sobre el estado de las fábricas dichas á principios de 1839, véase la *Gaceta* de 24 de Febrero de este año impresa en papel bogotano.

llamaron *Católica*, y tomaron á pecho lograr representación en la cámara de provincia y en el congreso. En las elecciones del año de 1838 para senadores y representantes tuvieron algún peso los votos de los afiliados y adictos : al año siguiente, después de una cuaresma en que muchos predicadores hablaron duramente contra el gobierno pintando con negros colores la impiedad é inmoralidad de los institutores, legisladores y magistrados*, obtuvieron un espléndido triunfo, dejando apenas y como de gracia pasar en la Cámara de Provincia á D. Pastor Ospina y D. Francisco Javier Zaldúa entre todos los candidatos ministeriales para representantes. Los santanderistas, que no podían ver á la *Católica* y atacaban al Gobierno porque no la disolvía, fundaron la *Democrática republicana*, de que resultó que las dos se enzarzaron en vergonzosas disputas.

Para mejorar su causa procuraron aquéllos granjearse el apoyo de Monseñor Cayetano Baluffi, primer representante de la Santa Sede en Bogotá, que miraba de reojo al Gobierno porque no había contentado algunas pretensiones suyas tan singulares como la de que la nación había de darle alojamiento y señalarle sueldo del erario público**. Para festejarlo

* El jefe político de Bogotá en una comunicación al Arzobispo especificó los predicadores, las iglesias y algunos de los conceptos que se expresaron en los sermones.

** D. Fernando Lorenzana, secretario de la Legación granadina en Roma, escribía privadamente : « Veo que comienzan á realizarse los temores que había yo concebido acerca de la ida á Bogotá y carácter del

el día de su santo (agosto de 1838) costearon su retrato, y se lo llevaron procesionalmente á su casa. En conclusión, los de la *Católica* supieron insinuarse con él á punto de indisponerle contra el Arzobispo, que no podía convenir en que gentes ignorantes y alborotadas comprometiesen la causa de la Iglesia. Cuando el Señor Mosquera fue elegido para la mitra de Bogotá por el Congreso de 1834, no se le conocía sino por los elogios que de su vasta ilustración, austeridad de costumbres, sólida piedad y decisión en favor de todo progreso razonable, hacían varios caballeros que le habían tratado en Popayán, entre los cuales figuraba el Doctor Cuervo; mientras su concurrente el doctor Juan de la Cruz Gómez Plata, á más de su incontestable mérito, contaba con generales simpatías, como cura que era de la principal parroquia de la capital. Hizo su entrada el 21 de Septiembre de 1835 con tal frialdad del público, que sus amigos tuvieron por que afligirse. Los canónigos le aguardaban más con curiosidad que bien dispuestos en su favor; pero se refiere que al ver su distinguida presencia y oírle entonar en la catedral el *Sit nomen Domini benedictum*, con aquella voz majestuosa que llenaba todo el ámbito del templo, uno de ellos dijo á su vecino: « Este no es un tonto. » Con la cultura de sus maneras y lo caballeroso de su porte se fue granjeando con igual facilidad las volun-

señor Baluffi. Por lo mismo no creo inútil prevenir á usted que ni la Corte Romana está contenta de su conducta, según tengo entendido. »

tades de todos los que se le acercaban. Valiéndose de este ascendiente, se dedicó á poner por obra los proyectos que tenía trazados por la noticia de los males que aquejaban á la sociedad en su diócesis. Desde el instante en que supo su elección, no vio para ellos otro remedio que la formación de un clero piadoso é ilustrado y la educación de la niñez, puntos á que redujo todo su programa en la bella pastoral con que por primera vez se dirigió á su rebaño. Por eso puso todo empeño en el progreso de la Sociedad de instrucción primaria, de la cual fue en breve presidente ; por eso facilitó la fundación de escuelas en los conventos de monjas* y la promovió dondequiera que su influencia pudiera asegurar una buena educación religiosa ; por eso no paró hasta poner el seminario bajo su inmediata dirección : obras todas que requerían calma y suma prudencia. Esto no lo ven ni estiman, antes lo censuran y aborrecen, los

* Véase en la *Gaceta* de 17 de Septiembre de 1837 la comunicación en que participa la instalación de la escuela del convento de Santa Inés con cuarenta niñas, siguiéndose el método de enseñanza mutua y simultánea en que las religiosas fueron amaestradas por el conocido institutor D. J. M. Triana. En la *Gaceta* de 20 de Mayo de 1838 anuncia haberse abierto la de Santa Clara con cincuenta niñas. Debemos advertir que el Arzobispo en la primera de dichas comunicaciones asienta haberse ajustado en este asunto al breve de su Santidad de 13 de Abril de 1816, por el cual quedan facultados los arzobispos y obispos para hacer á las religiosas las dispensaciones necesarias para el establecimiento de las escuelas. En el mismo breve se apoyaba la cédula española de 8 de Julio de 1816, y en el mismo la ley colombiana de 6 de Agosto de 1821, que disponía se establecieran escuelas de niñas en todos los conventos de religiosas ; de modo que esta última no era tan arbitraria é inconsiderada como alguien ha pretendido.

espíritus impacientes que quisieran curarlo todo por medio de conflictos. Así la posición del Prelado fue muy embarazosa, porque á haberse colocado á la cabeza de estos católicos indisciplinados para romper con el gobierno, hubiera dañado gravísimamente á la causa de la Iglesia; y mirándolos con desvío, se atrajo su malquerencia*. El tiempo, como siempre, dio la razón al buen juicio, y la *Católica* dejó de sí triste recuerdo en los hombres verdaderamente religiosos.

Aunque los que estaban en el gobierno no tuviesen en este punto las ideas muy asentadas, eran todos tolerantes y patriotas, buena premisa para aguardar tiempos más faustos. Si no cerraron las puertas á los santanderistas, tampoco fueron esquivos con los enemigos de éstos, tal que á mediados de 1838 figuraban ya en el ministerio los dos generales Herrán y Mosquera, lo que naturalmente los separó más y más cada día de sus antiguos compañeros; y como en la política militante, cuanto más se aleja uno de un partido tanto se allega al otro, era de prever la fusión completa de los que igualaba la ojeriza de Santander.

La calma de que nos hablaba el *Argos* era como la ceniza puesta sobre el fuego traidor que dentro de corto tiempo había de abrasar la República. El 16 de Julio de 1839 llegó á Bogotá la noticia de graves ocurrencias en Pasto. En otro lugar se hizo mención de

* No faltaron publicaciones contra el Arzobispo, como el *Tempanador*, obra de un religioso, propagador entusiasta de las sociedades católicas. El título dice cuál sería ella.

la ley del Congreso de Cúcuta por la cual se suprimían los conventos en que no hubiese á lo menos ocho religiosos de misa ; esta ley se confirmó y amplió con la adicional de 7 de Abril de 1826, y sin embargo de eso no se llevó á efecto en todas partes. Bolívar, ejerciendo la autoridad dictatorial, restableció los conventos suprimidos (10 de Julio de 1828), excepto aquellos cuyos edificios, conforme á las leyes dichas, estuviesen ya sirviendo de colegios ú hospitales, con el considerando de que esta supresión había causado mucho disgusto en los pueblos. La Convención de la Nueva Granada declaró nulo este decreto (ley de 13 de Enero de 1832), si bien luego exceptuó y dejó en pie los conventos de la provincia de Pasto y el de agustinos descalzos llamado de la Candelaria del Desierto en la de Tunja. Los de aquella provincia dejaban mucho que desear en su conducta. El Gobernador en nota oficial decía al Obispo de Popayán « que muchos de los religiosos ni vivían en los conventos, ni siquiera llevaban el vestido de tales ; » el presbítero D. Francisco de la Villota en carta al mismo obispo lamentaba con amargura que « al tiempo que los seglares más relajados y aun los soldados se acercaban á la iglesia de la misión, los religiosos se iban alejando con los sombreritos en la mano á trotar calles » (2 de Abril de 1839)*. Con esto y con haber decretado el Congreso del Ecuador la supresión de los conventillos, deseaba el Obispo

* Véase la *Gaceta* de 21 de Julio de 1839.

que igual cosa se hiciera con los que quedaban en su diócesis, dependientes, por una anomalía no rara entonces, de los provinciales de Quito y seguros por tanto de no ser vigilados por sus superiores. Los diputados de Pasto propusieron la medida en el Congreso de 1839, y éste por decreto de 5 de Junio suprimió los cuatro conventos de la Merced, Santo Domingo, San Francisco y San Agustín, destinando por mitad sus bienes y rentas para fomentar las misiones de Mocoa y para los establecimientos de educación de la provincia. Cuando se trató de ponerlo en ejecución, se amotinó el pueblo con voz de que se quería destruir la religión, y asediando al gobernador y á la escasa fuerza de que disponía, los redujeron á firmar una capitulación humillante. En ella figuran como jefes de los amotinados el presbítero Villota, que tan mal hablaba de los frailes, y el teniente coronel Antonio Mariano Alvarez, confidente y brazo derecho de Obando.

Como cualquiera puede figurárselo, al saberse en Bogotá lo acaecido, los santanderistas (que se bautizaban ya con el nombre de *progresistas*) obedecieron á sus sentimientos mirando con indignación semejante desmán del fanatismo, y los de la *Católica* simpatizaron con él, á pesar de que el Arzobispo lo condenaba diciendo que « en ningún caso pueden justificarse actos revolucionarios con pretextos religiosos* ». El Gobierno, improbadamente las

* Véase en la *Gaceta* de 21 de Julio el ofrecimiento que de sus servi-

capitulaciones, nombró en seguida al general Pedro Alcántara Herrán, á la sazón secretario del Interior y Relaciones Exteriores, para que sin demora fuese á Pasto á restablecer el orden, si el Gobernador no lo hubiese logrado ya.

Hallábase el general Obando en Popayán cuando llegó allí Herrán, yendo de Bogotá á Pasto (27 de Julio). Aquél, que durante la contienda electoral en que fue vencido y después, se había portado con bastante dignidad, protestando siempre que defendería la constitución, se desazonó mucho al ver que la pacificación de Pasto se había encomendado á otro que á él, y viendo que se sospechaba que los facciosos no obraban sin su consentimiento y apoyo, se puso en camino para Bogotá. Sobre su permanencia en esta ciudad nos da pormenores la correspondencia de un amigo del Doctor Cuervo (quien empleó en su viaje á Antioquia los meses que van de Agosto á Enero), y de ella copiamos algunos pasajes :

30 de Agosto de 1839. Obando llegó aquí antes de ayer. Se hacen mil conjeturas sobre su venida ; él dice que viene á pasear y porque lo hostilizaban en Popayán y quería que el Gobierno vigilara de cerca su conducta. Ayer fue á ver al Vicepresidente. Creo que no piensa visitar á Márquez. Yo lo visité ayer con Ignacio (Gutié-

cios hace al Gobierno D. Lorenzo María Lleras ; y en la de 28 de Julio la circular dirigida á los curas por el Arzobispo con ocasión de los sucesos de Pasto.

rez', y estuvo muy afectuoso conmigo. Por fuera dicen que viene á desafiar á Tomás Mosquera, á quien se le atribuyen los impresos que te incluyo.

19 de Septiembre. El correo pasado te mandé un papel que publicó Obando, y hoy te envío la respuesta, que dicen es escrita por Tomás Mosquera. Obando no ha visitado al señor Márquez, pero se presentó al Gobernador, ofreciendo sus servicios. Ya te supondrás cuántas conjeturas hacen sobre su venida y permanencia en esta ciudad.

11 de Octubre. Obando está tratando de hacerse popular. Los sábados va á cacería, y el pasado se han reunido más de ciento treinta cazadores, y á todos les ha hecho mucho cariño y á todos los ha tratado con mucha familiaridad. Florentino (González) y el doctor Soto no salen de casa de Obando. Santander muy lleno de lacras en Tocaima, pero desde allá aguijonea la cosa. Ya habrás visto el empeño que hay en despopularizar á Herrán.

25 de Octubre. Obando sigue callado y cazando todos los sábados.

22 de Noviembre. El lunes de la presente semana (19 de Noviembre) desafió el general Obando al general Mosquera á las cinco de la tarde, y se tiraron á las seis y media abajo del cementerio. No corrió sangre. Durán, el coronel, fue el padrino de Obando, y Joaquín Acosta el de Mosquera. Se dice que la pistola de Mosquera le faltó

al hacer el tiro, y habiendo resistido el de Obando, tiró al aire. Tuvieron una explicación, volvieron juntos tuteándose, y en la apariencia están en armonía.

Estas menudencias ofrecerán sin duda cierto interés cómico al lector que recuerde que Mosquera y Obando, émulos mezquinos desde antigua data, habían peleado en campos opuestos; que en la guerra inminente iban á figurar como los caudillos más nombrados; y que, acabada ella, se dieron por la imprenta á largas y descompuestas disputas.

La oposición, vuelta en sí, vio que la facción de Pasto era cosa que podía beneficiarse en daño del Gobierno, y privadamente y con sus publicaciones se propuso fomentarla, no descuidando congraciarse con los de la *Católica*. A tiempo que Obando trabajaba para hacerse popular, sus copartidarios concentraban sus fuerzas con el fin de desacreditar á Herrán, haciendo prever funestos resultados de su ida al Sur. Sin embargo, tales presagios no se cumplieron. Pensando aquel general someter por medios pacíficos á los revoltosos, partió de Popayán, sin tropa para Pasto, donde desengañados ellos de que el Gobierno no accedía á sus pretensiones, pusieron en tal aprieto á Herrán, que tuvo que salir precipitadamente por la noche, convencido de la necesidad de emplear la fuerza. Hízolo así, y sus tropas veteranas desbarataron en Buesaco á las colecticias del enemigo (31 de Agosto). Con esta derrota y el indulto otorgado á los vencidos pareció restablecida la paz.

Los frailes y otros de los caudillos pasaron al Ecuador para desde allí encender de nuevo la guerra.

Lo que á todo esto pasaba en la capital nos lo pintan los fragmentos de cartas que en seguida copiamos :

20 de Septiembre. Hemos estado á pique de que esta pobre patria sufra mucho, pues, á decir verdad, de algo muy serio se trataba. Aquí se ha hecho y se hace lo posible por extraviar la opinión ; y si el valiente y caballero general Herrán sufre un descalabro en Pasto, es opinión común que habríamos tenido que lidiar con revoluciones en esta capital. Las temo por la patria, y no por nada personal. No somos gentes que nos asustamos con gritos, voladores ni aun quizá con metralla un poco cerca, y el brillante escuadrón de Franco, y los sabaneros y algo más se llevan de calle á dos sociedades católicas y á una oposición. Nada temas, que nos encontramos fuertes. *Juan de Dios Aranzazu.*

27 de Septiembre. El *progreso* asociado de algo de *catolicismo* propalaba que eran invenciones nuestras las noticias que publicaron las gacetas extraordinarias que te envié ; que el general Herrán estaba perdido, y que los males que iba á sufrir la República eran el resultado de los desaciertos del Gobierno en la cuestión de Pasto. El pueblo oye siempre que se habla á sus desconfianzas, y el viernes, fecha de mi última carta, se buscaban firmas para una representación pidiendo la destitución del Ministerio y que no se hiciese guerra á Pasto. Parece ser que los más empeñados en esta pobre parodia de lo que suce-

dió el año de 30 eran Mantilla y Froes, Beriñas y Gaitán. Nosotros todo lo sabíamos, conocíamos la tendencia de ese paso y de las muchas y ridículas chispas circulantes; escuchábamos el susurro de una revuelta, y nos aprestamos. El espíritu público comenzó á despertarse, y otra representación en sentido contrario á la que pensaba arrojarnos de unos puestos en que nos hallamos violentos, se había presentado también, mucho más respetable, á lo que creo, por el número y la calidad de las firmas.

Llegó el sábado á las seis el posta que condujo el parte oficial de la batalla de Buesaco y muchas cartas particulares de oficiales de la columna, y ya no hubo pretexto para las chispas y embustes; la conducta de la Administración estaba justificada, y el desaliento se difundió por las filas del *progreso*, y hubo en el pueblo una verdadera alegría. ¿ Creerás que esos hombres del movimiento rápido, los patriotas por antonomasia, no han podido ocultar su enojo por el triunfo de Herrán, ni han escondido sus simpatías por la causa de Pasto? Sí lo creerás, porque sabes á qué punto extravía y pervierte el espíritu de partido. Vénganse ahora con rebajar la gloria de ese modesto general y de su columna. ¡ Triste la situación de un granadino á quien mortifican los triunfos nacionales y el vencimiento de una facción asquerosa y mugrienta, como lo es el fanatismo! Pues triste y todo, ésa es la del *progreso*.

Dice Herrán en carta particular al Presidente que ha descubierto por allá *mirabilia*. Es de suponerse que él recoja, si no todas, muchas de las cartas que se escriben aquí alentando á la facción.

Su indulto ha tenido por motivo, á lo que infero, el deseo de ahogar la rebelión en la clemencia. Era necesario tenerla con los cabecillas, porque éstos disponen á su albedrío de las masas, y Herrán, como sabes, es muy inclinado á lo generoso y caballeresco. Por una que otra palabra que oigo proferir por esos mundos, parece que comienzan á tomarlo por candidato, y si concluye sus negocios de Pasto con el aire con que lo ha principiado, es más que probable que su nombre sostenga la lucha presidencial. Que se preparen ahora con Florentino y comparsa, porque eso de haber vencido á lo que decían ellos invencible, y eso de que haya alguien que pronuncie un nombre presidencial que no sea de los de su lechigada, es un atentado que debecastigarse con denuestos y procacidades. *El mismo.*

25 de Octubre. Mucho deseo que se agite pronto la cuestión eleccionaria, y ya me parece que estamos en vísperas. Alejado como estoy de ella, sí comprendo bien que Herrán es el candidato de la gente de nuestro color. Ya esto me parece cosa decidida. Sé que D. Rafael (Mosquera) trabaja decididamente por él en el Sur, y que muy de buena fe no quiere que se le tenga presente. Sírvate esto de gobierno. A mí me parece que, habiéndose ocupado de mucho tiempo atrás todas las banderías en combatir á este candidato, lo íbamos á perder porque habían logrado despolarizarlo*, así como creo que la

* D. Ignacio Gutiérrez escribía : « Me pregunta V. qué hay de presidente, ó mejor dicho de candidato ; y responderé que la opinión más

campana con Herrán es ganada. Bogotá está por él, el ejército ídem, administrativos y católicos también : ¿ quién queda en contra ? La oposición necesariamente se divide : ya el partido de Azuero comienza á mostrarse disgustado. Éste no transige. Obando está aquí fuera de combate ; Murillo y Rojas son los únicos que sé lo sostienen. *El mismo*.

La candidatura de Herrán nació pues del triunfo de Buesaco, y de ella puede asegurarse que data el partido que después se llamó conservador. En torno de aquel nombre se unieron los liberales que sostenían á todo trance el orden legal contra cualquiera revolución, y los que deseaban ver el principio religioso acatado y francamente apoyado como elemento de moralidad civil y privada. Para mantener el programa que brotaba de esta unión, derramaron copiosamente su sangre en la encarnizada lucha que sobrevino, y por medio del Congreso de 1840 dieron sanción legal á sus principios, imponiendo penas á los catedráticos que en las universidades ú otros establecimientos de instrucción pública inculcasen principios subversivos, ó doctrinas contrarias á los dogmas y moral del Evangelio, y derogando las disposiciones del plan de estudios de 1826 en cuanto á la designación de los libros por que debían darse las lecciones (ley de 16 de Mayo de 1840)*.

pronunciada es por Rafael Mosquera, que representa el principio del gobierno civil sostenido en el *Argos* y en el *Observador*, y tiene menos inconvenientes que los demás. »

* El Presidente en su mensaje constitucional al congreso del mismo

Ocupados los partidos en sus combinaciones y esperanzas, cayó como el primer rayo anunciador de horrenda tempestad el descubrimiento que se hizo en el Sur con circunstancias las más casuales, por no decir providenciales, de testigos y papeles que fortalecían las sospechas relativas á la responsabilidad de Obando en el asesinato del Mariscal Sucre. Instruído el correspondiente sumario, libró el juez de Pasto exhorto al de Popayán para que remitiesen preso á Obando, el cual temeroso de ser llevado de Bogotá con escolta, se puso espontáneamente en camino para comparecer en juicio. « El general Obando », escribía D. Ignacio Gutiérrez el 6 de Diciembre, « se fue hace ocho días muy satisfecho de Bogotá y particularmente de Tomás Mosquera, á quien llama caballero á boca llena. Suceden cosas en el mundo que causan risa y llanto al mismo tiempo. Parece que va con intención de nombrar á J. Mosquera para que lo defienda como abogado, y aseguran que la cosa va á ponerse tan clara, que quedará probado que, lejos de haber muerto Obando á Sucre, es todo lo contrario, que Sucre es el que ha muerto á Obando. Allá lo veredes. »

Lo que se vio fue que Obando, sin llegar adonde decía ir, corrió á ponerse á la cabeza del movimiento revolucionario que acababa de estallar en Timbío ;

año esforzó la necesidad de dar á la juventud una sólida educación moral y religiosa y de alejarla de doctrinas que conduzcan á la inmoralidad y el ateísmo.

lo que se vio fue que reducido por el conciliador Herrán á que, depuestas las armas, se acogiese con todos los suyos á una amnistía, y se sujetase él mismo, mirando por su propia reputación, al juicio iniciado, convino en todo, y estando preso en Pasto en una casa particular y tratado con las más exquisitas consideraciones, se fugó con otros de los acusados (5 de Julio), y se unió á Noguera, guerrillero sanguinario y feroz que transcurrido apenas un mes del indulto de Buesaco, sorprendió y pasó á cuchillo un destacamento del Gobierno, proclamando la agregación de Pasto al Ecuador, de donde para el efecto recibía toda clase de auxilios.

Desde los primeros amagos del incendio volvieron los enemigos del Gobierno á servirse de la prensa para atacarle con la violencia de que son monumento el *Correo*, el *Latigazo* y otras publicaciones. Uno de los primeros en salirles al encuentro fue el *Observador* (Septiembre de 1839), redactado por D. Lino de Pombo, y en el cual, entre otros, colaboraron D. Ignacio Gutiérrez y el Doctor Cuervo con artículos de política y de costumbres. Escrito con decisión y esmerada claridad, desbarató los artificios con que se preparaba la revolución, reducidos primore á desacreditar á Herrán, y después á exhibir á Obando como víctima de una maquinación que le colocaba « entre la venganza y la muerte ». Se abstuvo de incluir los artículos fuertes que sobre asuntos políticos se le enviaban, « porque », decía el redactor, « la moderación ha sido de mucho tiempo atrás, es

y será nuestra divisa » (núm. 5.º). Conforme fueron acalorándose las invectivas del *Correo*, pareció floja esta delicadeza. Al saberse el pronunciamiento de Obando y Sarria en Timbío, llegó á su colmo la irritación de uno y otro lado, y se sintió la necesidad de un periódico en que la defensa y el ataque correspondieran á la indignación provocada por el desenlace de las tramas revolucionarias. Acudió á satisfacerla D. José Vicente Martínez congregando á los escritores más valientes, y en primera línea á los redactores del *Argos*, para fundar otra publicación que bajo el nombre de *Libertad y Orden*, lema de la República, combatiese á sus implacables enemigos. Se publicaron treinta y cuatro números en el curso del año de 1840, distinguiéndose en ellos artículos de gran mérito, entre los cuales obtuvieron mucho aplauso los que llevaban por título la *Administración y los facciosos*, por su fuego patriótico, y las *Cartas del estudiante*, por su gracia y atildada forma.

La conciencia de haber servido á la Patria defendiendo el derecho y trabajando por sacar airoso un gobierno civil, fue siempre para los redactores del *Argos* y de *Libertad y Orden* fuente de la más pura satisfacción. Uno de ellos, Aranzazu, estando aquejado de la larga y dolorosa enfermedad que había de acarrearle la muerte, escribía al Doctor Cuervo las siguientes líneas (22 de Junio de 1842) en que se ve la frescura y jovialidad de su carácter en medio de su ardiente patriotismo y de sus ideas todavía algo escépticas :

Mi querido amigo : Ayer he recibido tu apreciable de 24 del pasado, y aquí me tienes sentado ya en la poltrona contestándotela : esto te hará ver (si es que alcanzas á ver desde allá) que ya estoy bastante mejorado de mis males. Todavía me encuentro completamente tullido, disposición de lo alto, para no andar por ahí en malos pasos.

Me recuerdas nuestros felices tiempos, nuestros días faustos de la *Miscelánea* y la pérdida de tres de sus colaboradores, pérdida de no fácil reparación para la República y para la amistad. Nosotros les hemos sobrevivido, pero no tardaremos en irlos á buscar, y cuando llegue el día, se cumplirá entonces un decreto necesario, y justo por lo mismo. Nos embarcaremos desde las riberas engañosas del tiempo para las oscuras de la eternidad, y si este Mahoma no fuese un grandísimo bellaco embustero, allá encontraríamos nuestras hurís, y la pasaríamos de perlas.

Otra vez á la *Miscelánea* : muy jóvenes, en la edad bulliciosa, en la estación de los mágicos placeres, ya defendíamos los sanos principios y procurábamos ser útiles á la patria ; más tarde, en el *Argos* y en *Libertad y Orden*, volvimos á defenderlos, y acaso llegará otra vez el día en que lanzándonos nuevamente á la liza, acreditamos que el hielo de los años no siempre entibia el patriotismo ; que no hemos de esperar la muerte en cuclillas, como tanto salvaje que así pasa su vida.

Para nosotros es además satisfactorio citar la parte del Doctor Cuervo en la redacción del *Argos*, por

ver comprobado ahí uno de los rasgos que más le caracterizaron : el desprendimiento, especialmente en lo relativo á la instrucción pública. Tratando de la escasez de las rentas de las universidades y de las reformas que podrian introducirse, propone el periódico (número 17) como una de las economías que debían introducirse en la Central, de que el Doctor Guervo era rector, rebajar el sueldo de este cargo á seiscientos pesos anuales de ochocientos que se le asignaron cuando las rentas eran más cuantiosas.

CAPÍTULO X

LEGACIÓN EN EL ECUADOR

(Antecedentes)

Aspiraciones del Ecuador á poseer la provincia de Pasto. — El general Juan José Flores. — Conducta del gobierno del Ecuador en los primeros días de la revolución de Pasto. — Es nombrado el Doctor Cuervo Encargado de Negocios, y se pone en camino para Quito. — Situación de las fuerzas granadinas en Pasto. — Flores presta auxilio á Herrán, y condiciones que se estipulan. — Convenio con Mosquera. — Cambia inmediatamente la situación. — Combate de Huilquipamba. — Queda Pasto encomendado á una división ecuatoriana mientras Mosquera y Herrán se vuelven al interior. — Primer resultado de la intervención extranjera. — Se extiende la revolución. — Aprieto de Bogotá. — Repara el gobierno sus pérdidas.

La revolución de Pasto no sólo fue preludio de la que iba á desolar la nación entera, sino de complicaciones de gran trascendencia con la república vecina. Desde tiempo atrás miraba el Ecuador con ojos ávidos la provincia de Pasto, y acechaba ocasión oportuna para apropiarse el todo ó parte de ella. Halagábale la idea de obtener así una frontera militar por el norte, proporcionar á los hacendados, á los dueños de obraje y demás negociantes propio y más extenso mercado para sus frutos y artefactos, y asegurarse además de las gruesas cantidades de oro

de excelente ley que se extraían de Barbacoas, y con las cuales se sostenía únicamente la casa de moneda de Quito.

En Pasto mismo no habían faltado desde mucho antes partidarios del Ecuador, quienes lograron que Bolívar en Enero de 1830 segregase en lo judicial esta provincia del departamento del Cauca y la incorporase al del Ecuador, fundando el decreto en que la población de Pasto tenía casi todas sus relaciones más bien con el segundo que con el primero, y en que el tránsito de Pasto á Popayán es muy penoso por lo caro de los víveres y lo mortífero del temperamento. A poco representaron contra esta providencia algunos vecinos alegando razones semejantes, y el gobierno de Colombia la derogó. En 27 de Abril un número casi igual de vecinos pidió al general Flores, prefecto general del Sur, que decretase la agregación absoluta de la provincia al departamento de su mando, y él sin titubear accedió á la petición, prometiendo que la sostendría por todos los medios legales y á costa de cualesquiera sacrificios. Esto escribió el 5 de Mayo en Quito, y el 13 declaró esta ciudad que el Ecuador formaba una nación independiente, y nombró jefe supremo al mismo general Flores. Fácil á semejantes intrigas, confirmó Pasto el 3 de Noviembre con otro pronunciamiento firmado por pocos más vecinos su incorporación al Ecuador; y el nuevo estado vio colmadas sus aspiraciones, cuando en el desmoronamiento de Colombia, Popayán y otros lugares del Cauca, oyendo los consejos del

egoísmo, para librarse de la anarquía de las provincias del centro, se sujetaron á su constitución y leyes como parte de su territorio, admitieron guarnición y nombraron diputados al congreso de Quito. Popayán, chasqueadas sus esperanzas con el desbarajuste de la patria recién adoptada, dio pronto á la antigua el gozo de volver á su seno. En cuanto á Pasto, resistía el Ecuador la devolución; mas forzado por la Nueva Granada á encerrarse dentro de sus antiguos linderos, de muy mala gana, y como quien no puede más, firmó el tratado de 8 de Diciembre de 1832. Nada contento de resignarse á tamaño sacrificio, se propuso demorar y entorpecer la ratificación, sobre todo la del artículo 2º. relativo á límites, como para dejar abierta la puerta con el fin de renovar antiguas pretensiones*. En vista de esto el congreso de la Nueva Granada dio su decreto de 19 de Mayo de 1834, que fue como una declaratoria de guerra al Ecuador en caso de negarse á la aprobación y ratificación. El Poder Ejecutivo lo notificó rotundamente al gobierno de aquel estado, fijando por plazo el 1º. de Octubre siguiente; pero surgieron nuevas dilaciones con motivo de los grandes trastornos que allí sobrevinieron, y las ratificaciones no se canjearon hasta el 15 de Septiembre de 1835. Así, la prosperidad y el orden que habían reinado en la Nueva Granada contuvieron las miras ambi-

* Véanse las notas oficiales publicadas en la *Gaceta de la Nueva Granada*, núms. 134 y 150.

ciosas de nuestros vecinos, hasta que sucediendo la revolución de Pasto, pensaron ellos encontrar ahí una feliz coyuntura para el logro de sus anhelos, y olvidadas las querellas de partido, con un solo aliento apoyaron al general Flores, jefe de la nación y alma de estos proyectos.

Antes de pasar adelante juzgamos oportuno copiar de unos apuntes inéditos del Doctor Cuervo, escritos bajo la impresión misma de los acontecimientos, varios rasgos que dan á conocer la cabeza que combinaba tales maquinaciones y el brazo que había de darles cima.

« No muy conocido el general Juan José Flores durante la guerra de la Independencia, sólo empezó á serlo después de debeladas las huestes españolas en Colombia y en el alto y bajo Perú. Hombre de valor, de talento y de fina perspicacia, fue distinguido con particularidad por Bolívar, que tan entusiasta se mostraba por las prendas relevantes. En la célebre jornada de Tarqui fue él quien ejecutó el plan de batalla que hizo morder el polvo á los peruanos. Valióle su bizarro comportamiento el grado de General de División. Disuelta Colombia, creyó Flores que en la división y partición que de ella hicieron los antiguos libertadores, debían tocarle en herencia los tres departamentos meridionales, y en efecto, constituido bajo su influencia y poder el nuevo estado del Ecuador, fue su primer presidente. Poco satisfechos los ecuatorianos de ser gobernados por un venezolano, intentaron en 1833 y 34 sacudir

su dominación, logrando reducirlo al suelo que materialmente ocupaba; pero hábil y astuto logró triunfar espléndidamente de sus enemigos y que le sucediese en el mando el ilustrado patriota don Vicente Rocafuerte, cuya amistad había sabido conquistar por medios de que la historia presenta pocos ejemplos. Durante los cuatro años que estuvo separado del poder, aunque sin carecer de grande influencia en los negocios públicos, se dedicó al cultivo de las letras, en las que con más método y sistema en el estudio, pudo haber hecho más sólidos adelantamientos. En 1839 volvió á tomar las riendas del gobierno. Como hombre de estado, no le debe el Ecuador progresos y mejoras en los varios objetos que debieran llamar su atención, siendo sus inclinaciones y aun muchas de sus virtudes personales tan poco adecuadas como sus defectos para la severa administración pública, en particular la de hacienda. Dadivoso hasta la prodigalidad, amable y complaciente con todos, especialmente cuando se le lisonjea su vanidad como guerrero ó como literato, las rentas públicas no han estado bien administradas bajo su mando, ni el verdadero mérito ha ocupado siempre los destinos más importantes. Afable y popular, á veces con menoscabo de su dignidad, generoso con sus enemigos, y convencido íntimamente de su sagacidad y su valor, prendas á que da mayor realce la inexperiencia de los ecuatorianos, ha logrado sobreponerse á los partidos, sin conseguir no obstante dar estabilidad á su gobierno. Censúrasele general-

mente que todo lo ofrece y nada cumple, que gasta en intriguillas y frivolidades el tiempo que debiera consagrar al despacho público, y que no contento con ser el primer magistrado de la República, aspira á que se le señale en el Parnaso un lugar superior á sus merecimientos. Impreso de 1838, titulado *Verdades amargas*.) En su trato particular es imposible aun al más adversamente prevenido dejar de estimarle por su naturalidad y llaneza y por sus modales apuestos y cumplidos. Menester es una perspicacia nada común para descubrir bajo un exterior franco y militar la más profunda y disimulada astucia. Pulan en su inquieta y desasosegada cabeza proyectos de todo género, bien para satisfacer su ambición, ó bien para distraer y lisonjear los pueblos, á fin de que no piensen en la política; empero no es de sus principales cualidades la constancia para fijarse en un plan y conducirlo á su término. Tal es aunque en miniatura el retrato histórico, político y social del actual Presidente del Ecuador. Bien querria mi pluma no trazar rasgo alguno poco favorable á un hombre por quien tengo desde que lo traté, grata y fuerte simpatía; pero la patria y mi propio honor exigen que sacrifique á la verdad y á la justicia mis más caras afecciones. Si en el curso de mi vida me encontrare en ocasión de servir al general Flores ó á su estimable familia, me consideraré feliz de poder hermanar mis deberes con mis afectos, acreditándole que la ingenuidad y la franqueza del hombre público no están en riña con la estimación personal. »

A poco de tenerse noticia en Bogotá de la rebelión de Pasto, el Encargado de Negocios del Ecuador manifestó al Secretario de Relaciones Exteriores que tenía instrucciones de su Gobierno para significar al de la Nueva Granada lo sensible que le había sido saber el trastorno del orden en el cantón de Pasto y que podía contar, como siempre, con la leal amistad y con la fiel observancia de los pactos existentes, y aun ofrecía el auxilio de fuerzas ecuatorianas, si se juzgaba necesario*. Desde Febrero del año siguiente se acercaron á la frontera fuerzas ecuatorianas como para custodiarla, y sin embargo de eso llegaban continuamente avisos á nuestro Gobierno de que se enviaban del otro lado del Carchi auxilios á los facciosos y de mil maneras se instigaba á hacer pronunciamientos y actas para la agregación de la provincia de Pasto al Ecuador. Así tuvo que manifestarlo nuestro Secretario de Relaciones Exteriores al Encargado de Negocios de aquella República en Bogotá, especificando los hechos, para que se pusiese el remedio necesario (3 de Junio)**.

Como la voz pública culpase de todo esto al Presidente mismo del Ecuador, D. F. Marcos, Ministro de Relaciones Exteriores, ofició el 12 de Mayo en términos cautelosos á nuestro Gobierno para que desestimase los informes enviados de Pasto, agregando ser verdad notoria que la opinión de su país estaba pronunciada

* *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 414.

** *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 456.

por la línea perenne de sus límites septentrionales y meridionales, y que debia ser bien sabido que la voluntad del cañón de Tuquerres especialmente era incorporarse al Ecuador; y para concluir hacia la singular protesta de que nunca se emplearan otras vías que las de la negociacion, ni otras fuerzas que la razon, el convencimiento y la voluntad bien expresada de los pueblos. Como era forzoso, se le contesto energicamente 14 de Julio, rechazando la peregrina idea de dar por no existentes los tratados publicos de 1822, y desembozando, á la luz de lo que acontecia, las intenciones de promover pronunciamientos, y en fin de segregar la provincia de Pasto so pretexto de obtener buenas fronteras*.

Puestas en situación tan delicada las relaciones entre las dos repúblicas, juzgó conveniente nuestro Gobierno enviar un agente diplomático á Quito. Nombró primeramente al general Tomás C. de Mosquera con el caracter de Encargado de Negocios; pero no siendo posible que éste desempeñase el cargo por estar de segundo jefe de la división del Sur, designó en su lugar y con el mismo carácter al Doctor Cuervo 6 de Agosto de 1840).

« El objeto de esta misión », escribía el último en los apuntes mencionados, « era examinar de cerca la conducta del gobierno del Ecuador é impedir ó protestar cualquier medida con que tendiese á fomentar la sedición en la provincia de Pasto ó á desmembrar

* *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 462.

nuestro territorio, aprovechándose de nuestras disensiones interiores, lo que, según había comenzado á susurrarse, no sin fundamento, estaba ya poniendo por obra. Asunto era éste en que se atravesaban la dignidad de la nación granadina y la integridad de su territorio, no menos que el honor del Gobierno. ¿Podría sin desdoro negarme á su desempeño en los días de conflicto, después de haber aceptado otras graves comisiones en los de reposo y prosperidad? Yo había prestado mi débil apoyo á la administración del 4 de Marzo, porque creía entonces como creo hoy, que es tarea patriótica y digna de alabanza la de sostener con lealtad y sin bajeza estos débiles gobiernos de la América contra un espíritu democrático mal entendido y peor aplicado, contra las pretensiones exageradas de militares orgullosos, y en fin, contra la ignorancia, la haraganería y los hábitos viciosos de las masas, que son de ordinario juguete de los facciosos y de los intrigantes. »

No faltaron entre los que sólo ven las acciones humanas al través de su propia malignidad, quienes achacasen la aceptación de este cargo diplomático al intento de guarecerse de la borrasca que ya se veía venir sobre la República. « Ruin y aventurado, » dice el Doctor Cuervo, « fue este cálculo basado solamente en la suposición gratuita de estrechas miras que nunca he abrigado. Verdad es que desde mediados de aquel año (1840) empezaba á presentarse oscuro y encapotado el horizonte, mas por muy recia que hubiera de ser la tormenta, nunca podría ima-

ginar quien pecho noble y generoso tuviese, que ella habia de conmover hasta sus últimos cimientos nuestra sociedad. ¿Cómo suponer, en efecto, que un país que tantas pruebas había dado de cordura y de juicio, que se presentaba como una honrosa excepción entre los horrores y escándalos de la América española y que comprobaba á la faz del mundo que no es exótica la libertad en los pueblos que hablan la lengua de Castilla, cómo suponer, repito, que este país tan fecundo en hombres de grande ingenio, habria de convertirse antes de seis meses en un teatro de perfidias y defecciones, de matanza y de latrocinio? »

El 19 de Agosto, dejados los cargos de Director del Crédito Nacional y Director general de Instrucción Pública, salió de Bogotá tomando la vía de Cartagena y Panamá. Prefirióla, bien que larga y penosa, por la ninguna seguridad que ofrecia la de Popayán, y para instar al Ilustrísimo señor D. Mateo González Rubio, que de deán de la catedral de Cartagena había sido preconizado obispo de Lambesa *in partibus infidelium* y auxiliar de Popayán con residencia en Pasto, para que acelerase el viaje á su diócesis, donde el Gobierno esperaba con razón que su influjo inclinara los ánimos á sumisión y obediencia.

Entretanto las fuerzas granadinas, privadas de recursos y aun incomunicadas con el interior de la República, eran víctima de las más duras calamidades. Más de un año hacía que estaban empeñadas en ingrata y porfiada lucha, en que los pastusos,

diestros ya desde las guerras de la Independencia en el arte de combatir en guerrilla y favorecidos por sus agrias y casi inaccesibles montañas, cansaban á nuestros soldados con ataques desparramados y continuos, sin presentar jamás una acción decisiva. En ocasiones se les creía completamente vencidos, y á poco volvían á aparecer con nueva osadía. Para que nada faltase, se presentó la epidemia cebándose cruelmente en las tropas del Gobierno; más de setecientos hombres habían muerto de viruela, disenteria y calenturas, amargo fruto del hambre y de las más crueles penalidades. Tan tristes y cada día más apuradas circunstancias decidieron al fin al general Herrán á « convenir en que las fuerzas del Ecuador pasasen á este lado del Carchi hasta el Guáitara ó hasta el Juanambú si fuese preciso, con el único y exclusivo objeto de destruir las facciones acaudilladas por Andrés Noguera y el ex-general José María Obando »; y con la expresa condición de que « respetarian y sostendrían las autoridades legales de la Nueva Granada, en los mismos términos en que debían hacerlo las tropas granadinas, y se retirarían al Ecuador tan pronto como lo dispusiese el Presidente de la Nueva Granada ó el Jefe de la división de operaciones del Sur » (19 de Agosto). En las discusiones que surgieron después con ocasión de estos convenios y de los sucesos á ellos consiguientes, fue punto de honor nacional sostener los unos que Herrán había solicitado el auxilio de Flores y los otros que Flores había convidado con él. Los docu-

mentos publicados entonces no ofrecen prueba terminante ni en favor de lo uno ni de lo otro ; pero ya vimos que la oferta se hizo en Bogotá, y sin ella sería fácil colegir de la posición de los dos generales lo que probablemente pasara. La situación de Herrán era desesperada, sus tropas se acababan á ojos vistas, los guerrilleros lo acosaban casi hasta cortar su comunicación con el Gobierno, y le era de absoluta necesidad al replegarse al norte no perder el terreno que ocupaba, ni dejar libre la puerta á los auxilios que del Ecuador podían recibir los facciosos. Para esto no tenía otro recurso que empeñar á Flores en su causa ; puesto en este trance, exageró notablemente la pujanza de Obando, y pintó con colores recargados los peligros que amenazaban al Ecuador. Flores por su parte estaba alerta para asir cualquier ocasión de adelantar sus proyectos, é imaginando la posible disolución de la Nueva Granada, ansiaba cuanto antes poner el pie firme en la parte que se tenía señalada ; y esta oportunidad le fue tanto más preciosa, cuanto en los riesgos que le decían amagaban á su patria, tenía con qué escudarse de todo cargo ante las naciones extranjeras. Ahora, entre dos que quieren una misma cosa, es obra de un paso ponerse de acuerdo, sin que al cabo pueda decirse cuál fue el solicitado ó el solicitador. Como quiera que ello sea, Flores no tenía ni motivo, ni voluntad de servir de balde á la Nueva Granada, y puso todo su cuidado en sacar desde el primer momento prendas para asegurar el logro de sus más acariciados ensue-

ños. Dióselas el general Herrán, que persuadido acaso por los desastres que tenía ante los ojos, de que la provincia de Pasto era como un cáncer para la República, cayó en la debilidad de « ofrecerle confidencialmente emplear lo poco que valía como hombre privado en apoyar el proyecto de que se fijasen los límites del Ecuador en el Guáitara hasta su desagüe en el Patía y de allí por éste hasta la costa, mediante justas indemnizaciones, y bajo el supuesto de que la negociación no había de celebrarse hasta que la provincia de Pasto estuviese perfectamente tranquila, y por consiguiente las tropas del Ecuador hubiesen repasado el Carchi* ». Oficialmente dijo al Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador en la nota de 19 de Agosto, de que atrás copiamos algunas frases :

Por último, voy á hablar á V. S. de un punto en que nada puedo hacer, pero que, habiendo dado motivo para que se compliquen las relaciones de estas dos Repúblicas, no debo desentenderme de él ; hablo de la cuestión de límites entre las dos Repúblicas. Algunos ecuatorianos y algunos granadinos traidores emigrados en el Ecuador han suministrado al cabecilla Noguera muchos elementos de guerra, y han trabajado infatigablemente para sostener y engrosar la facción, para obtener por medio de ésta la incorporación de la provincia de Pasto ó de una parte

* Véase en el Epistolario la carta del general Herrán de 17 de Noviembre de 1840.

de su territorio al Ecuador. Tal conducta ha causado una justa alarma en la Nueva Granada, porque se ha creído ofendido el honor nacional y se ha visto con pena que en países civilizados haya quien se valga de la barbarie y el fanatismo para un objeto nacional, en circunstancias en que iniciada amigablemente la cuestión, eran más reprobadas y perjudiciales las vías de hecho, por cuanto embrazaban á los dos gobiernos para ejercer sus facultades constitucionales en obsequio del bienestar de uno y otro pueblo. Como sincero amigo del Ecuador, voy á manifestar á V. S. mi opinion particular en este negocio, sin que se entienda que entro en compromiso alguno, ni comprometo á mi Gobierno. Mientras el gobierno y pueblo granadino crean que el honor nacional exija que se sostengan los límites de la República, no cederán un palmo de terreno, aunque esté de por medio la conveniencia de ambos pueblos, y aunque nos sobrevengan mayores males de los que ahora sufrimos; pero si se logra restablecer el orden público en la provincia de Pasto, no se fijará la Nación en poseer algunas leguas más ó menos de territorio, y atenderá de preferencia á la conveniencia de los dos países. Si á eso se agrega que el pueblo ecuatoriano contribuya á destruir la abominable facción que acaudillan Obando y Noguera, la Nueva Granada será tanto más favorable á las pretensiones del Ecuador cuanto haya sido mayor su ayuda para destruir la facción, como que entonces el honor nacional y la conveniencia de las dos repúblicas están de acuerdo. Se presenta pues una oportunidad en que ambas pueden ayudarse y contribuir á su bienestar mutuamente, y por

resultado se tendrán nuevos y más fuertes vínculos de amistad.

No he tenido inconveniente en manifestar á V. S. mi opinión oficialmente : con ella nada digo á nombre de mi Gobierno ; pero puede dar á V. S. una idea del modo de ver la cuestión que tenemos algunos granadinos*.

Mosquera hizo también por su parte privadamente á Flores en una entrevista que con él tuvo en Ibarra las mismas promesas de Herrán con respecto á límites.

Flores pasó el Carchi el 18 de Septiembre con mil ochenta y siete hombres, y poco después le siguió otra división de mil plazas. Por el convenio de 23 de Septiembre celebrado en Túquerres entre el general Mosquera, segundo jefe del ejército granadino, á nombre de Herrán, y por el general Leonardo Stagg, á nombre de Flores, se fijaron las reglas que debían seguirse en las fuerzas coligadas para el pago de sueldos, para la división del servicio y para los honores de los jefes.

Bien examinados los convenios á la luz de los hechos que les antecedieron y siguieron, significaron, dice el Doctor Cuervo, menos el auxilio de un amigo que la cesación de hostilidades por parte de un enemigo. En una palabra, aquello fue *una capi-*

* Esta comunicación es el primero de los documentos que publicó el Gobierno del Ecuador en el folleto titulado *Auxilios del Ecuador solicitados para Pasto*.

tuición entre enemigos más bien que una alianza entre amigos. « A la aparición del general Flores en Pasto, » continúa el Doctor Cuervo, « cambió repentinamente el aspecto de las cosas : Ramón Díaz, aquel mismo que había conducido de Ibarra los fusiles y otros elementos de guerra, se separó con su tropa de Obando, con quien aparentemente estaba unido, y se puso a las órdenes del Jefe ecuatoriano. Otro tanto intentó hacer Andrés Noguera, pero descubierto su plan, fue fusilado con dos de los suyos por órdenes de Obando. La desmoralización y el descontento penetraron, como era natural, en las filas de éste, y abandonado por los que equivocadamente creía que de buena fe se le habían unido después de la fuga de la prision, se halló comprometido á resistir con poco mas de cien hombres á las fuerzas combinadas de los dos Estados. Bastó una sola partida de los granadinos para destrozarle en poco tiempo en el paraje de Huilquipamba (30 de Septiembre), obligándole á buscar su salvación en la espesura de los montes. El resto de sus camaradas existente en Chaguarbamba, amilanado con defecciones tan inesperadas y con la rota de su caudillo, se rindió en seguida, entregando las armas bajo la promesa que se les hizo de perdonarles las vidas. La provincia de Pasto quedó así pacificada en menos tiempo quizá del que es necesario para recorrerla. »

El mantenimiento del orden y tranquilidad quedó confiado á una división ecuatoriana mientras los generales Herrán y Mosquera iban al interior grave-

mente amenazado; y no tardó mucho en palparse cuán peligroso es meter á un extraño en la propia casa, pues en Noviembre intimó el Presidente del Ecuador al cónsul de la Nueva Granada en Quito que si la revolución volvía á avivarse, « las tropas ecuatorianas conservarían precisamente sus posiciones* ».

Volvamos un poco atrás para explicar los acontecimientos, que exigieron la inmediata vuelta de nuestros generales al interior. Los enemigos del gobierno de Márquez, que en un principio se habían contentado con la oposición periodística y parlamentaria, viendo á Obando, su caudillo militar, lanzado en una guerra de defensa personal, sin pararse en escrúpulos, hicieron suya la causa de éste y extendieron por toda la República la revolución que con él habían tramado en Bogotá para el caso de que Herrán fuese vencido, olvidándose muchos de que habían ofrecido apoyo entusiasta al Gobierno para ahogar los primeros movimientos de Pasto, y quebrantando otros con infame deslealtad el juramento que hicieron al aceptar de él empleos de confianza. Desde Febrero de 1840 hubo amagos de revolución en Vélez, que deshechos fácilmente entonces, se reprodujeron en Junio; en Septiembre se pronuncia Sogamoso, y Juan José Reyes Patria toma á Tunja; el Socorro, levantado por José González, declara su soberanía; en Octubre toma Carmona posesión de Santa Marta; Cartagena se alza nombrando por jefe

militar del nuevo estado soberano á Juan A. Gutiérrez de Piñeres; Mompós constituye un gobierno provisional; Salvador Córdoba se apodera de Medellín. A estos movimientos se agregaron los de Casanare y Panamá. Fácilmente entenderá la brevedad con que creció este incendio, quien considere que casualmente concurrieron en su odio contra el Gobierno los frailes indómitos de Pasto y los fanáticos y feroces guerrilleros de Noguera, los masones y libres pensadores de las ciudades, unos cuantos militares autoritarios enemigos del poder civil y los demagogos nunca satisfechos con libertad que otro da. Elementos tan heterogéneos sólo pudieron amalgamarse proclamando un gobierno federal; y así esta revolución en apariencia formidable entrañaba el germen de su propia ruina, pues eran tantos los jefes supremos y los aspirantes á los gobiernos seccionales, que ni hubo unidad en los movimientos militares ni más móvil común entre los caudillos que la ambición personal. Sin la tenacidad de los guerrilleros de Pasto y el temor de complicaciones con el Ecuador, la insurrección se sofocara en su cuna.

Mientras las mejores fuerzas del Gobierno estaban en el Sur, fueron vencidas en la Polonia (29 de Septiembre de 1840) por los rebeldes del Socorro las que habían salido á oponérseles comandadas por el coronel Manuel María Franco. Al saberse este desastre en Bogotá fue tal el desconcierto, que el Gobierno estuvo á pique de disolverse. El Consejo de Estado después de una deliberación de siete

horas halló como la medida más conveniente el que partiese sin dilación (10 de Octubre) el Presidente Márquez en busca de las fuerzas de Herrán y Mosquera, encargándose mientras tanto del Poder Ejecutivo el general Caicedo, vicepresidente. Al tomar esta determinación se pensó en que el último podría parlamentar con los facciosos, lo que era imposible á Márquez, y ganar tiempo entreteniéndolos, mientras venía socorro del Sur, y además en que, para el caso de un desastre, de todos modos quedaba en pie la legitimidad, una vez que el Presidente estaba á salvo*. En la capital no había sino veinticinco veteranos; los revolucionarios consideraban seguro é inmediato su triunfo, se desvergonzaban en los impresos, pedían cabezas por las calles y pretendían que se les entregara el mando. En esto llega el coronel Juan José Neira con seis húsares, amilana con sus miradas de fuego á los revolucionarios que se pavoneaban por las calles, excita el espíritu público, llama á las armas, sale al encuentro del enemigo, que lleno de arrogancia avanzaba sobre Bogotá, y lo deshace el 28 de Octubre en los campos de Buenavista. Por desgracia, herido gravemente, no pudo

* La narración de este hecho, no bien conocido, la fundamos en carta de Aranzazu escrita en esos días y que publicamos en el epistolario, en la *Exposición* dada á luz por el doctor Eladio Urisarri en 1841, en un artículo publicado en el *Día* de 22 de Abril de 1848 bajo el título de *Al autor del artículo « Opinión de un artesano » etc.*, y escrito por persona al parecer bien impuesta, y además en lo que nosotros mismos oímos de boca del señor Márquez.

coger el fruto de la victoria ; el enemigo logró rehacerse en las provincias del Norte, reuniéndose á las fuerzas llaneras de Francisco Farfán, y avanzó de nuevo hasta Cipaquirá. Para excitar el entusiasmo de la población se había aguijoneado hábilmente el espíritu de provincialismo despertando los recuerdos de las antiguas contiendas entre socorranos y santafereños los años de 1812 y 1813 ; y en consecuencia ahora como entonces se tomó por patrono á Jesús Nazareno, se sacó en pomposas procesiones la devota imagen que se venera en la iglesia de augustinos calzados, y su monograma servía de distintivo á los defensores de la ciudad. El ardor cívico y religioso de los bogotanos creció al ver tan cerca al enemigo, y resolvieron defenderse á todo trance : viejos y niños, ricos y pobres, damas, ventéras, placeras, todos acudieron á poner la plaza en estado de defensa : unos abrían fosos, otros alzaban trincheras y parapetos y otros trasladaban el parque al recinto fortificado. En estos momentos llega á Bogotá el Presidente Márquez (21 de Noviembre) precediendo á la vanguardia del ejército, y en sabiéndolo se repliegan los enemigos. Los bogotanos, con razón orgullosos de su entusiasmo, llamaron *la gran semana* á estos días en que tan de cerca se siguieron el peligro y la seguridad. Entonces tuvo principio la campaña del Norte, que se coronó con la derrota dada por Herrán y Mosquera á González y Farfán en Aratoca (9 de Enero de 1841) y con la victoria alcanzada por Mosquera sobre Carmona en Tescua (1º. de Abril).

Las provincias de la Costa Atlántica quedaron pacificadas á consecuencia de la toma de Ocaña por Herrán (9 de Septiembre).

CAPÍTULO XI

LEGACIÓN EN EL ECUADOR

(Conflictos)

Llega el Doctor Cuervo al Ecuador. — Su posición embarazosa. — Pide el Gobierno granadino nuevos auxilios al Ecuador. — Reaparece Obando en Timbío. — Proyecto Flores enviar fuerzas á Popayán, y el Doctor Cuervo se opone. — Ocupación de esta ciudad por los revolucionarios, y medidas que se toman en Quito. — Conferencia entre el Doctor Cuervo y el Ministro de Relaciones Exteriores. — Trasmítense á Flores facultades reservadas. — Conducta de éste en Pasto y declaraciones del Vicepresidente. — Pide el Doctor Cuervo explicaciones. — Pronunciamientos de Pasto y Túquerres. — Protesta del Doctor Cuervo. — Contraprotesta y réplica. — Prepárase el Doctor Cuervo á salir del Ecuador. — Mediación francesa y conferencias de 23 de Junio. — Sucesos de Pasto. — Retirada de Flores á Túquerres y sus resultados. — Pasos dados para tratar con Obando y explicaciones que pide el Doctor Cuervo. — Derrota de Obando en la Chanca. — Conducta doble de Flores. — Conferencia entre el Doctor Cuervo y el general Daste. — Inculpaciones del general J. Posada Gutiérrez.

Dados á conocer, aunque sumariamente, los acontecimientos que llamaron al interior las tropas que habían estado obrando sobre Pasto, es tiempo de hablar de la legación del Doctor Cuervo en el Ecuador. Siguiendo su viaje por Panamá, llegó á Guayaquil el 24 de Octubre de 1840, después de haber padecido

una enfermedad que lo puso á las puertas del sepulcro ; y el que llevaba por misión hacer que cesasen las hostilidades de parte del Ecuador é impedir hasta donde fuera posible que interviniese en nuestras disensiones domésticas, se encontró con la novedad (son sus palabras) « de que por una de aquellas anomalías peregrinas en otros países, pero harto comunes en esta parte de la América, el general Flores había dejado de ser auxiliar de Noguera para serlo del general Herrán ; que acaudillando tropas ecuatorianas, había pisado el territorio sagrado de la patria, y en fin que, destruídas las fuerzas de Obando y fugitivo éste, quedaba ocupado el cantón de Pasto por una división extranjera. Ésta, aunque tal triunfo fuese debido en su mayor parte á la lealtad y bravura de la guardia nacional de Pasto, se atribuyó toda la gloria, no muy brillante por cierto, jactándose de haber hecho en tres días lo que en quince meses no había conseguido el Gobierno granadino con todos sus recursos. Comparóse con el de Farsalia al que se aclamaba vencedor de Huilquipamba, y á su regreso á Quito se le saludó con los títulos de *Salvador del Ecuador* y *Libertador de la Nueva Granada*. Se le erigieron monumentos de triunfo, se cantó una misa solemne con tedéum, en el sermón se le igualó á Dios, y se hicieron todas aquellas demostraciones con que la baja adulación tributa sus homenajes al poder. La Nueva Granada aparecía en el Ecuador como un pueblo imbecil que acababa de recibir del extranjero su salud, y los granadinos,

transeúntes y avecindados. eran vistos con aquella plebeya arrogancia que a gente poco generosa da el sentimiento de la superioridad. »

Sorprendido con cambios tan inesperados y lleno de embarazos en tan desairada situación, pide el Doctor Cuervo á su Gobierno aclaraciones sobre lo acaecido desde su salida de Bogotá y nuevas órdenes á que arreglar su conducta. El Gobierno descuidó el darlas, confiando sin duda en que su representante obraría según conviniera en tan delicadas circunstancias.

No era ésta la única sorpresa ni el único golpe que le aguardaban en los primeros días de su permanencia en el Ecuador. Con fecha 7 de Enero escribía reservadamente á D. Ignacio Gutiérrez : « Ayer ha recibido el Presidente del Ecuador una carta del señor Márquez en que le suplica que marche volando para la Nueva Granada con dos mil hombres, de los cuales ochocientos debieran seguir para el Valle del Cauca y el resto dirigirse á Bogotá con el mismo Presidente á su cabeza. Yo me quedé estupefacto con la lectura de semejante carta, y si no hubiera estado toda ella escrita de puño y letra del señor Márquez, la habría creído apócrifa, así porque ni aun indica los grandes acontecimientos que le han impedido á dar un paso de tanta trascendencia, como porque no es ésta la manera con que se manejan los altos negocios entre gobiernos civilizados que tienen constitución y leyes á que sujetarse aunque haya de largarse el pellejo. Por otra parte, después que

Bogotá ha derrotado siempre á los socorreños y tunjanos que han osado atacarla, y que hoy presenta una hermosa actitud, no debe llamarse al extranjero para que la socorra; y si en la pacificación de Pasto se creyó necesario el ajeno auxilio, no lo es ni debe serlo para conservar el orden público en el interior, á no ser que de una vez convengamos ó en que somos unos imbéciles, ó que todo el pueblo granadino niega su apoyo á la presente Administración. El general Flores se ha encontrado perplejo y lleno de dudas, y habiendo querido oír mi opinión sobre ellas, especialmente si yo me encontraba dispuesto á celebrar un convenio relativo al auxilio pedido, le contesté con toda franqueza, que como ministro público conocía y sabía cumplir mis deberes y nunca me prestaría á ningún acto que no fuese ejecutado por los trámites que establece el derecho internacional y que no estuviese en consonancia con los intereses y con la dignidad de mi patria. Ignoro hasta ahora lo que definitivamente se resuelva sobre el particular; pero de todos modos yo me he lavado las manos como Pilato, teniendo presente no sólo mi posición sino la responsabilidad del señor Márquez, que arrebatado por el torrente de los sucesos ha dado un paso inconsulto, del que quizá ahora mismo está arrepentido*.

Ocho días después recibe por conducto de la

* Un fragmento de la carta del señor Márquez fue publicado en el *Día* de 1.º de Diciembre de 1844; la damos íntegra en los documentos.

Secretaría de Relaciones Exteriores la orden para pedir oficialmente el auxilio en caso de que, sondeado el ánimo de Flores, apareciese dispuesto á proporcionarlo. Afortunadamente se excusó Flores diciendo no tener equipada una fuerza tan considerable y necesitar además el consentimiento del Congreso, que aun no estaba reunido *. El Doctor Cuervo escribió oficial y privadamente á Bogotá, mostrando cuán arriesgado sería siempre semejante paso, sobre todo supuestos los antecedentes que mediaban con el Ecuador, para no contar la mengua de mezclar al extranjero en nuestras contiendas civiles. Mientras el Gobierno granadino estaba esperando á sus libertadores del Ecuador, el Doctor Cuervo penetra los amaños con que el general Flores tendía á apoderarse de la provincia de Pasto, ora como premio del auxilio dado para dispersar á Obando en Huilquipamba, ora como parte que le tocaba en la disolución de la República. Para colmo de sus angustias sabe por varios conductos, uno de ellos el Gobernador de Pasto, y aun por cartas dirigidas al general Flores, las que éste se complacía en mostrar, que en Popayán mismo había disposiciones y aun proyectos de cambiar el pabellón granadino por el ecuatoriano.

En estas circunstancias se supo el nuevo pronunciamiento de Obando y Sarria en Timbío (Febrero de 1841), con que los ecuatorianos vieron abrirse

* Véase la carta de Flores al Doctor Cuervo publicada en el *Día* de 16 de Enero de 1842.

nuevos horizontes á su ambición, y pensaron en llegar á Popayán y extenderse hasta la cordillera central de los Andes granadinos, como lo pretendieron en 1830. Flores, queriendo granjear á la resolución que tenía formada el apoyo y sanción de opiniones respetables, reúne en la casa de gobierno una gran junta, á la que asistieron los altos funcionarios de la República, para dar cuenta de aquellos sucesos y anunciar que inmediatamente se pone en camino para Pasto con el fin de hacer marchar de allí una división á Popayán. No obstante el general aplauso con que fue acogida semejante determinación, hubo quien la objetara, como el vicepresidente Aguirre y don Vicente Rocafuerte. El último, viendo el asunto por el lado diplomático, calificó estos procederes de ejemplo funesto para el derecho internacional de las repúblicas de la América española. El Doctor Cuervo, que había sido invitado expresamente, guardó silencio hasta que por el Ministro de Relaciones Exteriores fue excitado á emitir su parecer y expresar en qué términos y con qué indemnización había de prestarse este segundo auxilio. Después de hacer notar la inconveniencia del lugar y de la forma para tratar un asunto diplomático, manifestó que no se hallaba autorizado para demandar el auxilio, el cual á más de no conformarse con las leyes granadinas, era inconveniente y aun humillante para la Nueva Granada. Con franqueza dijo que, consideradas las miras del gabinete ecuatoriano sobre las provincias meridionales, así como los sucesos de 1830 y las

opiniones emitidas en las conferencias de 1832, el ofrecimiento de auxiliar á la Nueva Granada presentaba un carácter sospechoso que lo hacía inadmisible. Finalmente, esforzó estos motivos para no aceptar, refiriendo que el Gobernador de Pasto le comunicaba que iba á mover unas fuerzas que unidas á las guardias nacionales de Patia, socorrieran á Popayán; sin hacer cuenta de las tropas que debían llegar del Cauca y del interior de la República, donde el Gobierno acababa de obtener la victoria de Aratoca.

Como consecuencia de las razones alegadas por el Ministro granadino, Flores desistió de su proyecto, y prometió que una pequeña columna de la división que se hallaba en Pasto acompañaría á la guardia nacional en su expedición, lo cual no llegó á verificarse porque el jefe ecuatoriano Carmen López se negó á dar las armas que debían servir á dicha guardia y que estaban depositadas en el parque granadino. Vino luego la sangrienta jornada de García (12 de Abril), en que Obando deshizo las fuerzas de Borrero y le tomó prisionero, y la ocupación de Popayán por Sarria; Flores, temeroso por la división ecuatoriana acantonada en Pasto, marchó inmediatamente á reunirse á ella, prometiendo antes al Doctor Cuervo que, como se tratase no ya de auxiliar al Gobierno granadino sino de proveer á la seguridad del Ecuador, amenazado con el triunfo de los revolucionarios, por ningún caso emprendería cosa que fuese en menoscabo del primero. En vista de lo

crítico de la situación, y de las promesas de Flores, el Doctor Cuervo escribió al Gobernador de la provincia de Pasto para que arreglándose á las instrucciones que le había dejado el general Herrán, obrase de acuerdo con el jefe ecuatoriano y le prestase toda clase de auxilios, procurando sí estar en comunicación constante con la legación granadina y con el Gobierno de Bogotá, « á fin de que conservando en seguridad á los pueblos cuya custodia se le había encomendado, impidiera que por esta parte pudiesen aumentar sus fuerzas los revolucionarios ; mientras que el legítimo gobierno apoyado en el valor y lealtad del pueblo granadino reparaba aquellas desgracias. » « Mi opinión, decía, era que ya que las tropas ecuatorianas ocupaban á Pasto en calidad de auxiliares, debía sacarse por todo partido de esta circunstancia, el que conservasen en la provincia el orden y la tranquilidad pública, sin adelantar ningún paso que mancillase el honor de la patria y comprometiese la integridad de su territorio. »

Una vez que los acontecimientos habían llevado hasta este punto las cosas, al representante de la Nueva Granada no le quedaba sino procurar se minorasen los males, y seguir ojo alerta la conducta de las tropas ecuatorianas. Y cierto que no eran vanos los motivos de recelo, pues todo anunciaba que el proceder de los auxiliares desdiría mucho de la hidalguía con que debieran portarse para con la nación que en su desgracia les abría las puertas. El 24 de Abril invitó el Ministro de Relaciones Exte-

riores al Doctor Cuervo para una conferencia, y en ella le exigió que dijese categóricamente si las tropas ecuatorianas serían asistidas en lo sucesivo por el Gobierno granadino conforme á lo estipulado, y si él mismo estaba autorizado para mudar las autoridades de la provincia encomendando los destinos á personas de la confianza del general Flores. Nuestro Ministro contestó que, mientras durase la incomunicación de Pasto con su Gobierno, era imposible poner remedio á la falta de auxilios pecuniarios, y que la remoción de las autoridades y el nombramiento de otras era cosa ajena á las funciones naturales del carácter público de que estaba investido. De resultas de esto el gobierno del Ecuador resolvió (26 de Abril) transmitir á Flores « las facultades necesarias para conservar con toda seguridad y dignidad las fuerzas ecuatorianas existentes en la provincia de Pasto y poner la República á cubierto de todo peligro. » En estos términos se puso en conocimiento del Ministro granadino, quien solicitó inútilmente se le aclarase la naturaleza y extensión de tales facultades. Ello es que apenas llegó Flores, comenzaron á cambiarse los empleados fieles á la Nueva Granada por otros adictos á la causa del Ecuador, á exigirse empréstitos y derramarse contribuciones como en país conquistado. Más todavía : el vicepresidente Aguirre encargado del poder ejecutivo declaró por un decreto el 6 de Mayo que la provincia de Pasto no sería desamparada, que su seguridad, orden y tranquilidad eran intereses nacio-

nales para el Ecuador ; que se deseaba establecer sobre bases sólidas las relaciones que la naturaleza y la política prescriben para utilidad de los pueblos Granadino y Ecuatoriano ; y que las personas que contrariasen de obra, de palabra ó por escrito estos sentimientos, ó más bien estas reglas de conducta, quedarían sujetas á las penas prescritas contra los conspiradores. Este lenguaje ambiguo, pero que todo el mundo entendía, no significaba otra cosa que la incorporación de Pasto ; exigía pues explicaciones terminantes, y el Doctor Cuervo las pidió inmediatamente contrayéndolas á estos tres puntos : 1.º ¿ Está dispuesto el Gobierno ecuatoriano á mandar salir de Pasto las tropas ecuatorianas tan luego como el Gobierno granadino lo tenga por conveniente ? 2.º A virtud de declararse intereses nacionales para el Ecuador la tranquilidad, el orden y seguridad de Pasto, ¿ se pretende ó prepara la incorporación de aquella provincia á esta República sin las formalidades prescritas por el derecho de gentes ? 3.º El deseo manifestado de entablar relaciones con la Nueva Granada ¿ envuelve el pensamiento de que no serán fiel y exactamente cumplidos en todas ó en algunas de sus partes los tratados concluídos en Pasto á 8 de Diciembre de 1832 ? — Por toda contestación se le envió el preámbulo ó parte motiva de las declaraciones mencionadas, con lo cual quedó la cuestión tan vaga é incierta como se estaba antes, y el Doctor Cuervo insistió nuevamente el 11 de Mayo en exigir explicaciones. Al otro día se publicó con ultrajante

solemnidad la anexión de Pasto y Túquerres al Ecuador; el 13 negó el Ministro las explicaciones, diciendo ser el decreto del 6 acto jurisdiccional del Gobierno para la seguridad y orden interior de la República, y con notas de fecha anterior envió al Doctor Cuervo copias de las actas de pronunciamiento y de los decretos en que eran aprobadas y acogidas.

Por estos pronunciamientos se agregaba Pasto al Ecuador condicionalmente, es decir, en el caso de que los facciosos triunfasen en la Nueva Granada, mientras que Túquerres lo hacía absoluta é irrevocablemente (4 y 6 de Mayo). El mismo día 4 escribió Flores al Doctor Cuervo una carta en sumo grado melosa con el intento de atenuar la mala impresión que había de recibir; y para que se diese por satisfecho, no paraba hasta decir que el acta de pronunciamiento de Pasto había sido redactada por él mismo. Luego que el Gobierno de Quito sancionó la anexión, en medio de estrepitosa algazara, con repiques de campanas y salvas de artillería, se leyeron por bando las actas en toda la ciudad, y después se festejó el hecho con iluminaciones y con corridas de toros por dos días.

A pesar de las astucias y hasta de la fuerza misma que se emplearon para dar aspecto de popularidad al pronunciamiento, fue éste tan contrario al sentimiento general, que aun muchos de los que firmaron las actas, escribieron privadamente al Doctor Cuervo que sólo lo habían hecho por librarse de las perse-

cuciones y hasta forzados por los agentes de Flores, lo cual no impidió que se jurase la constitución del Ecuador, cambiándose el régimen político y administrativo y derogándose todas las disposiciones que pudieran recordar que aquel territorio había sido granadino. Sólo Barbacoas y Tumaco se mantuvieron fieles, y resistieron con igual firmeza á las sugerencias de los revolucionarios de la Nueva Granada, que á la insidiosa propaganda de los agentes del Ecuador. El Ministro granadino, que seguía atentamente el curso de los acontecimientos, no dejó, despreciando todos los riesgos, de exhortarlos continuamente á dar á sus hermanos del Sur saludable ejemplo de constancia.

Nada deja traslucir con tanta claridad los sentimientos que obraron en Flores al promover estos pronunciamientos como la carta que desde Pasto dirigió á Herrán y Mosquera el 13 de Mayo. La copiamos de la *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 518.

Aventuro esta carta con un posta que mando por los páramos, para comunicar á ustedes lo siguiente : 1.º Este país goza de paz y de tranquilidad : también está tranquilo el Ecuador. — 2.º Aunque tuvimos una crisis por consecuencia de la reunión del Congreso, quise mandar mil hombres á Popayán luego que Obando reapareció en Timbío ; mas el Sr. Cuervo se opuso á ello, por lo cual quedaron frustrados mis deseos, aunque salva mi responsabilidad particular para con ustedes. — 3.º El 20 de Abril llegué á esta ciudad, donde he visto los pronun-

ciamientos desde Popayán hasta Antioquia, y las proclamas y cartas de Obando en que nos amenaza y da por hecho el triunfo de su causa en la Nueva Granada. Tanto por esto como por otras razones de mucho peso, que no puedo expresar en este papel, he influído para que Pasto se pronuncie por el Ecuador provisionalmente ; y lo ha hecho así en términos muy honrosos para el Gobierno y la Nación granadina, pues ofrece cooperar al triunfo de dicho gobierno con el auxilio de las armas del Ecuador, y someterse después para que los límites se fijen donde convenga. Pero protesta al mismo tiempo que si triunfare la facción permanecerá unido al Ecuador, porque no puede obedecer á los mismos contra quienes ha combatido. Hago esta explicación para que todos sepan en la Nueva Granada que si triunfa el Gobierno, Pasto pertenece á la Nueva Granada ; y si los revolucionarios, Pasto no se someterá á ellos y continuará unido al Ecuador. — 4.º Si para cuando llegue esta carta á manos de ustedes todavía se sostuvieren con esperanza de buen suceso, tengan entendido que estoy pronto á cooperar con ustedes hasta Popayán para facilitarles la pacificación de las provincias del interior ; pues ni un solo día, ni un solo instante he variado de sentimientos y opinión. Cuando se abra la comunicación sabrán ustedes cuántos esfuerzos hice por auxiliar á Popayán, y la resistencia que opuso el Sr. Cuervo, quien podía oponerla.

De modo que Flores, sabedor de los desastres sobrevenidos á la causa del Gobierno, reputaba por más que problemático que sus generales se sostu-

viesen todavía con esperanza de buen éxito al llegarles esta carta ; por eso ha promovido los pronunciamientos, y por eso lo confiesa, que no lo hiciera en el caso contrario ; por eso ha hecho declarar á Pasto que pertenecerá á la Nueva Granada si triunfa el Gobierno y al Ecuador si los revolucionarios ; todo esto envuelto en mal coloreadas protestas de lealtad. Además, como el Doctor Cuervo era el único que había podido oponerse á sus pérfidos manojos, era menester ponerlo por blanco á la animadversión de sus conciudadanos, haciéndole responsable de las desgracias y aun de la ruina de supatria.

A la notificación de los pronunciamientos contestó el Doctor Cuervo con la siguiente protesta :

Quito 31 de Mayo de 1841.

Adjuntas á las notas de S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador, una de 10 del presente y otra sin fecha, recibió el infrascrito copias de las actas de Pasto y de Túquerres separándose de la sociedad granadina y agregándose á la ecuatoriana, el primero condicionalmente y el segundo de una manera absoluta ; é igualmente los decretos de este Gobierno en que solemnemente acoge tales pronunciamientos.

Había demorado el infrascrito su contestación á dichas notas, porque sabiendo que se trataba de que Barbacoas y Tumaco siguiesen el ejemplo de los cantones susodichos, aguardaba saber el resultado de los pasos dados con este objeto, para hacer sobre todo las debidas recla-

maciones. Instruido ahora de que aquellos habitantes, libres del poder de las bayonetas, han permanecido fieles á sus juramentos á pesar de los esfuerzos hechos por el Comandante ecuatoriano Darío Morales comisionado especialmente para seducirlos, pasa hoy á dar la presente respuesta que debe mirarse como una solemne protesta contra la conducta irregular del Gobierno ecuatoriano y de sus agentes.

Conocidos eran del infrascrito, hace algún tiempo, los proyectos de agregar al Ecuador el todo ó la mayor parte de la provincia de Pasto, bien que nunca llegó á imaginarse que se eligiesen las circunstancias menos decorosas y se empleasen los medios más deshonorosos para llevarlos al cabo. Mas desde que en conferencia de 24 de Abril último manifestó S. E. el Sr. Marcos al infrascrito la necesidad de remover á las autoridades de Pasto y nombrar otras de la confianza de S. E. el General Juan José Flores, y desde que, por decreto de 26 del mismo, el Gobierno ecuatoriano trasmitió á éste las « facultades necesarias para conservar en toda seguridad las fuerzas ecuatorianas existentes en Pasto y poner la República á cubierto de todo peligro », se dejó conocer que estaba muy cercano el día en que aquella obra debía consumarse. Seguidamente, y como para dar mayor fuerza á esta persuasión, se expidió el célebre decreto ejecutivo de 6 del corriente decidiendo implícitamente dicha agregación y conminando con severas penas á los que aun de palabra la contrariasen.

En vano se denegó el infrascrito al cambio de las autoridades de Pasto, en vano pidió que se le hiciesen conocer

la naturaleza y extensión de las facultades delegadas á S. E. el General Flores, y en vano en fin solicitó oportunamente y en términos comedidos explicaciones francas y terminantes sobre el citado decreto. Desatendida su voz, todo anunciaba que pronto se recibirían en Quito algunas de esas actas con que en una gran parte de la América se cambian las instituciones, se destruyen los gobiernos, se violan los juramentos más sagrados, y se perpetúa ese sistema de anarquía y de desorden que hace perder la esperanza de ver establecido algún día en el mundo de Colón el imperio de la libertad bajo los auspicios del orden, de la civilización y de la moral. Llegaron en efecto las actas de Pasto y de Túquerres, la primera el día 9 y la segunda el 11 del corriente.

Desde luego observó el infrascrito tanto en las copias que de ellas le fueron comunicadas, como en las que seguidamente se publicaron por bando, la falta de las firmas de los pronunciados, sin las cuales ninguna autenticidad tienen, ningún crédito merecen. Y si bien es cierto que en el número 387 de la *Gaceta oficial* aparecen suscritos algunos individuos, su número es tan corto que no puede llenar el objeto con que se hizo la publicación. Esta circunstancia y otras que van á expresarse, demuestran que los pronunciamientos de Pasto y de Túquerres no han sido ni espontáneos ni populares, y que en ningún tiempo pueden dar el menor derecho al Ecuador sobre aquella parte del territorio granadino, aun prescindiendo de los sanos principios de la ciencia política y de la buena fe de los pactos internacionales que reprueban y condenan tan vicioso título de adquisición.

Existen en poder del infrascrito comunicaciones oficiales y cartas de personas fidedignas, de las cuales resulta lo siguiente : 1.º que después de haberse empleado alternativamente los halagos y las amenazas, se exigió por último de los Pastusos que, ó contribuyesen con 7,500 pesos mensuales para el sostenimiento de la división ecuatoriana, o se sujetasen al yugo de las partidas de facciosos que amenazaban la provincia, ó se pronunciasen agregándose al Ecuador ; 2.º que fueron pocos y algunos de ellos sin importancia y sin mérito, los que se sometieron a esta última condición ; 3.º que muchos vecinos notables y de influjo se resistieron con firmeza á suscribir el pronunciamiento ; 4.º que varios de los que prestaron sus firmas han protestado ante esta legación haberlo hecho por la fuerza, y han manifestado su lealtad á las instituciones granadinas ; 5.º que antes de haber sido firmadas las actas, se remitieron á esta capital, las acogió el Gobierno y las hizo publicar por bando ; 6.º que después de verificado todo esto se despacharon comisionados á los distritos parroquiales de los cantones de Pasto y de Tuquerres para que recogiesen firmas ; y 7.º que a pesar de todo esto no componen los firmantes ni la quinta parte de los individuos que gozan de los derechos de ciudadanía en aquellos cantones.

Hechos de tal naturaleza, públicos y notorios en toda la provincia de Pasto, bastan por si solos para demostrar la impopularidad de los sucesos del 4 y 6 del corriente. Pasando luego a su examen crítico y moral ¿ cómo puede cualquiera imaginarse que pueblos que aun estando bajo la influencia del Gobierno ecuatoriano manifiestan

hasta en los mismos pronunciamientos su adhesión á la sociedad granadina, se separasen de ella espontáneamente? ¿Cómo creer que al propio tiempo que tanto interés manifiestan por ver en ella restablecido el orden, la abandonasen echándose en los brazos del extranjero? ¿Cómo, en fin, suponerlos tan poco entendidos en sus negocios que quisiesen sustraerse de un régimen bajo el cual no pagan ni tributo, ni alcabala ni el derecho de patente de profesión y de industria? Que responda á esto quien conozca un poco á los hombres, sus inclinaciones, sus intereses y su instinto á buscar la felicidad.

Supóngase empero por un instante á los Pastusos, ingratos á las consideraciones que han obtenido en la familia granadina, altamente estúpidos en el discernimiento de lo que mejor les conviene, animados de ruines y bastardos sentimientos, y decididos unánimemente á pertenecer á la Nación ecuatoriana, ¿sería regular, conveniente y legítima esta agregación? ¿Puede separarse del cuerpo político una simple fracción, cualesquiera que sean las circunstancias en que se encuentre y los motivos que á ello la impelan? He aquí una cuestión que por demasiado obvia y por estar su resolución al alcance de todos, no necesita de que se ocupe en su examen el infrascrito. Tan absurdas y peligrosas serían las consecuencias que de una respuesta afirmativa se seguirían, que muy pronto la República misma del Ecuador tendría que lamentarlas. La historia presenta á cada paso ejemplos de pueblos que por haber llegado á un completo estado de madurez ó por otras razones, se han segregado de una asociación política para formar ellos otra inde-

pendiente, contando con el poder y la fuerza bastantes para sostener su nacionalidad. Estos son hechos que el tiempo legitima y no reprueba la política. Pero segregarse un cantón ó una provincia de un estado para agregarse á otro, es procedimiento que condena la sana política, no menos que el interés recíproco de las naciones. Puede emigrar de un país el individuo que no está contento con el sistema político y legal, ó con la conducta de los magistrados, ó en fin con los hábitos de los particulares; pero lo que en esta materia es potestativo al individuo, no lo es á una fracción colectiva que quiera desmembrar el territorio del Estado. Sostener lo contrario es atacar la soberanía nacional, su indivisibilidad y su independencia, es establecer un principio más anárquico que cuantos ha proclamado audazmente la más desenfadada demagogia.

Que nada valga sin embargo, y que ninguna fuerza tenga lo anteriormente alegado : que los habitantes de los cantones de Pasto y de Túquerres hayan podido y querido unánime y espontáneamente agregarse al Ecuador; y que los principios del derecho universal, la política general de las naciones y su propia conveniencia no repugnen esta agregación. Aunque falso y desatinado, se da por concedido todo esto; y concrétese la cuestión al derecho especial y perfecto á que deban sujetarse Nueva Granada y Ecuador. ¿ Existen entre estas dos Repúblicas pactos solemnes, compromisos sagrados que fijen y determinan los derechos y obligaciones de cada una de ellas? ¿ Hay establecida en estos pactos alguna regla sobre segregación de un pueblo del un estado para agregarse al otro?

¿Han concurrido tan graves circunstancias y tan poderosos motivos que hagan excusable la violación de esa regla? Tales son los puntos á que más especialmente contraerá su atención el infrascrito, porque son de interés general para la América, y porque pertenecen, por su magnitud y trascendencia, más á la moral pública que al supremo dominio de la Nación sobre cierta porción de territorio.

Desavenidas las Repúblicas de Nueva Granada y del Ecuador, precisamente por la posesión de la provincia de Pasto, emplearon sucesivamente el medio de las negociaciones y aun el de la fuerza de las armas para poner término á sus diferencias, hasta que al fin concluyeron por medio de legítimos comisionados los tratados de 8 de diciembre de 1832, los cuales fueron ratificados, previa la aprobación de los respectivos cuerpos legislativos, por los Gobiernos granadino y ecuatoriano, y canjeadas las ratificaciones el 15 de septiembre de 1835. En ellos se encuentran los artículos siguientes :

« Los límites entre los dos Estados de la Nueva Granada y del Ecuador, serán los que conforme á la ley de Colombia de veinticinco de junio de mil ochocientos veinticuatro separaban las provincias del antiguo departamento del Cauca de el del Ecuador, quedando por consiguiente incorporadas á la Nueva Granada las provincias de Pasto y la Buenaventura, y al Ecuador los pueblos que están al Sur del rio Carchi, línea fijada por el artículo 22 de la expresada ley, entre las provincias de Pasto é Imbabura.

« Los Estados de la Nueva Granada y del Ecuador, animados de los mejores deseos de que se conserve

« siempre la más perfecta armonía y buena inteligencia
« entre las partes contratantes, se obligan y compro-
« meten á respetar sus límites respectivos. Por conse-
« cuencia el Estado de la Nueva Granada *no podrá admi-
« tir pueblos que separándose de hecho del Estado del
« Ecuador quieran agregarse á la Nueva Granada, ni el
« Estado del Ecuador podrá admitir pueblos que, sepa-
« rándose de hecho del Estado de la Nueva Granada
« quieran agregarse al Ecuador.*

« Toda adquisición, cambio, enajenación ó nueva
« demarcación de territorio entre los Estados de la Nueva
« Granada y del Ecuador, *no podrá verificarse sino por^d
« medio de tratados públicos celebrados entre sus
« Gobiernos, conforme al derecho de gentes.* »

Hay pues un derecho escrito, un derecho perfecto que arregla los límites territoriales de Nueva Granada y del Ecuador, derecho acatado aun por las naciones menos cultas, y cuya violación no puede cometerse sin mengua y sin desdoro, y derecho en fin, que la misma Constitución ecuatoriana ha reconocido y sancionado como base fundamental de la organización política de este país. Su artículo 3.º se expresa en estos términos : « El territorio
« de la República del Ecuador comprende el de las pro-
« vincias de Quito, Chimborazo, Imbabura, Guayaquil,
« Manabí, Cuenca, Loja y el Archipiélago de Galápagos,
« cuya principal isla se conoce con el nombre de Flo-
« riana. Sus límites se fijarán por una ley *de acuerdo
« con los Estados limitrofes.* »

Examínese ahora el contenido sustancial de los pronunciamientos de Pasto y de Túquerres y lo que sobre

ellos resolvió el Gobierno ecuatoriano. Por el artículo 1.º del de Pasto se conviene en « agregarse provisional-
« mente (este cantón) á la República del Ecuador, ya
« *porque estos fueron los antiguos votos de Pasto etc.* » Y
en el de Túquerres se declara : « El cantón de Túquerres
« se reincorpora y vuelve al seno de su antigua madre
« patria, *es y será para siempre parte integrante é indivi-*
« *sible de la República ecuatoriana*, correrá su propia
« suerte sea cual fuere, y entrará en participación de las
« bendiciones que el Cielo la dispensa con mano liberal. »

Los decretos del Gobierno Ecuatoriano de 10 y 12 de este mismo mes dicen así : « El Gobierno de acuerdo con
« el dictamen unánime de su Consejo acoge solemne-
« mente el pronunciamiento de (Pasto ó Túquerres) en
« los términos constantes del acta celebrada á (4 ó 6) del
« presente. »

Basta tener, no un entendimiento ilustrado, ni un buen sentido, sino la menguada razón de un idiota, para reconocer la más completa oposición entre los artículos del tratado que quedan citados y los decretos del Gobierno del Ecuador, la más insigne violación de solemnes y sagrados pactos, y la más notoria infracción de las leyes fundamentales de esta República. No tiene noticia el infrascrito de que á la vez y tan abiertamente nación alguna haya quebrantado sus compromisos internacionales y sus propias instituciones. Reservado estaba á un Gobierno americano para deshonor de los principios proclamados en esta parte del mundo, presentar tan triste y deplorable ejemplo de precipitación y ceguedad.

No alcanza á descubrir el infrascrito las razones de

conveniencia y de alta política que puedan justificar la conducta de los instigadores y acogedores de los pronunciamientos de Pasto y Tuquerres. La situación penosa en que se ha encontrado la Nueva Granada lejos de ser un motivo para desmembrarla su territorio, lo es para tratarla con más exquisitos miramientos. En la adversidad más bien que en la prospera fortuna, tienen derecho los pueblos. lo mismo que los individuos, á que se les trate con toda consideracion; y de aquí nace la justicia con que las leyes civiles y aun las eclesiásticas castigan con severisimas penas á los que roban bienes de personas que han sufrido naufragio o un incendio en sus propiedades.

Sube de punto y mayor fuerza toma esta observación si en tales circunstancias ó en otras igualmente congojosas se da en depósito alguna cosa, contándose con la lealtad y nobleza de quien la recibe. y luego el depositario se alza con ella bajo cualquier pretexto que sea. Entonces hay un abuso de confianza, una completa felonía : la causa no está ya tanto bajo el dominio de la política y de la ley, como bajo el de la moral, del honor y de la decencia ; en una palabra, su decisión es también de la competencia de quien ha recibido una mediana educación social y religiosa. Este es el caso. La historia dirá : « En « sus días de conflicto la Nueva Granada dio en guarda « la provincia de Pasto al Gobierno ecuatoriano que se « decía su amigo y hermano : el Gobierno ecuatoriano « se aprovechó de esta ocasión para hacer suya parte de « la provincia depositada, violando la fe de los pactos y « las leyes del honor, aunque sin dejar por eso de vocear « amistad é interés por la Nación Granadina. » ; Qué

recuerdo, qué página para legar á la posteridad !... Pero volvamos al examen de la cuestión internacional.

« Cuando una Nación está dividida por disensiones intestinas debe observarse la más rigurosa neutralidad, « sin atacar ninguno de sus derechos : puede el Estado « vecino ofrecerle sus buenos oficios y todos los medios « de reconciliación para calmar la animosidad de los « partidos ; pero no puede ir más adelante sin atacar la « independencia y los derechos de la soberanía. » Así opina un publicista moderno justamente apreciado en Europa.

Pero prescindiendo de lo que dice el Conde de Garden y de lo que puedan decir los maestros de derecho público más acreditados, apela el infrascrito al ilustrado juicio de S. E. el Sr. Marcos que en nota de 12 de Mayo del año anterior dijo al Secretario de Relaciones Exteriores de la Nueva Granada estas notables palabras : « Sea cual fuere la urgente necesidad que tiene esta « República de darse una frontera que la ponga á cubierto « de toda agresión de los que en las provincias meridionales de la Nueva Granada puedan sobreponerse á las « leyes, NUNCA JAMÁS empleará otras vías que las de la « negociación, ni otras fuerzas que la razón, el convencimiento y la voluntad bien expresa de los pueblos. » Parece que un espíritu profético guiaba la pluma de S. E. al prever acontecimientos que después se han realizado ; siendo por tanto muy de lamentarse que no se haya cumplido la promesa, luego que llegó la ocasión precisa para verificarlo. Así, á la violación de un pacto sagrado y á la infracción de la Constitución ecuatoriana, tiene que

añadir el infrascrito la falta de cumplimiento de una palabra dada recientemente y con pleno conocimiento de causa.

Si el Gobierno ecuatoriano, fiel á sus deberes y consecuente con sus propios principios, hubiese respetado la integridad del territorio granadino, no habría hecho más que imitar la noble conducta del Gobierno de Venezuela, y usar de una justa reciprocidad con la Nación granadina. Sabido de todos es que con motivo de haber sido destruido el Gobierno legítimo en Bogotá en 1830, la provincia de Casanare hizo un pronunciamiento agregándose á Venezuela, y que el Gobierno de aquella República no quiso acogerlo; y nadie ignora que cuando en 1835 el Congreso ecuatoriano acordó agregar el Ecuador á la Nueva Granada en circunstancias de haber sufrido por más de diez y seis meses una obstinada y sangrienta guerra interior, se denegó el Congreso granadino á aceptar esta agregación, por más animado que estuviera de sentimientos verdaderamente fraternales hacia los ecuatorianos, y por más respetables que fueran los individuos comisionados para presentar el acta y solicitar su favorable acogida.

Y no podía ser de otra manera sin establecer precedentes los más peligrosos á los derechos de las Naciones y á la paz y buena inteligencia que entre sí deben guardar. ¿Cuál de ellas hay en el antiguo ó nuevo mundo que no haya sufrido y esté expuesta á vaivenes y sacudimientos interiores, y á cambios de instituciones, seguidos de guerras más ó menos largas, más ó menos desastrosas? La historia de las naciones es la historia de sus revoluciones.

ciones. ¿Y qué deberá decirse de la América antes española que, dividida en diferentes estados, lucha, hace treinta años, con la anarquía y el desorden, fruto de una educación bárbara y viciosa, sin que todavía pueda columbrarse la época en que, encontrando su centro de gravedad, ponga término á los horrores y escándalos á que hoy mismo sirve de teatro? Que á estos elementos interiores de continuas revueltas se agregasen la mala fe y el espíritu de rapiña del Estado vecino que quisiese explotar en provecho propio las ajenas desdichas, ¿cuál sería entonces el cuadro que presentaría el mundo americano? Más triste ciertamente que el que ofrecían las *hordas* salvajes que habitaban, hace trescientos años, estos países, siempre devorándose unas á otras, sin nociones algunas de lo justo y de lo honesto, y sin el menor respeto por las personas ni por las cosas. A tal extremo conduciría á los pueblos de América el ejemplo dado por el Gobierno ecuatoriano, si por desgracia de la humanidad y de la política encontrase imitadores.

No querría el infrascrito hacer mérito de ciertos actos con se ha hecho resaltar más la desconsiderada y poco amistosa conducta del mismo Gobierno, si en ellos no encontrase ofensas muy graves irrogadas á la Nación granadina : habla de las solemnidades con que fueron publicados en esta ciudad los pronunciamientos de Pasto y de Túquerres, de los repiques de campanas, salvas de artillería, iluminaciones, corridas de toros por dos días, etc., dispuesto todo ó al menos autorizado con el silencio por el Gobierno supremo y por sus agentes. ¿Qué fue, preguntará el hombre moral y juicioso, lo que con tales rego-

cijos quiso celebrarse? ¿La agregación de una parte del territorio granadino al Ecuador? Los regocijadores celebraron como un triunfo la propia deshonra y la injusticia. ¿Las desgracias de la Nueva Granada que facilitaban está agregación? Ellos se igualaron entonces con los salvajes, cuya ferocidad se complace con los ajenos sufrimientos. El 12 de mayo de 1841, día del *memorable* bando, se vio el infrascrito insultado y humillado estando al lado de un Gobierno que se titula hermano, amigo y auxiliar del de la Nueva Granada. Caro ha sido en verdad el auxilio prestado para la pacificación de Pasto, y más caro habría sido si se hubiese extendido hasta Popayán, porque en este caso la línea fronteriza del Ecuador se habría fijado en la cordillera central de los Andes por el Guanacas y el Quindío, como algunos lo han pretendido, y parece que todavía lo pretenden. Las fiestas y algazara habrían entonces llegado á su colmo.

Un sentimiento de justicia y también de reconocimiento obliga al infrascrito á confesar que en los hechos referidos ninguna parte ha tomado la generalidad de los vecinos de Quito. Ellos, como todos los demás ecuatorianos, no participan ni pueden ser responsables de los desaciertos y de la torcida política de su Gobierno : el Ecuador, lo repetirá con el mayor gusto el infrascrito, es un pueblo dócil, humano, hospitalario, en extremo complaciente y digno, bajo todos aspectos, de la libertad y de los dulces bienes de una civilización bien comprendida. La Nueva Granada será siempre su fiel amiga y hermana, y hará en su obsequio cuanto exijan los *positivos* intereses y la prosperidad recíproca de ambos Estados.

Los hechos y motivos que quedan mencionados inducirían al infrascrito á declarar terminadas sus funciones diplomáticas cerca del Gobierno del Ecuador y rotos los pactos que ligán á esta República con la de la Nueva Granada, si tal procedimiento no llevase envuelto el rompimiento entre dos países que formaron antes una sola familia. En tal concepto, y consultando los principios de moderación y de prudencia que han guiado su conducta, se limita *por ahora* á otro paso no desconocido en los fastos de la diplomacia. Solicita pues formalmente :

« Que el Gobierno ecuatoriano revoque solemnemente los decretos que ha dictado acogiendo las inconstitucionales y tumultuarias actas de Pasto y de Túquerres, y restituya las cosas al estado que tenían antes del día 4 del mes corriente. »

En caso de no disponerlo así, el infrascrito declara desde ahora suspensas sus funciones de agente de la Nueva Granada en esta ciudad, protesta contra la violación de los tratados que ligán á las dos Repúblicas y hace responsable al Gobierno de la del Ecuador de las consecuencias y resultados de la misma violación.

Cualesquiera que sean la marcha y término de este desagradable negocio, se complacerá siempre el infrascrito repitiéndose de S. E. el Sr. Marcos muy atento obsecuente servidor.

RUFINO CUERVO.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador.

« Desazonó en alto punto mi lenguaje al gobierno ecuatoriano (dice el doctor Cuervo en la nota dirigida al de la Nueva Granada en 14 de Enero de 1842), encargóse á varias personas la redacción de un proyecto de contestación, y se propusieron diferentes medios para expelerme del Ecuador, y castigar, lo que aquí se llamó, *mi osadía*. Creyéndose este Gobierno heredero natural del de la Nueva Granada, como su hermano y auxiliar, me apodó faccioso y desleal, porque no convine en tan extraño modo de heredar. Por fin, después de diez y ocho días* se

* El señor Cevallos dice que fue público haberse retardado la contestación mientras llegaban de Pasto las instrucciones de Flores. *Resumen de la historia del Ecuador*, V, 381. El mismo respetable historiador se expresa así con respecto al documento dicho: « Larga y minuciosa fue la contestación, y si no salió asistida de buenas razones, porque ciertamente era indefendible tan mala causa, salieron manifiestas y confesadas las intenciones de que *el depositario* (son palabras del señor Cuervo en su oficio del 31 de Mayo) *tenía de alzarse con la cosa depositada*, ya que explayándose amargamente acerca de los términos que había empleado el agente granadino para pedir la devolución del depósito, se negó á entrar en lo sustancial del oficio que contestaba. ¿ Por qué ? — Porque siendo objeto de *discusiones positivas*, *los Gobiernos son los que solamente negocian*, y *los Agentes Diplomáticos no son más que sus órganos*; y porque, *ignorando el Gobierno que el señor Cuervo esté provisto de instrucciones y poderes con este fin*, consideró no ser oportuno examinar las contiendas que pueden originarse de las actas populares de la provincia de Pasto. Desestimando, en resolución, el *ultimátum*, por conceptuarlo fuera de los límites que pudieran tener las instrucciones del señor Cuervo, concluyó acompañando al oficio el *pasaporte* respectivo para el agente y más personas de su comitiva, en cumplimiento, dice, de una disposición *muy expresa* que había recibido á tal respecto. » Por este análisis podrá el lector formar concepto de la nota, que á causa de su extensión no podemos incluir aquí.

dio una respuesta furibunda y de largo aliento, reducida toda ella á probar que era legítima la agregación de Pasto y Túquerres al Ecuador; que la Nueva Granada se encontraba en estado perfecto de guerra civil con cuyos bandos podía tratarse conforme al derecho de gentes; que el Gobierno granadino era quien en diferentes épocas y ocasiones había violado los tratados públicos; y que su Ministro en Quito era un descomedido é irreverente, y como tal, digno de ser echado del país, para lo cual se me acompañó el correspondiente pasaporte. A las cuarenta y ocho horas de haber recibido esta que se llamó *contraprotesta*, dirigí mi *réplica*, vindicándome del cargo de descomedido y sedicioso que se me había hecho, defendiendo á mi Gobierno de haber violado los tratados públicos, y refutando los erróneos y anárquicos principios proclamados por el ministerio ». He aquí la réplica :

Quito 20 de Junio de 1841.

Antes de ayer á las cuatro de la tarde recibió el infrascrito Encargado de Negocios de la Nueva Granada la nota que S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador se sirvió dirigirle con fecha 18 del corriente en contestación á la Protesta de esta Legación de 31 del mes anterior, y también el pasaporte para dejar el territorio ecuatoriano con las personas de su comitiva.

Contraída la mencionada nota, no tanto á responder los argumentos y razones que contiene la Protesta, cuanto á los términos en que está concebida y expresada, á los cuales se califica de « inmoderados, irreverentes y aun sediciosos, » hasta el punto de compararla con la carta inserta en el *Antioqueño* núm. 11, debe el infrascrito á su propio decoro y á la dignidad de la Nación que representa, ocuparse preferentemente de esta materia exponiendo al Gobierno ecuatoriano y á los pueblos de América los justos motivos que le han impelido y las órdenes terminantes á que se ha arreglado al protestar contra la tumultuaria agregación de los cantones de Pasto y de Túquerres al Ecuador.

Desde que comenzaron á ser descubiertas del infrascrito las medidas tomadas por el Gobierno ecuatoriano para segregar de la sociedad granadina la provincia de Pasto, pidió en comedidas y corteses razones las convenientes explicaciones sobre esta materia, teniendo en consideración no solamente los intereses granadinos cuya defensa le está encomendada, sino también los del Ecuador, y más que todo la buena inteligencia entre los dos países. Sus solicitudes sin embargo fueron completamente desatendidas.

La primera tuvo lugar en 27 de Abril último, con ocasión de haberse otorgado una autorización vaga y extraordinaria á S. E. el General Juan José Flores para obrar en la provincia de Pasto. S. E. el Sr. Marcos manifestó en nota de 29 del mismo Abril que no le era dado transmitir á la Legación copia del acta del Consejo á que se refería esta autorización.

Comunicado que le fue el decreto ejecutivo de 6 de Mayo, solicitó el infrascrito, con fecha 8, explicaciones francas y terminantes que le hiciesen conocer la política del Gobierno ecuatoriano sobre el negocio en cuestión. La respuesta á esta segunda demanda se redujo á la remisión de una especie de proclama que, aunque escrita con énfasis, nada dice en sustancia.

Insistióse por la Legación en que el Gobierno ecuatoriano se explicase con la franqueza debida á su propia dignidad. La contestación fue una absoluta negativa fundada en motivos sobre cuyo valor el público habrá pronunciado su juicio.

En estas circunstancias, y cuando la denegación de las explicaciones pedidas era ya un principio de mala inteligencia entre los dos Estados, se recibieron en la capital, se acogieron por el Gobierno y se publicaron por bando los tumultuarios pronunciamientos de Pasto y de Túquerres agregándose al Ecuador. La conducta del Gobierno ecuatoriano se presentó entonces en toda su claridad, es decir : injusta, irregular y altamente ofensiva á los derechos del Gobierno y pueblo granadinos ; haciéndola más odiosa las circunstancias que antecedieron, acompañaron y siguieron á aquellos actos. A pesar de todo esto y de que los más estrechos deberes obligaban al infrascrito á protestar inmediatamente contra tan insigne violación de los tratados que ligan á la Nueva Granada con el Ecuador, quiso antes de dar este paso tentar otros medios conciliatorios y prudentes, para que en ningún tiempo pudiera imputársele precipitación ó escasa solicitud por este país. Dirigióse en efecto á varias personas de valía

interiores en el Extranjero interesando fuertemente aun sus relaciones personales con el objeto de que el Gobierno mantuviera firme sus pasos de una manera espontánea y decidida, salvando su propio honor, y librando al extranjero de los graves y peligrosos compromisos en que se halla rodeado. Mas todo fue en vano; y después de diez y nueve días de una angustiosa expectación vino que el Sr. de Proenca, a que ha contestado S. E. el Sr. Barrozo con una respuesta Civilitaria.

Las personas importantes y entendidas que aprecien profundamente la gravedad y extensión del negocio, no menos que la justicia que en él existe a la Nación granadina, no encuentran en aquel documento cosa alguna que repugne a los sentimientos debidos a los Gobiernos y a las naciones. Si se oyesen los hechos y razones alegados, no es imposible creerse que también lo sean las consecuencias. El lenguaje de la verdad siempre es enérgico y monótono para quien se ha separado de la senda de la justicia. Ni entre los antiguos, ni entre los modernos se encuentra un solo escritor que no se exprese con vehemencia al hablar de asuntos en que se interesan la libertad y honra de la patria, los derechos de la humanidad, la fidelidad en los pactos, la hidalguía de los sentimientos. Por eso se ha dicho que la materia de un escrito decide del género de su estilo.

Si se examinan las composiciones diplomáticas del presente siglo, se vera en todas ellas un lenguaje nervioso y enfadado cuando se trata de las ofensas hechas a un Gobierno por otro Gobierno. En este lenguaje habló en 1826 el Ministro de Relaciones Exteriores de Portugal

Don Francisco Almeyda al Embajador español Conde de Casa Flores con motivo de haber pasado del territorio de España á la provincia de Alentejo algunos individuos á turbar la paz pública : de él usó el gabinete de Petersburgo en 1828 al expresar los motivos de rompimiento con el imperio otomano ; y antes de estas fechas en 1806, el príncipe Talleyrand dirigió amargas y sentidas quejas al Gobierno pontificio, sin que por eso, ni por el doble respeto debido al soberano temporal de Roma y Vicario de Jesucristo en la tierra, se haya calificado de « irreverente y descomedido » al primer diplomático de Europa ; así como tampoco nadie censura ya que la demanda de satisfacciones hecha por una Nación poderosa, vaya acompañada de una escuadra, cuya voz muda no es menos destemplada que las más virulentas expresiones. Últimamente si se quiere una prueba más de la desagradable sensación que causa la sola sospecha de que no sea cumplida una estipulación internacional, recuerde S. E. el Sr. Marcos los términos de que usó en un documento solemne y oficial el presidente Jakson el año de 1836 al hablar, no de una cuestión de honor ó de alta política, sino del pago de unos millones de francos que el Gobierno francés se había obligado á indemnizar al de la Unión americana. ¿Cuál debería ser pues el lenguaje de un patriota y pundonoroso Ministro que al sentimiento de las dolencias que aquejan á su patria, tenía que agregar el que inspira la irregular conducta de un Gobierno amigo y hermano ? ¿había de dirigir notas de felicitación por los antisociales y escandalosos pronunciamientos de Pasto y de Túquerres ?

Al formalizar la Protesta de 31 del próximo pasado, el infrascrito no sólo no ha contrariado la política del Gobierno constitucional de la Nueva Granada, sino que se ha arreglado estrictamente á las instrucciones que le fueron dadas desde que salió de Bogotá en el mes de Agosto del año anterior ; y si bien es cierto que después de aquella época han tenido lugar nuevos acontecimientos, ellos en nada las han alterado, mucho menos después que en comunicación de 30 de Diciembre último se le dijo por el Secretario de Relaciones Exteriores granadino lo siguiente : « Las nuevas instrucciones que solicita se « darán á V. S. luego que el Consejo de Estado haya eva- « cuado el dictamen que se le ha pedido en el negocio « relativo á la venida de algunas tropas ecuatorianas al « territorio de la provincia de Pasto, cuyo dictamen « aguarda el Poder Ejecutivo para resolver aquel grave « negocio. » Estas nuevas instrucciones no han llegado á la Legación, bien porque no hayan sido extendidas y comunicadas, ó bien por la turbación de los tiempos que han impedido la comunicación con Bogotá ; pero en el caso de haberlas acordado, es indudable que sólo se habrían referido al hecho de la marcha de tropas ecuatorianas á la provincia de Pasto, y no á la de Popayán y menos aún á la cesión de aquel territorio, pues ésta sólo podía ser el resultado de un tratado público conforme á los principios del derecho internacional y á las instituciones granadinas y ecuatorianas.

Semejante estado de cosas trazó por sí mismo la política que el infrascrito debía adoptar en el desempeño de sus funciones. Ella ha estado reducida : 1.º á no solicitar,

promover, ni mendigar el auxilio de fuerza extranjera para terminar las cuestiones domésticas de la Nueva Granada; y 2.º á respetar los *hechos existentes* relacionados con la ocupación de Pasto por tropas ecuatorianas á virtud de arreglos especiales con un general granadino, y también las *consecuencias naturales* de estos mismos hechos hasta la resolución definitiva del Gobierno granadino. Toca á éste y á los políticos justos é ilustrados de la América juzgar si ha sido ó no acertada y circunspecta esta política. Su fallo, y no el juicio apasionado de quien tiene interés en cohonestar á todo trance procedimientos indebidos, decidirá la cuestión.

Servirá entretanto de satisfacción al infrascrito, 1.º haber ajustado su conducta á las instituciones políticas de su patria y también á las del Ecuador; 2.º haber instado y requerido oportunamente al Gobernador de Pasto indicándole las medidas más adecuadas, tanto para facilitar auxilios á la división ecuatoriana, como para enviar la guardia nacional de aquella ciudad á Popayán, lo cual no se verificó por no haber entregado el jefe ecuatoriano las armas del parque granadino, como consta de documentos existentes en el archivo de la Legación; siendo por tanto inexacto y aventurado aquello de que « ninguna cooperación prometía el representante de la Nueva Granada; » y 3.º haberse conformado con la opinión bien pronunciada de varios ecuatorianos respetables, entre ellos el ilustrado y benemérito Sr. Rocafuerte y el mismo Sr. Vicepresidente de la República, cuando en la reunión del 9 de febrero último no quiso solicitar el auxilio para Popayán sobre la base de « indemnizaciones, »

esta materia debe conocer S. E. el Sr. Marcos. Si por una parte los sucesos de armas han sido desgraciados al momento producido por los pronunciamientos de Pasto y de Yaguaros han manifestado por otra la previsión de quien no se presta fácilmente a pedir un auxilio interesado de parte del que lo pide, y nada eficaz para curar radicalmente los males del pueblo granadino. Asombra realmente que se presente como un grave cargo un procedimiento en que no es poca la parte que ha tenido el actual jefe del Gobierno colombiano.

Desconociéndose S. E. el Sr. Marcos de la mayor parte de los hechos que rodean la Protesta en comprobación de la violencia y tropes manejos empleados en la agitación de Pasto y Yaguaros al Ecuador, pregunta por seguridad: «¿No será mas natural suponer que la marcha del comandante Pedro Morales a Barbacoas tenga por objeto el resguardo del servicio?». De documentos pasados a la Legación por el jefe político de Barbacoas encargado de la gobernación de Pasto aparece que dicho comandante fue conduciendo pliegos con el fin de que se fuese el pronunciamiento de agregación a Ecuador en el momento. Hasta donde le fue posible, según dicen las cosas particulares. No pasara mucho tiempo sin que viera la luz pública estos y otros documentos interesantes.

En vista de que el examen del punto vital de la cuestión, a saber, la subsistencia de los tratados concluidos en Pasto el 8 de diciembre de 1812, respondera el infrascripto, como antes se ha visto, que sobre el se permite ver a S. E. al Sr. Marcos.

Es un principio inconcuso entre los publicistas de más nota, comenzando por Grocio y Puffendorf y acabando por Bello, que ni las revueltas políticas, ni los cambios en la forma de Gobierno alteran los pactos internacionales. Óigase lo que sobre el particular dice el profundo Klübert : « La inviolabilidad de los tratados públicos es una « ley igualmente santa para todos los miembros y partes « del Estado, puesto que en nombre de todos ellos se « concluyen, y no dejan de ser obligatorios sino con la « completa destrucción del Estado ; por manera que los « cambios que sobrevienen en la constitución nacional, « ó en la persona del Gobierno, no pueden perjudi- « carles. » Ni debe ser de otro modo sin destruir por sus cimientos las relaciones de los pueblos, colocándoles en una posición hipotética y precaria. Aun en las mismas monarquías en las cuales el monarca representa la soberanía, ninguna novedad induce en los tratados la sucesión de las personas y ni aun el cambio de dinastía, sino en casos raros y enteramente excepcionales. ¿ Qué deberá decirse, pues, de las Repúblicas americanas en que se ha proclamado como el primer dogma político la soberanía nacional, y los pactos internacionales no son valederos sin la aprobación del Cuerpo legislativo ?

Sentado esto como una máxima fundamental, ¿ podrá sostenerse racionalmente que por encontrarse la Nueva Granada « dividida en bandos que se tratan como enemigos y cuando ya esa guerra es civil » pueden acogerse actos ilegales, en infracción de los públicos y solemnes tratados que ligan á las dos Repúblicas ? ¿ han caducado éstos y también los que ha celebrado la Nueva Granada

con otras naciones del antiguo y nuevo continente, ó ha perdido ella su rango de nación, porque una parte del pueblo opine por la federación y otra parte por el régimen unitario? ¿Se imagina alguno que ha sido despedazada y dividida, como la Polonia entre sus poderosos vecinos? Aun cuando el Istmo de Panamá, por ejemplo, se constituyese como estado soberano é independiente, conservaría siempre la Nueva Granada su nacionalidad, así como la conservó la España después de la emancipación de Portugal y de otras de sus posesiones, y como recientemente la conservó también la Holanda después de la separación de la Bélgica, sin que á nadie se le haya ocurrido aseverar que por tales acontecimientos dejaron de figurar entre las naciones aquellas sociedades ó no eran obligatorios sus tratados.

Inconducente á la cuestión actual es el ejemplo que se cita del país de Zug y de la ciudad de Zurich. Basta tener un mediano conocimiento en la historia para saber la notoria diferencia que hay entre la situación, las circunstancias y régimen político de aquellos países, y la situación, circunstancias y régimen político de Pasto. Los primeros fueron abandonados por sus soberanos, y el segundo no lo ha sido ni lo será jamás por la Nueva Granada. El hecho solo de haber sido confiada su custodia al Gobierno ecuatoriano demuestra que el granadino ha querido conservarlo bajo la seguridad que le daban las relaciones amistosas y los tratados solemnes entre los dos países; lo cual constituye por sí solo un estado de cosas particular que no es fácil encontrar en otras naciones, ni aun para justificar los hechos propios con malos procederes ajenos.

Extraordinaria sorpresa han causado al infrascrito las cláusulas siguientes: « Desde el 9 de Abril de 1838 demostró el Gobierno del infrascrito (Sr. Marcos) que el tratado de Pasto había sido manifiestamente violado en Nueva Granada, y se solicitó instantemente la reparación que era indispensable ¿ y qué se consiguió ? Nada más que respuestas evasivas como la del ministro de Relaciones Exteriores (administración del Sr. Márquez) en 21 de Agosto del mismo año. » Declara la Legación que esta aserción es inexacta é infundada, y que si S. E. el Sr. Marcos se hubiese expresado con más franqueza y menos ambigüedad, obtendría una respuesta satisfactoria y victoriosa. En negocios de tanta magnitud debe hablarse con toda claridad para no comprometer el honor de las naciones.

« El Gobierno del Ecuador, asegura S. E., ha esperado el cumplimiento de promesas que deben ser inviolables y tiene también derecho para exigir que ellas sean cumplidas *sin esugios ni dilación*, » aludiendo sin duda á la cesión del territorio que está aquende del Guaitara. Aunque no conoce el infrascrito los términos en que tales promesas se hicieron, dalas por efectivas y se extiende hasta suponer que á la voluntad de hacerlas reunió el promitente el poder de cumplirlas. ¿ No es ésta una razón de más para que el Gobierno ecuatoriano hubiese aguardado obtener por las vías legales el territorio que deseaba ? ¿ No ha perdido con la apropiación *de hecho* los derechos que pudiera haber adquirido á virtud de la promesa ? Punto es éste que las leyes civiles tienen decidido de acuerdo con los principios de la justicia universal, y su decisión no es favorable al Gabinete del Ecuador.

Ignora el infrascrito cuáles sean los datos y documentos fehacientes que se tengan para comprobar que las autoridades granadinas protegieron y fomentaron las expediciones salidas de Pasto para turbar el orden público en el Ecuador, mucho más después que el Gobierno de la Nueva Granada dio, según se dice generalmente, al de esta República las convenientes explicaciones sobre el particular. Si hubiera de hacerse una inquisición de todos los actos ejercidos en esta materia por ambos Gobiernos, quizá aparecerían algunos no muy favorables al del Ecuador. Pero otra es la cuestión en el estado actual de las cosas.

« Pactos existen, dice la llamada contraprotesta de S. E., que obligaban al Gobierno granadino á sostener la guarnición ecuatoriana... y no ha cumplido con ello ; » y de aquí se pretende deducir un cargo formidable contra la Nueva Granada, confundiendo los tratados públicos de 1832, con la mera *esponsión* de un general granadino que todavía no ha sido aprobada. Ante la opinión del mundo ilustrado jamás servirá de justificación á los pronunciamientos de Pasto la escasez de aquella Tesorería para proveer al mantenimiento y gastos de la división ecuatoriana ; así porque no ha sido culpa del Gobierno granadino, sino efecto del estado de incomunicación con la capital, la falta de envío de dinero á dicha ciudad, como porque después de las generosas ofertas del Gabinete ecuatoriano, era de esperarse que supliese dichos gastos de la propia manera que los cubre hoy por su cuenta, y sin la seguridad del reintegro á que en el primer caso tendría justo derecho. Quizá habría sido

mejor que no se hubiese tocado este punto, en que por lo mismo que se atraviesan unos pocos miles de pesos, se resiste la delicadeza á examinarlo. El Ecuador ha tenido que deplorar más de una vez los motines militares por no haberse pagado sus ajustamientos á los cuerpos ; pero el ejemplo de una desenfrenada soldadesca no es digno de imitación.

Prescinde por ahora el infrascrito de la conducta observada por la división ecuatoriana en Pasto, porque habiéndose pasado con nota de 24 de Marzo último documentos importantes sobre la materia á S. E. el Sr. Marcos, ha podido consultarlos antes de aventurar un juicio muy equivocado : prescinde también de la alusión ofensiva de que « el Ecuador... proporcionó... los medios para poner á la tierra granadina en posesión de bienes que allá se evaporaron : » prescinde igualmente de la peregrina interpretación dada á la nota del mismo Sr. Ministro de 12 de Mayo del año anterior, la cual no es admisible ni aun entre las sutilezas del foro ; y prescinde por último de las solemnidades del bando del 12 del pasado, acerca del cual ninguna explicación ha dado el Gobierno ecuatoriano. Hechos y expresiones son éstas, cuyo examen analítico tiene que omitir quien no abriga el inhumano y antipatriótico designio de ver degollarse dos pueblos hermanos. Día vendrá en que, sucediendo la calma á la borrasca, se den las correspondientes explicaciones sobre todo.

Tampoco se ocupará el infrascrito en contestar el cargo que se le hace por haber declarado suspensas sus funciones diplomáticas, si no se revocaban los decretos que

acogieron los pronunciamientos de Pasto y de Túquerres. Tan prudente y mesurado paso, sobre no ser desconocido en los fastos de la diplomacia, revela la pacífica intención de dar lugar á que el tiempo y la reflexión ilustrasen mejor al Gabinete ecuatoriano, sin exponer á este país á las consecuencias de terminar *motu proprio* la misión, como ha podido hacerse por la gravedad del caso, según el sentir de los mejores publicistas, entre ellos el ilustrado americano Bello. El Gobierno ecuatoriano empero, avanzando más allá de lo que el derecho ordena y la prudencia aconseja, ha llevado las cosas al último extremo expidiendo su pasaporte al Ministro de una nación que lejos de ser la ofensora es la ofendida.

No terminará el infrascrito esta nota sin expresar á S. E. el Sr. Marcos la profunda pena que le ha causado el que hayan sido atribuídos á mala parte los justos elogios que del pueblo ecuatoriano se permitió hacer en la Protesta. Recuerde S. E. que en iguales términos está concebida la nota de la Legación de 8 de Mayo y todas las demás en que ha sido preciso tocar este punto para interesar al Gobierno ecuatoriano en la conservación de la paz exterior. Siendo la opinión pública la guía de los Gobiernos populares representativos, no es fuera del caso, ni mucho menos una interpelación mal intencionada, recordarla á éstos cuando, como en el negocio presente, no es general ni uniforme. Así se acostumbra entre las naciones más cultas, cuyo ejemplo debe imitarse. Además, la opinión y los sentimientos del Gobierno granadino han sido iguales en circunstancias idénticas á las presentes, como puede verse en la parte resolutive de la declaratoria

de guerra al Gobierno ecuatoriano de 15 de Septiembre de 1832, cuyas formales palabras son las siguientes : « Que no reputa como enemigos á los pueblos de los departamentos del Ecuador, Asuay y Guayaquil, á quienes siempre reconoce como *hermanos*. » Por lo que personalmente hace al infrascrito, su larga carrera pública es la mejor prueba de que nunca ha pertenecido á bandos ni parcialidades, ni se ha mezclado en revoluciones y trastornos ; siéndole por consiguiente muy sensible que se traduzca en sentido contrario la sincera expresión de gratitud hacia un pueblo que, lejos de injuriarle, le ha dispensado franca y cordial hospitalidad, y cuya dicha y reposo serán el objeto de sus más constantes esfuerzos. Solamente bajo un Gobierno suspicaz, allá en los tiempos luctuosos de que habla Tácito, se calificaban de crímenes los más nobles sentimientos.

Al dejar esta ciudad en fuerza de su deber y correspondiendo á las disposiciones del Gobierno ecuatoriano, es muy grato al infrascrito reiterar sus sinceros votos por la honrosa y pacífica terminación de las desavenencias entre las Repúblicas de Nueva Granada y Ecuador, con cuyo objeto hará de su parte los más patrióticos esfuerzos, así como le es igualmente satisfactorio asegurar á S. E. el Sr. Marcos los ingenuos sentimientos de particular aprecio con que invariablemente es su muy atento y obediente servidor.

RUFINO CUERVO.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador.

Las protestas del Doctor Cuervo fueron reproducidas en los periódicos extranjeros y reconocidas debidamente como documentos de indisputable importancia para la historia diplomática de América; mas el Ecuador, ciego de engreimiento, las miró como un ultraje á su dignidad, como una voz discordante en su triunfo, y aun llegó á lisonjearse con la idea de sostener por medio de las armas los agravios que sus documentos oficiales contenían. Ni es de extrañar esto, porque el Ecuador aspiraba entonces á desempeñar un gran papel en la política americana: el inquieto general Flores, que era quien lo vivificaba, quería confederarse con Bolivia para hacer la guerra al Perú y despojarlo de las provincias limítrofes, mientras astutamente se entremetía en los asuntos domésticos de la Nueva Granada para desmembrarla.

Preparábase el Doctor Cuervo á salir del Ecuador, cuando recibió una nota del Encargado de Negocios de Francia en Quito el señor W. Mendeville, en que ofrecía su mediación para restablecer las relaciones y componer las desavenencias entre las dos naciones. El Ministro granadino, después de haber cumplido con su deber, no podía rehusar ofrecimiento tan generoso, con el cual se ahorrarían á su patria graves complicaciones, precisamente cuando se encontraba ella en las circunstancias más críticas y afflictivas. El mismo había leído en un periódico extranjero el convenio de Itagüí, por el cual se retiraba Borrero al Cauca dejando á Salvador Córdoba en posesión

de Antioquia (3 de Febrero), lo que constituía un gran triunfo para la revolución ; y oficialmente y por la imprenta se aseguraba en el Ecuador que el Gobierno granadino había sido derrocado. Abrieronse las conferencias el 23 de Junio en la casa de la legación francesa. El Doctor Cuervo expuso primeramente que, considerándose como *Ministro en marcha* por haberle expedido su pasaporte el Gobierno ecuatoriano, le parecía que antes de dar principio á las conferencias debía examinarse este punto. Declarado que hubo el comisionado del Ecuador, don Pedro José Arteta, que su Gobierno daba por retirado el pasaporte, presentó como base para las estipulaciones que debían acordarse, que los cantones de Barbacoas y Tumaco se pusiesen bajo las leyes y autoridades del Ecuador hasta que se restableciese la paz en la Nueva Granada y pudiesen entenderse amistosa y lealmente los dos gobiernos. El Ministro granadino no accedió á esto por creerlo tan contrario á sus instrucciones como á los principios que había consignado en sus notas al Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador. El señor Arteta pidió entonces al Doctor Cuervo que presentara otra base para el convenio ; éste lo hizo asentando que después de haber formalizado su protesta de 31 de Mayo anterior contra los pronunciamientos por los cuales Pasto y Túquerres se agregaban al Ecuador, había llenado el deber que le imponían las instrucciones de su Gobierno ; y que negándose el del Ecuador á revocar los decretos con que acogió

dichos pronunciamientos, parecía lo natural que los dos gobiernos se entendiesen para las explicaciones y arreglos ulteriores, quedando las cosas en el estado que de hecho tenían en esos momentos ; que para el efecto el Gobierno ecuatoriano podía nombrar un comisionado que pasase á Bogotá, con instrucciones á su agente diplomático para que se entendiese con el Gobierno de la Nueva Granada ; que por su parte el Encargado de Negocios granadino despacharía otro comisionado que condujese la correspondencia de la legación y diese los informes que se le pidieran ; y que entretanto debían considerarse como subsistentes las relaciones de amistad y buena inteligencia entre las dos Repúblicas, dándose las más completas garantías á las personas y propiedades de los ciudadanos de ambos estados, especialmente á los habitantes de Pasto. El comisionado del Ecuador aceptó esta propuesta, indicando que también sería oportuno que se asegurase de la manera más firme el tráfico y comercio de los cantones de Barbacoas y Tumaco con los de Pasto y Túquerres y con las provincias del Ecuador. Consideradas estas indicaciones y de acuerdo en un todo con el señor Mende ville, se convino en los artículos siguientes :

1.º El Encargado de Negocios de la Nueva Granada, Rufino Cuervo, suspenderá su marcha del territorio ecuatoriano, teniéndose por retirado el pasaporte que se le había expedido.

2.º El Gobierno del Ecuador enviará, lo más pronto

posible, un comisionado á Bogotá con instrucciones á su agente diplomático, residente en aquella ciudad, con el fin de que dé explicaciones convenientes al Gobierno granadino, y active la conclusión de nuevos tratados, sobre bases recíprocamente ventajosas á ambos países.

3.º El Encargado de Negocios de la Nueva Granada despachará, por su parte, otro comisionado que informe á su Gobierno de todo lo ocurrido y solicite instrucciones á las cuales arregle su conducta ulterior.

4.º Mientras que se entienden y arreglan los dos Gobiernos, conforme al derecho de gentes, se mantendrán las cosas en el estado que hoy tienen, sin alterarse las relaciones de amistad y buena inteligencia entre las dos Repúblicas.

5.º Ni por el Gobierno de la Nueva Granada ni por el del Ecuador podrán ser molestados por sus opiniones y conducta política anteriores, los habitantes de los cantones que comprende la provincia de Pasto, ni serán perseguidos ó extorsionados bajo ningún motivo ni pretexto.

6.º Las relaciones de tráfico y comercio entre los cantones de Barbacoas y Tumaco con los de Pasto y Túquerres, lo mismo que con las provincias del Ecuador, subsistirán bajo la más completa seguridad y buena fe, respetándose religiosamente las propiedades de sus respectivos habitantes.

Los negociadores se aplazaron para el día siguiente con el fin de firmar el acta protocolizada. Abierta la sesión, el comisionado del Ecuador habló el primero,

diciendo que, á intento de que los puntos acordados no fueran á sufrir desaprobación ó retardo, los habia puesto anticipadamente en noticia de su Gobierno, y que éste deseaba se redactase el artículo 4.º en los términos siguientes : « Mientras se entienden ó arreglan los dos Gobiernos, conforme al derecho de gentes, la provincia de Pasto queda bajo la dependencia del Ecuador, sin que las ocurrencias del mes pasado puedan alterar las relaciones de amistad y buena inteligencia entre las dos Repúblicas. » Como manifestase el Ministro granadino que no convenia en que se hiciese la menor variación ó reforma en lo acordado el día anterior, solicitó el comisionado del Ecuador que por un artículo adicional se pactase que « entretanto que se restableciese la paz en la Nueva Granada, hubiese guarniciones ecuatorianas en los cantones de Barbacoas y Tumaco. » Opúsose nuestro Ministro á la entrada de tropas ecuatorianas en estos cantones, fundándose en que con ella se destruiría el *statu quo* acordado el día anterior como medio conducente, aunque provisional y transitorio, para que los dos gobiernos pudiesen llegar á un arreglo conforme al derecho de gentes ; en que con los pronunciamientos de Pasto y Túquerres, verificados mientras estas comarcas se hallaban guarnecidas por fuerzas del Ecuador, quedaron insubsistentes los convenios celebrados con el general Herrán ; en que Tumaco y Barbacoas podían defenderse de por sí en caso de cualquier peligro ; en que estas poblaciones no admitirían sin sumo desa-

grado auxilios del Ecuador, de lo que podrían sobrevenir consecuencias alarmantes ; y finalmente en que, aun llegado el caso de una invasión repentina, podría proveerse á la seguridad del Ecuador colocando destacamentos en varias posiciones ventajosas de los alrededores. Vencido en este punto, propuso sucesivamente el ecuatoriano que « ni la Nueva Granada ni el Ecuador pudieran, hasta el restablecimiento de la paz, introducir tropas en los cantones de Barbacoas y Tumaco » ; que « en caso de que alguno de dichos pueblos fuese ocupado por alguna ó algunas de las partidas de la facción del general Obando, pudiese el Gobierno del Ecuador remitir tropas á cualquiera de esos puntos, con el fin de arrojar de ellos á los facciosos y restablecer el orden legal » ; ó que « se fijase de una vez lo que podría hacer el Ecuador en semejante caso ». El Doctor Cuervo se rehusó á todo esto, como era debido. En lo que sí convino fue en que reconocida la imposibilidad en que por el momento se hallaban los mineros y cambistas de Barbacoas para conducir losoros á las casas de moneda de Popayán y Bogotá, pudieran sacarse para el Ecuador, ofreciendo que haría al Gobernador las indicaciones oportunas á fin de que, sometiéndose el asunto á la Junta de Hacienda, se dictasen por ella las medidas generales interinas más convenientes, así para el ensaye legal como para las seguridades que debían exigirse en el pago de fundición, quinto, amonedación y demás derechos ; de forma que al mismo tiempo que

se consultasen los intereses particulares, se asegurase el pago exacto y puntual de una de las contribuciones de la Nación granadina, sin la menor defraudacion y dando cuenta oportunamente al Gobierno granadino.

Con esto se firmaron las conferencias, en que el menos perspicaz penetra por una parte el designio de apoderarse de toda la provincia de Pasto, tratando de asir la menor prenda que pudiera dar á entender que la Nueva Granada habia abdicado una minima parte de su soberania. y por otra encuentra la habilidad que defiende todas las entradas y pone á salvo los derechos y la honra de la nacion.

Los apuntes del Doctor Cuervo nos describen así la situacion de Pasto :

• Entretanto que se echaban en Quito los cimientos de reconciliacion y estrecha amistad entre la Nueva Granada y el Ecuador, tenian lugar en Pasto sucesos de grande entidad. Los indios de la Laguna, á quienes Flores agasajaba con esmero apellidándolos los tiroleses de America, por su destreza en el manejo del fusil, le pidieron un dia armas y jefe para ir á combatir á los facciosos que amagaban á la provincia. Todo les fue concedido, y habiendo marchado camino del Juanambu, asesinaron al comandante Ramón Villota, y se dividieron en partidas de guerrilla, siendo su jefe un tal Simon Josa, indio brioso y esforzado. Despechado por tan inesperada perfidia, mandó Flores incendiar el pueblo de la Laguna y conducir á Pasto las mujeres y niños que en él se encontrasen ;

represalia atroz no disculpable ni aun en el ardor que produce una larga y sangrienta refriega.

« Por el mismo tiempo salió de Pasto con cien jinetes y algunos infantes el coronel ecuatoriano José Martínez, en dirección al Mayo, donde trabó el 19 de Junio á las doce de la noche un combate que dio por resultado retirarse los facciosos al pueblo de Veinticuatro. Al despuntar el alba del día siguiente recomenzó la pelea con las partidas reunidas de Estanislao España y Fidel Torres, y después de algunas horas decidióse la victoria por estos últimos, escapando á duras penas el coronel Martínez con ocho de los suyos.

« Al principiar el mes de Julio se alzaron en masa contra la dominación ecuatoriana los pueblos de Túquerres, con excepción del de Pupiales. Además del enojo que causaba á aquellos vecinos el verse agregados al Ecuador, mostrábanse quejosos por los atropellamientos de algunas autoridades y por los excesos é impunidas violencias que había cometido la columna ecuatoriana *Pichincha*. Fomentaban además el descontento las predicaciones de los curas y las exhortaciones del Obispo auxiliar de Pasto. Distinguióse por el ardor con que tomó á pechos la causa granadina el cura de Carlosama don Juan José Arellano, quien, saliendo de Barbacoas, insurreccionó el destacamento ecuatoriano que estaba en el Guambo, y animaba á los pueblos con su presencia y con su ejemplo. En Túquerres se apoderaron los levantados de algunos fusiles y municiones.

« Acontecimiento tan poco previsto complicó más y más la situación de Flores, quien hostigado por los Lagunas y por los vencedores en Veinticuatro, forzado á rechazar á veces no sin pérdida diarias embestidas y escaso ya de vituallas para el mantenimiento de sus tropas, temió con razón ver cortada su comunicación con Quito: mayormente después que se le avisó haber sido destruido el puente del Guaitara. En consecuencia emprendió su retirada de Pasto el 8 del mismo Julio, encaminándose por el paso del Funes y molestado siempre por las partidas enemigas que le causaban no poco azoramiento y pérdidas. El 13 llegó á Pupiales, y en los días siguientes tuvieron sus tropas que sostener varias escaramuzas y reencuentros con la gente que había venido de Pasto persiguiéndolo y con los paisanos de Túquerres, hasta obligar á todas estas partidas á repasar el Guaitara. El 20 quiso repasarlo también el general Flores, mas no lo pudo lograr por la resistencia que le opusieron las fuerzas contrarias y por estar el río sumamente crecido. Fijó entonces su campo en Túquerres y pidió refuerzos á Quito.

« Terrible fue para el amor propio de Flores su retirada de Pasto, y no lo fue menos para los miembros del Gobierno ecuatoriano, quienes empezaron á manifestar en todos sus actos grande aturdimiento y desmaña, y renovaron respecto de mí anteriores recelos y desconfianzas, achacándome que era autor y director de los sucesos de Túquerres. »

Subió a tanto la ojeriza de los gobernantes del

Ecuador contra el Doctor Cuervo, que aun se hizo capítulo de la amistad que le profesaba el antiguo y benemérito coronel de Colombia don Francisco Madrid para darle de baja en el ejército ecuatoriano; se interceptó y violó su correspondencia oficial, y continuamente se le espiaba y vigilaba como á persona sospechosa.

En cuanto á los efectos que produjo la retirada de Flores en los sucesos de la Nueva Granada, continúan así los apuntes referidos :

« Vista por otro lado la retirada del general Flores de Pasto, ella perjudicó no poco á la causa del Gobierno legítimo granadino. Las fuerzas de los facciosos habían crecido y debían seguir creciendo con las que antes sostenían al Gobierno, las cuales, estrechadas entre someterse á un usurpador extranjero ó á un revoltoso nacional, preferían, aunque con dolor, este último extremo. Verificóse así especialmente en el cantón de Túquerres, cuyos habitantes laboriosos, obedientes y de natural pacífico se unieron en gran número, después de dicha retirada, á los enemigos de ese mismo legítimo gobierno granadino á quien siempre se mostraron leales, más bien que aguantar en silencio la coyunda ecuatoriana : prueba evidente, que no debe desaprovecharse, de que en las convulsiones políticas la necesidad, el miedo ó el acaso colocan en uno ú otro bando á muchos de los que siguen opiniones opuestas. Gran quebranto recibió de todo esto la causa nacional, así como de haberse abandonado

posiciones ventajosísimas en que había de encastillarse Obando. Así que por las estrechas miras y mermado tacto político de los hombres de estado del Ecuador, se perdió la única ventaja que pudiera aguardarse de la malhadada intervención. »

Flores antes de salir de Pasto llegó á figurarse que los levantamientos indicados se debían á nuevos triunfos de Obando, y empezó á dar trazas de entenderse con él ; así fue que le envió por comisionado á Popayán al coronel José María Villamil con el fin ostensible de celebrar un convenio militar. Y como si estos pasos no fuesen ya bien eficaces, el Gobierno de Quito lo apremia para que á la mayor brevedad éntre en relaciones con aquel caudillo, arreglando la cuestión de límites y auxiliándolo con eficacia para terminar cuanto antes la guerra en provecho de los revolucionarios. Sabedor el Doctor Cuervo de tan maquiavélico proceder, pasa la comunicación siguiente :

Quito, 30 de Julio de 1841.

El infrascrito Encargado de Negocios de la Nueva Granada tiene la honra de dirigirse al señor Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador con el objeto formal de pedir francas, prontas y positivas explicaciones sobre los hechos y puntos siguientes :

1.º El acuerdo del Gobierno Ecuatoriano para transigir de cualquier modo la cuestión de Pasto y poner término á la guerra en que se ha empeñado, ¿ se entiende hasta el

punto de entrar en arreglos con el jefe disidente José María Obando, aun sobre límites de la Nueva Granada y Ecuador, como lo ha expresado sin rebozo un miembro del Consejo y otras personas de importancia ?

2.º Habiendo llegado antes de ayer de Túquerres el señor coronel Manuel Zubiría trayendo tres cartas para el infrascrito, una de S. E. el general Flores, otra del general Daste y otra del señor jefe de E. M. Nicolás Vernaza, ¿ qué motivo tuvo el Gobierno para ordenar al expresado coronel que no entregase dichas cartas, y someter después á consulta del Consejo este negocio, que con mucha justicia ha ocupado la atención pública, dando lugar á toda clase de comentarios ?

El infrascrito espera que en esta ocasión será favorecido por S. E. el señor Marcos con una respuesta terminante y directa, para evitar la repetición de notas que no conducirían á ningún resultado lisonjero.

Acepte V. E. etc.

RUFINO CUERVO.

Por once días aguardó inútilmente que se le contestase ; al cabo de ellos recordó al Ministro con una nota verbal que se le debía una respuesta ; pero también guardó silencio. El 12 de Agosto llega á la Legación el capitán Zarama como correo de gabinete con la noticia de la brillante victoria de la Chanca obtenida sobre Obando el 11 de Julio por las fuerzas del Gobierno, y el Doctor Cuervo se la comunica al Ministro. A la mañana siguiente se le corresponde con una calurosa felicitación, y pasadas

algunas horas se le dan todas las explicaciones que había pedido. Asegurabasele que el Gobierno jamás había pensado en entrar en relaciones con los revolucionarios; aserto que el anterior obstinado silencio infirmaba visiblemente. Era además notorio que desde el 7 de Agosto había llegado al cuartel general del Presidente del Ecuador Blas Brusual como plenipotenciario de Obando; desgraciadamente para éste el 9 pasó Zarama por el cantón de Túquerres, envió a Flores las comunicaciones de Mosquera en que le noticiaba la victoria de la Chanca con los demás triunfos del Gobierno, y se desvanecieron como humo los tratos entablados*. No tenemos documentos que muestren los pormenores exactos de lo que allí se convenia. Se ha querido paliar esta confabulación con la conferencia celebrada por Brusual con el coronel Vernaza, representante de Flores, el día 13, y reducida á que se permitiese á Obando y á los suyos libre tránsito por el Ecuador hasta embarcarse para salir al extranjero; pero la voz pública daba por cierto que antes de esta fecha se pactaba cosa muy diferente y todo en perjuicio de la Nueva Granada. Las cartas de Flores al Doctor Cuervo dan alguna luz sobre el particular, á pesar del disimulo y maña con que están escritas. En la de

* En el Ecuador se ha dicho que Flores supo la rota de la Chanca el día 5, con lo cual se desvanecería el cargo de haberse tratado de potencia á potencia con el comisionado de Obando, llegado el 7; pero es imposible que, recibida la noticia por Flores con tanta anticipación, no la hubiese hecho saber en Quito antes que la llevase Zarama.

16 de Agosto, sin darse absolutamente por entendido de las noticias que ya sabía, y contestando á la carta en que se le hablaba de los proyectos del gobierno de Quito para negociar con Obando sobre limites, se expresaba así : « Creo excusado decir á V. que soy el mismo que usted conoció en Quito, esto es, el mismo amigo de usted y el mismo amigo de la Nueva Granada, firme en sus opiniones y principios. En prueba de esta verdad ya sabrá usted que no he querido prestarme á la celebración de ningún tratado ó convenio que pueda menguar el honor de la Nueva Granada y comprometer sus más caros intereses, y que aun he preferido correr todos los azares de la guerra y de la revolución antes que abandonar un puesto que habría facilitado al enemigo de los dos gobiernos y de las dos naciones sus empresas ambiciosas. » Aquí so capa de amistad y buena obra parece no haber en realidad sino el pensamiento de imponer de antemano una justificación. Al día siguiente después de recibida la correspondencia del Doctor Cuervo relativa á los triunfos memorados, le escribe : « Las conferencias que le acompaño (las de Brusual y Vernaza) le revelarán la firmeza con que he rechazado sus proposiciones. Fácil debe ser á usted comprender que se me han hecho otras proposiciones privadas que también he rechazado. » En suma pues, Obando sí hizo á Flores proposiciones en perjuicio de la Nueva Granada ; que Flores mismo no podía en esos momentos confesar que las aceptaba, es evidente. Mas ninguna

necesidad hay de derramarse en conjeturas, porque estos proyectos fueron tan notorios en el Ecuador, que don Modesto Larrea, caballero tan culto como ilustrado que en 1830 se granjeó general simpatía en Bogotá, y el mismo que había de firmar en 1846 con el general Herrán el convenio en que se sellaron las antiguas y buenas relaciones de los dos Estados, declaró en la Convención de 1843 que nadie se atrevería á negar que el Gobierno ecuatoriano había acordado entrar en relaciones sobre límites con el faccioso Obando en 1841*. Todo concurre pues á afianzar la creencia de que la victoria de la Chanca hizo por el momento en el ánimo de Flores el mismo efecto que en el ministerio de Quito.

Flores, que con cuanto había acaecido no las tenía todas consigo, llegó á concebir el recelo de que la Nueva Granada le haría la guerra, y comenzó á temporizar con los revolucionarios. En una carta dejó entender al Doctor Cuervo que Obando no renunciaba á sus esperanzas, y que él le tenía ahí á la mano para cualquiera contingencia de guerra ó de que no se le cumpliese lo ofrecido (17 de Agosto). Esto pareció tan grave á nuestro Ministro, que lo trascibió en seguida á su Gobierno (22 de Agosto). En Quito se decía también públicamente que Obando iba á ser la vanguardia de Flores. Como quiera que sea, el último resolvió valerse de sus recelos, reales ó fingidos, para asustar y sacar buen partido en las

* Véase el *Día* de 9 de Abril de 1843.

negociaciones que estaba impaciente de entablar. El Doctor Cuervo, que había recibido cartas del general Mosquera en que le decía contar con cuatro mil veteranos para hacer respetar á la Nueva Granada, daba largas á las repetidas instancias con que el jefe ecuatoriano le llamaba á su cuartel general, juzgando que el respaldo de una división veterana facilita el arreglo de las cuestiones internacionales ; pero notando que el tiempo pasaba y no había noticia de que se movieran los tales cuatro mil hombres, cayó en la cuenta de que con frecuencia en ciertos militares la fanfarronería los lleva á alejarse de la verdad y á alucinar á los que creen en ellos. Para impedir pues que Flores, afirmándose en la idea de que la Nueva Granada iba á hacerle la guerra, engrosase sus fuerzas con los restos y partidas de facciosos que aun quedaban por Pasto, resolvió trasladarse á Túquerres, dispuesto á esgrimir, si menester fuese, las mismas armas que en estos días usaba la falaz política ecuatoriana.

Después de protestar su inocencia en los sucesos de Pasto y asegurar que estaba ya despachado para Bogotá un jefe con el encargo de dar las explicaciones estipuladas en el convenio de 23 de Junio, acabó el Presidente del Ecuador por proponer al Doctor Cuervo la celebración de un tratado de límites, por el cual se cediesen al Ecuador los cantones de Túquerres, Barbacoas y Tumaco, de conformidad con lo prometido desde 1840 por los generales Herrán y Mosquera. Negóse á ello el Ministro grana-

dino alegando la falta de poder y de instrucciones de su Gobierno, y además lo inoportuno de las circunstancias. Pero éstas exigían una solución inmediata; la sugirió la ceguedad de Flores, que atribuyendo á las promesas puramente personales de Herrán y Mosquera una importancia que no podían tener en un país gobernado constitucionalmente, cifraba la principal queja del Ecuador en que, no viéndose el resultado de tales promesas, era seguro que estos generales las habían hecho sin intención de cumplirlas; así fue que se contentó con que el Ministro granadino le garantizase la lealtad y buena fe con que ellos procedieron y habían de proceder. El Doctor Cuervo no dudó hacerlo, porque claro era, como él decía al Gobierno granadino, que en su carácter público y aun en el privado no habría venido bien poner en duda la probidad é hidalguía de sentimientos, no ya de dos hombres prominentes de su patria, pero ni del último ciudadano honrado de ella. Celebróse la conferencia el 4 de Septiembre de 1841 entre el Ministro granadino y el general Bernardo Daste, Plenipotenciario del Gobierno del Ecuador. Por ella consiguió nuestro negociador su principal objeto, á saber, que Flores retirase su apoyo á los facciosos y que, quebrantando lo pactado con Brusual, se comprometiese á no dejarlos embarcar para la Nueva Granada. En cuanto á la cuestión capital del tratado de límites, es evidente que no hizo otra cosa que deslumbrar al Plenipotenciario ecuatoriano y á Flores, usando expresiones hábilmente combi-

nadas que produjesen efecto leídas de ligero, pero que examinadas con cuidado en vista de las promesas de Herrán y Mosquera sólo contienen la garantía de la buena fe y lealtad de nuestros generales, sin comprometimiento alguno para la nación. Para que constase siempre que en cuanto á cesión de territorio las promesas de que se trataba eran personales, no hizo mención de los documentos oficiales que andaban impresos sino de una carta particular de Herrán ; por otra parte salvó su honradez recordando que aun el tratado que ahí mismo se celebrase quedaría sujeto á la aprobación de su Gobierno, que era como sugerir que con más razón lo estaban promesas privadas. Esquivó tocar él mismo la cuestión de límites, para lo cual no estaba autorizado, é igualmente entrar en discusiones que hubieran imposibilitado la consecución inmediata de lo que pretendía ; mas no por eso desaprovechó la ocasión de asentar su sentir sobre la naturaleza del tratado que debía celebrarse. « Su opinión era (dijo) que, estando tan estrechamente unidos los pueblos granadino y ecuatoriano, en recuerdos y esperanzas, en intereses y sentimientos, debían adelantar un poco más sus relaciones respecto del comercio y auxilios recíprocos para sostener su independencia y soberanía nacional ; todo lo cual quedaría arreglado por un tratado definitivo luego que se hubiese verificado la pacificación de Pasto. » En comprobación de este juicio copiamos la parte correspondiente de la conferencia :

El mismo señor Daste expuso que su Gobierno le tiene autorizado para celebrar definitivamente el tratado de límites territoriales entre las Repúblicas del Ecuador y Nueva Granada, bajo las bases ofrecidas por SS. EE. los generales Herrán y Mosquera, que son dar por línea divisoria el río Guáitara, siguiendo el curso del Patia hasta su desembocadero al mar ; que este deseo razonable se aviva más y más al considerar que ya se nota en los pueblos del Ecuador algún desasosiego, después de los sacrificios que han hecho en el período de un año y después de los azares que han corrido para cumplir los compromisos que contrajo el Gobierno ecuatoriano con el de la Nueva Granada ; que á esto se agrega que, como lo sabe el señor Cuervo, el cantón de Tumaco* se considera como en depósito por haber pertenecido al Ecuador antes de 1810, según se colige del artículo 1.º del tratado adicional celebrado en Pasto, pertenencia que jamás se ha disputado al Ecuador, ni pudiera disputársele, porque no era dable que con un mismo principio (el del *uti possidetis* de 1810) se exigiesen dos cosas contradictorias ; que lejos de abrigar una mezquina desconfianza acerca de las promesas tantas veces reiteradas, el Gobierno ecuatoriano y S. E. el general Flores en especial tienen la misma viva fe en la lealtad del Gobierno granadino y en el honor de sus dos esclarecidos generales ; pero que

* En las *Memorias* del general Posada se lee equivocadamente *Túquerres* en lugar de *Tumaco*. El comisionado Daste se olvidaba de que nuestro Secretario de Relaciones Exteriores declaró terminantemente en nota de 31 de Mayo de 1836 que Tola pertenecía legítimamente al Ecuador.

siendo, por otra parte, indispensable abrir una nueva campaña, la cual demanda mayores sacrificios, parece excusable que se anhele por un tratado que arregle los intereses de las dos Naciones. Finalmente, que si este tratado es satisfactorio, cual espera el pueblo ecuatoriano, tendrá este motivo más de apreciar al granadino, en cuyo honor y gloria se interesa, y de reconocer los constantes y buenos deseos del honorable señor Cuervo.

« El Ministro granadino contestó que por carta particular de S. E. el general Herrán está impuesto de las promesas de que habla el honorable señor Daste*, y que no vacila en asegurar que serán fiel y rigurosamente cumplidas, estando á la cabeza del Gobierno granadino el mismo general Herrán que las hizo, y no pudiendo dudar un momento de su lealtad y buena fe, ni tampoco de la de S. E. el general Mosquera : que si en el transcurso de un año nada se ha adelantado y concluído sobre el particular, debe buscarse la causa de ello en la situación apurada y congojosa en que se ha encontrado la Nueva Granada, lidiando con las facciones más encarnizadas que pueden producir el espíritu demagógico y bastardas y rencorosas pasiones; y que aun hoy mismo está bregando por exterminar los restos de esas facciones, que han venido á guarecerse en las ásperas breñas de Pasto ; que tal estado de cosas no es, sin duda, el más aparente para un arreglo de límites, que sólo puede ejecutarse bajo los auspicios de la paz, consultando los ver-

* Esto es, las promesas de emplear todo su influjo personal para obtener la celebración del tratado en los términos deseados por el Ecuador.

daderos intereses de ambos países ; que además de esto, carece de los plenos poderes especiales cuales los exige el derecho de gentes, para la celebración de un tratado en forma ; que en la actualidad no puede hacer otra cosa para tranquilizar el ánimo del Gobierno ecuatoriano, sino dar cuantas seguridades le permita su carácter público de que los ofrecimientos de que se trata* no han sido vanas palabras, como no ha dejado de propalarse siniestramente ; que entre los gobiernos, lo mismo que entre los individuos, debe confiarse en la moralidad de los hombres, en las leyes del honor y en el sagrado de la palabra ; que sin esta confianza no debía contarse con ninguna seguridad ni en el tratado que hoy se hiciera, pues siempre quedaría sujeto á la aprobación del Gobierno ; y por último, que su opinión era que estando tan estrechamente unidos los pueblos granadino y ecuatoriano en recuerdos y esperanzas, en intereses y sentimientos, debían adelantar un poco más sus relaciones respecto del comercio y auxilios recíprocos para sostener su independencia y soberanía nacional ; todo lo cual quedará arreglado por un tratado definitivo luego que se haya verificado la pacificación de Pasto. »

El general Posada en sus *Memorias* (tomo II, página 259), después de copiar esto mismo, agrega algunas apreciaciones que iremos comentando una por una :

* Es decir, los de emplear nuestros generales todo su influjo personal para obtener la celebración del tratado en los términos descados por el Ecuador.

« Ni el general Herrán ni el general Mosquera reclamaron de los términos tan fuertemente expresivos de la esforzada validez que dio el negociador granadino á los ofrecimientos que hicieron al Presidente del Ecuador, promesas en las que el señor Cuervo consideraba comprometido el honor, la buena fe, la lealtad de ambos generales, y esto dicho en su carácter oficial y en un acto tan solemne como el de una conferencia diplomática, lo que hasta cierto punto comprometía también la dignidad de la República. » Los generales Herrán y Mosquera no reclamaron, ni pudieron ni quisieron reclamar, porque ellos mismos se creían comprometidos á cumplir su palabra, es decir, á emplear todo su influjo particular para que el tratado de límites se hiciese conforme á los deseos del Ecuador. El carácter privado de estas promesas era cosa entendida entre los dos negociadores y constaba de documentos oficiales, de suerte que por ellas en nada se comprometía para con el Ecuador el Gobierno granadino; tanto más que en el lugar cuestionado no se esfuerza la *validez* ó firmeza obligatoria de tales promesas en absoluto, sino la buena fe con que se hicieron y la lealtad con que serían cumplidas. Vamos ahora á ver cómo procedieron nuestros dos generales, y por su conducta aparecerá que el Doctor Cuervo nada afirmó que ellos no estuviesen entonces dispuestos á ejecutar. Herrán habla en estos términos escribiendo al Doctor Cuervo el 3 de Agosto de 1842 :

Es tan pronunciada, tan enérgica y tan unánime la oposición que hay en la Nueva Granada con respecto á la cesión del cantón de Túquerres proyectada, que no hay poder humano capaz de contrariarla, gracias á los pronunciamientos que tantos dolores de cabeza te causaron ; gracias al manejo que el Ecuador tuvo con el cantón de Barbacoas, y más que todo, gracias al trato que te dio el señor Marcos, tu *rendido* servidor. No es menos la impresión de horror y de descrédito que aquí se tiene por los pasos que dio el Ecuador para tratar con Obando y las consideraciones que en Quito se tributaron á su mujer.

Desde que yo vine de Pasto principié á influir con activo empeño, pero de un modo franco, razonable y decente para popularizar la fijación de límites en el Guáitara. Encontré apoyo y grande cooperación, logré generalizar las más vivas simpatías en favor del Ecuador, todo estaba hecho : hice más de lo que ofrecí particularmente al general Flores. Sábese lo ocurrido en el Sur, y todo cambia á un extremo contrario. Mis amigos que habían convenido ya conmigo, me dicen : ¿ Será honor para la Nueva Granada hacer concesiones á un gobierno que en nuestros conflictos usurpó una parte de nuestro territorio, que por sus manejos tomó incremento la facción de Obando, que es responsable de la pérdida de Popayán, que hostilizó al cantón de Barbacoas por su fidelidad, que inició tratados con Obando, que ultrajó y despidió escandalosamente á nuestro Encargado de Negocios ? Me reconviene, diciéndome : ¿ Es el Ecuador el fiel aliado de quien usted nos respondía ? ¿ Y si ahora le

concedemos que se extienda hasta el Guáitara, no pretenderá en seguida extenderse hasta Guanacas y Quindío?

Me he extendido mucho en un negocio que aun no te había tocado y sobre el cual me proponía ahora decirte solamente cuatro palabras ; pero no he podido contenerme, porque he sido víctima inocente de intrigas y mala fe.

El general Mosquera contestando al Doctor Cuervo la carta que le escribió el mismo día de las conferencias y comunicándole lo hecho en ellas, se expresa así : « Los pasos que usted ha dado están enteramente de acuerdo con las miras del Gobierno granadino. Otro tanto digo con respecto á la celebración del tratado de límites y de las oportunas respuestas que usted dio, haciendo honor á nuestras promesas particulares, y de que estoy yo sumamente reconocido, y lo será el general Herrán, cuyo honor y lealtad está fijado en su corazón como sobre una base de diamante. » No paró aquí Mosquera : en la respuesta que dio al discurso que le dirigió Flores el 4 de Octubre al encontrarse en Pasto, y que el mismo general Posada califica de feliz, profirió estas palabras que él mismo trae (pág. 261) : « Os repito con lealtad y buena fe los ofrecimientos que en asocio de S. E. el general Herrán os hice, de contribuir á la conclusión de un tratado de límites con la República del Ecuador, satisfactorio para ambas naciones, para lo cual emplearé todo el influjo que mi carácter público pueda darme y el que me faciliten mis relaciones personales ; y es seguro que el

general Herrán hará lo mismo. » Todavía pasó más adelante : el 3 de Noviembre siguiente acordó y firmó por medio de un comisionado, que no fue otro que el mismo general Posada, la esponsión de Pasto por la cual se cedían al Ecuador los cantones de Túquerres y Tumaco, compuestos de quince parroquias con una población de 38.281 habitantes ; convenio que produjo tan desagradable impresión, que el Gobierno lo improbo á despecho de las instancias de Mosquera para que lo aprobara. El general Posada pasa sobre este punto como sobre brasas, tal que se olvida de referir la materia del convenio y hasta la parte que en ello tuvo*.

« El resultado de este incidente, que se presentó al principio con un carácter grave (continúa Posada), fue que el general Flores se dio por satisfecho con la confianza que manifestaba nuestro Ministro en que se haría un arreglo conforme á las promesas hechas por los generales Herrán y Mosquera, y quedó el asunto terminado por entonces ». Si el incidente á algunos pareció grave, no lo fue, por la cuenta, ni para Mosquera ni para Posada. Repetimos que la confianza del Ministro granadino no se refería á que el tratado sería conforme á las promesas, sino á que éstas se cumplirían. Por otra parte, las personas imparciales y bien impuestas en los acontecimientos

* Véase Cevallos, *Resumen de la historia del Ecuador*, tomo V, pp. 386, 389 ; y *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. 883, de 1.º de Junio de 1847.

reconocieron desde un principio la habilidad con que el Doctor Cuervo logró el objeto con que vino á Túquerres. El *Comercio* de Lima en su número correspondiente al 23 de Noviembre de 1841, después de un juicio desapasionado de los últimos sucesos de la Nueva Granada, se resumía así : « Todos han jugado al *engañado engañado*. Obando quería apoyarse en Flores para hacer triunfar su partido, y Flores quería apoyarse en Obando para hacerse dueño de la provincia de Pasto. Cuervo les ganó de mano á ambos, y desbarató sus proyectos, porque ni el uno consiguió la menor ventaja en favor de su partido, ni el otro ha adquirido más títulos á la provincia de Pasto que los que emanan de simples promesas individuales, que no son ni pueden ser obligatorias á la nación granadina. Todo ha quedado en el mismo estado que tenía en Octubre de 1841. »

« Es también de notarse (concluye Posada) que nuestro Ministro no hubiera hecho observación alguna á la alusión del Ministro ecuatoriano respecto al principio adoptado del *uti possidetis* de 1810 por las nuevas repúblicas, porque ese principio no podía alegarse por la del Ecuador, por cuanto las provincias que después formaron la república de este nombre eran, en 1810, parte integrante del Virreinato del Nuevo Reino de Granada, y así fue que cuando dicha república, á la disolución de la Gran Colombia, se constituyó, no lo alegó directa ni indirectamente para fijar sus límites. Pretendió después hacer valer las actas proditorias de 1830, por las que

todo el Departamento (hoy estado) del Cauca se agregó al Ecuador para eludir el juicio á que fueron llamados los generales Obando y López por el general Urdaneta, todo lo que ya es conocido del lector.» Para mejor inteligencia de este punto copiaremos el artículo 1.º adicional del tratado concluido entre la Nueva Granada y el Ecuador el 8 de Diciembre de 1822, siendo comisionados por parte de la primera el general José Maria Obando y el entonces coronel Joaquín Posada Gutiérrez :

Habiéndose manifestado por parte del Ecuador que los pueblos de Tola y Tumaco, comprendidos en la provincia de la Buenaventura por la ley colombiana de veinticinco de Junio de 1824, sobre división territorial, debieran corresponder y pertenecer á aquel Estado, á mérito de que aun antes del año de mil ochocientos diez estaban incorporados al territorio de la presidencia y gobernación de Quito; y no reputándose autorizados los comisionados de la Nueva Granada para acordar cosa alguna en este punto, han convenido en que el gobierno del Ecuador se entienda con el de la Nueva Granada á fin de que por medio de pactos o estipulaciones particulares se arregle y determine.

Aquí se ve que el comisionado del Ecuador manifestó que Tola y Tumaco debieran corresponder á este Estado por haber pertenecido desde antes de 1810 a la presidencia de Quito; por manera que si se alego el principio del *uti possidetis*, y nuestros

negociadores, cediendo á aquella indicación, dejaron indeciso el derecho de la Nueva Granada en este punto. De aquí la delicada situación del Doctor Cuervo, cuando se le alegó que Tumaco, fiel ahora como antes á la Nueva Granada, no le pertenecía definitivamente según el contexto de los tratados cuya observancia venía sosteniendo tan ardorosamente. No le quedó pues otro camino que eludir completamente toda discusión sobre el particular. En las conferencias que precedieron á la espnsión de Pasto y en las cuales designó Mosquera al mismo inculpador Posada para celebrarla, Flores repitió con respecto á Tumaco el mismo argumento del *uti possidetis*, y el general granadino nada replicó ni apuntó ; sin embargo, para él no tiene nuestro historiador palabra alguna de reproche*.

Nosotros disculpamos, y cualquiera disculpará, que el general Posada se sienta empachado para confesar que con Obando en 1832 y con Mosquera en 1841, es decir con los dos hombres contra quienes enderezó casi exclusivamente sus Memorias, dejó primero indecisos los derechos de la Nueva Granada

* Esta era la tesis que á todo trance venía sosteniendo el Ecuador. Don P. F. Cevallos, (*ubi supra*, V, p. 390) dice que el principal objeto de la misión de D. Marcos Espinel, que presentó sus credenciales de Encargado de Negocios del Ecuador en Bogotá por Diciembre de 1840, era solicitar la devolución de Tumaco, y funda el derecho de la reclamación en que Tumaco fue incorporado á la Presidencia de Quito en virtud de un decreto expedido por el Virrey de Santa Fe en 1805, y confirmado por real cédula de 13 de Julio de 1807.

á parte de su territorio, y luego cedió esta misma parte con otra. Pero lo que no queremos calificar es que por una especie de diversión militar trate de resguardar su reputación, callando la parte que en todo esto le cupo y extendiéndose en acriminar al que en época tan luctuosa defendió con más energia la integridad nacional.

CAPÍTULO XII

LEGACIÓN EN EL ECUADOR

(Conclusión)

Acércase Mosquera á Pasto. — El Doctor Cuervo se niega á ir á las conferencias de este lugar. — Lo que en ellas se trató. — Recibe el Doctor Cuervo nuevas instrucciones. — Cambios de la opinión en Bogotá con respecto á él. — Comunicación que dirige sobre la provincia de Pasto. — Fin de la campaña de Flores y lo que de ella sacó el Ecuador. — Especulaciones con la deuda granadina. — Consigue el Doctor Cuervo el sometimiento de Panamá. — Cómo fue recibido este suceso en Bogotá. — Disgustos que causó al Doctor Cuervo. — Reclama éste la extradición de Obando. — Juicios que se hicieron en la Nueva Granada sobre la conducta del Doctor Cuervo durante su misión. — Su manejo privado en Quito.

Terminadas las conferencias de Túquerres, pensó Flores en mover su campo, y saliendo de este lugar el 8, reocupó á Pasto el 12. El Doctor Cuervo, que se fue á Ibarra para observar los acontecimientos, cuidó mucho de no intervenir ni con la indicación más ligera en movimientos que no podía apoyar sino sacrificando sus principios respecto de toda intervención extranjera, ni tampoco contrariarlos sin atacar el depósito de Pasto hecho en el Gobierno del Ecuador. Acercábase á la sazón el general Mosquera,

En consecuencia de las resoluciones del Ministro de Guerra, el general Flores, que desde Lima le había escrito el 1.º de mayo, le comunicó que sus tropas marchaban al resguardo de las montañas del Cuzco, y que él mismo se presentaría a las órdenes de la provincia de Puno a fin de que se ocupasen para sostener la tranquilidad de la sociedad granata. Y que el general Flores le aseguraba que tenía plena confianza que con cuatro mil hombres de las tropas de reserva y resguardo a acometer las más arduas empresas. En previsión pues de una guerra próxima comenzó a recoger todos los datos posibles sobre el estado político, militar y económico del Ecuador, y a preparar la opinión tanto en Puno como en el exterior, cuidando de imponer a Mosquera de todos sus pasos con cuanta reserva y discreción requiera la gravedad de las circunstancias. Le indicó además y aun le suplico enviase una persona de confianza con quien conferenciar para ponerse todos de acuerdo. Fue efectivamente el general Joaquín Barriga, pero en lugar de las halagüeñas noticias que de él aguardaba, supo que Mosquera, facultado para entrar en negociaciones, no tenía ni con mucho los ponderados cuatro mil hombres, y que, lejos de pensar en pedir reparaciones a Flores, estaba en buena inteligencia con él y dispuesto á pasar por la cesión del territorio. Aumentóse la amargura de este desengaño con saber que todavía se hallaba la República en estado de guerra.

Desde antes le habían invitado premiosamente los

dos generales á abocarse con ellos en Pasto : « Vén-gase usted volando, volando (le escribía Flores el 29 de Septiembre). Yo le suplico á usted que lo haga por la Patria y por mi *amistad*. ¿ Podrá usted resistirse á tal invitación ? No lo creo. » Sin hablar de aquellos motivos reservados que en su concepto hacían más provechosa su asistencia en Quito, miraba como razón plausible para esquivar su presencia, el mal cumplimiento que daba el Ecuador á los compromisos que con él había contraído. Érale notorio por una parte que Flores continuaba acogiendo en el Ecuador á los facciosos que se iban presentando, y por otra que el comandante Víctor Sanmiguel, enviado á Bogotá con voz de dar las explicaciones prometidas en la convención de Junio, no había desempeñado otra comisión que la de tizar al Representante de la Nueva Granada en el Ecuador, sembrando contra él las especies más adecuadas á atraerle la odiosidad pública en aquella época de implacable exaltación. Viendo pues ahora que sólo se pretendía autorizar con su presencia conciertos ajenos de sus principios y contrarios á sus instrucciones, se cerró en la resolución dicha. No por eso dejó de significar á Mosquera cuáles eran á su entender las bases que debían tomarse para la negociación : reconocimiento y pago de lo que adeudase la Nueva Granada al Ecuador por los auxilios prestados hasta la fecha del pronunciamiento de Pasto, y fijación de preliminares para un buen tratado de comercio ; en cuanto á límites se ciñó á indicar que

por diversos actos era ya manifiesta la voluntad de Pasto en este punto, y que de contrariarla no se obtendría otra cosa que un levantamiento como el que tan funesto fue á las dos naciones en Julio anterior.

No habían pasado cuatro días de la llegada de Barriga á Quito, cuando recibió el Doctor Cuervo carta de Mosquera, en que desentendiéndose de cuanto con anterioridad había dicho oficial y privadamente acerca de los motivos de queja que había con el Ecuador, se mostraba sentidísimo de que no hubiese ido á tomar parte en las negociaciones, que pararon en los *esponsales* de 4 de Noviembre, arriba mencionados ; y al mismo tiempo Flores, á quien Mosquera con reprehensible ligereza, para no usar un calificativo más justo, había mostrado las cartas del Doctor Cuervo, le escribía acriminando su conducta.

Ya dijimos algo sobre uno de los puntos que se arreglaron en la esponsión ; falta hablar de las conferencias que le precedieron y del espíritu con que se juntaron los dos jefes. Flores, empeñado en sincerarse, halló favorable ocasión para desfogar el resentimiento que abrigaba contra el Doctor Cuervo, por la energía con que había contrariado sus pretensiones, y no pensó en otra cosa que en hacerle odioso en la Nueva Granada. Mosquera adolorido por las pérdidas que á él y á sus allegados había causado la ocupación de Popayán por los facciosos, no vacilaba en escribir que « en la alternativa de ser dominados por Obando ó por el Ecuador, para él,

como para todos los habitantes de las provincias del Cauca que valen algo, es una cosa decidida escoger el último partido ; » agregando que « le era agradable saber que el Gobierno estuviese satisfecho de no haberse prestado el Doctor Cuervo á pedir el auxilio ecuatoriano para Popayán, pues con esto descargaba en el primero la responsabilidad moral que pesaba sobre él*. » Con estos sentimientos, el general granadino no volvió por el representante de su patria en la nación vecina, antes bien esforzó las acusaciones del enemigo. De acuerdo quedaron ambos generales en que Popayán se habría salvado de caer en manos de Obando, y la guerra civil no se hubiera prolongado tanto, con sólo que el Ministro granadino no se opusiera tercamente al auxilio que pedían Márquez, Mosquera y Borrero, y que Flores generosamente brindaba ; conformes estuvieron en que no había motivo alguno de queja por la anexión de Pasto y Túquerres desde que el general ecuatoriano la había comunicado al Doctor Cuervo ; y también en que el envío de Villamil como comisionado al campamento de Obando procedía de haber indicado el Ministro granadino la conveniencia de que el Gobierno ecuatoriano interpusiese su amistosa mediación entre los dos contendores. Leamos lo que sobre esto escribió el Doctor Cuervo á Mosquera el 17 de Noviembre de 1841 :

* Carta al Doctor Cuervo fechada el 9 de Noviembre de 1841.

El general Flores se ha desahogado anchamente contra mí en las conferencias. Hablando del auxilio de Popayán me dijo : 1.º que el Vicepresidente de la República, el señor Encarnación y otras personas notables se opusieron fuertemente a que se prestase : 2.º que después de esto me había asegurado que cuatrocientos hombres ecuatorianos iban con la guardia nacional de Pasto á aquella ciudad, para lo cual escribió á Carmen López, y no se volvió la marcha por miedos y embrollos de este jefe; y 3.º que cuando el señor Márquez le escribió pidiéndole dos mil hombres para que siguiesen á Bogotá, se negó á ello porque no los tenía preparados, porque estando para reunirse el congreso necesitaba obtener su consentimiento, y porque el Ecuador estaba entonces en una situación sumamente a crisis del calor de los partidos.

Los gobernamientos de Pasto y Túquerres no podían permanecer, ni yo podía guardar silencio acerca de ellos, porque el general Flores me hubiese escrito una carta pidiéndome que en ningún caso ponía á salvo mi responsabilidad. Él no está reconocido ostensiblemente por el gobierno del Ecuador, estaba entonces separado del gobierno, y yo no podía entenderme sino con el Ministro de Relaciones Exteriores, quien me negó las explicaciones que oportunamente pedía, y ahora se han dado porque está rodeado con tres mil soldados, y porque era necesario recomendarle de todas maneras.

Usted habrá visto que yo no solicite la mediación ecuatoriana, que lo que sobre este particular aduje en mi Protesta de 31 de Mayo fue mas bien un reproche á la conducta de él y á la del Gobierno ecuatoriano. Es muy

ridículo que con esto quiera cohonestar la comisión de Villamil á Popayán, el libre tránsito por el Ecuador concedido á los jefes y oficiales de Obando y las conferencias con el comisionado de éste, á las cuales se les dio un giro diferente después de la noticia de la Chanca, ocultándose lo tratado anteriormente. ¿Por qué ha olvidado el general Flores hacer mérito con usted, como lo hizo con Brusual, de las cartas en que yo le dije muchas veces que no transigiría con Obando, enemigo implacable de mi patria? ¿No quiere decir esto que su intención ha sido malquistarme y perderme con los hombres de todos los partidos de la Nueva Granada?

Sobre estos y otros hechos he tenido ahora largas conferencias con dicho general delante de varias personas notables del Ecuador, y si no me engaño, el juicio de éstas me ha sido favorable. ¿Podré esperar que también lo sea el de mis compatriotas? Mucho lo dudo, así porque á la distancia se desfiguran los hechos, como porque tengo un enemigo fuerte y sagaz de quien hay que temer y esperar mucho más que de un patriota que no tiene en su apoyo sino su honradez y la noble causa que ha defendido. Si se me inmola á la venganza del general Flores, aceptaré con resignación el sacrificio, pero mi reputación quedará inmaculada.

Con igual razón escribía por el mismo tiempo al general Herrán : « Ya sabrás el giro dado en Pasto á nuestros negocios con el Ecuador. El general Flores se ha presentado como un santo, haciéndome aparecer á mí como un demonio. La lealtad, el desin-

terés, la circunspección y la cordura han estado de su parte y de la de su Gobierno ; en mí, todo ha sido malo. En Pasto se me siguió un consejo de guerra, tuve muchos fiscales, muy pocos defensores, y mis jueces fueron apasionados. El proceso ha pasado á Bogotá, y allí será sentenciado en última instancia. Mi causa es la del Gobierno granadino, la del honor y dignidad de la nación, bienes que son más estimables y de más difícil reparación que la libertad misma, cuando son perdidos. »

Quedóle sí la triste satisfacción de no haber concurrido á composiciones que, si no son de extrañarse entre jefes militares, hubieran caído muy mal en su carácter diplomático. Cierto que su decoro se hubiera resistido á consentir en que fuesen premiados con grados en el ejército granadino varios jefes ecuatorianos, entre ellos el que había desacadado gravemente al gobernador de Pasto, y que fuese honrado este mismo gobernador, como en premio de su poca firmeza, con el título de comandante y comisario de guerra del ejército del Ecuador ; para no hablar de otros sujetos todavía menos acreedores á distinción alguna.

Por efecto de los convenios de Pasto las fuerzas del Ecuador evacuaron el territorio de la Nueva Granada. Flores entró á Quito con solemne triunfo el 15 de Noviembre. La adulación le ofrendó todo linaje de honores, entre ellos el título de doctor conferido por el Cuerpo universitario.

Mientras estaba el Doctor Cuervo mortificado así

con semejantes contrariedades, llegó á sus manos, después de largo rodeo*, una comunicación de su Gobierno fechada el 2 de Agosto, en que se le decía :

Por nota de V. S. de 2 de Mayo, muy tarde recibida, se ha instruído el Gobierno de las pretensiones y pérvida conducta del general Flores y del Gobierno ecuatoriano. Después del triunfo de la Chanca fueron hallados en el campo de Obando varios documentos que han hecho conocer al Poder Ejecutivo los pronunciamientos de Pasto y Túquerres uniéndose al Ecuador, y la acogida dada á estos actos por el Gobierno de esa República. La conducta de ese Gobierno es notoriamente indigna y pérvida ; no obstante, las circunstancias en que se encuentra la Nueva Granada la obligan á disimular el agravio y diferir su satisfacción y el arreglo de la cuestión. Aunque las tropas constitucionales triunfan por todas partes, el partido desorganizador, titulado la oposición, no disminuye ni cede. Calla hoy, pero maquina con el mismo tesón que antes y aprovechará cualquiera ocasión para lanzarse en otra rebelión. Un rompimiento en estas circunstancias sería peligroso, y el Poder Ejecutivo cree que lo más conveniente es diferir la cuestión cuanto lo permitan el honor y la dignidad de la nación, hasta que restablecido el orden en toda la República y afirmado

* El 22 de Octubre decía el Doctor Cuervo no haber recibido comunicaciones de su Gobierno á consecuencia de que el portador de ellas, que debía dirigirse á Quito por Barbacoas, tomó de aquí el camino de Pasto.

más sólidamente el Gobierno, pueda atender con todos los recursos al grave objeto que examino. Como según los informes que el Poder Ejecutivo ha recibido, el general Flores, que es quien por parte del Ecuador dirige todo lo relativo á este negocio, se halla actualmente en Pasto y entrará en comunicaciones con el General en Jefe de nuestras tropas, se dan con esta fecha al general Mosquera las instrucciones que en copia dirijo á V. S.

Estas instrucciones son á la letra como sigue :

Por parte de la Nueva Granada debe procederse de manera que le quede una salida honrosa al Ecuador, para no comprometerlo á resistir ó llevar adelante los pasos dados. Es necesario hablar en el sentido de que los pronunciamientos de Pasto y Túquerres y la acogida dada á ellos por el Gobierno del Ecuador no han tenido lugar sino en el supuesto de que la facción capitaneada por Obando triunfara y que desaparecería el Gobierno constitucional ; pero que en el supuesto contrario tales actos serían de ningún valor. V. S. debe ponerse en comunicación con el general Flores y solicitar que se retiren las fuerzas ecuatorianas como innecesarias ya al objeto con que se recibió su auxilio. Procurará con toda diligencia persuadirle que el Gobierno granadino no ha dudado de su sinceridad y buena fe, ni sospechado ninguna pretensión injusta y aleposa de su parte sobre el territorio de la Nueva Granada. La remisión á dicho general de una copia de los actos legislativos en que se dispone que se den las gracias á aquel Gobierno y al

general Flores por su cooperación al restablecimiento del orden en la Nueva Granada y en que se ordena lo conveniente para el pago de las tropas ecuatorianas auxiliares, ofrecerá una ocasión oportuna para esta manifestación. La presentación del primero de estos actos al Gobierno del Ecuador debe hacerla nuestro Encargado de Negocios cerca de él. El lenguaje y los pensamientos deben ser los que se usarían en el supuesto de que por parte de aquel jefe y de su Gobierno no hubiese nada que mereciera queja y reconvenciones de nuestra parte. Es innecesario recomendar á V. S. cuánto interesa evitar todo lo que pudiera ser causa de ofensa ó de desabrimiento hacia el general Flores, de quien exclusivamente depende todo lo que se haga á nombre del Ecuador. Si se pusiere como condición para evacuar la provincia de Pasto el pago de los gastos hechos por el Ecuador en las tropas auxiliares, V. S. se apresurará á arreglar este negocio de la manera más conveniente, contando con que el tesoro público está hoy exhausto ; que por otra parte es más económico obligarse á condiciones gravosas para hacer el pago dentro de algún tiempo, que exponer la República á una guerra en que necesariamente consumiría cien veces más, aunque el éxito le fuera decisivo. Particularmente está convenido con S. E. el general Herrán que no entablaría ninguna gestión sobre arreglo de límites entre las dos Repúblicas sin haber antes evacuado las tropas ecuatorianas el territorio de la Nueva Granada. Este es un punto sobre el cual V. S. debe recalcar constantemente. No conviene dejar entrever al general Flores que la Nueva Granada no convendrá en

ningún arreglo de límites que deje al Ecuador la parte de territorio que apetece; pero tampoco debe hacerse sobre esto ninguna promesa positiva. Debe sí hacerse entrever que el pueblo de la Nueva Granada en ningún tiempo consentiría en que por vía de hecho se le arrebatase una parte de territorio: que intentarlo sería sancionar la enemistad perpetua de las dos naciones; lo que sería el efecto más funesto que acontecimiento alguno pudiera producir para los dos países. Lo más conveniente pues, en concepto del Poder Ejecutivo es procurar por medios suaves la evacuación de la provincia de Pasto por las tropas ecuatorianas, dejando pendiente la cuestión de un nuevo arreglo de límites para cuando, retiradas las tropas auxiliares, pueda darse principio á la negociación, la cual no será difícil prolongar hasta que restablecido el orden en toda la República, pueda el Gobierno hacer valer sus derechos por medio de la fuerza si fuere necesario, sin exponer la nación á los gravísimos riesgos que hoy correría si tuviese lugar un rompimiento con el Ecuador. No cree el Poder Ejecutivo que deban darse á V. S. instrucciones detalladas sobre el modo de conducir este negocio al fin que se propone; y descansa confiando en la acreditada discreción é ilustrado juicio de V. S. que salvará juntamente el decoro nacional y la paz y seguridad de toda la República.

El Doctor Cuervo vio que para seguir esta política ningún esfuerzo había tenido que hacer Mosquera, pues que le bastó no contradecir en nada á Flores y convenir en la cesión del territorio, sal-

vando la responsabilidad de su opinión en este punto con exponer que carecía de autorización; él, por el contrario, se encontró en el conflicto más desagradable, porque tenía que contrariar sus sentimientos y en cierto modo desdecirse de los cargos y protestas ruidosas que había hecho. Puesto en contradicción consigo mismo, pidió en seguida sus letras de retiro, empeñando con instancia á todos sus amigos para conseguir las; pero el Gobierno no consintió en ello, porque, de hacerlo, parecería improbar la conducta anterior de su representante, y luego porque cabalmente el éxito de su plan dependía en gran parte de que él mismo ayudase á llevarlo adelante. Exigiósele que á lo menos por un tiempo sacrificase sus opiniones y aun su reputación en obsequio de la paz y de la consolidación del Gobierno, y él venció toda su repugnancia para hacer al patriotismo la ofrenda que se le demandaba.

La política de nuestro Gobierno en los asuntos del Ecuador expuso durante muchos días en Bogotá el crédito del Doctor Cuervo á las censuras más injustas. Por el temor de que al descubrirse los manejos de Flores y del ministerio ecuatoriano se desencadenase la indignación pública y sobreviniese un rompimiento fatal, se dejaban correr las voces que por instrucciones de aquéllos se esparcían contra nuestro Ministro. Todos los miembros del Gobierno granadino, aprobando sus procedimientos, le hacían muda justicia (según feliz expresión de D. Ignacio Gutiérrez, que en estas circunstancias dio,

como siempre, al Doctor Cuervo pruebas de su buena amistad); y sin embargo, por acuerdo unánime del Consejo de Estado se publicó en la *Gaceta* la carta de Flores á Herrán y Mosquera en que le hacía responsable de la pérdida de Popayán, y esto sin comentario ni correctivo alguno, cuando se tenían á la vista las comunicaciones oficiales en que explicaba cumplidamente los hechos*. El Ministro del Ecuador D. Marcos Espinel y el comandante Sanmiguel se valían de esto y propalaban las mismas especies que Flores hizo aceptar á Mosquera en las conferencias de Pasto, para mejorar su causa presentándose como los más fieles amigos de la Nueva Granada y acreedores por tanto á la recompensa apetecida. Otros, para disfrazar el rompimiento buscado por el Gobierno ecuatoriano después de los pronunciamientos de Pasto, aseguraban que el Doctor Cuervo había solicitado espontáneamente su pasaporte. En el público nada de cierto se sabía, de modo que entre los maldicientes y los exaltados hallaban acogida las hablillas de los agentes del Ecuador, y cuando uno que otro amigo bien impuesto salía en defensa del agraviado, tenían que proceder con toda la medida que exigían las circunstancias. Hizolo principalmente el mencionado señor Gutiérrez, quien

* Véase atrás, p. 337. En la carta que publicamos de Aranzazu al mismo señor Gutiérrez sobre este asunto, se hallan los motivos que se tuvieron para la publicación; el principal fue desmentir á los progresistas que decían haber sido vendida á Flores la provincia de Pasto.

con varios artículos publicados por Octubre de 1841 calló á Espinel, y al fin en Febrero de 1842 logró que se publicase en el *Constitucional* la correspondencia oficial entre la Legación granadina y el Gobierno del Ecuador con ocasión de los sucesos de Pasto*. Conforme fueron serenándose los tiempos y discerniéndose los hechos con claridad, mereció patrióticos aplausos la energía del Doctor Cuervo; y el modo con que fue tratado en Quito produjo la más profunda indignación, hasta desvanecer el proyecto de ceder siquiera una mínima parte de territorio**. Nuestro Ministro en el Ecuador llevó pues la bandera á que se agruparon los defensores de la integridad nacional. Para corroborarlos en estos sentimientos sirvió mucho una comunicación que el mismo dirigió al Gobierno en Diciembre de 1841, pintando

* Para desvanecer el efecto de esta reimpresión, publicó el Ministro del Ecuador en Bogotá el protocolo de las Conferencias de Pasto, de que arriba hablamos largamente. Los documentos insertos en el *Constitucional* habían sido antes sacados á luz por el Gobierno Ecuatoriano en el folleto titulado *Auxilios del Ecuador solicitados para Pasto*.

** Mosquera escribía de Popayán al Doctor Cuervo el 7 de Diciembre de 1841 : « El Poder Ejecutivo parece que no está perfectamente de acuerdo con el Presidente en cuanto á nuestras relaciones internacionales con el Ecuador, y en el Sur serán apoyadas las ideas del Presidente para no hacer la guerra y darle una frontera al Ecuador. La conducta de Marcos con usted ha traído esta divergencia, pues ha irritado mucho el modo impropio y descortés con que usted fue tratado; pero los intereses de estas provincias están en pugna con que se pueda conducir el negocio á un rompimiento; especialmente de Popayán no sale un hombre á tener pleito con el general Flores. » Compárese lo que dice el general Herrán en el pasaje citado á la pág. 392.

con vivos colores el valioso territorio que había estado y aun estaba á pique de ser cedido al Ecuador ; donde indicaba además el camino que se debía seguir para arrancar á esos pueblos vigorosos del atraso en que vegetaban y despertar en ellos aquel amor á la patria, cuya ausencia costaba tanta sangre á la República.

Al arbitrio hábilmente ideado de dejar correr el tiempo sin despertar iras ni desconfianzas ayudaron los triunfos decisivos del Gobierno granadino. Las arrogancias del Ecuador comenzaron á descaecer, y el peso mismo de los acontecimientos hizo entrar en caja sus extravagantes pretensiones. Como eco lejano vinieron después polémicas periodísticas más ó menos agrias sobre la validez de los compromisos de la Nueva Granada, de que no resultó otra cosa que la demostración de haber sido ellos completamente fantásticos. La *Gaceta* de Quito achacó al Doctor Cuervo los artículos publicados en el *Día* de Bogotá sobre estos asuntos ; él guardó silencio mientras formaba parte del Gobierno, mas al salir declaró por la imprenta no haber sido autor de estas publicaciones, pero añadió que ellas estaban en su mayor parte conformes con las comunicaciones que había pasado á su Gobierno.

En conclusión : tantos torcidos manejos llevados adelante con verdaderos sacrificios del pueblo ecuatoriano para dar cima á un empeño injustificable, no lograron más que una acción de gracias de las Cámaras legislativas de la Nueva Granada pre-

sentada con expresiones amistosas por nuestro Ministro, y el pago de trescientos mil pesos por lo que se quedaba á deber de los estipendios de las tropas auxiliares, cantidad que se redujo á la mitad en manos de los agiotistas de Quito.

Las especulaciones de que fue objeto esta deuda causaron hartas desazones al Doctor Cuervo, de que da idea lo que en 12 de Julio de 1842 escribía á D. Mariano Ospina :

Muy mortificado me tiene la conducta del general Flores en el negocio de la deuda de la Nueva Granada en favor del Ecuador ; pues que al propio tiempo que me hace mil protestas de que no nos estrechará al pago en circunstancias de estar exhausto nuestro tesoro, y hallándose él, como se halla, persuadido de la honradez y buena voluntad de nuestro Gobierno, hace girar por el Ministerio letras de gruesas sumas, y después me envía á los interesados para que hablen conmigo sobre aceptación y pago de ellas ; lo cual me pone en duros conflictos para contestar empeños, súplicas y aun sandeces, sin presentar á esta gente la desnudez y miseria de la patria, ó el origen y naturaleza de un crédito que, no estando todavía liquidado, tampoco es actualmente pagadero. Triste es por cierto que nuestro pobre erario sea hoy el primer objeto de especulación de muchos agiotistas y tramposos que buscan sus medros ó la cancelación de sus deudas á nuestra costa. Risa excitan las cuentas que estos señores nos hacen ; y lo singular de todo es que poca ó ninguna parte tendrá en ellas el

tesoro del Ecuador, siendo los aprovechados algunos individuos que viven de estos negocios*. El general Flores ve muy próximo el término de su mando, si sucesos extraordinarios no le hacen continuar en él, y no quiere dejar nada atrás; y por eso está entrando en arreglos y transacciones con todo el mundo, por medio de letras contra la Nueva Granada, las cuales quiere que, aunque por el momento no se cubran, sean aceptadas por el Gobierno, á fin de quedar él así libre de responsabilidades. Usted convendrá conmigo en que todo este manejo es chocante en sí, y mucho más chocante para un pundonoroso ministro; pero es preciso por ahora callar como unos muertos, dar largas á la aceptación de las letras mientras se liquida la deuda, entretener con esperanzas á los tenedores, y aguardar á que, cambiándose esta Administración, podamos entendernos racionalmente sin embrollos, sin zozobras y sin cubiletes.

Por no cortar el hilo de nuestra narración hemos dejado de referir otro incidente de la misión del Doctor Cuervo en el Ecuador. Para hacerlo debemos recordar algunos antecedentes. A fines de 1840 (18 de Noviembre), se había pronunciado en Panamá el coronel Tomás Herrera apellidando independencia, y como no hubiese podido el Gobierno pensar en reducirlo á la obediencia, se había mantenido por su mismo aislamiento ajeno á lo que pasaba

* Estos conceptos concuerdan con lo que asienta el señor Cevallos en su Resumen de la historia del Ecuador, tomo V, p. 388 (2.^a edición).

en el resto de la República, y aunque en estado de rebelión, conservaba el orden local, sin ninguno de los escándalos dados por los demás revolucionarios. No obstante, la manera como las fuerzas legitimistas habían ido acosando á los facciosos del centro hacia las fronteras, dejaba muy bien prever que en el Istmo irían á buscar refugio y apoyo para nuevas tentativas los que lograran escaparse. Así recelaba el Doctor Cuervo que lo harían los del Sur, y con este pensamiento consiguió estipular en las conferencias de Túquerres que los asilados en el Ecuador no pudiesen embarcarse para la Nueva Granada. Pero confirmados á poco sus temores por datos ciertos, se penetró de la necesidad de cortar de raíz el mal. A este fin, llevado sólo de su patriotismo y confiando en que la importancia del servicio en peligro tan inminente sería á los ojos del Gobierno disculpa bastante si se excedía en sus atribuciones, resolvió entenderse por la vía diplomática con Herrera, llamarle á la obediencia y convertirlo en apoyo de la buena causa. Aunque no tenía relaciones personales con él, lo conocía por caballero honrado y pundonoroso, y sabía que el mismo general Mosquera le había ofrecido por medio de Julio Arboleda hacerle comandante militar y aun gobernador de Panamá. Envióle pues una comisión compuesta del coronel Anselmo Pineda, gobernador que había sido de Pasto, y su secretario D. Ricardo de la Parra, quienes llevaban por vía de credenciales y de instrucciones la comunicación siguiente :

Quito, 28 de Noviembre de 1841.

Señor :

La revolución que principió en la Nueva Granada hace dos años, y que meses adelante se desenvolvió y continuó acompañada de horrores y de escándalos, agotando el tesoro nacional, paralizando las más útiles empresas, y relajando los hábitos de orden, de moral y de trabajo, fruto de nueve años de paz y de sosiego, se acerca hoy á su término. Las armas del Gobierno constitucional han marchado de victoria en victoria de un extremo á otro de la República, conducidas por los mismos pueblos, á quienes el instinto poderoso de la conservación sacó del letargo en que yacían, demostrándoles la profunda sima en que iban á sepultarse junto con nuestros más gloriosos recuerdos, junto con nuestras más lisonjeras esperanzas. El principio de orden triunfó del principio anárquico, y se obró una gloriosa *contrarrevolución*, tan honrosa á sus autores como fecunda en importantes resultados. No presenta la América española en la carrera de sus ensayos y desaciertos, ejemplo más brillante de buen sentido y de cordura nacional.

Órgano de un gobierno filantrópico y verdaderamente paternal, no es mi ánimo despertar pasiones ni renovar heridas, enumerando las causas é individualizando los efectos de los últimos lamentables sucesos que han tenido lugar en la Nueva Granada. Hechos son éstos que, si bien deben someterse al dominio de la historia para ejemplo

y lección de nuestros hijos, la prudencia aconseja callarlos cuando con sinceridad y buena fe se buscan y se ponen en acción los medios para darnos un abrazo fraternal, rodearnos en torno del pabellón nacional, y someternos todos al imperio de una ley, hechura propia nuestra y objeto de nuestros juramentos y sacrificios. La verdad, empero, exige confesar aquí, que por muy lóbrego que sea este cuadro, el Istmo presentará entre todos los pueblos revolucionados, un claro no arrebolado con la sangre granadina, ni manchado con los hechos atroces que en otros puntos han acompañado los escandalosos motines de gente perdida y rezagada, que salida de su bien merecida nulidad, se lanzó en la carrera de los crímenes aparentando sostener principios que ni entendía, ni era capaz de practicar.

Tan ventajosa circunstancia constituye un estado excepcional de cosas en el Istmo, aun prescindiendo de su distancia del centro de la República, del aislamiento é incomunicación en que quedó con el Supremo Gobierno, y de otros motivos que pudieran inducir á muchos de sus habitantes á erigir un Estado soberano, menos con el ánimo de romper antiguos y estrechos vínculos, que con el de sustraerse á los males de una conflagración general. Su causa, pues, debe juzgarse por trámites especiales, y ser tan pacífico su término, como lo ha sido el principio y marcha de su revolución. Todo en él ha tenido el carácter de hipotético, todo ha sido obra de circunstancias quizá más fuertes que la voluntad. Ni una gota de sangre, ni una sola lágrima han derramado los istmeños en una época de tantos azares y agonías, y menos la han

hecho derramar á sus compatriotas con la formación de cruzadas quijotescas para llevar la propaganda revolucionaria á las provincias tranquilas y sumisas. Aislado por su situación física, tanto como por el torrente de los sucesos, ha sabido conservar el orden local y la paz doméstica, aguardando el desenlace del drama extraordinario representado desde el Septentrion al Mediodía de la República. El día de este desenlace ha llegado ya, y á mí me cabe la dicha de anunciarlo á V. S., y por tan fiel conducto á los pueblos que obedecen á su autoridad.

El Gobierno constitucional, que después de haber visto con amargura correr la sangre granadina en los campos de batalla, y entregados á la cuchilla de la justicia ó á la imperiosa ley de la necesidad hombres audaces y turbulentos que buscaban sus medros en las revoluciones, sacrificando lo más ilustre de la patria, ó cabecillas pertinaces cuya existencia era una amenaza á la quietud pública, el Gobierno constitucional, repito, consecuente con sus principios de lenidad y moderación, extiende sus brazos á los virtuosos habitantes del Istmo. Un decreto de olvido cubrirá todo lo pasado, sin que en juicio ó fuera de él pueda nadie ser molestado por sus actos ú opiniones anteriores. Se reincorporará el Istmo á la sociedad neogranadina, se restablecerá el régimen constitucional y legal, se respetarán aquellos actos y decretos de las autoridades istmeñas de un carácter transitorio, y cuyo objeto fuera la conservación del orden y tranquilidad pública : trabajaremos todos de consuno en reparar los males y pérdidas causadas por las turbulencias interiores, se dará una particular atención á los altos y peculiares

intereses de esos pueblos, y volveremos á presentar nuestra patria al mundo tan robusta y tan lozana como lo estaba en 1838, y como se han mostrado las naciones del Viejo Mundo después de que los grandes sacudimientos políticos las hicieron menos exageradas en sus principios, más medidas en sus pretensiones, más circunspectas en sus reformas, más justas y menos intolerantes, y las condujeron lentamente, pero con paso seguro, por el camino de la civilización y de la dicha.

Tales son, señor, los sentimientos y tales los deseos que á nombre y en representación del legítimo Gobierno constitucional presento al valeroso y entendido militar, que habiendo vuelto á la unión granadina el país de su nacimiento en 1831, proclamando enérgicamente la causa de las leyes, es imposible que no haga otro tanto en 1841. Una decena de años es muy poca cosa para cambiar el carácter de los pueblos, destruir dulces simpatías, crear nuevos intereses, y hacer olvidar los principios de lealtad é hidalguía que guiaron una vez la conducta de un distinguido ciudadano.

El Istmo tiene, es verdad, necesidades y esperanzas que le son peculiares: mas el remedio de las unas y la satisfacción de las otras no se encuentran en una independencia prematura, que lejos de darle nacionalidad y respeto, le presentaría al mundo como un Estado en miniatura, sin otra recomendación material, por ahora, que la de haber sido colocado por la naturaleza en medio de dos grandes mares para unir dos grandes continentes. En balde, señor, se daría la constitución más sabia, especulativamente hablando, en balde expediría leyes protec-

toras de la agricultura, de la industria y del comercio, en balde llamaría á grandes voces pobladores y capitales extranjeros : treinta años de experiencia persuaden ya, aun á los más obcecados, que sin unión, sin moral, sin obediencia á las leyes, sin respeto á las autoridades, sin amor al trabajo, sin la buena fe en nuestras relaciones públicas é individuales, la América española será siempre un vasto desierto adonde venga el europeo á hacer su tráfico y granjería como lo hace en la parte meridional de Africa, ó á contemplar las locuras y descarríos de pueblos á quienes falsas y deslumbrantes teorías han hecho más desdichados que lo fueron nuestros mayores con toda su ignorancia y desidia. Los preceptos escritos nada valen, ni influencia alguna ejercen sobre los destinos de los pueblos, si falta en éstos la virtud, y si en los mandatarios no se encuentra probidad y patriotismo. ¡ Cuántos países regidos por un gobierno absoluto, como la Prusia, y cuántas colonias europeas en Asia y en América, son quizá más felices, más ricas y aun más libres que muchas de las repúblicas hispanoamericanas, con todo su boato de constituciones, con todo su atavío de dulces palabras que cautivan el corazón é inflaman el entusiasmo ! La marcha del género humano hacia la perfección de sus instituciones es lenta y progresiva y no puede precipitarse impunemente.

Continuando el Istmo unido á la Nación granadina, recibirá de ella toda la protección que reclaman sus altos destinos, y que sea compatible con las bases constitutivas del Gobierno nacional y con el interés general de la América. Disposiciones legislativas especiales se expe-

dirán á su favor, y si necesario fuere tocar para ello algún artículo constitucional, el acto adicional de 16 de Abril de este año designa el modo con que á ello puede llegarse. El Istmo de Panamá que campea como un distinguido blasón en el escudo nacional, merecerá también una preferente y solícita atención en las medidas que hayan de adoptarse para elevar el pueblo granadino al grado de prosperidad y de respeto que le corresponde en la América equinoccial. Tan risueño porvenir sirve de descanso á el alma cuando se recuerdan las pasadas escenas.

Adherido inviolablemente á mi patria, tanto como soy adicto á los istmeños, entre los cuales tengo la honra de contar fieles y desinteresados amigos, querría pasar personalmente á mostrarles las benévolas intenciones de mi Gobierno, si el estado siempre achacoso de mi salud no me lo estorbase. Privado, pues, por tal motivo, de tan grata satisfacción, y seguro como estoy de las buenas disposiciones de V. S., he determinado mandar en comisión á esa ciudad al señor coronel Anselmo Pineda, antiguo gobernador de Pasto, junto con su secretario el doctor Ricardo Parra conduciendo esta nota que le servirá de bastante credencial, á fin de que trate con V. S. y acuerde el sometimiento de Panamá y Veraguas al Gobierno sobre las bases que quedan apuntadas, y de que ambos van debidamente instruídos. Cuando los pueblos, lo mismo que los individuos, están predispuestos á una franca y noble reconciliación, no necesitan sino de una ocasión decorosa para escuchar la voz del deber, renunciar á proyectos mal fundados, darse un abrazo de paz, y some-

terse gustosos al imperio de la autoridad y de la ley. Espléndida é intachable prueba de ello es la reciente conducta de Ríoacha, que á una simple invitación del general Martiniano Collazos, se echó en los brazos del Gobierno, y hoy disfruta de orden y reposo. ¿Será solo el Istmo sordo á la voz de la patria, que con triste y afectuoso acento llama á todos sus hijos para que la saquen del estado de postración en que yace? ¿Querrá que sea regado con la sangre de sus hijos un suelo feraz que sólo debe serlo con el sudor de laboriosos empresarios? ¿Preferirá llamar sobre sus ruinas y escombros las miradas del mundo comercial, que sólo debe divisar en ese país la perspectiva de una gran revolución en las artes, en la agricultura y en el comercio de las tres cuartas partes del globo? La buena índole de ese pueblo unida á los patrióticos sentimientos de V. S. me hacen rechazar tan fatídicas ideas, y esperar fundadamente el éxito más satisfactorio de la comisión de los señores Pineda y Parra, á quienes no dudo tratará V. S. con las consideraciones y miramientos que entre pueblos civilizados se estilan.

La presente ocasión me brinda la de ofrecer á V. S. las seguridades del particular aprecio y profundo respeto con que soy su adicto compatriota y obediente servidor.

RUFINO CUERVO.

Al Honorable señor Tomás Herrera, etc., etc.

La misión de paz fue recibida con simpática consideración, y sin oponer mayor obstáculo celebraron los disidentes un convenio por el cual volvieron á considerarse como granadinos. En medio del alborozo que despertó en el Istmo tan fausto acontecimiento, escribía uno de los jefes rebeldes al Doctor Cuervo : « No podía menos de tener tan feliz resultado una negociación formada y dirigida por usted, cuyas luces, patriotismo y simpatías por este país nos son bien conocidos : aquí no hay uno solo que no sea su amigo y apologista. »

A poco se palparon los importantísimos resultados del cambio obtenido en Panamá, pues Brusual y sus compañeros, que, volviendo del Perú, pensaban hacer pie allí, se vieron forzados á seguir hasta Guatemala ; y Obando, que, llegado á Trujillo en el Perú después de increíbles trabajos y fatigas, preparaba una expedición para el Magdalena pasando por Panamá, refiere que al saber por los periódicos el sometimiento de estas provincias, tuvo que desistir de sus proyectos.

No obstante, asunto que parecía tan llano y plausible tropezó con grandes contradicciones. Primeramente, los comisionados del Doctor Cuervo, saliéndose de sus instrucciones, ofrecieron á los rebeldes cosas en que el Gobierno no podía convenir ; y luego, aun cuando no se tratara sino de un mero olvido para con los disidentes, el hervor de las pasiones políticas no permitía en esos momentos pronunciar tal palabra. Así fue que el vicepresidente Caicedo

improbó el convenio, pero solicitó del Congreso autorización para expedir una amnistía sin ninguna de las restricciones de la rigurosa ley de 7 de Mayo de 1841; y á su vez los exaltados de Bogotá, que, según familiar y expresiva frase de D. Mariano Ospina en carta al Doctor Cuervo sobre el particular, « se comen crudos á los facciosos cuando están lejos y los ven vencidos, » alzaron el grito no menos contra los arreglos del Istmo que contra los indultos otorgados por el Presidente Herrán en la Costa Atlántica. Contra el Doctor Cuervo particularmente se desbocaron en el Congreso : cuál le inculpaba de haberse inmiscuido en cosas que no le incumbían ; cuál tenía por atentado arrancar de las garras de la ley á los criminales del Istmo, como los nombraban. El mencionado Ospina, secretario del Interior y Relaciones Exteriores, al defender las medidas benignas que el Gobierno proponía, hizo del Doctor Cuervo una valiente apología ensalzando la firmeza de sus principios políticos y patentizando los imponderables servicios que había prestado á la nación. En este debate ocurrió un incidente acaso único en la historia del parlamentarismo : en acabando de defender el Secretario del Interior y Relaciones Exteriores la amnistía amplia y generosa, se levantó el de Guerra y Marina, general José Acevedo, y la combatió con tal vehemencia que se atrajo la mayoría y dejó desairado al Poder Ejecutivo.

La amnistía no pudo darse pues sino en los términos de la ley dicha, el convenio quedó en parte

sin cumplimiento, como que Herrera y sus principales compañeros tuvieron que salir del territorio de la República, imposibilitados para volver sin permiso del Congreso, y se vieron expuestos á vejaciones los que se habían fiado de las promesas de moderación y olvido. Ya se deja entender el cúmulo de contradicciones y disgustos que por causa de esto hubo de experimentar el Doctor Cuervo, sin que pudiese ni quisiese evitarlos ; pues no fuera digno abandonar á los que habían soltado las armas bajo la salvaguardia de su palabra. Él mismo nos da pormenores interesantes de esto en los siguientes pasajes que sacamos de cartas escritas por esos días :

(A D. Ignacio Gutiérrez. — Quito, 15 de Febrero de 1842.)

He estado de pasco por Ambato y Latacunga sacudiendo un poco los males físicos y morales, y por este motivo no escribí á usted en el correo anterior.

Usted está instruído de la comisión que llevaron Parra y Pineda á Panamá, y á la fecha debe tener noticia del resultado. Ciertamente es honroso á nuestro país y de una inmensa fuerza moral para el Gobierno el sometimiento de dos lejanas é importantes provincias sin un tiro de fusil, sin derramar una gota de sangre, sin gastar un centavo y lo que vale más, sin dejar odios y resentimientos perdurables como los que indudablemente quedan cuando se quiere triunfar con la fuerza bruta ó con una voz imperiosa y humillante. Sin embargo, como los comi-

sionados celebraron sin autorización mía un convenio y reconocieron grados militares y una deuda de 15,000 pesos, quizá mis enemigos me echarán la culpa de todo esto, si no se traen á la vista mis instrucciones, de las cuales hay una copia en la Secretaría de Relaciones Exteriores. Lo mismo digo de la *mediación* del gobierno ecuatoriano de que habla el convenio, mediación que sólo puede fundarse en una carta escrita por el general Flores desde Guayaquil al coronel Herrera. Yo nunca la he querido, y sólo convine con dicho general en que escribiese particularmente á sus amigos, interesándoles en el buen éxito de la comisión de Pineda y Parra. Es natural que estos señores den cuenta de su conducta al Gobierno y expliquen lo ocurrido, para que no se me crea ni muy tonto ni más sabido de lo que es regular.

(Al mismo. — Quito, 24 de Mayo de 1842.)

Llegaron á Guayaquil los señores Tomás Herrera y Carlos Icaza, y el primero se puso inmediatamente en camino para esta ciudad, en donde se le aguarda de hoy á mañana. Dícese que viene muy quejoso y con ánimo de exigir que el general Flores y yo salgamos á la *evicción y saneamiento* del convenio de 31 de Diciembre último. Calcule usted en las que me voy á ver por patriota y por entremetido. El general Flores, que no le gusta estarse quieto ni guardar circunspección en nada, se propone recibirle con demostraciones de la más grande estimación. Yo le he dicho, y también varios de mis amigos

por insinuación mía, que puede dispensarle cuantos servicios y consideraciones personales tenga por conveniente como á un hombre desgraciado; pero que se cuide mucho de darle siquiera esperanzas de protección política, porque la Nueva Granada se ofenderá altamente de ello; y yo mismo seré el primero en armar la gresca. Veremos lo que resulte. En cuanto á mí, me encuentro dispuesto á visitar á Herrera y á servirle con mis intereses, si me ocupa; porque habiéndome dado una gran prueba de deferencia en someterse al Gobierno á virtud de mi excitación, sería una villanía tratarle con desdén en la adversidad. Los deberes morales y sociales no están en pugna con los deberes políticos, y yo he sido primero caballero, por carácter y por principios, que diplomático.

(Al mismo. — Quito, 31 de Mayo de 1842)

Llegó Tomás Herrera é inmediatamente me visitó. Al ver su moderación, su buen sentido y su patriotismo, se ha renovado el disgusto que he tenido por los insultos que se le han prodigado en Bogotá. Si el general Herrán es consecuente con lo que en varias cartas ha manifestado á dicho Herrera, tiene que volver sobre sus pasos el Gobierno respecto del Istmo, cuyos negocios me han mortificado y me mortifican demasiado, porque muchos señores de aquellas provincias me han escrito requiriéndome para que les garantice la amplia amnistía que les ofrecí. Herrera me ha hablado también sobre esto, pero con tanta discreción que me ha cautivado. En Panamá

pudo haberse hecho una reacción, y si no se llevó á efecto, fue porque él la impidió. Sin embargo de esto, todavía tratan los chisperos de Bogotá de comprometerle á que sea faccioso.

Recibí el cuaderno de las conferencias con Villa, pero no los papeles de la polémica de Gómez con Acevedo, que serán curiosos. Por lo que veo, Bogotá está más embochinchada que en tiempos de los *pateadores* y *carracos*; ni puede ser de otra manera no habiendo gobierno.

(A D. Pedro Rodríguez, Gobernador de Pasto. — Quito, 17 de Mayo de 1842.)

Aunque respecto de mí he sentido que en mi patria no se me haya tratado con todos los miramientos á que he procurado hacerme acreedor, especialmente en la *cuestión Panamá*, no por eso seré menos patriota ni dejaré de servir en cuanto se me considere útil, á pesar del achacoso estado de mi salud. Mi delicadeza, mi pundonor y mi lealtad se ofenden en verdad con las injusticias de algunos de mis compatriotas, como la del diputado que propuso se me juzgase porque bien ó mal volví á la unión granadina dos provincias importantes, sin una gota de sangre, sin una lágrima, sin el gasto de un centavo; pero mi corazón y mi alma pertenecen inviolablemente á mi patria.

El último acto importante del Doctor Cuervo

durante su permanencia en Quito fue solicitar del Perú, en virtud de órdenes é instrucciones especiales, la extradición de Obando. Hízolo por nota de 16 de Abril de 1842, recordando que este caudillo se había fugado de la cárcel donde se hallaba á consecuencia de la ruidosa causa que se le seguía por el asesinato del mariscal Sucre, para hacerse cabeza de la revolución que acababa de asolar el país, y que, no contentándose con esto, al ver frustrados sus planes, continuó desde el momento de su llegada al Perú animando á la rebelión, y emprendió la tarea de infamar en los periódicos de Lima al Gobierno de su patria. Esta gestión no tuvo efecto alguno, por que el gobierno del Perú, en medio de los temores que corrían de una guerra próxima con el Ecuador, se prometía que Obando le sería de grande auxilio, encendiendo de nuevo la guerra en Pasto y distra- yendo por ese lado al enemigo.

La legación del Ecuador fue para el Doctor Cuervo un verdadero potro, donde estuvieron á prueba su destreza como hombre público y su paciencia como particular. Tocóle sufrir largas y repetidas incomunicaciones con su Gobierno, privado á veces de los recursos necesarios, y sin « tener más guía que su conciencia ni otra regla de conducta que su patriotismo »; y luchar sin tregua con el Gabinete ecuatoriano, compuesto en general de personas de no muy clara inteligencia, que tomaban por proezas de alta diplomacia lo que no era las más veces sino vulgaridad y pequeñez; y para colmo de amargura ver

que sus actos, disfrazados ó mal interpretados, eran objeto de las más encontradas acusaciones por parte de los círculos exagerados de su patria. Si defiende la dignidad nacional y se opone á que las tropas ecuatorianas penetren hasta Popayán y aun lleguen á Bogotá, dicen que está de acuerdo con Obando ; si en fuerza de las circunstancias y como el menor de los males continúa la política iniciada antes sin su intervención y da instrucciones al Gobernador de Pasto para que obre de conformidad con Flores, le condenan por vendido á los ecuatorianos ; si ardiendo en patriotismo pide al Gobierno que mitigue el furor contra los vencidos y comience el reinado de la clemencia y la reconciliación, gritan que es mal defensor de la legitimidad ; y entretanto los revolucionarios á quienes frustra sus planes, vomitan contra él odio y calumnia. Pero él con valor se sobrepone á todo, y escudado con la rectitud de su conciencia y con los felices resultados que ha obtenido, aguarda que se calmen los ánimos para alcanzar justicia de sus conciudadanos ; sin olvidar poner á salvo en los países americanos su buen nombre y los derechos de su patria. A este efecto hizo en Quito con el título de *A los pueblos de América* varias publicaciones en que se contienen los documentos más importantes sobre nuestras relaciones con el Ecuador en aquella época.

Si en su posición oficial echó menos algunas veces en Quito los miramientos que le eran debidos, privadamente todos, del general Flores abajo, se compla-

cian en cultivar su amistad y no dejaban pasar ocasión de obsequiarlo á él, lo mismo que á su secretario particular don Antonio Álvarez y á don Pedro María Moure, que como amigo lo acompañó por algún tiempo. El señor Moure, que ha muerto poco ha en París, nos refería con su memoria prodigiosa las finezas de que fueron objeto desde su llegada á Guayaquil, agregando que en los días de más acalorada lucha parecía que se multiplicaban las muestras de aprecio, como en desagravio de las malas obras del Gobierno. El Doctor Cuervo por su parte, culto y galante, sabía granjearse las voluntades y corresponder los agasajos, demostrando la estimación que abrigaba por el pueblo ecuatoriano. Con su genial amor á todos los ramos de educación y cultura, no limitado por fronteras ni ahogado por celos de nacionalidad, asistía puntualísimamente á los actos literarios de los colegios, y honraba y estimulaba á los aficionados á las letras, llevando su deseo de complacer hasta dar en su casa lecciones privadas á los hijos de algunos amigos; visitaba los obradores de los artistas quiteños y pagaba generosamente sus obras, y tenía para todos palabras de estimación y aliento.

DOCUMENTOS

I.

CERTIFICADO DE ESTUDIOS.

Nós los Doctores Juan Fernández de Sotomayor Examinador sinodal de este arzobispado y de los obispados de Cartagena y Santamarta, canónigo Doctoral de esta Santa Iglesia Catedral Metropolitana de Bogotá, y Rector Regente de estudios de este Colegio mayor del Rosario, Antonio Maria Herrán Capellán mayor del Monasterio de Carmelitas, Vicerrector y Consiliario primero del mismo Colegio, José Sanz de Santamaria Contador departamental del de Cundinamarca, y Consiliario segundo, y el Bachiller en artes, Presbítero José Maria Villamizar Consiliario tercero como Colegial más antiguo por el impedimento del propietario :

Siendo justo y de razón que á los hijos de este Colegio que por su singular aplicación, talentos y conducta se han distinguido, se les franqueen los documentos con que debidamente puedan acreditar estas mismas apreciables circunstancias, los progresos literarios de su carrera, y las distinciones que hayan merecido, y concurriendo éstas en el Señor Doctor Rufino Cuervo, natural de la provincia de Bogotá, hijo de legítimo matrimonio de los Señores Antonio Cuervo y Nicolsa Barreto, por las presentes hacemos saber :

Que por los años de mil ochocientos diez y nueve, vistió la beca de este Colegio, previa la correspondiente información ;

Que cuando pasó á este Colegio, estaba ya graduado de Bachiller en Leyes en el Seminario de San Bartolomé, donde, habiendo vestido la beca en mil ochocientos nueve, estudió la lengua latina, cursó filosofía, y jurisprudencia civil y canónica hasta graduarse de bachiller en artes, después de concluidos los tres años, y defendiendo un acto público de conclusiones en sagrados cánones ; y mereció por sus grandes talentos se le confiase la oración de estudios en el año de mil ochocientos diez y siete ;

Que en este Colegio del Rosario continuó y concluyó el segundo curso de derecho canónico, en que obtuvo el grado de Doctor el año de mil ochocientos diez y nueve ; que en seguida estudió derecho público y defendió conclusiones con bastante lucimiento en mil ochocientos veinte ; que en el año de mil ochocientos veintiuno pronunció la oración de estudios ; que ha sido catedrático de gramática latina por el tiempo de tres años con notable aprovechamiento de la juventud que fue á su cargo, y presidió un acto público de Retórica que desempeñó su discípulo con singular aceptación ; que después de haber hecho dos oposiciones á la Cátedra de Filosofía ha obtenido y regentado por tres años la que hoy es á su cargo con el mejor y más exacto desempeño, como lo han acreditado los cursantes que han sido sus discípulos en los actos privados y públicos y señaladamente en los exámenes generales del año anterior y el corriente, con la recomendación de haber leído el primer año sin renta ni gratificación alguna, como antes lo había hecho con la de latinidad, manifestando así el amor á su Colegio y á la juventud estudiosa, que siempre ha mirado con interés, según lo comprobó sin ser todavía catedrático en los actos interiores que presidió en geometría y Sagrada Escritura ; que ha replicado por su colegio en los

actos públicos de los otros, manifestando en ellos sus grandes talentos y muy buena erudición ; y ha sido empleado en las elecciones anuales en la Consiliatura tercera, que actualmente ejerce por la reelección que recayó en él en Diciembre último ;

Que por su concepto con las autoridades y el Supremo Gobierno, se le ha distinguido con los destinos de Juez político, Regidor de la ilustre Municipalidad de esta Capital, Fiscal de la Corte superior de Justicia del Centro, y Director general de estudios que hoy desempeña.

En fin, que por todas estas cualidades y muy particularmente por su amor á esta casa de educación, le consideramos acreedor á este público testimonio que le hemos mandado librar, firmado de nuestras manos, sellado con el sello mayor de este Colegio, y refrendado por nuestro infrascrito Secretario, en la Ciudad de Bogotá á treinta días del mes de Junio del año de mil ochocientos veinticinco — décimo quinto.

JUAN FRNZ.	ANTº. HERRAN.	F. SANZ
DE SOTOMAYOR, RECTOR.		DE SANTA MARIA.
JOSÉ Mª. VILLAMIZAR.	JUAN Mª. PARDO,	
	Secretario.	

II.

TÍTULO DE ABOGADO.

La República de Colombia, y en su nombre la Alta Corte de Justicia.

A este supremo Tribunal ocurrió el Doctor Rufino Cuervo con la pretensión y documentos, cuyo tenor es el siguiente : In nomine Sanctissimae Triadis, nec non Beatae Mariae sem-

per Virginis, et Angelici nostri Praeceptoris, Salutem etc. Rector, et Universitas fundata auctoritate Pontificia, in Collegio ordinis Praedicatorum Sancti Thomae, Civitatis de Bogotá, Metropolis Reipublicae de Colombia, quibuscumque praesentes litteras inspecturis pariter et audituris, salutem in Domino. Cum ipsa aequitatis ratio jure suo postulet, ut pro gloriosis virtutum, litterarumque meritis, et pro laboribus in eisdem comparandis strenue perpessis, illustre dignitatis et honoris praemium largiamur; omnibus, et singulis, quorum poterit interesse, tenore praesentium notum facimus, quod personaliter constitutus Vir, purus ab omni macula sanguinis, atque legitimis e natalibus descendens Dominus Licentiatu^s Rufinus Cuervo, atque suis certificationibus, quibus liquet se necessarios in Jure Canonico cursus audivisse in Universitate approbatis, caeterisque praerequisitis, juxta ipsius morem, rite, recteque peractis gradum, et insignia Doctoratus in eadem facultate in hoc Collegio recepit cum solita solemnitate, anno millesimo octingentesimo decimo octavo die vigesimo nono mensis Novembris, conferente praedictum gradum R. A. P. M. Fr. Ioanne Joseph Roxas, Dominicano, Collegii, et Universitatis Rectore; prius tamen fidem Catholicam, tactis sacrosanctis Evangeliiis, solemniter, ac de verbo ad verbum professus est, solita praestitit juramenta, ac insuper de servanda, tuendaque constitutione nostrae Reipublicae de Colombia; nec non immaculae Virginis Mariae Conceptione in gratiam defendenda. In cujus fidem praesentes litteras, appositione nostri nominis, sigillo Universitatis munitas, ac per Secretarium subscriptas, ipsi Domino Licentiato Rufino Cuervo dari jussimus in praedicta Bogotensi Civitate, die secunda mensis Augusti anno Domini millesimo octingentesimo vigesimo tertio — decimo tertio. — Fr. Joachimus Galvez Rector ac Regens. — Hay un sello. — Registratae libro decimo folio centesimo trigesimo sexto a tergo de mandato

Domini mei Rectoris Fr. Antonius Maria Gutierrez Secretarius Universitatis. = Señor Rector: Rufino Cuervo, Cate-drático de Filosofía en este Colegio Mayor, ante Usía digo: Que teniéndome que recibir de Abogado en estos días, y siendo preciso acreditar la edad que exige la ley de Tribuna-les, se ha de servir Usía mandar que por el Señor Secretario se me de un tanto de mi partida de Bautismo, que se halla en el archivo de este Colegio. A este fin á Usía suplico provea como solicito, etc. Rufino Cuervo. = Colegio de Nuestra Señora del Rosario, Agosto seis de mil ochocientos veinte y tres. — Dése. — Sotomayor. — Ante mí, Pardo, Secretario. — En cumplimiento del decreto anterior yo el infrascripto Secretario de este Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario certifico: que en el archivo de mi cargo se halla una partida que á la letra es como sigue: El Cura Vicario del pueblo de Tibirita, jurisdicción de la ciudad de Santafé, etc. — Certifico en forma de derecho para los Señores que la pre-sente vieren, que en los libros parroquiales de mi cargo de esta Iglesia donde se asientan las partidas de bautismo de españo-les á fojas mil y una, se halla la partida siguiente: Tibirita Julio veinte y ocho de mil ochocientos uno, bauticé solem-nemente á un niño que nació hoy, y puse por nombre José Rufino, hijo legítimo de Don Antonio Cuervo y de Doña Nicolasa Barreto; fueron padrinos Don Francisco Tomás Barreto y Doña Rita Barreto. Doy fe. El Doctor Barreto fue apoderado del Doctor Cuervo. Fray Isidro de la Concepción. Hay una rúbrica. Y al margen José Rufino. Es fiel copia de su original, de donde se sacó, á que, en caso necesario me remito, dada á pedimento verbal de la parte en Tibirita á veinte y dos de Enero de mil ochocientos diez y nueve. José Luis Reynoso. — Es copia de su original, á que me remito. Bogotá Agosto once de mil ochocientos veinte y tres. Juan Maria Pardo. = El Doctor Sebastián Esguerra Abogado de

los Tribunales de la República y Jefe Político de la Capital de Bogotá y su Cantón: Certifico y juro: que el Doctor Rufino Cuervo ha asistido á mi estudio en la clase de practicante desde el veinte de Agosto de mil ochocientos diez y nueve hasta el día trece del presente, en cuyo tiempo ha dado pruebas de su aplicación y adelantamiento en los negocios forenses. Y para que lo haga constar donde convenga, doy la presente, que firmo en la ciudad de Bogotá á catorce de Agosto de mil ochocientos veinte y tres. — Doctor Sebastián Esguerra. = El Doctor Ignacio Herrera, Ministro de la Corte Superior de Justicia del distrito del Centro, Catedrático de Derecho Patrio en el Colegio Mayor del Rosario, etc. Certifico y en caso necesario juraré: Que el Doctor Rufino Cuervo ha asistido á la clase de mi cargo desde el diez y ocho de Octubre de mil ochocientos diez y ocho hasta el veinte y dos de Julio de mil ochocientos veinte, en que defendió públicas conclusiones de varias cuestiones de Derecho Político con bastante lucimiento, dando pruebas de su talento y aplicación. Porque conste y haga fee ante los que la presente vieren, firmo en Bogotá á doce de Agosto de mil ochocientos veinte y tres. — Ignacio Herrera. = Excelentísimo Señor: Rufino Cuervo de esta vecindad ante Vuecelencia con el debido respeto y como más haya lugar parezco, y digo: Que habiéndome dedicado desde mis tiernos años á la carrera de las letras, he sufrido los trabajos y penalidades anexas á ella, sólo con el fin de lograr los premios que ella proporciona, como una recompensa del que más se ha distinguido en ellas. Estudié el Derecho Canónico y fui condecorado con el grado de Doctor, cuyo título presento; pero nada satisfecho con un grado que apenas me proporcionaba salir de la clase de estudiante, no dudé un momento seguir el camino cuya puerta se me abría para una honrosísima carrera que coronase con ventaja el fruto de mis tareas. A este fin comencé á practicar, y

estudié dos años de Derecho Patrio para ser admitido al examen de Abogado, como lo acreditan los certificados de los letrados que solemnemente presento, suplicando á Vuecelencia se digne acceder á mi solicitud, prefijándome día para el examen de Abogado, y esto es lo que en justicia á Vuecelencia suplico provea como solicito, habiendo por presentados los certificados, el título de Doctor y partida de Bautismo, etc. Rufino Cuervo. — Nicolás Llanos. = De esta solicitud y documentos se dio vista al Ministerio Fiscal, quien expuso lo que con su consiguiente superior auto es así: — Excelentísimo Señor, — El Doctor Rufino Cuervo acredita haber nacido desde el año de mil ochocientos uno, y tener en consecuencia la edad exigida por la ley. También acompaña su título de Doctor en Derecho Canónico obtenido desde el año de mil ochocientos diez y ocho, y después ha practicado todo el espacio de tiempo necesario, ya bajo la dirección del Catedrático de Derecho Patrio del Rosario, y ya en el estudio del Abogado Doctor Sebastián Esguerra. Por tanto el Ministerio pide que accediéndose á su solicitud, se designen los tres letrados ante quienes preste el primer examen prevenido en el artículo noventa de la ley de Tribunales, para que después tenga lugar el que ha de hacerle el Tribunal. Bogotá, Agosto diez y seis de mil ochocientos veinte y tres. — Doctor Azuero. = De conformidad con lo expuesto por el Señor Fiscal, se nombra para el examen prevenido en el artículo noventa de la ley de Tribunales á los Doctores Pedro San Miguel, Felipe Gregorio Alvarez del Pino y Juan Bautista Estévez, á quienes se pasará el aviso correspondiente. — Doctor Peña. = Lo proveyó la Alta Corte de Justicia de Colombia, y lo firmaron y rubricaron los señores Jueces que la componen. — Trujillo. = Y todos tres sentaron este informe: — Excelentísimo Señor: En cumplimiento del auto de seis del corriente, y en conformidad del párrafo cuarto, artículo noventa, título octavo de

la ley orgánica, hemos procedido al examen del Doctor Rufino Cuervo, y lo hemos hallado bastante impuesto en la materia de la profesión de Abogado á que aspira, mereciendo por lo mismo nuestra aprobación. Es lo que podemos informar á la Superioridad de Vuesealencia. Bogotá Agosto diez y nueve de mil ochocientos veinte y tres. — Felipe Gregorio Alvarez del Pino. — Pedro de San Miguel y Cacho. — Juan Bautista Estévez. = Por auto de veinte del mismo mes se previno al interesado que ocurriese al estudio del Señor Fiscal á sacar autos, lo que hizo tocándole unos sobre materia de la propiedad de una casa, con los que, y su competente memorial ajustado, se presentó personalmente ante este Supremo Tribunal, y se practicó esta diligencia: — En la Ciudad de Bogotá en veinte y cinco de Agosto de mil ochocientos veinte y tres; habiéndose presentado personalmente en esta Alta Corte de Justicia el Doctor Rufino Cuervo á efecto de prestar el examen de ley, y traído consigo el expediente de que se hace mérito en la anterior diligencia con su correspondiente memorial ajustado, se le hizo el examen prevenido en el artículo noventa, parágrafo quinto de la ley orgánica; cuyo acto verificado á puerta abierta, y habiendo obtenido la aprobación del Tribunal, se procedió á recibirle el juramento, que hizo conforme á derecho, ofreciendo sostener y defender la Constitución, cumpliendo fiel y exactamente los deberes de Abogado con arreglo á las leyes; quedando advertido que podrá ejercer la profesión de tal en toda la República después de haber manifestado su despacho, y que se tome razón de él en las Cortes superiores de Justicia de sus distritos. Firman los Señores Jueces y el interesado por ante mí, de que certifico. — Doctor Félix Restrepo. — Doctor Miguel Peña. — Doctor Vicente Azuero. — Doctor Rufino Cuervo. — Marcelino Trujillo. = Por tanto fue acordado el que se debía librar el presente título, por el cual se aprueba y recibe por tal Abo-

gado de la República al Doctor Rufino Cuervo mediante á concurrir en él las cualidades y circunstancias necesarias para el efecto según las leyes y constitución de Colombia. Desde hoy en adelante, por toda su vida usará y ejercerá tal empleo mediante su buena conducta, cumpliendo lo que ofreció en el acto del juramento : llevando por su trabajo y derechos los salarios, dietas ú honorarios que le correspondan por arancel, práctica ó costumbre. Se ordena y manda á todos los Tribunales, Jueces y Justicias de la comprensión de esta República le tengan por tal Abogado de ella, tomando su consejo en lo que lo contemplen necesario, guardándole y haciéndole guardar todas las prerrogativas, exenciones, honras fueros y derechos que como á tal Abogado le competen. Dado en el Palacio de la Alta Corte de Justicia de Colombia á veinte y nueve de Agosto de mil ochocientos veinte y tres.— Enmendado — suo. — Entre renglones — mo — Doctor Vicente Azuero.—Vale.

Doctor Félix Restrepo. Doctor Miguel Peña. Marcelino Trujillo, Srio. interino.

Tomóse nota de este Título en el Libro respectivo en esta Secretaria de mi cargo : fojas 120. Ciudad de Bogotá, 6 de Septiembre de 1823.

Félix José Lotero.

S. E. la Alta Corte de Justicia de Colombia libra título de Abogado de la República en favor del Doctor Rufino Cuervo y Barreto.

III.

CERTIFICADO DE LA MUNICIPALIDAD.

Nós los individuos de la Municipalidad de esta Capital de la República de Colombia etc. etc.

Certificamos en la forma que el derecho nos permite : que el Señor Doctor Rufino Cuervo fue nombrado regidor de este Cabildo por la asamblea electoral reunida en mil ochocientos veinte y dos. En ochocientos veinte y tres sirvió este destino, desempeñando al mismo tiempo las comisiones de miembro de la Junta de Propios y Juez de Gallera. Atendido el buen manejo, fue electo Regidor Padre general de menores en Enero de veinte y cuatro, y en Octubre del mismo año obtuvo el nombramiento de Juez político de este Cantón que sirvió hasta fines de Febrero ultimo. La conducta del Doctor Cuervo, su desinterés, su patriotismo, sus luces y el más exacto desempeño en el cumplimiento de sus deberes lo recomiendan poderosamente á la consideración y aprecio de sus conciudadanos. Y para que conste y obre los efectos convenientes damos la presente en la ciudad de Bogotá á diez y nueve de Mayo de mil ochocientos veinte y cinco, décimo quinto de la libertad é independencia.

*Pedro Carrasquilla. Juan Manuel Carrasquilla. J. N. Suescún.
Juan Rolderos. Clemente Malo. Vicente Carrizosa. José G.
Leyva. J. M.º Calvo.*

IV.

OTRO CERTIFICADO.

República de Colombia. La Comisión principal de Repartimiento de Bienes Nacionales,

Certifica: Serle constante la actividad y celo con que el señor Fiscal de esta corporación Doctor Rufino Cuervo ha desempeñado las funciones de su ministerio desde el día 3 de Octubre de 1823 hasta la fecha, despachando multitud de expedientes, no obstante las graves ocupaciones que le rodean:

que su concepto ha merecido siempre la aprobación de esta junta, y siendo un exacto defensor de los intereses nacionales, ha propendido por cuantos medios han estado á su alcance á la conservación de ellos ; y últimamente que no se le ha advertido la menor falta, manejándose con la mayor puntualidad, honor y acierto. A pedimento verbal del interesado se le da la presente en Bogotá á seis de Mayo de mil ochocientos veinte y cinco.

El Presidente, *Joaquín París*. El 1.^{er} vocal *J. M. Briceño*. Al 2.^o vocalle es constante lo que se expresa desde que sirve como tal, *Vicente González*.

V.

SOCIEDAD FILANTRÓPICA *.

Al Señor Secretario de la Sociedad Filantrópica Doctor Rufino Cuervo.

Bogotá, Enero 2 de 1827.

Tengo el honor de contestar la nota de usted del 1.^o del

* La Sociedad Filantrópica, establecida en Diciembre de 1824, tenía por objeto difundir la educación primaria, para lo cual se consagró de preferencia á propagar el método lancasteriano y traducir y publicar silabarios, estimulando y empeñando en su propósito á los intendentes y gobernadores. Figuraron entre sus miembros más eminentes D. José Rafael Revenga, que presentó á la Sociedad una memoria sobre los medios de propagar las escuelas de enseñanza mutua en toda Colombia, perfeccionarlas y auxiliarias recíprocamente ; y el prebendado D. José María Estévez, que la presidía cuando se inscribió el Doctor Cuervo (17 de Octubre de 1825).

presente diciendo: que con esta misma fecha he oficiado al señor Subsecretario para que se haga cargo del archivo de la Sociedad, por la necesidad que usted tiene de ausentarse.

Me valgo de esta oportunidad para dar á usted las debidas gracias por el importante servicio que usted ha hecho á la Sociedad desempeñando la Secretaria con el mejor acierto; y debo añadir que al paso que me es muy satisfactorio saber que se le ha nombrado á usted para un destino tan honroso, y á que es muy acreedor, siento que la ausencia de usted nos prive de sus luces para trabajar por el bien público.

Dios guarde á usted muchos años.

José María Estévez.

VI.

UNIVERSIDAD DE POPAYÁN.

La Junta de Gobierno de la Universidad departamental del Cauca de acuerdo en sesión de este día,

Certifica: que el Señor Doctor Rufino Cuervo desde que vino á esta ciudad de Fiscal de la Corte de Justicia del Departamento se ha manejado con una conducta intachable, así en lo moral, como en lo político, dando pruebas evidentes de la sanidad de sus principios religiosos, de su adhesión á la causa de la libertad y de su celo por la observancia de las leyes y obediencia á las públicas autoridades. Que propuesto por la subdirección de estudios para Secretario de esta Universidad y Catedrático de legislación universal y de legislación civil y penal, y confirmado por el Gobierno para ambos destinos, los ha servido gratuitamente á satisfacción de esta junta, particularmente la cátedra de legislación, contrayendo en ella un

mérito muy distinguido por la asidua asistencia, método, buen gusto y exactos conocimientos con que ha instruido sólidamente á sus discípulos ; de cuyo aprovechamiento son pruebas irrefragables los dos certámenes que presentó en los días 19 y 20 de Julio último, que merecieron la aprobación de la Subdirección de estudios y de las personas ilustradas, y el aplauso general de todos los ciudadanos. La Junta de Gobierno aprecia altamente los distinguidos servicios que ha prestado á este Departamento el Señor Cuervo, consagrándose á la instrucción de su juventud en uno de los más importantes ramos de la Jurisprudencia y coadyuvando muy eficazmente en el establecimiento y progresos de la Universidad. La Junta de Gobierno asegura además que la opinión pública ha manifestado ya la gratitud general con que todas las personas amantes de la ilustración miran los servicios del memorado Señor Cuervo, y muy particularmente los padres de familia.

Popayán, 2 de Agosto de 1828.

El Rector de la Universidad, *José Antonio Arroyo*. El Vicerrector, *Manuel José Mosquera*. *Manuel Mariano Urrutia*. *José M.^o Gruesso*. *Joaquín Fernández y Soto*. *José Cornelio Valencia*. *José Vicente Cobo*. *Manuel M. Muñoz*, Pro-Secretario.

VII.

PERSECUCIONES DE 1831 Y 1832.

Colombia. — Estado de la Nueva Granada. — Ministerio de Hacienda. — Bogotá Diciembre 21 de 1831.

Al Sr. Gobernador de la provincia de Bogotá.

Reservadísima.

Entre las facultades que por decreto reservado de 29 del

pasado, ha confiado la Convención al Poder Ejecutivo, para tomar medidas de seguridad, se encuentra un artículo del tenor siguiente:

« Separara de sus destinos á los empleados civiles que por sus hechos u opiniones contrarias, hayan manifestado ser desafectos al gobierno constitucional, y de quienes se tema fundadamente que no le servirán con la fidelidad y actividad necesarias al bien publico ».

En tal virtud deseando Su Excelencia el Vicepresidente proceder en este asunto de un modo que esté en consonancia con la justicia, me ha ordenado prevenir á V. S. que sin la menor consideracion ni demora le informe individualmente de la conducta política de todos los empleados en el ramo de hacienda, es decir, conforme al citado Artículo, en el concepto que este informe debe V. S. evacuarlo por los conocimientos que tenga de los empleados, tanto por sus propias observaciones, como de las noticias que haya adquirido, ó por la voz pública ; y de ningún modo pidiéndolo á los jefes de las oficinas, porque sería motivo para que se demorase.

Su Excelencia espera del patriotismo de V. S. que cumplirá esta orden con la reserva que ella merece y con la exactitud que corresponde.

Dios guarde á V. S.

Diego F. Gómez.

Al Sr. Ministro de Estado en el Despacho de Hacienda.

Bogotá 23 de Diciembre de 1831.

Reservado.

Muy difícil me es ciertamente poder informar á V. S. como me lo previene en su oficio fecha de antes de ayer, sobre los

empleados en el ramo de hacienda, que por su desafección al Gobierno constitucional no puedan servir con fidelidad y actividad á la Patria. Necesario sería para esto oír el informe de los jefes de las respectivas oficinas, quienes con el conocimiento inmediato que tienen de sus subalternos, podrían suministrar noticias exactas en el particular ; mas como V. S. quiere que se omita este paso, de mucha importancia en mi concepto, le hablaré solamente de un modo general acerca de las oficinas de hacienda, por carecer de datos particulares que sean bien justificados, para no comprometer la exactitud y veracidad del Jefe de la Provincia.

Sin exageración puedo asegurar á V. S. que hay una absoluta necesidad de que el Gobierno fije sus miradas y dicte medidas enérgicas para el arreglo en la buena administración de las rentas. Estas se hallan en un atraso lamentable, efecto necesario de la ineptitud de unos empleados y de la poca pureza de otros. Yo no individualizaré personas porque, como he dicho, era preciso para ello una observación diaria, á que no he podido consagrarme ; pero generalmente se nota que el empleado no trata más que ó de percibir su sueldo con una anticipación que ofende á otros servidores que están muy atrasados en sus pagos, ó de hacer su propio negocio á costa de la nación. Así vemos que se asiste al despacho, cuando más dos ó tres horas, tiempo que se gasta en conversar y fumar ; á otros les vemos hacer gastos muy superiores á la renta y entradas que disfrutan, y nunca oímos que se persigan los contrabandos, que se trabaje con actividad, que se procure el aumento de las rentas, que se den informes importantes al Gobierno sobre las reformas que sean necesarias, y que haya exacto cumplimiento en el desempeño de los respectivos deberes.

No hay patriotismo, Señor, en nuestros empleados : el egoísmo, la ineptitud y la pereza tienen en sus manos el pri-

mer elemento de prosperidad pública con que debía contar el Gobierno. Es de necesidad, de una urgente necesidad, que se trate de corregir estos abusos. Yo querría ser el censor de ellos, porque amo á mi patria sobre cualquiera otra consideración, pero en la impotencia de serlo por los mil y mil negocios que con la más constante actividad no alcanzo á desempeñar, creo de mi deber indicar á V. S. la conveniencia de que se nombre un visitador íntegro é ilustrado, con el exclusivo deber de que visite todas las oficinas de hacienda de esta Capital, examine sus archivos, sus libros, sus cuentas, el manejo y disciplina particular de ellas, la honradez y capacidad de sus empleados, los abusos que note, las mejoras que juzgue indispensables, y cuanto más crea conducente al fomento y prosperidad de las rentas.

Esta medida es muy útil y saludable, y no adoptándose, cualquiera otra es defectuosa y no surte los importantes efectos que se ha propuesto el Gobierno en la citada comunicación de V. S. á que contesto.

Dios guarde á V. S.

Rufino Cuervo.

Bogotá, 7 de Diciembre de 1831.

Señor Doctor Estanislao Vergara.

Reservado.

Mi muy querido amigo: En ejecución del decreto de la Convención sobre medidas de seguridad, el Gobierno ha dispuesto la expulsión de unas personas y el confinamiento de otras. Ha habido algunas intrigas contra usted, pero sus buenos amigos han metido el hombro y se ha conseguido que permanezca usted en esa hacienda, confinado. También se le ha privado de su destino, pero esto no es del caso; van á

nombrar los Ministros de la Alta Corte y de la Corte de Apelaciones, y quizá no quedan parados tres de todos los que hay. Aunque el Gobierno quiere que usted quede bajo la inspección del Jefe político de Cipaquirá, nada he comunicado á este Jefe, por evitar molestias de notificación, etc. Manténgase usted, pues, con tranquilidad al lado de mi señora Teresita, del Sr. D. Manuel y de toda la familia, á quienes saludo cordialmente, y viva seguro que siempre soy su amigo, y tengo placer de repetírselo en esta época, y que estando yo de por medio tendrá usted seguridad y paz.

B. L. M. de V.

Rufino Cuervo.

Bogotá 2 de Abril de 1832.

Sr. Dr. Estanislao Vergara.

Mi siempre estimado amigo : He estado ausente algún tiempo y á mi regreso á esta ciudad supe que la Convención había decretado una amnistia, y con tal conocimiento hablé con el señor Márquez para que se levantara á usted el confinamiento de que sólo está impuesto por mi carta particular, dirigida en 7 de Diciembre último. Dicho señor me ha dicho que desde luego ejercerá este acto de justicia, siempre que usted dirija su petición, como lo han hecho otros en el mismo caso. Espero, por tanto, que usted me la envíe reducida á cuatro palabras, manifestando que el Gobernador de la provincia le comunicó la providencia de confinamiento, y que conforme al decreto de la Convención es llegado el caso de que se le levante. Yo cuidaré de su pronto despacho y remisión, para tener el gusto de verlo muy pronto con su familia y amigos.

Estoy nombrado segunda vez Gobernador de la provincia, y aunque he renunciado, quizá me comprometan á servir. De todos modos soy siempre su amigo deseoso de ocuparme en servirle.

Tenga la bondad de ponerme á los pies de mi señora Teresita, á quien con mi Maria Francisca saludo afectuosamente.

Rufino Cuervo.

Bogotá, Abril 14 de 1832.

Sr. Dr. Estanislao Vergara.

Mi muy querido amigo : Tengo el gusto de remitir á usted, como le ofrecí, el salvoconducto que le ha expedido el Poder Ejecutivo. Celebraré mucho que con él pueda pasearse y divertirse, y ojalá viniera á esta ciudad, siquiera por un par de dias, á ver á sus amigos. Lleno de mil ocupaciones no puedo escribirle más largo. Sirvase saludar á mi señora Teresita, al Sr. D. Manuel y demás familia, y reciba el distinguido afecto con que soy de usted invariable amigo y obediente servidor.

Rufino Cuervo.*

Oratorio Abril 29 de 1832.

Señor Doctor Rufino Cuervo.

Mi estimado amigo : Con la apreciable de usted fecha 14 del

* De estas tres cartas del Doctor Cuervo nos ha facilitado copia, con bondadosa espontaneidad, la familia del Señor Vergara.

que acaba, recibí el salvoconducto que usted tuvo la bondad de conseguirme, por cuyo favor repito á usted las más sinceras gracias. Usaré de él no para pasearme, sino para lo que exijan mis asuntos, y nunca lo haré para ir á Bogotá, porque no quiero dar pretexto, para que (á mi costa) otros hagan el sacrificio de su sensibilidad, como ha dicho el doctor Soto, que lo hicieron los convencionistas para decretar mi confinación y la de los demás. Mi anhelo, mi única aspiración es la de vivir ignorado de todos, y sólo podré lograrlo estando lejos de la sociedad. Pasaré por el disgusto de no ver á usted y á los otros muy pocos amigos que tengo en ésa; pero en cambio disfrutaré del gran beneficio de la tranquilidad y quietud, en que seguramente se interesarán usted y mis otros amigos.

He visto con placer que usted admitió por fin el gobierno y lo está desempeñando. Deseo que usted tenga tanto acierto en él que su reputación no mengüe, sino que antes bien se aumente cada día; y será para mí de la mayor satisfacción ver á usted colocado en los más distinguidos puestos del Estado.

Celebraré que mi señora Francisca (c. p. b.) y los niños etc.

Estanislao Vergara.

Bogotá Mayo 18 de 1843.

Señor Dr. Rufino Cuervo.

Mi apreciado señor: Contestando su nota de 6 del presente mes sobre lo que dice el ex-general José María Obando, concerniente á mí á la página 136 de sus apuntes para la historia, digo: que tuve parte en la revolución del año de 30, que fue general en la República. Omito hablar de los moti-

vos y de las circunstancias que me condujeron á ella por no ser del caso : los objetos fueron tres principalmente : integrar á Colombia ; que no se persiguiese al Libertador, á quien hombres ingratos tenían acosado, abusando de las circunstancias y faltando abiertamente á las leyes ; y que se castigasen los asesinos del general Sucre, de los que Obando era el principal. En el año de 31 habiendo faltado el Libertador y con él la posibilidad de reintegrar la nación, se hicieron las capitulaciones de Apulo, que fueron violadas escandalosamente : desde que ellas se hicieron, obedeci al nuevo orden de cosas y me retiré á mi casa. No me oculté del Gobierno, de quien tuve tres salvoconductos para permanecer en esta capital sin ser molestado, y hubiera contestado cualquier cargo que se me hubiera hecho legalmente ; el desorden dio lugar á que personas ruines se quisieran distinguir, haciéndome varias visitas domiciliarias, yéndome á asesinar á las once de la noche con más de cien hombres, en casa de un amigo, poniéndome fuera de la ley, etc. Como los que gobernaban me hubiesen asegurado que tales hechos habian sido ejecutados sin su conocimiento, me fue preciso ocultarme, esperando que la reunión de la Convención pusiese término á la anarquía ; ésta se reunió y en vez de poner freno, fue el foco de pasiones, dejando un testimonio vergonzoso de venganzas. En tales circunstancias autoricé á mi amigo el doctor Manuel Alvarez Lozano para que dijese á usted, como Gobernador que era entonces, que si nos entendíamos decentemente y se me daban seguridades en mi persona, me presentaria, lo que hice en consecuencia de haberlo usted prometido. Entonces se me intimó que debía salir de la República de Colombia y se me ofrecieron quince dias para arreglar mis negocios en ésta, y que iría sin escolta y sin que se me molestase hasta la costa. Por parte de usted se cumplió, pero no fue asi en el tránsito hasta mi llegada á Cartagena, en donde tuve la desgracia de

encontrar un gobernador que, habiendo reclamado mis derechos como granadino, bautizado en la catedral de Bogotá y en virtud de la constitución publicada, me dijo que él era militar y no sabía más que obedecer á sus superiores. Fui, pues, arrojado de mi país natal, no obstante el título de garantías constitucionales.

Creo que la ligera reseña que he hecho, manifiesta que es falso lo que dice Obando con respecto á que usted me hubiese vendido. Sin embargo, el mismo artículo prueba el estado miserable á que había llegado esta tierra bajo la dominación caprichosa de Obando, pues si no fue, pudo ser. Los principales motivos para la expatriación del Dr. Ramírez y mía fueron el no habernos degradado retractándonos de nuestros principios y no habernos humillado ante él. En consecuencia de este acto arbitrario sin más sanción que la fuerza, he sufrido por más de diez años la expatriación y una pérdida considerable en mis intereses ; empero si hubiese estado aquí en los días que se llaman de un orden legal, hubiera corrido la desgraciada suerte de muchos otros.

Usted puede publicar, si gusta, esta contestación.

Quedo de usted con la mejor consideración muy obsecuente servidor,

Pedro Domínguez de Hoyos.

Bogotá Junio 5 de 1843.

Señor Dr. Rufino Cuervo.

Respetado Señor : Cuando mi finado hermano Manuel recibió la apreciable de usted de 6 del pasado, en que le pregunta lo que hubo sucedido respecto de la presentación del señor

Pedro Domínguez para salir desterrado de la República en 1831, lo que ha tergiversado en sus « Apuntamientos para la historia » el ex-general José María Obando ; ya se encontraba mi expresado hermano postrado por la enfermedad que lo llevó al sepulcro, por cuyo motivo no pudo contestar á usted como quería ; pero la antevispera de morir me encargó lo verificase á su nombre de esta manera :

Que aunque es cierto que en la época á que se refiere, usted lo favoreció con todo el celo de una fina amistad hasta evitarle el salir desterrado, no cuando mandaba Obando, sino gobernando el señor doctor José Ignacio Márquez, por lo que le estaba á usted sumamente agradecido ; esto no se consiguió entregando al señor Domínguez, quien ofreció presentarse voluntariamente si se le daban garantías, como usted lo ofreció y cumplió, por medio de mi hermano como amigo de ambos. Que usted ignoraba dónde se hallaba el señor Domínguez, como se ve por los lugares donde se le buscaba infructuosamente.

Y cumpliendo con esta recomendación última de mi hermano querido y en obsequio de la verdad, lo digo á usted suscribiéndome con el mayor respeto y consideración su atento servidor,

Rafael Alvarez Lozano.

VIII.

RENUNCIA DE LA GOBERNACIÓN

Colombia. Estado de la Nueva Granada. Bogotá 16 de Febrero de 1832.

Al Sr. Ministro Secretario de Estado en el Despacho del Interior.

Por tercera vez tengo que dirigirme á S. E. por conducto

de V. S. renunciando el destino de Gobernador de esta provincia. A las causales de enfermedad y de abandono de mis intereses, se agrega hoy para insistir en tal solicitud, la injusticia que se me ha hecho en la resolución de 3 del corriente atribuyéndome descuido en la administración de tabacos de esta capital. Poco más de tres meses he desempeñado la Gobernación de la provincia, y en medio de mil atenciones importantes, no he perdido de vista las oficinas de hacienda que han estado bajo mi dependencia. Visité en Noviembre último la de tabacos, asociado del Escribano respectivo, noté algunas faltas, aunque no todas, y formé expediente para cobrar las deudas existentes, oyendo al Sr. Fiscal Dr. Ramón Ortiz. En Diciembre pedí el estado mensual para ver si habían cumplido mis órdenes y no hallándolo *bueno* no le quise poner el Vº. Bº. Con estos datos y otros varios solicité del Ejecutivo en el mes próximo pasado la visita de las oficinas de hacienda, porque no era posible que los males que se advertían pudieran remediarse por el Gobernador, que tenía sobre sí varios y multiplicados deberes. ¿Qué más podía hacer un empleado celoso y honrado? El *Ministro de Hacienda* se aprovechó de mis indicaciones, decretó la visita y se consiguió el objeto que se deseaba. ¿Y cuál ha sido mi recompensa? Olvidarse de que aquella medida era parto de mi actividad, no oír mi informe en asunto tan delicado, proveer los empleos de la administración sin propuesta mía y con infracción del decreto de 13 de Septiembre último, é imputarme descuido, cuando no ha habido sino vigilancia. ¡Ojalá que todos los empleados sean tan descuidados como lo he sido yo en tres meses!

Más todavía: habiéndose creído que era poco negarme mi mérito, se ordena inconsideradamente la publicación de la resolución mencionada. En vano he buscado un fin útil é importante á este paso. ¿Qué dirá cualquiera que lo lea? Que han tenido razón los que han atribuido inmoralidad á los em-

pleados de hacienda, y ninguna aptitud para mandar á los hijos de este país.

Tales razones y el deseo de separarme de los negocios públicos me hacen dimitir formalmente el empleo de Gobernador en comisión de Bogotá, el de Ministro propietario de la Corte de Apelaciones y el de Miembro de la Dirección general de estudios. ¡ Quiera el cielo que esta ofrenda aplaque el enojo de mis gratuitos y encarnizados émulos !

Dios guarde á V. S.

Rufino Cuervo.

Colombia. Estado de la Nueva Granada. — Ministerio del Interior y Justicia. — Bogotá 18 de Febrero de 1832.

Al Sr. Dr. Rufino Cuervo.

Pues que V. ha reiterado hasta por tercera vez la renuncia del Gobierno de la Provincia de Bogotá, extendiéndola últimamente á los empleos de Ministro Juez de la Corte de Apelaciones y de adjunto de la Dirección general de estudios, S. E. el Vicepresidente ha creído justo no contrariar por más tiempo los urgentes deseos que V. le ha manifestado de desprenderse de estos destinos que tan satisfactoriamente ha sabido desempeñar. Por sus conocimientos, por su actividad y entera dedicación al lleno de sus deberes públicos, V. era sin duda llamado á ocupar por más tiempo unos puestos que reclaman hombres escogidos, pero V. se ha denegado de un modo tan decidido y absoluto que el Gobierno ha tenido que acceder á la solicitud de V., admitiéndole, como le admite, las dimisiones que ha presentado, con el tributo de las gracias más sinceras á sus importantes servicios.

Dios guarde á V.

J. Francisco Pereira.

Estado de la Nueva Granada. — Presidencia de la Corte de Apelaciones del Centro. — Bogotá Febrero 21 de 1832.

Al Sr. Dr. Rufino Cuervo.

Puesta en conocimiento de mis honorables compañeros la nota de V. fecha de ayer en que me participa haberse admitido por el Supremo Gobierno la dimisión que ha hecho del empleo que dignamente obtenía en esta Corte de Apelaciones de Ministro Juez, ha sido para todos muy sensible su separación, privándonos de sus conocimientos jurídicos y de un compañero á quien amamos con confianza y amistad. Aunque la alabanza se debe de justicia al mérito, su modestia no me permite hacer una demostración de sus eminentes cualidades, contentándome con admirar el infatigable celo y aplicación que siempre ha manifestado en el buen desempeño de sus deberes, cuyo ejemplo inflamará la emulación de los que sigan la misma honorífica carrera, y dará una justa idea de la alabanza debida á un letrado digno de la magistratura, que, deseoso de renovar los ejemplos de la antigüedad, no omitió en su tiempo diligencia alguna para que nuestra facultad, que tiene á su cargo la defensa del honor, de la vida, y de la hacienda de los ciudadanos, se conservase con el decoro que exige la grandeza é importancia de su objeto, y el interés mismo del Estado. Yo como fiel intérprete de los sentimientos de mis honorables compañeros, consagro este pequeño testimonio de gratitud y profunda amistad á una alma grande, que halla más contento en ser justa y benéfica, que en los elogios que le resultan por haber desempeñado cumplidamente el destino que obtenía en este Tribunal.

Dios guarde á usted.

Sebastián Esguerra.

IX.

FUNDACIÓN DEL COLEGIO DE LA MERCED.

Colombia. — Estado de la Nueva Granada. — Gobierno de la Provincia. — Bogotá 22 de Mayo de 1832.

Al Señor Secretario de Estado en el despacho del Interior.

Por la ley de 6 de Agosto de 1821 fueron suprimidos los conventos menores y aplicados sus fondos á la enseñanza pública. La razón y el deber exigian que desde entonces se hubiesen dado reglas para conservar y administrar estos bienes, á fin de que tuvieran la sagrada inversión que les dio el legislador; pero es una desgracia lamentable que no haya sucedido así, y que en lugar del orden y economía, no haya habido más que dilapidación y despilfarro. Se han vendido varias fincas sin las formalidades legales, y no se sabe en qué se ha invertido su precio; los edificios se han deteriorado, y los bienes muebles han desaparecido. Con el restablecimiento de las mencionadas casas de regulares, á virtud de los decretos de 10 y 30 de Julio de 1828, se aumentó la confusión, no siendo ya muy fácil una exacta averiguación para hacer efectiva la responsabilidad del culpado.

La Convención granadina revivió en 12 de Enero de este año el imperio de la ley del congreso de Cúcuta y el de la de 7 de Abril de 1826. En su cumplimiento yo he dictado providencias activas para la seguridad de los bienes de los conventos de S. Francisco de Guaduas y de las Aguas de esta capital. En ambos se han hecho los correspondientes inventarios,

y he nombrado de administrador del 1.º al recaudador cantonal de rentas, y del 2.º al tesorero de las municipales; y como V. S. verá por la adjunta lista, he adquirido una noticia, aunque diminuta, de las fincas y principales correspondientes á ellos, sin perjuicio de adelantar mis investigaciones para acabar de recoger los restos que han dejado la negligencia de unos individuos y la codicia de otros.

Sin embargo, preciso es entre tanto se procure que ellos tengan la aplicación importante que les da la ley, — la educación pública, — y con tal objeto me dirijo á S. E. por conducto de V. S. El Ejecutivo está autorizado por las disposiciones del Congreso constitucional de 1826 para el establecimiento de colegios y formación de reglamentos para la enseñanza. Promuevo, pues, el uso de esta atribución, respecto de Bogotá y en favor de una parte de la nación que reclama de preferencia las consideraciones del Gobierno. Un sexo hermoso, adornado de brillantes cualidades físicas é intelectuales, tiene títulos incuestionables á que se fomente y eduque al nivel de las luces del siglo. Creo inútil exponer á V. S. la necesidad de que sean bien educadas las mujeres: ellas tienen la principal parte en las buenas ó malas costumbres de una república, porque encargadas de la crianza de los hombres, les inspiran las primeras ideas, que tanta influencia tienen en el porvenir de la vida. *Una mujer prudente, aplicada y piadosa es el alma aun de las mayores casas, pone en orden la economía, arregla los espíritus y fortifica la salud de su familia.* Sin duda por esto la ley de 18 de Marzo del año 16 dispuso en el artículo 25 que la Dirección de estudios promoviese la creación de escuelas de niñas, y por esto el artículo 6.º del Plan general de instrucción pública ordenó el modo con que se habían de elegir las maestras. Grande mal ha sido para la Nueva Granada que, á pesar de tales disposiciones, poco ó nada se haya hecho en beneficio de las granadinas, como si ellas hubieran nacido

para vivir en la abyección y nulidad, á semejanza de las esclavas del Gran Señor.

Hoy que una nueva aurora se presenta para este país : que manos avidas y extranjeras han dejado de explotarlo en provecho propio ; y que se está introduciendo el arreglo y el sistema hasta en los últimos pormenores de la administración, ¿ no tendrán las granadinas un derecho á las miradas del Gobierno ? A nombre de ellas yo solicito el establecimiento de un colegio nacional. Hay fondos bastantes para ello, y no es necesario más que la protección del Ejecutivo, que le dé un reglamento digno de su munificencia ; V. S. verá por el adjunto testimonio, que fuera de las rentas de los conventos suprimidos, hay otras que, conforme á las intenciones de sus filántropos fundadores, pueden tener esta misma aplicación.

Don Pedro de Ugarte y doña Josefa Franqui hicieron en 13 de Junio de 1791 una fundación en favor de niñas huérfanas de esta ciudad, señalando para ello el principal de diez mil pesos que les reconocian los Propios de esta ciudad, por escritura otorgada en 31 de Diciembre de 1789, seis mil seiscientos de una estancia nominada la *Milagrosa* en el llano de Fucha, y una casa con su tienda, situada abajo de San Juan de Dios, que puede producir de doscientos á trescientos pesos anuales. Del primer principal se deben los réditos desde 1810, y seria muy conveniente que el Supremo Gobierno acordara que el Concejo municipal designase uno de sus ejidos ó cualquiera otra propiedad para el pago de lo que adeuda, pues la experiencia ha demostrado que solo de este modo puede hacerse el cobro, el que en mas de veinte años no ha podido realizarse á pesar de las ordenes expedidas al efecto. Respecto del segundo, hay litis pendiente contra los bienes de Don José Antonio Ugarte, que lo recibió en dinero sonante y subsidiariamente contra el indichado que hizo la redención contra la voluntad del fundador. Y en cuanto á la casa, está obligado á

dar cuenta de los alquileres el Dr. Francisco Ugarte, que los ha percibido y los percibe aún.

Resulta pues que hay una renta de más de dos mil pesos anuales para establecer el colegio de niñas. Hay también un local de bastante capacidad, porque ó puede componerse inmediatamente el local de las Aguas, conforme á las citadas leyes de 6 de Agosto de 1821 y 7 de Abril de 1826, ó si el Gobierno lo necesita para el hospital militar, deberá dar una casa que le sea equivalente. En nada se grava al exhausto erario del Estado, y solamente pide esta Gobernación que se decrete el establecimiento de dicha casa de educación y se expida el reglamento sobre su régimen interior y económico, nombramiento de directora y maestros y sus funciones, materias que deban enseñarse, creación de un sindico, á cuyo cargo esté el cobro de las rentas y su contabilidad; en fin, cuanto mire á la mejora física, intelectual y moral de las niñas. Esta petición es justa y puede llevarse al cabo fácilmente, porque siempre ha sido contra mis principios indicar bellos ideales. Que se enseñe por ahora á leer, escribir y contar, los principios de moral, religión y urbanidad, las gramáticas española y francesa, el dibujo y labor propia del sexo, la economía doméstica, y los elementos de música vocal é instrumental. Tal es lo que, por ahora, puede formar el objeto de la enseñanza, practicable en todas sus partes y que no hará de las granadinas *sabias ridículas y pedantes*. Ofrezco de mi parte la mayor cooperación, la actividad más diligente en la ejecución de una medida que honrará eternamente á la actual Administración. Dignese, pues, V. S. hacer presente esta exposición á S. E. el Vicepresidente del Estado, y promover la resolución que estime más conveniente el consejo ilustrado de su saber y de su patriotismo.

Dios guarde á V. S.

Rufino Cuervo.

Relación de las fincas y principales pertenecientes al extinguido convento de las Aguas.

Casas.

Las que están alrededor de la manzana del convento.

Otra, abajo del puente de las Aguas.

Otra, frente al Volcán.

Otra, en la esquina de las Huertas.

Otra, adelante de los Tres Puentes.

Otra, arriba de la cajita de agua de San Francisco.

Otra, abajo del altozano de San Victorino.

Otra, arriba de la calle de los Plateros, en la última cuadra.

Un molino y tejár.

Dos solares al pie de Monserrate.

Principales.

1.º El Sr. José Domingo de la Bastida reconoce trescientos pesos sobre la hacienda de la Laguna. (*Tanto á este señor como á los demás individuos que siguen se les deben exigir los recibos.*)

2.º El Sr. José Agustín Rodríguez reconoce cien pesos sobre la hacienda de Siecha.

3.º El Sr. José Manuel Restrepo posee el Molino, por remate, en dos mil quinientos un pesos, que reconoce.

Fincas é individuos que las ocupan.

El Sr. Juan José Galindo posee la casa junto al altozano de San Victorino.

La Sra. Magdalena Monte paga cuatro reales por mes por un solar al pie de Monserrate.

La Sra. Margarita Gutiérrez paga tres reales por mes por otro solar.

El Sr. Gregorio Pulido posee la casa junto á los Tres Puentes.

El Sr. Ignacio Daza corre con la casa de la caja del agua arriba de S. Francisco.

El Sr. Joaquín Lozano posee un solar de la manzana del convento, en doce pesos por año.

El Sr. Salvador Pulido, ó la subarrendataria, Sra. Mariana Pérez, tiene la casa de las Huertas, y paga tres pesos mensuales.

El Sr. Antonio Ardila posee la casa de la manzana de dicho convento.

La Sra. Rosalía Gil tiene dos solares pequeños situados á la espalda del mencionado edificio.

El Sr. José Isidoro Vásquez ocupa, á la esquina del mismo, una casita y un solar en diez y ocho pesos por año.

El Sr. José Cousin tiene una casita de corredor contigua al hospital, que sirve de sala de convalecencia.

El Sr. Juan José Rueda ocupa otra casita en la esquina del Volcán, por cuatro pesos cuatro reales al mes.

Es copia de la relación que se ha mandado sacar de orden de esta Gobernación, de 15 del corriente, á la que me remito. Pedro Herrera, *Secretario*.

Relación de los principales correspondientes al extinguido convento de S. Francisco, de Guaduas, y de los sujetos que los reconocen.

Mil seiscientos pesos el Sr. José María Acosta.

Quinientos pesos el Sr. Manuel Samper.

Ciento cincuenta pesos el Sr. Pedro Galindo, pasados al Sr. Rafael Samper.

Doscientos cuarenta pesos el Sr. Luis Villamizar.

Quinientos pesos la Sra. Isabel Layton.

Ciento cuarenta pesos el Sr. Justo Zambrano.

Mil pesos la Sra. Angela Reyes.

Ciento setenta pesos el Sr. Ramón Hernández.

Cien pesos el Sr. José Osorio.

Mil quinientos pesos el Sr. Leandro Gutiérrez.

Trescientos cincuenta pesos el Sr. Simón Vásquez.

Por Mariano Reyes su viuda Mariana Castro doscientos cinco pesos.

Mil quinientos veinte pesos el Sr. Bonifacio Guzmán.

Es tomada esta relación de las diligencias practicadas en indagación de los bienes del extinguido convento de San Francisco de Guaduas ; y de orden del Sr. Gobernador pongo la presente en Bogotá á 19 de Mayo de 1832.

Pedro Herrera, Secretario.

Colombia. Estado de la Nueva Granada. Secretaría del Interior y Relaciones Exteriores. Bogotá 1.º de Junio de 1832-22.

Al Señor Gobernador de esta Provincia.

Hoy comunico á V. S. el decreto que S. E. ha tenido á bien dictar, fundando un colegio de niñas con el nombre de la *Merced* en esta capital, sobre cuyas ventajas le informé V. S. con fecha 22 de Mayo último. El Gobierno ha mirado con particular aprecio el interés que ha manifestado V. S. en favor de un establecimiento tan útil, reclamado por el interés general y por las consideraciones que se merece la educación de un sexo que influye tan eficazmente en la moral y en las costumbres. El Vicepresidente, fundando este colegio, ha satisfecho los deseos de su corazón, y se ha complacido al dar á esta Provincia una prueba del interés que toma por su prosperidad.

¡ Quiera el cielo derramar sus bendiciones sobre este establecimiento, para que se colmen los deseos de los buenos patriotas, y se llenen las esperanzas del Gobierno supremo y de V. S.

Dios guarde á V. S.

Alejandro Vélez.

X.

TESTIMONIO HONORÍFICO

(De la *Gaceta de la Nueva Granada*, núm. de 29 de Septiembre de 1833).

GOBERNADOR DE BOGOTÁ.

La Memoria presentada por este ilustrado y patriota jefe á la Cámara provincial en la apertura de la presente sesión, y que corre impresa en el número 105 del *Constitucional de Cundinamarca*, es un documento que le hace mucho honor, y que ha llamado la atención del Ejecutivo, como habrá llamado sin duda la de todos los hombres sensatos y amigos del bien general. El Gobernador de Bogotá da cuenta con *hechos* de los beneficios de su administración en la provincia que rige; y sus propuestas á la Cámara tienen el raro mérito de ser exactamente adaptadas á las necesidades y á los recursos, y por consiguiente útiles y *practicables*. Los notables progresos de la población y de la riqueza en el año transcurrido, cuyo conocimiento es consecuencia de escrupulosos trabajos estadísticos, el aumento de las escuelas primarias de ambos sexos y la realizada fundación de un brillante colegio de niñas, las composiciones de caminos y calzadas, la construcción de nuevas cárceles y reparación de las antiguas, la de cementerios, y la con-

servación del saludable fluido vacuno, son resultados materiales y palpables, que testifican suficientemente por sí solos el celo administrativo ; las indicaciones sobre creación de comisarios de policía de orden, y de una guardia municipal, sobre solicitar una nueva ley de policía tan completa cual debe serlo, sobre dotación y arreglo de la casa de refugio para huérfanos y menesterosos, sobre regularización, en fin, del cobro y consumo de las rentas, y en especialidad de las destinadas al sostenimiento de las escuelas, acreditan el patriotismo previsivo é inteligente.

El Ejecutivo, que en vano se esforzaría para promover por los medios legales la dicha pública si no contase con agentes capaces de ayudarle y decididos á ello, cree deber de justicia dar en esta ocasión al Gobernador de la provincia de Bogotá un testimonio auténtico del alto aprecio que le merecen sus distinguidos servicios y su consagración absoluta al cumplimiento de sus arduas y penosas obligaciones, y no duda que la voz general aplaudirá y ratificará esta bien obtenida recompensa.

XI.

INTERVENCIÓN ECUATORIANA EN PASTO.

República de la Nueva Granada. Consulado general en el Ecuador. Quito 26 de Mayo de 1840.

Al Señor Secretario de Estado en el Despacho del Interior y Relaciones Exteriores.

Señor :

Con fecha 12 del corriente comuniqué á V. S. que el Gobierno del Ecuador se halla dispuesto á auxiliar á la República inmediatamente que se le indique, y ahora repito este

aviso con la adición de que el Presidente está resuelto á atacar á la facción de Pasto si ella domina el país y sucumben las fuerzas del Gobierno que actualmente existen allí, por el temor de que invada repentinamente á este Estado, ó de que conservándose triunfante en los pueblos limítrofes ocasione algún desorden en él.

Asimismo me ha asegurado el Presidente que mientras la provincia de Pasto esté sujeta al Gobierno será respetada, y que á pesar de algunos pasos manifestativos de desconfianza con el Ecuador dados en Pasto, se conservará la buena inteligencia en que se han hallado las dos Repúblicas.

V. S. se dignará poner estas particularidades en conocimiento del supremo Gobierno para que se informe de ellas.

Dios guarde á usted.

A. José Chávez.*

Bogotá, 16 de Diciembre de 1840.

Exmo. Señor General Juan José Flores.

Mi estimado amigo :

La revolución que los demagogos han extendido en algunas provincias de esta República, no sólo atenta la existencia de este gobierno, sino que amenaza muy directamente la paz y la tranquilidad del Ecuador. Los negocios se han complicado en términos que se hace urgentemente preciso un auxilio de dos mil hombres, con usted á la cabeza para que ochocientos obren por el Cauca sobre Antioquia, dirigiéndose el resto con usted hacia esta capital.

* *Gaceta de la Nueva Granada* de 16 de Agosto de 1840.

Las tasas del convenio para recibir este auxilio serán las mismas del que celebró con usted el general Herrán para auxiliar al que usted dio tan oportunamente en Pasto; pero no debemos aguardar que se celebre, para que las tropas se movan. Ellas deben venir volando porque cualquier dilación les haría llegar inoportunamente y cuando el auxilio fuese infructuoso.

A usted le esperan aquí los laureles que su valor y pericia seguran en el campo de Marte, y muy particularmente las gracias que le gratifiquen su moderación y sus leales y nobles disposiciones.

Al dar este paso presento a usted un testimonio espléndido de mi alta confianza, de que estoy seguro no tendré que arrepentirme, y que usted se hará digno de la eterna gratitud de mis compatriotas.

Sea de usted muy del amigo y leal servidor.

José L. de Márquez.

Es copia. Quito, 7 de Enero de 1841.

Excmo. Sr. de la Nueva Granada.

Secretaría de Estado en el Despacho del Interior y Relaciones Exteriores

Bogotá 23 de Diciembre de 1840.

Por los papeles que separadamente acompaño se imponen los gastos de la N. Granada. Como casi todas las cosas que a por el Gobierno a sus ordenes estan empleadas en las porciones del norte, y como sean necesarias más para otros usos por la paz pública de la Republica, el Presidente

me ha ordenado diga á V. que con arreglo al art. 6.º del tratado de Pasto, y teniendo una conferencia previa con el General Flores negocie con él unas estipulaciones semejantes á las que celebró el general Herrán para que envíe á la Nueva Granada un auxilio de dos mil hombres con el objeto expresado, al mando de un buen jefe, que ojalá fuese el mismo General Flores. Los pormenores de este auxilio se dejan al patriotismo y discreción de V.

Miguel Chiari.

Al Señor Rufino Cuervo, Encargado de Negocios de la
República en el Ecuador.

Quito 24 de Enero de 1841.

Señor Secretario del Interior y Relaciones Exteriores.
Bogotá.

He recibido la nota que en cifra me dirigió V. S. con fecha 23 del mes anterior, previniéndome solicite del Gobierno Ecuatoriano un auxilio de dos mil hombres al mando de un buen jefe, que ojalá fuese el General Flores, con el fin de terminar lo más pronto la pacificación de la Nueva Granada.

El Presidente de la República escribió particularmente sobre el mismo asunto al General Flores y con tal motivo me manifestó este señor las dificultades que tenía para prestar inmediatamente dicho auxilio, así porque debía obtenerse previamente el consentimiento del Congreso en circunstancias de que los partidos políticos comienzan á exaltarse, y el tesoro público se halla bien exhausto, como porque era preciso reunir, equipar y proveer de subsistencia á las tropas. Concluyó indicándome que, cuando más, enviaría quinientos

hombres con un buen jefe á Popayán, cuya provincia tiene esperanza que se pronuncie en favor del Ecuador.

El amor á mi patria y la franqueza de mi carácter me hacen aprovechar esta ocasión para manifestar á V. S. la verdad de los hechos siguientes :

Las autoridades ecuatorianas auxiliaron, fomentaron y sostuvieron la facción de Noguera tan fecunda en tristes resultados para la Nueva Granada.

El interesado auxilio prestado por el General Flores al General Herrán tuvo por objeto la adquisición del todo ó parte de la provincia de Pasto en favor del Ecuador.

Los principales cómplices en la facción de Noguera, como Ramón Díaz, el padre Fierro y otros más, están al servicio del Ecuador y algunos de ellos trabajando por los intereses de este país en Pasto.

El general Flores se ocupa activamente en ganarse la opinión de los habitantes de toda la provincia de Pasto, exagerando el mal estado político de la Nueva Granada.

El Ecuador es una nación pobre, escasa de población, dividida en castas y partidos, sin voluntad ni poder propios, gobernada por un hombre entendido y sagaz, que con menos de mil veteranos dispone de la suerte del país según sus miras ; falta á las masas patriotismo, energía de carácter y virtudes cívicas : la Nueva Granada ha sido un objeto constante de emulación y de celos para muchos ecuatorianos, que hoy se complacen en sus desgracias considerándola nivelada ya con el Ecuador en desgobierno y miseria.

Con tales antecedentes calculará V. S. si el Gobierno Ecuatoriano puede ser un amigo poderoso, leal y sincero del de la Nueva Granada ; y en consecuencia arreglará éste la política que debe observar con aquél en sus relaciones internacionales.

Con sentimientos etc.

Rufino Cuervo.

Comunicación cifrada de la Secretaría de Relaciones Exteriores de la Nueva Granada, de 15 de Enero de 1841.

Ya no se necesita el auxilio de tropas ecuatorianas de que hablé en mi comunicación de 24 del pasado, y V. suspenderá cualquiera negociación sobre el asunto, dando en caso necesario las más expresivas gracias al Presidente del Ecuador.

República de la Nueva Granada. — Secretaría de Estado en el despacho del Interior y Relaciones Exteriores. Bogotá 4 de Agosto de 1841.

Al Señor Rufino Cuervo, Encargado de Negocios de la República en el Ecuador.

Señor :

La conducta observada por V. S. en la Conferencia tenida el 8 de Febrero próximo pasado con el Presidente de esa República y con altos funcionarios de ella, sobre el envío de tropas auxiliares hasta la provincia de Popayán, ha merecido la aprobación del Gobierno, que la ha juzgado oportuna y conforme á lo que exigian los intereses y la dignidad de la Nueva Granada. Lo que tengo la honra de decir á V. S. de orden del Poder Ejecutivo para su satisfacción.

Soy de V. S. muy atento y obsecuente servidor.

Mariano Ospina.

España de la Nueva Granada.

**El General en Jefe del ejército del Sur. Cuartel general
en Pasto á 7 de Octubre de 1841.**

Señor :

He tenido la honra de recibir varias comunicaciones de V. S. y de ser favorecido con sus cartas particulares.

El 4 del que rige llegué á esta ciudad con mi cuartel general, el E. M. G. y una columna de 400 cazadores. De antemano remiti á V. S. con un oficial en posta, un oficio dirigido á Tuquerres, en donde sabia que V. S. se hallaba, suplicándole pasara á este lugar para tratar con V. S. negocios de alta importancia, que no me era permitido confiar á la pluma. Supe con profundo sentimiento el regreso de V. S. para Quito ; y he determinado que el general Joaquin Maria Barriga, Comandante en jefe de la 1.ª división, con un ayudante de campo, siga cerca de V. S. para felicitarle en mi nombre y en el de todos los individuos del ejército del sur por la dignidad con que ha llenado su misión en el Ecuador, para darle los informes que V. S. ha deseado tener del estado político de la N. Granada, y para que acompañe á V. S. desde Quito á este cuartel general, donde las luces y representación de V. S. son de la mayor importancia para la salud de la patria.

Con sentimientos etc.

T. C. de Mosquera.

Al H.ª Señor Rufino Cuervo, Encargado de Negocios de la N. Granada en el Ecuador.

Legación Granadina en el Ecuador. N° 32. Quito, 22 de Octubre de 1841.

Señor :

Noticioso el señor General Tomás C. de Mosquera de la escandalosa y tumultuaria agregación de los cantones de Pasto y Túquerres al Ecuador, me ofició desde Cali con fecha 10 de Julio último, apreciando la firmeza, habilidad y energía con que protesté contra semejantes actos de agregación, manifestándome el estado próspero en que se encontraba la Nueva Granada, con medios bastantes para coadyuvar mi noble determinación y hacer respetar su dignidad y sus derechos, y añadiéndome que *sus valientes tropas traerían el estandarte de las leyes hasta el Carchi y que entretanto prestaría á los pueblos de la provincia de Pasto la protección que imploraban para sostener su resolución de no separarse de la sociedad granadina*. El entusiasmo que en mí produjo esta comunicación patriótica y eminentemente nacional, después de siete meses de angustias y conflictos, y de la más completa incertidumbre por la suerte de mi patria, sólo pudo medirse por la amargura y el despecho que sintió mi alma cuando en el mes de Mayo vi celebrar con repiques de campanas, salvas de artillería, corridas de toros, etc. las desgracias de la Nueva Granada, que facilitaban á los gobernantes ecuatorianos el ensanche de su territorio para ejercer en él un poder despótico, inmoral, ridículo y notoriamente impopular. En consecuencia empecé á reunir datos sobre el estado político, militar y económico de esta República, á preparar la opinión en Pasto y en el interior y exterior ; de manera que procediendo los jefes de nuestro ejército con pleno conocimiento de las cosas, asegurasen un espléndido

trunfo sobre el ecuatoriano, si por la vía de las negociaciones no se obtenía la justa y muy debida satisfacción á los ultrajes irrogados á la nación granadina. Asimismo resolví pasar á Túquerres con el fin de impedir que asegurándose el General Flores en el concepto que ya habia empezado á formar, de que la Nueva Granada le haria la guerra, buscase apoyo en las partidas y restos de facciosos que habia en el cantón de Pasto y aumentase sus fuerzas, temor que era tanto más fundado cuanto que en Quito se decia públicamente que *Obando iba á ser la vanguardia de Flores*. En mi nota de 22 de Agosto trascribí á V. S. lo que sobre el particular me dijo este último en carta de 17 del mismo, bien que del modo disimulado que acostumbra: fuera de este documento tengo otros en corroboracion de lo dicho, los cuales verán la luz pública en su oportunidad. La conferencia de Túquerres llenó el objeto que yo me habia propuesto, con la circunstancia de no haber comprometido en nada á la nación granadina ni á mi Gobierno, á pesar de haber tenido que emplear en esa vez, contra las exigencias de mi carácter, los mismos medios que usa y acostumbra la politica versátil y falaz del Gabinete ecuatoriano.

Yo cuidé de instruir de todos mis pasos al General Mosquera, bien por medio de notas, bien por medio de algunas personas de confianza, hasta donde lo permitía la gravedad de un asunto cuyo buen éxito dependia de la reserva con que se procediese: y ultimamente le indiqué y aun supliqué que me enviase un jefe de confianza á quien pudiese transmitir los datos y noticias que habia adquirido, y por cuyo conducto pudiésemos combinar los medios más adecuados para que por la razon ó la fuerza satisficiese el Gobierno del Ecuador de una manera espléndida á la nación granadina, ofendida y ultrajada en lo más justo de sus derechos y en lo más delicado de su honor. Vino efectivamente á conferenciar conmigo el modesto y valeroso General Joaquín Barriga, y por

él fui cerciorado de que el General Mosquera no tenía cuatro mil hombres á sus órdenes como me lo había asegurado en una de sus cartas, que lejos de pensar en pedir reparaciones al General Flores se halla enteramente unido con él y dispuesto á concederle una parte del territorio granadino; y últimamente que se deseaba mi presencia en Pasto para autorizar con ella los arreglos qui iban á hacerse. Dejo á la fina perspicacia de V. S. el juzgar de la consternación que experimenté con tal noticia, y con la que tuve acerca del estado de guerra en que todavía se encontraba la Nueva Granada, á la que yo creía enteramente pacificada, con excepción del istmo de Panamá. Yo había recibido antes invitaciones del mismo General Mosquera y aun del General Flores para ir á Pasto, y me había excusado de varios modos, aunque sin traslucir el verdadero objeto del llamamiento, y creyendo siempre importante mi presencia en el Ecuador para las operaciones ulteriores.

En consecuencia de todo esto escribí privadamente al General Mosquera, dándole mi opinión sobre los arreglos que debían hacerse con el Ecuador, reducidos á liquidar, reconocer y pagar lo que legítimamente se le adeude, y á establecer las bases preliminares para un tratado de comercio. En cuanto á límites, solamente le indiqué que si se contraría la voluntad de los habitantes de la provincia de Pasto, bien expresada en diferentes actos, es de aguardarse un alzamiento como el que tuvo lugar en Julio, igualmente funesto á la Nueva Granada y al Ecuador. El pago de la deuda causada hasta el 4 de Mayo me ha parecido y me parece justo; y la celebración de un buen tratado de comercio es una prueba de amistad hacia el Ecuador, y no un acto de humillación como lo será toda cesión del territorio granadino.

A los cuatro días de haber llegado á Quito el General Barriga recibí una nota del General Mosquera, la más extraña

y eventual que puede darse, desentendiéndose de lo que me había escrito oficial y privadamente en cuanto á nuestros intereses de guerra con el Ecuador, y manifestándose muy quejoso de que yo no hubiese ido á Pasto á tomar parte en conferencias y arreglos, sin tener para ello poderes, instrucciones, ni consentimiento alguna de mi Gobierno. También recibí una carta del General Flores en que, *refiriéndose á las que yo le escribí el general M. y que*, se queja de mi conducta y maltrato. Finalmente supe que esos mismos pastusos á quienes yo había obligado á parar en su resolución de ser siempre guerrilleros, comenzaban á ser mirados de reojo. Como es natural que el expresado Señor Mosquera trasmita al Gobierno copia de mis comunicaciones, creo innecesario remitirle V. S. copia de la respuesta que le di.

Después de todo esto, hallandome como me hallo ofendido por los manejos del Ecuador, engañado por el General en que me quería sacar fuera del sur, y privado de las comunicaciones de mi Gobierno, pues el comandante Olave, que me traía noticias por la vía de Barrabecas, ha seguido directamente á Pasto, como queda el recurso de insistir en mi retiro de esta guerra, los tantos quebrantos me ha causado en mi salud, en mi familia y hasta en mi reputación. Pero antes de separarme de ella quiero expresar en esta nota un sentimiento que me ha atormentado desde que supe la sangrienta marcha que se ha tomado la revolución en mi patria: este sentimiento es el de la *señal de la cruz*, a cuyo objeto he estado sirviendo primero como Ministro diplomático. El fue que me impulsó para hacer la enérgica protesta de 31 de Mayo que he visto firmada al honor y patriotismo de los ecuatorianos para que todos defendiesen sus derechos y la dignidad nacional. Que no se olvide, señor, que si un castigo á la revolución, la persecución individual, las medidas extremas, los actos de intemperancia nunca han consolidado

la paz y el orden en ninguna nación. Una política hábil y conciliadora, la elección de agentes humanos, circunspectos y queridos del pueblo, y una voluntad fuerte, justa y decidida que dé garantías á amigos y enemigos, es lo único que puede salvar á la Nueva Granada de su completa desolación y ruina. Ahora mismo se están notando en algunos cantones de la provincia de Pasto sintomas de descontento de parte de aquellos mismos que antes se manifestaban entusiastas por la causa del orden, de las leyes y de la integridad nacional. ¿Podré ser indiferente á la suerte de un país en donde tengo mi esposa, mis hijos, mis intereses, los objetos más caros del hombre, aunque por otra parte tengo resolución y medios de habitar lejos de él mientras que duran las escenas de horror y de muerte? Excuse, pues, V. S. á un antiguo y fiel servidor de la República la ingenua expresión de sus ideas y de sus sentimientos, sometiéndolos, lo mismo que el demás contenido de esta nota, á la consideración del Supremo Gobierno.

Acepte V. S. con bondad las seguridades del distinguido aprecio, etc.

Rufino Cuervo.

Al Honorable Señor Secretario de Relaciones Exteriores de la Nueva Granada.

República de la Nueva Granada. Secretaría de Relaciones Exteriores. Bogotá 2 de Agosto de 1841.

Al Honorable Señor Rufino Cuervo Encargado de Negocios cerca del Ecuador.

Por nota de V. S. de 2 de Mayo, muy tarde recibida, se ha instruido el Gobierno de las pretensiones y pérvida conducta

del General Flores y del Gobierno Ecuatoriano. Después del triunfo de la Chanca fueron hallados en el campo de Obando varios documentos que han hecho conocer al Poder Ejecutivo los pronunciamientos de Pasto y Tuquerres uniéndose al Ecuador, y la acogida dada á estos actos por el Gobierno de esa República. La conducta de ese gobierno es notoriamente indigna y pérfida; no obstante, las circunstancias en que se encuentra la Nueva Granada la obligan á disimular el agravio y diferir su satisfacción y el arreglo de la cuestión. Aunque las tropas constitucionales triunfan por todas partes, el partido desorganizador, titulado la oposición, no disminuye ni cede. Calla hoy, pero maquina con el mismo tesón que antes, y aprovechará cualquiera ocasión para lanzarse en otra rebelión. Un rompimiento en estas circunstancias seria peligroso, y el Poder Ejecutivo cree que lo más conveniente es diferir la cuestión cuanto lo permitan el honor y la dignidad de la nación, hasta que restablecido el orden en toda la República y afirmado más sólidamente el Gobierno, pueda atender con todos los recursos al grave objeto que examino. Como según los informes que el Poder Ejecutivo ha recibido, el General Flores, que es quien por parte del Ecuador dirige todo lo relativo á este negocio, se halla actualmente en Pasto y entrará en comunicaciones con el General en Jefe de nuestras tropas, se dan con esta fecha al General Mosquera las instrucciones que en copia dirijo á V. S. Quiere, pues, el Gobierno que se solicite y procure por medios suaves y amistosos la separación de las tropas ecuatorianas del territorio de la Nueva Granada; que sin prometer cesión alguna de territorio se deje subsistir la esperanza de que es posible que se convenga en ella, pero debe persuadirse á ese Gobierno que la Nueva Granada no concederá en que por vías de hecho se la prive de la más pequeña parte de su territorio; que una vez intentada la usurpación, la guerra sería inevitable y duraría hasta rescatar á

Pasto y obtener *seguridades efectivas* de que ese Estado no intentará nuevas conquistas sobre el territorio granadino. Si se tomare por pretexto para no desocupar el territorio la satisfacción de los gastos hechos en la tropas ecuatorianas, V. S. procurará entablar una negociación sobre el particular, en la cual debe servirle de guía que el tesoro se halla exhausto, pero á cambio de evitar la guerra vale más hacer cualquier sacrificio. Lo importante es lograr el retiro de las tropas del Ecuador, diferir la cuestión de arreglo de límites y evitar así un rompimiento. El Gobierno deja al ilustrado juicio de V. S. elegir los medios que según las circunstancias sean más adecuados.

Soy de V. S. muy atento y obsecuente servidor.

Mariano Ospina.

Legación granadina en el Ecuador. Quito 14 de Enero de 1842.

Señor :

Aunque con fecha 22 de Agosto del año próximo pasado informé al Gobierno del estado de las relaciones de la Nueva Granada con el Ecuador hasta aquel tiempo, y después he dado cuenta sucesiva á V. S. de lo posteriormente ocurrido, con todo, voy á presentar en esta nota una relación compendiada de cuanto ha tenido lugar en la provincia de Pasto y en el Ecuador durante el tiempo que ha estado á mi cargo la Legación, á fin de cumplir así con la orden que sobre el particular me comunicó V. S. en 15 del mes anterior número 23.

El objeto primordial de mi comisión al Ecuador fue, como V. S. sabe, impedir que este Gobierno auxiliase, como lo estaba haciendo, al atroz Noguera y demás facciosos de su

mañan que se aumentase el ejército ecuatoriano, ó se le aproximase a la otra frontera de una manera sospechosa; y en fin, que previniéndose de las desavenencias políticas y conflictos en que se iba a encontrarse la Nueva Granada, se procurase evitar o anegarse la agregación del todo ó parte de la provincia de Pasto a esta República, contra cuyos actos se me encarga que, llegado el caso, reclamase y protestase con firmeza y energía.

Habiendo emprendido en Agosto de 1840 mi marcha por Caragena con el fin de comprometer al Reverendo Obispo de Pasto a que siguiese sin demora á su diócesis, como así lo veré, y viniendo camino hasta Panamá, llegué á Guayaquil a fines de Octubre, y allí supe que por una de aquellas anomalías peregrinas en estos países, pero harto comunes en esta parte de la América, S. E. el General Flores había dejado de ser auxiliar de Nariño pasando á serlo de S. E. el General Herrán; y que una división ecuatoriana ocupaba el cantón de Pasto. Sorprendido con tan inesperada novedad, pedí á V. S. en 30 de Noviembre del mismo año las correspondientes explicaciones sobre lo acaecido después de mi salida de Bogotá, y nuevas ordenes á que arreglar mi conducta. V. S. me contestó en 30 de Diciembre que el negocio estaba pendiente en el Consejo de Estado y que cuando éste lo despachase y el Ejecutivo lo resolviese, se me comunicarían las instrucciones que tenía pedidas. Siento decir á V. S. que hasta hoy no las he recibido, ni sé cuál fue el resultado que tuvo el expediente.

El 7 de Enero me mostró el General Flores una carta que acababa de recibir del Sr. Presidente Márquez fecha 16 del mes anterior, en la que le pedía que marchase en persona hasta Bogotá con dos mil hombres. Preguntéle qué pensaba hacer en el caso, y me contestó que no podía convenir con los deseos del Sr. Márquez, porque no tenía aprestadas las tropas

que se le pedían, y porque necesitaba el consentimiento del Congreso ecuatoriano, que iba á reunirse dentro de nueve días. Añadióme que su plan y sus comprometimientos estaban limitados á auxiliar á Popayán. Ocho días después llegó á mis manos la nota de V. S. fecha 23 de Diciembre encargándome solicitase los dos mil hombres de que queda hecha mención, si en la conversación privada que debía tener con el General Flores, descubría que estaba en ánimo de proporcionarlos: en mi respuesta de 25 de Enero instruí á V. S. del resultado de tal conversación, cuya exactitud he comprobado después con el documento que remití á ese despacho en 23 de Noviembre último, número 42. En nota de 15 de Enero, que recibí oportunamente por *principal y duplicado*, me dijo V. S. que el Gobierno había variado de resolución en cuanto á demandar el citado número de hombres auxiliares al Ecuador, á virtud de los espléndidos triunfos obtenidos sobre los rebeldes.

Entretanto que todo esto pasaba, tuve ocasión de informarme de los pasos que se daban para que se verificase la agregación de la provincia de Pasto al Ecuador, bien como el precio del auxilio prestado para la dispersión de Obando en Huilquipamba, ó bien como un despojo de la Nueva Granada en la disociación general de que estaba amenazada. También supe por varios conductos, uno de ellos el Gobernador de Pasto, y aun por cartas dirigidas al General Flores, que él mismo me manifestó, que hasta en Popayán había disposiciones y aun proyecto de cambiar el pabellón granadino por el ecuatoriano. La ambición artificiosa de este Gobierno encontraba así cooperación para todos sus planes en la deslealtad y miras apocadas de algunos granadinos desnaturalizados.

En estas circunstancias tuvo lugar el nuevo alzamiento de Sarria y Obando en Timbío, cuya noticia se recibió en Quito

el 8 de Febrero de 1841. Oportuna pareció la ocasión á algunos de los políticos ecuatorianos para ocupar á Popayán y zanzar las bases de una nueva demarcación de límites con la Nueva Granada por la cordillera central de los Andes. En el mismo día me invitó el General Flores para una conferencia en su casa, á la cual concurrieron el Vicepresidente de la República, los ministros de Estado y otras personas notables, y en ella manifestó su designio de seguir á Pasto á hacer marchar de allí para Popayán una columna de tropas ecuatorianas. Algunos de los concurrentes apoyaron esta medida, y otros la combatieron, entre éstos el Sr. Vicepresidente y el distinguido americano don Vicente Rocafuerte. El Ministro de Relaciones Exteriores indicó que yo debía expresar los términos y las *indemnizaciones* bajo las cuales hubiera de prestarse este segundo auxilio; y habiéndoseme excitado á que manifestase mi opinión, lo hice en un breve discurso, en el cual, sin dejar de notar la incompetencia del lugar y de la forma para tratar de un asunto diplomático, manifesté: que no me consideraba autorizado para demandar el auxilio, el cual por otra parte me parecía inconveniente. Las razones que tuve para opinar de esta manera están consignadas en la nota que pasé á V. S. con fecha 9 de Febrero número 16, y en el papel adjunto á la de 20 de Octubre número 31. Las principales son las siguientes: 1.^a que toda ingerencia de un Estado en los negocios domésticos de otro es peligrosa y depresiva, acabando casi siempre por la humillación ó esclavitud del pueblo que busca protección y arrimo en el extranjero; 2.^a que tanto por el conocimiento que yo tenía de las miras del Gabinete ecuatoriano sobre las provincias meridionales de la Nueva Granada, como por lo que sucedió en 1830, y las opiniones que él había manifestado en las conferencias diplomáticas de 1832, no me parecía desinteresada su oferta; 3.^a que carecía de instrucciones para solicitar el auxilio, el cual yo

creía además poco conforme con las leyes de mi patria ; y 4.º que el Gobernador de Pasto me había asegurado en oficio de 2 de Febrero, número 168, que iba á mandarnos cientos hombres de la guardia nacional para que, reuniéndose á los cuerpos volantes de Patía, socorriesen á Popayán, ciudad que presumía yo debía también recibir algunos auxilios del Cauca y de la Buenaventura, y aun del interior de la República, pues que había llegado á mi noticia la victoria de Aratoca é ignoraba la expedición de la costa contra Bogotá.

El General Flores desistió de su proyecto de marchar á Pasto ; pero me dijo que ordenaría que una pequeña columna de la división ecuatoriana, allí existente, acompañase y protegiese en su expedición á la guardia nacional de Pasto. Después fui instruido oficialmente de que el comandante de dicha división Carmen López no quiso entregar las armas del parque granadino á la guardia nacional, y que por este motivo no se había verificado su partida. Yo reclamé oportunamente contra este abuso de autoridad, igualmente que contra los desacatos cometidos por el mismo jefe hacia la primera autoridad de la provincia y contra los escandalosos excesos perpetrados por algunos militares ecuatorianos. De estos pormenores hablé á V. S. en mis notas de 16 de Mayo y 1.º de Abril, números 17 y 19.

En el mes de Abril supe con la pena más acerba la sangrienta jornada de García y la toma de Popayán por Sarria. El General Flores partió inmediatamente para Pasto, y yo oficié al Gobernador de aquella provincia con fecha 15, número 51, recomendándole que obrase de acuerdo con él, y le prestase todos los recursos necesarios, á fin de que conservando en seguridad á los pueblos cuya custodia se le había encomendado, impidiese que por esta parte pudiesen aumentar sus fuerzas los rebeldes ; mientras que el legítimo Gobierno apoyado en el valor y lealtad del pueblo granadino, reparaba

aquellas desgracias. Mi opinión era que ya que las tropas ecuatorianas ocupaban á Pasto en calidad de auxiliares, debía sacarse por todo partido de esta circunstancia, el que conservasen en la provincia el orden y la tranquilidad pública, sin adelantar ningún paso que mancillase el honor de mi patria y comprometiese la integridad de su territorio.

El 24 del citado Abril se me invitó á una conferencia por el Ministro de Relaciones Exteriores, en la cual me requirió para que fuesen removidas las autoridades de la provincia de Pasto sustituyéndolas con personas de la confianza del General Flores, y para que declarase si las tropas ecuatorianas existentes en ella, serian asistidas por parte del Gobierno granadino conforme á las estipulaciones celebradas entre los agentes de ambos países. Neguéme á lo primero por falta de autorización y de motivos legítimos para acordarlo; y en cuanto á lo segundo puse de manifiesto la imposibilidad en que estaba mi Gobierno de mandar fondos á Pasto por la incomunicación consiguiente á los sucesos de Popayán y de García. El Gobierno ecuatoriano entonces transmitió al General Flores una amplia autorización, cuyos límites y naturaleza me son todavía desconocidos, por haberseme denegado con fecha 29 de Abril la aclaración que sobre ella pedí en nota del día anterior.

Los sucesos comenzaron desde allí á precipitarse con increíble rapidez. Al propio tiempo que en Pasto se hacia el pronunciamiento de 4 de Mayo agregándose condicionalmente este cantón al Ecuador, y que en Túquerres se hacia otro tanto el 6 con la circunstancia de que la agregación era *absoluta é irrevocable*, expedía este Gobierno su célebre decreto del mismo día 6 de mayo, sancionando implícitamente la agregación de toda la provincia al Ecuador. Impresas corren las notas que pasé á este ministerio, pidiendo en corteses y medidos términos las debidas explicaciones sobre el sentido de dicho decreto, é impresas se hallan también las respuestas

que se me dieron, denegándose de un modo inconveniente, y hasta cierto punto chocarrero, la demanda que había dirigido con el noble y sincero designio de proporcionar á este Gobierno una coyuntura para justificar, ó cohonestar al menos, sus procedimientos alarmantes, salvar su honor y evitar desavenencias con la nación granadina.

El General Flores me dirigió una carta amable y cortés sincerando su conducta en el asunto del pronunciamiento de Pasto, y asegurándome que si triunfaba el legítimo Gobierno de mi patria, le devolvería este cantón. Del de Túquerres se desentendía enteramente. Como yo no podía reconocer en su persona sino un general en jefe, no debía tranquilizar mis inquietudes con sus promesas y expresiones afectuosas, y tenía que llevar adelante mis reclamaciones ante este Gobierno en la forma y por el conducto regular. Hoy mismo omitiría hablar de tal carta, pues es contra mis principios morales y sociales descubrir la correspondencia privada, si el propio General no hubiese hecho mérito de ella en las conferencias diplomático-militares que tuvo últimamente en Pasto con el Sr. General T. C. de Mosquera.

Las actas de Pasto y Túquerres fueron acogidas por el Gobierno ecuatoriano, publicadas solemnemente por medio de un bando estrepitoso y notificadas de oficio á la Legación granadina. Juróse en aquellos cantones la Constitución del Ecuador, cambióse el régimen político y administrativo, derogóse la ley que impone un derecho á la sal ecuatoriana introducida á ellos y suprimiéronse los impuestos municipales. Todo esto, sin embargo, se ha dicho después, *era necesario y de vital importancia para que las facciones no triunfasen en la Nueva Granada*. Barbacoas y Tumaco no se sometieron á la coyunda ecuatoriana, y no por eso dejaron de mantenerse fieles al legítimo Gobierno granadino, y resistieron con firmeza á las sujestiones de los rebeldes, otro tanto que á las insidiosas pre-

tensiones y amenazas de los agentes del Ecuador. Tan incontrastable lealtad encontró apoyo en mi carácter público y en mis pocas luces, para que no zozobrase en su heroica resolución.

A la notificación que se me hizo de los inconstitucionales y atentatorios pronunciamientos de Pasto y de Túquerres, contesté con mi enérgica protesta de 31 de Mayo, en la cual procuré demostrar á la faz de la América la violación que el Gobierno Ecuatoriano habia cometido de los tratados públicos que le ligan con la Nueva Granada, y lo inicuo y desconsiderado de su conducta. Desazonóle en alto punto mi lenguaje, encargóse á varias personas la redacción de un proyecto de contestación, y se propusieron diferentes medios para expulserme del Ecuador, y castigar lo que aqui se llamó *mi osadía*. Creyéndose este Gobierno heredero natural del de la Nueva Granada, como su hermano y su auxiliar, me apodó faccioso y desleal, porque no convine en tan extraño modo de heredar. Por fin, después de diez y ocho dias, se dio una respuesta furibunda y de largo aliento, reducida toda ella á probar que era legitima la agregación de Pasto y Túquerres al Ecuador; que la Nueva Granada se encontraba en un estado perfecto de guerra civil con cuyos bandos podia tratarse conforme al derecho de gentes; que el Gobierno Granadino era quien en diferentes épocas y ocasiones habia violado los tratados públicos; y que su Ministro en Quito era un descomedido é irreverente y como tal digno de ser echado del país, con cuyo fin se me acompañó el correspondiente pasaporte. A las cuarenta y ocho horas de haber recibido esta que se llamó « contraprotesta, » dirigí mi « réplica », vindicándome del cargo de descomedido y sedicioso que se me habia hecho, y á mi Gobierno del de haber violado los tratados públicos, y refutando los erróneos y anárquicos principios proclamados por el ministerio.

Preparábame ya para dejar esta tierra, cuando recibí una nota del Sr. Encargado de negocios y Cónsul general de Francia en que me ofrecía su mediación para entrar en explicaciones con el Gobierno del Ecuador, y remover todo motivo de desavenencia entre los dos países. Aceptada la mediación por ambas partes, principiaron las conferencias con el comisionado de este Gobierno Sr. Pedro José Arteta en casa de la Legación francesa, en las cuales se me hicieron varias proposiciones absolutamente inaceptables, como la de entregar al Ecuador los cantones de Barbacoas y Tumaco, la de enviar á ellos tropas ecuatorianas, ó la de estipular que no pudiesen ser ocupados por las de la Nueva Granada. A todo me negué por más que se procuraba hacerme creer que tales medidas eran favorables al legítimo Gobierno granadino, por cuyos intereses debía mostrarme hemencioso. Y á fin de quitar todo pretexto para usurpar el territorio granadino en circunstancias de que oficialmente y por la imprenta se aseveraba que mi Gobierno había sido destruido, y que en un periódico extranjero había yo leído el convenio de Ytagüi, indiqué que la política otro tanto que la humanidad solo aconsejaban en igualdad de circunstancias, á un Gobierno ilustrado, emplear su influjo para sosegar los ánimos y restablecer el orden público en el estado vecino. Este pensamiento enunciado en abstracto no tuvo resultado ninguno, ni podía esperarse que lo tuviese. Por último, haciendo el debido honor á la mediación francesa, se firmó y aprobó el convenio provisional de 23 de Junio de 1841, en virtud del cual quedó estipulado que permaneciendo las cosas en el estado que de *hecho* tenían, suspendiese mi marcha del Ecuador, y que este Gobierno nombrase un comisionado especial que pasase á Bogotá con el objeto de que se dieran las *debidas explicaciones* de todo lo ocurrido á mi Gobierno ; respetándose entretanto las vidas y las propiedades de los habitantes de la provincia de Pasto, y

garantizándose el tráfico y comercio legal con Barbacoas y Tumaco, cuyos fieles habitantes estaban amenazados de una especie de asedio.

Como nada de popular y espontáneo habían tenido los pronunciamientos de Túquerres y Pasto, y no eran pocos los atropellamientos que se cometían con quienes los contrariaban, se alzaron casi todos los pueblos del primer cantón contra la dominación ecuatoriana, en circunstancias de que los del primero contribuían por su parte á molestar y hostigar el ejército llamado auxiliar. Sabedor por varios conductos de que podían tener lugar tales sucesos, procuré evitarlos por todos los medios posibles, previendo que ellos iban á complicar más la situación de mi patria y aun á proporcionar algunas ventajas á las facciones; mas todo fue en vano, porque el enojo de aquellas gentes había subido de punto y no daba campo á la razón. El General Flores, pues, tuvo que abandonar á Pasto y venir á situarse en Túquerres, cuyos habitantes se sosegaron ó dispersaron, prefiriendo algunos de ellos entregarse á los rebeldes más bien que al extranjero.

Antes de verificar su retirada había despachado dicho general al coronel José Maria Villamil á Popayán con el objeto ostensible de celebrar un convenio militar con Obando. De esta suerte se quebrantó el convenio de 23 de Junio, dejándose de enviar el comisionado cerca del legítimo Gobierno por mandarlo cerca del jefe rebelde.

El Gobierno Ecuatoriano á su vez instaba al General Flores para que entrase en relaciones con Obando, arreglase la cuestión de límites y terminase la guerra. Luego que tal cosa supe, por la fama pública y por el dicho de un Consejero de Estado, dirigí al Ministerio una nota con fecha 30 de Julio pidiendo las debidas explicaciones sobre este negocio; y no habiéndose contestado en once días, recordé el 10 de Agosto su despacho por medio de una nota verbal. El 12 de este último mes

llegó á Quito el Correo de Gabinete Capitán Francisco Zarama con el parte del triunfo de la Chanca : en el mismo día lo comunicó al Ministerio ; el 13 se me correspondió con una felicitación, y el 14 se me dieron las explicaciones pedidas, asegurándome que este Gobierno no había pensado entrar en relaciones con Obando.

El día 7 del mismo Agosto había llegado Blas Brusual plenipotenciario de Obando al cuartel general del Sr. Presidente Flores, que ignoraba á la sazón el suceso de la Chanca. Hallábase allí también el comisionado Sr. Arteta y el ex-gobernador de Pichincha Sr. A. Klinjer, y se trataba de arreglos entre las dos partes, no me atreveré á decir fijamente sobre qué bases, á pesar de que la opinión pública las calificaba de contrarias al legítimo Gobierno granadino, cuando el 9 pasó por el cantón de Túquerres el Capitán Zarama, y por su conducto se supo la derrota de Obando. La conferencia entre el coronel Vernaza y Brusual, de la cual acompañé á V. S. copia con fecha 7 de Setiembre, aparece celebrada el 13 de Agosto ; mas ningún documento hay de lo convenido ó tratado antes de esta última fecha. El resultado de aquélla fue que se permitiese á Obando y á los de su partido libre tránsito por el Ecuador para embarcarse al exterior, con calidad de que los últimos hiciesen uso de esta gracia dentro de tercero día, cuyo término no aparece fijado al primero.

Además de la nota que pasé al Ministerio pidiendo explicaciones sobre los convenios en que pensaba entrar el Gobierno del Ecuador con Obando, escribí también particularmente al General Flores manifestándole que no debía *entrar en relaciones con este enemigo implacable de mi patria*. Esta carta lo mismo que la respuesta que le di cuando me indicó que yo debía interesarme con el susodicho Obando para que se viniese al Ecuador, la manifestó el General Flores en Túquerres al Comisionado Brusual, según este mismo lo afirmó en Quito,

elogiando la buena amistad del General Flores, que le ofrecia servicio en el Ecuador en una carta que aqui leyeron varias personas.

En cumplimiento de lo estipulado en Túquerres, pasaron al Ecuador varios jefes facciosos y la familia de Obando, á la cual acompañó hasta Ibarra el coronel Villamil, y de alli hasta Quito el corregidor Mariano Gabiño dispensándole los más distinguidos obsequios. Brusual se presentó en Quito divisoado de coronel con sus ayudantes y compañeros, y fue alojado en casa del Ministro de la Guerra, coronel H. Soulin.

Los principios consignados y los cargos hechos al Gobierno granadino en la « Contraprotesta » de 18 de Junio, las ideas indicadas por el del Ecuador para transigir con los rebeldes, los complicados y sucesos de Túquerres, los rumores de que el General Mosquera proyectaba invadir al General Flores, acerca de lo cual me escribió este último con fecha 17 de Agosto, y otros varios datos y circunstancias me movieron á pasar al cuartel general ecuatoriano con el fin de prevenir en esta vez cualquier combinación que tan fatal fuese á la Nueva Granada como lo fue la que tuvo lugar con Noguera en 1840. El mismo General me tenia invitado para hacer este viaje, y además me llevian los anuncios de que Obando seria la vanguardia del ejército ecuatoriano. Luego que llegué á Túquerres entre en una conversacion particular con el Presidente; nos dimos en ella reciprocas seguridades de la amistad y buena inteligencia que debia existir entre los dos Gobiernos; me dijo que habia mandado á Bogotá un jefe con encargo de que se diesen las debidas explicaciones de los sucesos de Mayo, conforme á lo estipulado en el convenio de 23 de Junio; y acabo por excitarme á la celebracion de un tratado de limites cediendo al Ecuador los cantones de Tuquerres, Barbacoas y Tumaco, en cumplimiento de lo que se le habia prometido desde 1840 por los Sres. Generales Herrán y Mos-

quera. Yo le contesté negándome á celebrar tal tratado por falta de poder, é instrucciones de mi Gobierno y de oportunidad en las circunstancias; mas no vacilé en garantizar la lealtad y buena fe de los Generales granadinos en el cumplimiento de sus promesas, así porque limitadas á empeñar el influjo propio en favor de la cesión, eran puramente *personales* y en nada comprometían á la Nueva Granada ó á su Gobierno, como porque en mi carácter público, y aun en el privado, no habria venido bien poner en duda la probidad é hidalguía de sentimientos, no digo de dos de nuestros hombres prominentes, sino del último honrado ciudadano de mi patria. Seguidamente se extendió en el mismo concepto y bajo los mismos principios la conferencia protocolizada de 4 de Setiembre que firmamos el Sr. General Bernardo Daste, plenipotenciario por el Ecuador, y yo, habiendo logrado que en ella se declarase que los rebeldes asilados en el Ecuador no podrian embarcarse para la Nueva Granada, con lo cual se modificó lo pactado con Brusual en 13 de Agosto y se dio origen á las reclamaciones y quejas que este dirigió en Guayaquil y en Lima contra la falta de buena fe del Gabinete ecuatoriano.

Tranquilizado el ánimo del General Flores con esta conferencia, resolvió mover su campo el 8 del citado Setiembre, como así lo verificó, y el 12 reocupó á Pasto casi sin ninguna resistencia, habiendo conseguido que se le presentasen muchos de los que antes estaban en armas contra él. Es de advertir que ninguna indicación le hice ni aun indirectamente, para que emprendiese este movimiento, que fue obra exclusiva suya, á la cual yo no podía concurrir sin sacrificar mis principios respecto de toda intervención extranjera, ni tampoco contrariarla sin atacar el depósito de Pasto hecho en el Gobierno ecuatoriano. Respecto de Obando se aseguró en Pasto que se había escapado por Mocoa; mas en Quito se ha dicho

que se iban al Ecuador: se falzando quienes afirman haberle visto en Guayaquil, en el Azuay y otros puntos, de marcha para esa ciudad, de forma que su paradero es hasta hoy un misterio que aun el tiempo explicara. Yo me vine á la villa de Ibarra á aguardar en la marcha y resultado de los acontecimientos.

El Sr. General Mosquera me habia dirigido desde Cali con fecha 15 de julio una nota en que apreciando la *firmeza, habilidad y energías* con que proteste contra la agregación de Pasto y Tugayanes á Ecuador, me manifestaba el estado prospero de la Nueva Granada y los medios bastantes con que contaba para hacer respetar su dignidad y sus derechos, y me añadia que *por tal vez se pas traxera el estandarte de las leyes hasta el Carchi, y que entre tanto prestaria desde Popayán á los pueblos de la provincia de Pasto la proteccion que imploraban para no ser su separacion de separarse de la sociedad granadina*. Seguramente tan patrióticos y promesas tan bien pronunciadas me hicieron creer que se pensaba seriamente, si no en demandar una satisfaccion cumplida por los agravios hechos á mi Patria en lo más justo de sus derechos y en lo más delado de su honor, por lo menos en declarar con franqueza al Ecuador que habia perdido sus titulos á nuestra gratitud; que sus tropas debian repasar el Carchi sin ninguna condicion ni previos esponsales; y que en cuanto á las promesas individuales de los Sres. Generales Herrán y Mosquera, tocaba á ellos decidir si después de lo sucedido estaban dispensados de su cumplimiento, segun las leyes del honor. Confirmábame en este concepto lo que desde Popayán me dijo el mismo General Mosquera cuando me aseguró que tenia á sus órdenes 4.000 hombres llenos de entusiasmo y resueltos á acometer las más grandes empresas. Los resultados empero no correspondieron á mis justas y bien fundadas esperanzas.

Invitóseme con instancia por los Sres. Generales Flores y

Mosquera para pasar á Pasto con el objeto de arreglar los negocios pendientes entre la Nueva Granada y el Ecuador ; mas no creyendo este paso conveniente y decoroso, me excusé de darlo con uno y otro. Por una parte varios hechos me anunciaban que cualquier negociación ó conferencia en Pasto, no podia conciliar mis principios políticos con las exigencias del momento, y por otra mi salud siempre achacosa no debia ser sacrificada con marchas y contramarchas por ásperos caminos, sin ningún resultado favorable á mi patria. Además el General Flores habia continuado dando acogida en el Ecuador á los facciosos que se le iban presentando, como documentadamente lo informé á V. S. con fecha 20 de Setiembre, número 27, y no me era desconocido ya que el comandante enviado á Bogotá (Victor Sanmiguel) no llevaba la comisión de dar las explicaciones prometidas, sino la muy extraña y alevosa de difamarme y calumniarme. Con tales antecedentes y sin tener la debida autorización de mi Gobierno ¿qué cosa importante y provechosa podia haber hecho en Pasto?

No es del caso y menos de mi incumbencia, ocuparme en esta nota de las conferencias tenidas en Pasto en el mes de Octubre último y de los esponsales ajustados en 4 de Noviembre ; tampoco de las últimas comunicaciones que tuvieron lugar entre los expresados Sres. Generales Mosquera y Flores consultando el modo de asegurar la tranquilidad de Túquerres en caso de alguna conmoción ; tampoco de los grados conferidos en el ejército granadino á varios militares ecuatorianos, uno de ellos al Carmen Lopez, que fue ascendido á General de una patria que tiene abandonada, y á cuyos funcionarios públicos insultó gravemente ; tampoco en fin de los ascensos dados por el General Flores á algunos jefes y oficiales granadinos, y hasta al antiguo Gobernador de Pasto Sr. Juan Barrera, que en premio de supocafirmeza ha sido hecho comandante y comisario de guerra del ejército ecuatoriano ;

sucediendo en final resultado que el jefe ecuatoriano que desató al Gobernador de Pasto fuese premiado por el General granadino, y que el Gobernador granadino tan atrozmente insultado fuese ascendido y honrado por el General del Ecuador. Documentos son aquellos y hechos son estos sobre los cuales el Gobierno resolverá con pleno conocimiento de causa en conformidad con lo que prescriben nuestras leyes escritas y exigen el honor y majestad de la Nación; mientras que á mí solo me corresponde respetar el poder de las circunstancias y las altas razones de política que habrán guiado la conducta del Sr. General Mosquera, cuya habilidad y patriotismo son el objeto de mi más cumplida estimación. Diré, no obstante, que nunca me imaginé que nuestras contiendas internacionales se terminasen, de la propia manera que ciertas reformas religiosas, según el dicho agudo de Erasmo.

No se crea por lo dicho que yo haya abrigado antes ó que abrigue ahora, ningún sentimiento antipático ó de venganza contra el Ecuador, entre cuyos habitantes cuento numerosos y excelentes amigos y cuya prosperidad me interesa quizá tanto como la de mi patria. Prueba de ello es, que al Sr. General Mosquera indiqué la conveniencia de ajustarse las bases preliminares de un tratado de comercio tan útil á la clase productiva del Ecuador, como favorable á la clase consumidora del mediodía de la Nueva Granada. En esta medida y en la de pagar á esta República lo que legítimamente le debemos conforme al decreto del Congreso de 25 de Mayo de 1841, daremos una prueba muy debida de amistad, no á un círculo pequeño de ambiciosos y aspirantes, sino á la masa de la Nación que es nuestra hermana y amiga; sin hacer por ahora cesión ninguna de territorio, la cual, después de los escandalosos pronunciamientos de Pasto y de Túquerres, sería un acto de debilidad y humillación. Vuelvo á la parte histórica de mi informe.

Obtenida la evacuación de la provincia de Pasto por las tropas del Ecuador á virtud de los esponsales celebrados en aquella ciudad, hicieron ellas su entrada solemne en Quito el 15 de Noviembre con todo el aire y toda la pompa de un ejército que en duros y reñidos combates ha cogido inmarcesibles laureles. Algunos de sus individuos trajeron por trofeos partidas de bestias mulares y caballares tomadas sin consentimiento de sus pacíficos dueños, y otros uncieron á su fantástico carro niños de ambos sexos que para su servicio doméstico habían arrancado á algunos vecinos de la misma provincia. Como de estos y otros hechos igualmente escandalosos considero bien instruido al Gobierno por las relaciones de los jefes y magistrados granadinos, omito extenderme más sobre ellos.

El General Flores había llegado á Quito el día 2 del mismo Noviembre y me había dirigido amargas y sentidas quejas por mi oposición á que se estipulase ó prometiese la agregación de la mayor parte de la provincia de Pasto al Ecuador. Para hacer desaparecer las desconfianzas y sospechas que de aquí podían nacer en perjuicio de los intereses de mi patria, le manifesté que mis opiniones *individuales* y nada más que *individuales* estaban conformes con lo hecho en Pasto, con algunas modificaciones. Personas fidedignas me han asegurado que jefes granadinos dieron lugar á tales quejas por haber mostrado al jefe ecuatoriano aquellas cartas mías, cuyo contenido debía ser reservado ; mas mi razón se ha resistido á creer este acto de bajeza y de perfidia, capaz de deshonorar aun á los habitantes de la Nigricia y de la Cafreria. Sea de ello lo que fuere, lo cierto es que habiendo dado á mi vez mis justas quejas al General Flores, nos explicamos y entendimos sin haber revelado secretos ajenos, ni comprometido á mi Gobierno, ni rebajado en una sola línea mi bien conocido carácter.

El 11 le presenté en audiencia pública el decreto legislativo

que con una carta autógrafa del Jefe del Gobierno me remitió V. S. con su nota de 4 de Agosto num. 13. El discurso que en esta ocasión pronuncié lo remití á V. S. con la mia de 16 de Noviembre num. 37; y en él lo mismo que en la conferencia de Tiquipapas. Habiendo visto el Gobierno que están observadas escrupulosamente las instrucciones que se me comunicaron en 4 de Agosto y fechas posteriores, sin dar el menor indicio de la perfidia y perversa sensación que sucesos desagradables anteriores me causaron.

En los serenos conflictos y graves compromisos en que me he encontrado, llevando con una política falaz y movедiza, inconstante, con un Gobierno lleno de inquietudes y zozobras y despedando mi alma con el curso de los males que aquejar á mi patria, en tan espionosa y delicada posición no se puede con guaa que el honor y dignidad de la Nación, ni mi propia que me leñalé al Gobierno que me honró con su confianza y a firmara de mi carácter. Despejado el horizonte y echadas las bases de un nuevo sistema político, mi deber me obligaba á retirarme y no he vacilado, mi retiro de la Presidencia, como reconvengo que queda á un pudenteroso Miró Quesada para salvar la seriedad y solidez de sus principios políticos y de servir de ejemplo á las relaciones que hayan de establecerse en adelante. El fin que se busca me llevará en paz con la vida de mi país, salvando mi reputación, cuando otras mas bien me permitan ser sacrificado en el furioso vendaval que hemos sufrido y sé que que el tiempo y los acontecimientos ilustren y justifiquen á que yo he desempeñado mi conducta.

Tras de esto es el honor que me ofrece á dirigira V. S. para decirle que toda gratitud la debo á usted al principio de esta revolución y á usted en su apoyo los deseos de mi Gobierno. Si me permitiera exponer alguno de todos los incidentes y episodios de esta que han conculgado en honor de la República en 1840 y 1841, me daría gusto que ocupara algunas meses para presen-

tar un cuadro extenso y exacto ; he preferido pues prescindir de ellos y de cuanto quizá pudiera calificarse de personal, como la violación de mi correspondencia, la vigilancia y espionaje ejercidos sobre mis actos, la desgracia en que cayeron algunos de mis amigos, por no querer nada desdorado ni para su patria natal ni para su patria adoptiva, y en fin las calumnias y absurdas consejas inventadas para tizar mi reputación. Los hechos referidos son bastantes al objeto que se ha propuesto el Ejecutivo, y están apoyados en el cuaderno que publicó este Gobierno con el título de *Auxilios del Ecuador solicitados para Pasto*, en los documentos impresos con el de *A los pueblos de América*, en las *Gacetas del Ecuador* del año anterior, en los *Boletines del ejército ecuatoriano* y en las copias certificadas que junto con aquellos impresos tengo remitidas á V. S. en ocasiones oportunas. Pronto estoy á contestar documentadamente á las objeciones que se hagan á esta nota, si es que se somete al conocimiento del Congreso y al examen de la Nación, sin perjuicio de la publicación que oportunamente haré de las *Memorias históricas* que ahora mismo estoy concluyendo, y de las cuales ella es un sumario improvisado *.

En conclusión sólo me resta ratificar á V. S. las seguridades del inalterable aprecio y profundo respeto con que soy su adicto compatriota y obediente servidor.

Rufino Cuervo.

Al Honorable Sr. Secretario del Interior y Relaciones Exteriores de la Nueva Granada.

* A consecuencia de la política adoptada por el Gobierno granadino, renunció el doctor Cuervo á la idea de publicar estas *Memorias*, y por eso quedaron algunas partes de ellas en calidad de apuntamientos. A lo acabado pertenecen varios fragmentos que hemos copiado en el texto.

ÍNDICE

	Pág.
INTRODUCCIÓN.	1

CAPÍTULO I

ESTUDIOS Y PRIMEROS DESTINOS

Familia del Doctor Cuervo. — El Dr. Nicolás Cuervo. — Primera educación. — Estudios. — Grados y primeros servicios á la educación pública. — Métodos antiguo y moderno. — Influjo de la época en la formación de ciudadanos eximios. — Primeros cargos públicos. — Aficiones literarias. — Cómo abandonó la poesía.	11

CAPÍTULO II

LA MISCELÁNEA

Consecuencias de la revolución española de 1820 en Colombia. — Simpatías de los americanos para con los liberales. — Paralelismo en las ideas, en la constitución y en algunas leyes. — Cuestiones eclesiásticas. — Oposición á las novedades. — Declinación del influjo español, y preferencia dada á todo lo extranjero y especialmente á lo inglés. — Impiedad de nuestros hombres públicos abultada. — <i>La Miscelánea</i> : sus redactores y espíritu. — El Doctor Cuervo y D. J. Fernández Madrid. — Parte literaria de la <i>Miscelánea</i> : importancia de conservar pura la lengua castellana ; federación literaria. — Noticias individuales de los redactores.	23

CAPÍTULO III

LA BANDERA TRICOLOR

La Bandera tricolor. Fundada para combatir la insurrección de Paez — Estado de la república. — Las actas de Guayaquil y Quito y la constitución del secretario de Libertador: el acta de Cartagena y el voto de Manuel Núñez. — Proclamación de Bolívar en Guayaquil. — Restablecimiento del orden constitucional. — Desaliento con que concluye la Bandera. — Consideraciones sobre ella. — Vuelta del Libertador á Bogotá. — Resonancia de la Bandera y parte que en su redacción tuvo el Doctor Cuervo. — Su conducta después de la llegada de Bolívar. 60

CAPÍTULO IV

FISCALÍA DEL CAUCA

Inseguridad pública. — Otros destinos que desempeña el Doctor Cuervo. — Su matrimonio. — Nombrado Ministro Fiscal de la Corte de Justicia del Departamento del Cauca. — Popayán. — Recibe el Doctor Cuervo generales muestras de aprecio. — Sus servicios á la Universidad. — El terremoto. — Situación política de la República y de Popayán. — Conducta moderada del Doctor Cuervo. — Federación y centralismo. — Junta convocada por el Intendente Mosquera y juramento de los empleados. — Correspondencia de Santander con el Doctor Cuervo sobre los acontecimientos de la época. — Impresión que deja. — El Libertador y los liberales 81

CAPÍTULO V

EL ECO DEL TEQUENDAMA

Vuelve el Doctor Cuervo á Bogotá. — Sabe antes de llegar la conspiración de Septiembre. — Nombrado fiscal de la Corte de Apelaciones del Centro. — Empéñanse algunos amigos para que sea nombrado ministro en Holanda. — Comisión para adaptar el Código Napoleón. — Situación política. —

Los liberales moderados se quedan sin bandera. — Muchos se ponen del lado de Bolívar. — Estimula éste á que se expresen las opiniones sobre la forma de gobierno que debía adoptarse. — *Meditaciones Colombianas*. — Ideas monárquicas. — Opinión en el Sur. — *Eco del Tequendama*: sus principios, y materias que en él se tratan; acogida que tuvo. — Ultimos sucesos de Colombia. 126

CAPÍTULO VI

GOBERNACIÓN DE BOGOTÁ

(Parte política)

Situación al constituirse la Nueva Granada. — El Doctor Cuervo último Prefecto de Cundinamarca y primer Gobernador de Bogotá. — Sus primeras providencias. — Competencia con la autoridad militar. — Elección del general José María Obando para Vicepresidente por renuncia del general Cacedo. — Decreto reservado del Congreso sobre persecución. — Primeras órdenes que se dan al Gobernador y su intervención en favor de los perseguidos. — Aconseja una amnistía. — Medidas contra los empleados desafectos. — Trata de eludirlos el Gobernador. — Desagrado del Gobierno. — Renuncia repetida de aquél. — Quieren desairarle. — Renuncia todos sus empleos y piensa en dejar la vida pública. — Vuelve á la Gobernación llamado por Márquez. — Llegada de Santander. — Sus esfuerzos en favor de la conciliación. — Primeros amagos de revolución. — Conspiración del 23 de Julio de 1833. — Muerte de Mariano Paris. — Causa y ejecución de los conspiradores. — Motivos de rigor. — Ejecución de Anguiano. — Muerte de Sardá. — Expulsión de D^a. Manuela Sáenz. — Periodismo. — *El Cachaco*. — Estado de los partidos al declinar el gobierno de Santander 152

CAPÍTULO VII

GOBERNACIÓN DE BOGOTÁ

(Parte administrativa)

Providencias del Gobernador sobre policía. — Sobre rentas. — Sobre salinas. — Sobre escuelas. — La Universidad. —

Fundación del Colegio de la Merced. — *Catecismo de urbanidad*. — Aseo y ornato. — Cementerio. — Hospital. — Hospicio. — Otras providencias benéficas. — Agricultura. *El Cultivador cundinamarqués*. — Proyecto de banco. — Espíritu de todas estas medidas. — Deja el Doctor Cuervo la Gobernación. 200

CAPÍTULO VIII

VIAJE Á EUROPA

Sale el Doctor Cuervo para Europa. — El Magdalena. — Cartagena. — Travesía hasta Génova. — Sociedades de que se hace miembro en París. — Retrato de Caldas. — Medalla conmemorativa de la designación de las armas de la República. — Pinturas de Vásquez. — Clase de grabado. — Curso de las cosas públicas durante la ausencia del Doctor Cuervo. — Muerte de José María Serna. — Lucha electoral. — División de los liberales. — Triunfo de un candidato civil. — Asonada por la custodia de San Carlos. — Santander sobre estos sucesos. — Elección de Márquez. — El nuevo presidente. — Santander se hace jefe de la oposición. — Sus defectos y sus méritos. 234

CAPÍTULO IX

EL ARGOS Y LIBERTAD Y ORDEN

Vuelta del Doctor Cuervo. — Cargos varios que desempeña. — Rector de la Universidad. — Separación de los estudios civiles y eclesiásticos, y creación del Seminario. — Director general de la renta de tabacos. — Plenipotenciario para la división de los créditos de Colombia. — Director del crédito nacional. — La *Bandera nacional* y el *Argos*. — Los nuevos partidos. — La Sociedad Católica. — El Ilmo. Mosquera en los primeros tiempos de su arzobispado. — Se van alejando los liberales moderados y los santanderistas. — Sucesos de Pasto. — Sus efectos en Bogotá. — Parte Herrán para el Sur. — Estada de Obando en Bogotá. — Cambian de actitud los santanderistas. — Combate de Buesaco y sus resultas. — Aranzazu sobre esto. — Candidatura de Herrán. — Sigue Obando para Pasto á someterse á juicio por la muerte de Sucre. — Renace la lucha periodística. — *El Observador, Libertad y Orden*. . . 265

CAPÍTULO X

LEGACIÓN EN EL ECUADOR

(Antecedentes)

Aspiraciones del Ecuador á poseer la provincia de Pasto. — El general Juan José Flores. — Conducta del Gobierno del Ecuador en los primeros días de la revolución de Pasto. — Es nombrado el Doctor Cuervo Encargado de Negocios, y se pone en camino para Quito. — Situación de las fuerzas granadinas en Pasto. — Flores presta auxilio á Herrán, y condiciones que se estipulan. — Convenio con Mosquera. — Cambia inmediatamente la situación. — Combate de Huilquipamba. — Queda Pasto encomendado á una división ecuatoriana mientras Mosquera y Herrán se vuelven al interior. — Primer resultado de la intervención extranjera. — Se extiende la revolución. — Aprieto de Bogotá. — Repara el gobierno sus pérdidas. 305

CAPÍTULO XI

LEGACIÓN EN EL ECUADOR

(Conflictos)

Llega el Doctor Cuervo al Ecuador. — Su posición embarazosa. — Pide el Gobierno granadino nuevos auxilios al Ecuador. — Reaparece Obando en Timbío. — Proyecta Flores enviar fuerzas á Popayán, y el Doctor Cuervo se opone. — Ocupación de esta ciudad por los revolucionarios, y medidas que se toman en Quito. — Conferencia entre el Doctor Cuervo y el Ministro de Relaciones Exteriores. — Trasmítese á Flores facultades reservadas. — Conducta de éste en Pasto y declaraciones del Vicepresidente. — Pide el Doctor Cuervo explicaciones. — Pronunciamientos de Pasto y Túquerres. — Protesta del Doctor Cuervo. — Contraprotesta y réplica. — Prepárase el Doctor Cuervo á salir del Ecuador. — Mediación francesa y conferencias de 23 de Junio. — Sucesos de Pasto. — Retirada de Flores á Túquerres y sus resultados. — Pasos dados para tratar con Obando y explicaciones que pide el Doctor Cuervo. — Derrota de Obando en la Chanca. — Conducta doble de Flores. — Conferencia entre el Doctor Cuervo y el general Daste. — Inculpaciones del general J. Posada Gutiérrez. 326

CAPÍTULO XII

LEGACIÓN EN EL ECUADOR

(Conclusión)

Acércase Mosquera á Pasto. — El Doctor Cuervo se niega á ir á las conferencias de este lugar. — Lo que en ellas se trató. Recibe el Doctor Cuervo nuevas instrucciones. — Cambios de la opinión en Bogotá con respecto á él. — Comunicación que dirige sobre la provincia de Pasto. — Fin de la campaña de Flores y lo que de ella sacó el Ecuador. — Especulaciones con la deuda granadina. — Consigue el Doctor Cuervo el sometimiento de Panamá. — Cómo fue recibido este suceso en Bogotá. — Disgustos que causó al Doctor Cuervo. — Reclama éste la extradición de Obando. — Juicios que se hicieron en la Nueva Granada sobre la conducta del Doctor Cuervo durante su misión. — Su manejo privado en Quito.	399
Documentos.	435

ERRATAS

Entre unas pocas imperfecciones tipográficas que ha sacado este volumen, salvamos las siguientes, por ser las únicas que pueden atajar la lectura :

Pág. 301, línea 7^a. de abajo para arriba, dice *primore* en lugar de *provero*.

Pág. 308, línea 2^a. de la nota, léase: « El comisionado Daste no se olvidaba. » Vea sepág. 326.

C. 1002
Dental X-ray Inc.
Boston, Mass. 02110

THE BORROWER WILL BE CHARGED
THE COST OF OVERDUE NOTIFICATION
IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO
THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST
DATE STAMPED BELOW.

CANCELLED

JAN 17 1978

BOOK DUE - WID
JAN 13 1978

BOOK DUE - WID

FEB 26 1978

5931413

CANCELLED

MAY 2 1978

BOOK DUE - WID

MAY 2 1978

BOOK DUE - WID

MAY 6 1978

MAY 1 1978